

Document de Référence 2008



Au cœur de la décision et de la performance



Société Anonyme
au capital de 8 891 004,61€
127 à 137, rue d'Aguesseau
92100 Boulogne-Billancourt
350 422 622 R.C.S. Nanterre
Code NAF : 6311 Z
Téléphone : + 33 (0) 1 49 09 22 00
Télécopieur : + 33 (0) 1 46 03 45 95
<http://www.cegedim.fr>

Document de Référence 2008

Des exemplaires papier du Document de Référence sont disponibles gratuitement auprès de Cegedim S.A., 127 à 137, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne-Billancourt, sur le site Internet de Cegedim S.A. : www.cegedim.fr



Le présent Document de Référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 avril 2009, conformément aux dispositions de l'article 212-13 de son règlement général.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.



Ce présent document a été imprimé sur du papier 100 % recyclé, certifié Ecolabel européen.

Le Groupe Cegedim contribue ainsi au « Développement Durable »

AVERTISSEMENT

Certaines informations autres qu'historiques contenues dans le présent Document de Référence sont susceptibles de constituer des objectifs, des données à caractère prévisionnel ou des prévisions financières non auditées. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et des termes tels que « s'attendre à », « pouvoir », « estimer », « avoir l'intention de », « envisager de », « anticiper », ainsi que d'autres termes similaires. Ces données sont sujettes à des risques et des aléas pouvant se traduire, ultérieurement, par des données réelles substantiellement différentes. Par nature, ces objectifs pourraient ne pas être réalisés, et les éléments prospectifs sur lesquels ils sont fondés pourraient s'avérer erronés en tout ou partie.

SOMMAIRE

Groupe Cegedim

I

1 - Personnes responsables	1
1.1 Nom et fonction du responsable du Document de Référence	1
1.2 Attestation du responsable du Document de Référence	1
2 - Contrôleurs légaux des comptes pour la période couverte par les informations financières historiques	2
2.1 Co-Commissaires aux comptes titulaires	2
2.2 Commissaires aux comptes suppléants	2
3 - Informations financières sélectionnées	3
4 - Facteurs de risques	3
4.1 Risques de marché	3
4.2 Risques juridiques	7
4.3 Risques industriels et environnementaux	8
4.4 Procédures judiciaires et d'arbitrages	11
4.5 Assurances	11
5 - Informations concernant l'émetteur	12
5.1 Histoire et évolution de la Société	12
5.2 Investissements	15

Activités du Groupe

II

6 - Aperçu des activités	18
6.1 Principales activités	18
6.2 Principaux marchés	38
6.3 Evénements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis aux points 6.1 et 6.2	43
6.4 Degré de dépendance	43
6.5 Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	44
7 - Organigramme	
7.1 Groupe Cegedim et place de Cegedim au sein du Groupe	45
7.2 Liste des filiales de Cegedim	45

Commentaires sur résultats

IV

8 - Propriétés immobilières, usines et équipements	48
8.1 Immobilisations corporelles importantes, existantes ou planifiées, y compris les propriétés immobilières louées et toute charge majeure pesant dessus	48
8.2 Utilisation des immobilisations corporelles au regard de l'environnement	48
9 - Examen de la situation financière et du résultat	48
9.1 Description et évolution de la situation financière de Cegedim	48
9.2 Résultat d'exploitation	48

10 - Trésorerie et capitaux	49
10.1 Capitaux de Cegedim	49
10.2 Conditions d'emprunt et structure de financement de Cegedim	49
10.3 Source et montant des flux de trésorerie de Cegedim et description de ces flux	49
10.4 Restriction à l'utilisation des capitaux	50
10.5 Sources de financement attendues et nécessaires pour honorer les engagements d'investissement (visés aux points 5.2.3 et 8.1)	51
11 - Recherche et développement, brevets et licences	51
12 - Information sur les tendances	51
13 - Prévisions ou estimations du bénéfice	52

Gouvernement d'entreprise

V

14 - Organes d'administration et de direction	52
14.1 Nom, adresse professionnelle et fonctions des mandataires sociaux	52
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	55
15 - Rémunérations et avantages	56
15.1 Montant des rémunérations totales et avantages de toute nature versés durant l'exercice, de manière directe ou indirecte, nominativement à chaque mandataire social, par Cegedim et par toute société du Groupe	56
15.2 Montant total des sommes provisionnés ou constatées par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	56
15.3 Attribution d'actions gratuites	57
16 - Fonctionnement des organes d'administration et de direction	58
16.1 Date d'expiration du mandat actuel des administrateurs de Cegedim S.A. période durant laquelle ils sont restés en fonction	58
16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à l'émetteur ou à l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat	58
16.3 Informations concernant le comité d'audit et le comité de rémunération	58
16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France	58

Capital de Cegedim

VI

17 – Salariés	59
17.1 Effectifs du Groupe Cegedim à la clôture	59
17.2 Participation des dirigeants dans le capital et stock options	59
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de Cegedim	59
18 - Principaux actionnaires	60
18.1 Composition de l'actionnariat	60
18.2 Droits de votes particuliers	61
18.3 Contrôle de Cegedim	61
18.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle	61

Informations financières

VII

20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	63
20.1 Informations financières historiques – Comptes sociaux	63
20.2 Informations financières historiques – Comptes consolidés	88
20.3 Vérification des informations financières historiques annuelles	147
20.4 Date des dernières informations intermédiaires	147
20.5 Informations financières intermédiaires	147
20.6 Politique de distribution de dividendes	147
20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrage	148
20.8 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	148
21 - Informations complémentaires	149
21.1 Capital social	149
21.2 Acte constitutif et statuts	151
22 - Contrats importants	153
23 - Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	153
24 - Documents accessibles au public	153
25 - Informations sur les participations	153

Rapport de gestion

VIII

26 – Annexes	154
26.1 Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2008	154
26.2 Annexes au rapport de gestion	174
26.3 Rapports des Commissaires aux comptes	196
26.4 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale ordinaire annuelle au 27 mai 2009	203

Le Groupe Cegedim

Fondée en 1969, Cegedim est une entreprise mondiale de technologies et de services spécialisée dans le domaine de la santé. Cegedim propose des prestations de services, des outils informatiques, des logiciels spécialisés, des services de gestion de flux et de bases de données. Ses offres s'adressent notamment aux industries de santé, laboratoires pharmaceutiques, professionnels de santé et compagnies d'assurance.

Les compétences du Groupe Cegedim se répartissent en trois secteurs :

- CRM et données stratégiques
- Professionnels de santé
- Assurances et services

Leader mondial du CRM pharmaceutique, son cœur de métier historique, Cegedim accompagne les plus grands laboratoires pharmaceutiques dans leurs projets de CRM (Customer Relationship Management) et mesure l'efficacité de leurs actions marketing et vente. Les outils de CRM du Groupe Cegedim, fortement valorisés par ses bases de données stratégiques, apportent à ses clients un éclairage avisé sur leur marché et leurs cibles, afin d'optimiser leurs stratégies et leurs retours sur investissements.

Cegedim se positionne aussi comme l'un des principaux éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et paramédicaux. Structurés, évolutifs et communicants, ces logiciels s'adaptent aux besoins des professionnels de santé tout en répondant aux dernières exigences techniques et réglementaires.

Capitalisant sur ses compétences en édition de logiciels professionnels et en traitement d'informations complexes, le Groupe propose également des offres consacrées aux acteurs de l'assurance maladie et des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients intéressés par les problématiques d'externalisation et d'échanges dématérialisés.

Cegedim s'inscrit dans une démarche continue de développement et de synergie entre ses activités, avec l'ambition affichée d'être l'un des principaux interlocuteurs des partenaires de santé et de se situer au cœur de leurs besoins d'informations.

- 1969 Jean-Claude Labrune fonde Cegedim (CEntre de GEstion, de Documentation, d'Informatique et de Marketing) dont la vocation initiale est de mettre en commun les ressources informatiques et les savoir-faire des laboratoires pharmaceutiques dans les domaines de la recherche documentaire.
Lancement des premières bases de données.
- 1979 Lancement de l'activité CRM en France.
- 1990 Début de l'expansion internationale.
- 1991 Lancement de la première plateforme d'échanges dématérialisés.
- 1994 Lancement des offres d'informatisation des médecins en France, des activités de promotion à destination des médecins et pharmaciens et des activités de gestion des ressources humaines.
- 1995 Le titre Cegedim est introduit au Second Marché de la Bourse de Paris. Il est désormais coté sur NYSE Euronext Paris, compartiment B.
- 1999 Informatisation des compagnies d'assurance et mutuelles de santé.
- 2000 Entrée à hauteur de 10% dans le capital du Groupe de Alliance Healthcare France (ex Alliance Unichem devenue Alliance Boots) qui apporte en contre partie à Cegedim les activités d'informatisation des pharmacies et les bases de données des médicaments tant pour les pharmacies que pour les cabinets médicaux.
- 2001 Implantation aux Etats-Unis puis acquisition de l'entité Target Software en 2005 qui permet au Groupe Cegedim de renforcer sa présence aux Etats-Unis.
- 2006 Cegedim dépasse les 500 millions d'euros de chiffre d'affaires.
- 2007 Cegedim annonce l'acquisition de la société américaine Dendrite International, cotée au Nasdaq, et devient ainsi le leader mondial du CRM pour l'industrie pharmaceutique. Doté de la plus large et de la meilleure structure de R&D dédiée à ce secteur hautement spécifique, Cegedim affiche une capacité inégalée au service de l'optimisation des investissements promotionnels de ses clients.
- 2009 Cegedim compte 8 239 collaborateurs dans plus de 80 pays. Désormais le Groupe réalise plus de 50 % de ses activités à l'international. Le fichier mondial de référence des professionnels de santé (OneKey) est disponible dans 73 pays.

CRM et données stratégiques

CRM - Visite médicale

- Cegedim Dendrite
- Mobile Intelligence - TEAMS
- Target - Trends

Business Intelligence

- Reportive

Etudes de marché

- Cegedim Strategic Data

Optimisation des forces de vente

- Itops

Statistiques de vente des produits pharmaceutiques

- Cegedim statistiques de vente
- Cegers
- Infosanté

Analyse de la prescription médicale

- Cegedim Customer Information
- Icomed - Medimed - Physician Connect

Bases de données entreprises et services associés

- Cegedim Communication Directe

Impression et notices pharmaceutiques

- Pharmapost

Gestion des échantillons médicaux

- Pharmastock
- 3S -Tracere

OneKey
& autres bases
de données
associées

Assurances et services

Assurances, monétique et santé

Informatisation des assureurs et
mutuelles de santé

- Cegedim Activ - Protectia

Flux et tiers-payant

- Cetip
- iSanté

Autres services

Echanges de données informatisés

- Cegedim EDI
- Hospitalis
- Qualitrans-Telepharma

Gestion externalisée paie et RH

- Cegedim SRH

Hébergement, services et Internet

- Cegedim hébergement
- PCO Cegedim

Professionnels de santé

Cegedim Healthcare Software

Logiciels pharmaciens et paramédicaux

- Alliadis
- RM Ingénierie
- Cegedim Rx

Logiciels médicaux - Réseaux de santé -
France

- Cegedim Logiciels Médicaux
- AGDF Cegedim RS
- RESIP - Banque Claude Bernard

Logiciels médicaux - International

- In Practice Systems
- HDMP
- Millennium
- Stacks

Intranet et portail de santé

- Santesurf

Informations promotionnelles

- RNP
- MedExact

Statistiques personnalisées des pharmacies

- Santestat

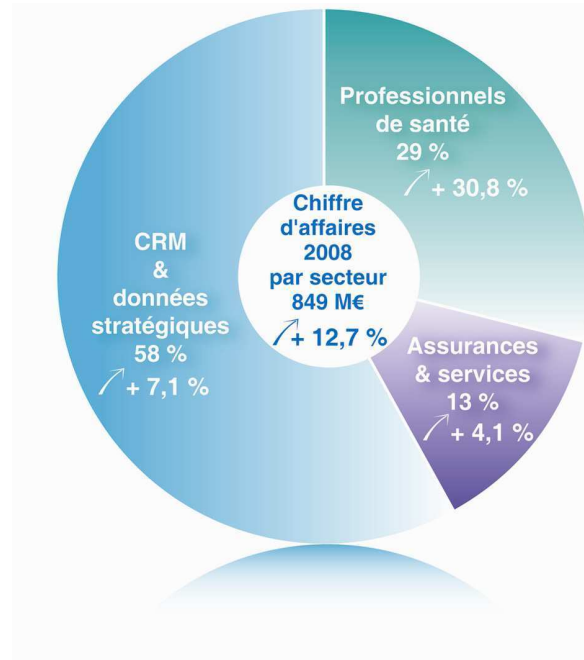
Bases de données professionnelles

- Rosenwald

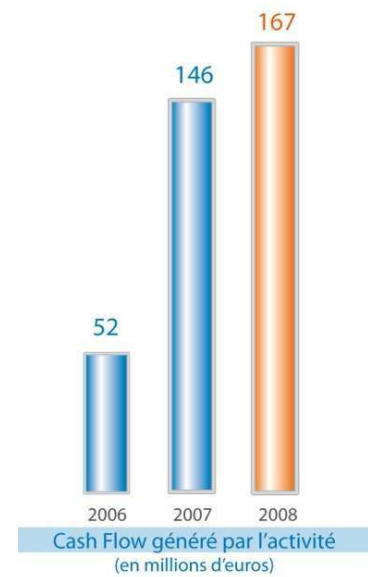
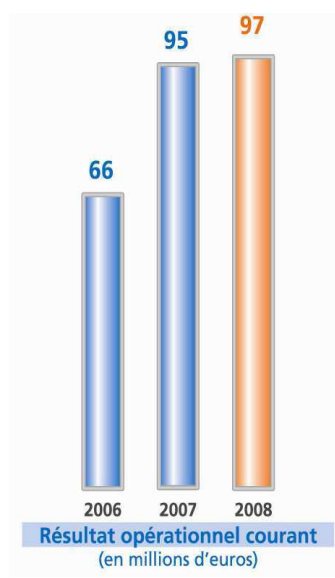
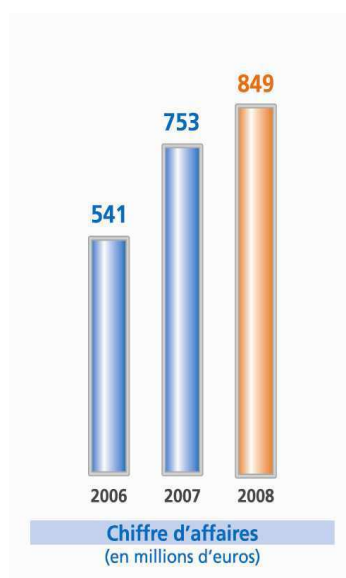
Location financière médicale

- Cegelease

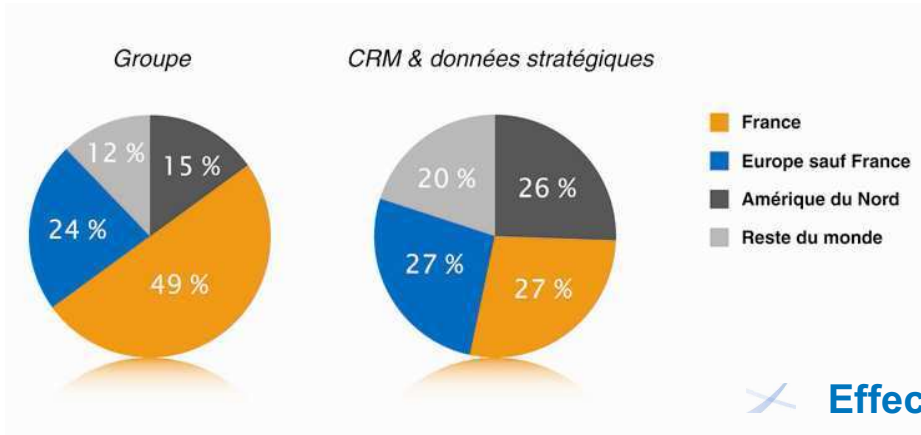
✂ Répartition du chiffre d'affaires par secteur



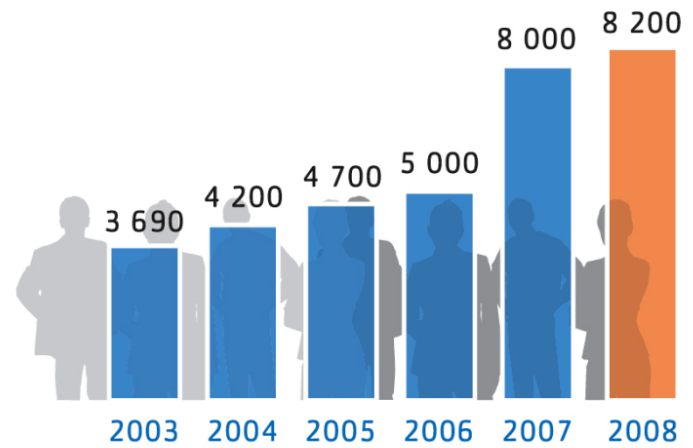
✂ Chiffre d'affaires, résultat opérationnel et cash flow généré par l'activité



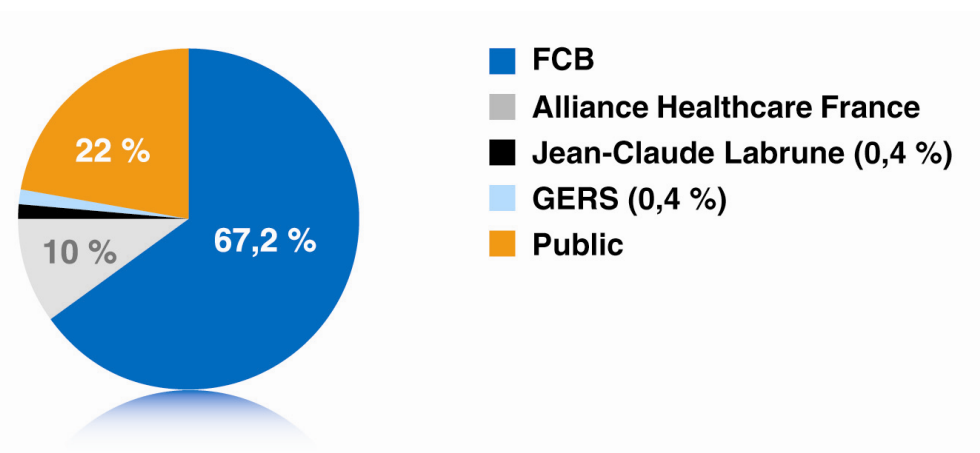
✂ Chiffre d'affaires par zone géographique



✂ Effectifs



✂ Actionnariat



✂ Eléments du compte de résultat et bilan

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires (millions d'€)	849	753	541
Résultat opérationnel courant (millions d'€)	97	95	66
Résultat net (millions d'€)	33	44	39
Résultat net part du Groupe (millions d'€)	34	44	39
Capacité d'autofinancement (millions d'€)	98	84	66
Total bilan (millions d'€)	1 297	1 250	619
Ecart d'acquisition (millions d'€)	617	581	204
Endettement financier net (millions d'€)	603	621	176
Capitaux propres part du Groupe (millions d'€)	241	207	219
Nombre d'action en circulation	9 331 449	9 331 449	9 331 449
Nombre d'action hors autocontrôle	9 331 449	9 331 449	9 290 266
Bénéfice net par action (€)	3.6	4.7	4.2

✂ Chiffre d'affaires et résultat opérationnel par secteur

(En milliers d'euros)	Chiffres d'affaires 2008			Résultat opérationnel courant 2008
	France	Etranger	Total	
CRM et données stratégiques	131 683	360 937	492 620	55 565
Professionnels de santé	182 327	67 887	250 214	34 537
Assurances et services	104 135	1 609	105 743	6 535
Total	418 145	430 432	848 577	96 637

Cette page a été laissée intentionnellement blanche

1 - Personnes responsables

1.1 Nom et fonction du responsable du Document de Référence

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
Cegedim S.A.

1.2 Attestation du responsable du Document de Référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de Référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste, qu'à ma connaissance, le Rapport de gestion contenu dans ce document présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les informations données dans le présent Document de Référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence. Cette lettre ne contient pas d'observations.

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2008 (qui figurent respectivement aux points 20.1.3 et 20.2.3 du présent Document de Référence) ne contiennent pas d'observation.

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et les comptes annuels de l'exercice 2007 (qui figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0328) et sur les comptes consolidés et les comptes annuels de l'exercice 2006 (qui figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2007 sous le numéro D.07-0365) ne contiennent pas d'observation.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 27 avril 2009.

Jean-Claude Labrune
Président Directeur Général
Cegedim S.A.

2 - Contrôleurs légaux des comptes pour la période couverte par les informations financières historiques

2.1 Co-Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet Mazars et Guérard
représenté par M. Jean-Paul Stevenard
Exaltis, 61 rue Henri Regnault - 92 400 Courbevoie
Renouvellement lors de l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006 pour une durée de 6 ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2013 approuvant les comptes 2012.

Cabinet Grant Thornton
représenté par M. Michel Cohen
100, rue de Courcelles - 75017 Paris
Renouvellement lors de l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006 pour une durée de 6 ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2013 approuvant les comptes 2012.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

M. Thierry Colin
39, rue de Wattignies - 75012 Paris
Renouvellement lors de l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006 pour une durée de 6 ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2013 approuvant les comptes 2012.

IGEC - Institut de Gestion et d'Expertise Comptable
représenté par M. Victor Amselem
3, rue Léon Jost - 75017 Paris
Renouvellement lors de l'Assemblée générale de 2007 approuvant les comptes 2006 pour une durée de 6 ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2013 approuvant les comptes 2012.

3 - Informations financières sélectionnées

Données consolidées

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	
Chiffre d'affaires (millions d'€)	849	753	541	
Résultat opérationnel courant (millions d'€)	97	95	66	
Résultat net (millions d'€)	33	44	39	A
Résultat net part du Groupe (millions d'€)	34	44	39	
Capacité d'autofinancement (millions d'€)	98	84	66	
Total bilan (millions d'€)	1 297	1 250	619	
Ecart d'acquisition (millions d'€)	617	581	204	
Endettement financier net (millions d'€)	603	621	176	
Capitaux propres part du Groupe (millions d'€)	241	207	219	
Nombre d'action en circulation	9 331 449	9 331 449	9 331 449	
Nombre d'action hors autocontrôle	9 331 449	9 331 449	9 290 266	B
Bénéfice net par action (€)	3.6	4.7	4.2	A / B

4 - Facteurs de risque

Les activités du Groupe demeurent soumises aux risques habituels inhérents à l'exercice de ses métiers ainsi qu'aux risques de nature politique ou géopolitique liés à sa présence mondiale dans la plupart de ses activités ainsi qu'aux événements imprévisibles liés à des cas de force majeure. Ces risques, ainsi que d'autres dont il n'a pas actuellement connaissance ou qu'il considère comme non significatifs à ce jour, pourraient avoir un effet négatif sur son activité et ses résultats. Après une revue de ces risques, les plus significatifs auxquels le Groupe estime être exposé sont détaillés ci-après.

Afin d'apprécier la façon dont le Groupe évalue les risques ainsi que les procédures mises en place pour en assurer le suivi, il convient également de se référer au rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne, reproduits intégralement dans les annexes du présent Document de Référence.

4.1 Risques de marché

4.1.1 Risque de taux

La structure de la dette du Groupe est présentée dans le point 4.1.3 sur le Risque de liquidité.

Afin de limiter les effets d'une hausse des taux d'intérêts sur le niveau de ses frais financiers et comme demandé dans la convention de crédit, le Groupe a décidé de mettre en œuvre une politique de couverture des risques consistant à protéger un taux de financement maximum annuel sur la durée des emprunts. Seule Cegedim S.A. a mis en place, lorsque nécessaire, une couverture des emprunts. Les couvertures de taux sont suivies de façon centralisée permettant ainsi de mesurer l'exposition globale du risque de taux du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place.

Le Groupe assure la couverture du risque de taux en fonction de la dette actuelle mais également en fonction de l'évolution probable de sa dette, en particulier de l'évolution des tirages sur sa ligne de revolving. En fonction de

la position à gérer et du taux de référence retenu, une stratégie de couverture est mise en place. Elle a pour but de protéger le taux de référence et de permettre de profiter, au moins en partie, des évolutions favorables. Ces stratégies de couvertures sont constituées d'instruments dérivés fermes et d'instruments dérivés optionnels. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la capacité du Groupe à se couvrir efficacement contre les risques de taux.

Description des couvertures mises en place par le Groupe

La totalité de l'emprunt de 350 millions d'euros et une partie des 130 millions d'euros du revolver credit facilities (83.3 millions d'euros) souscrit à taux variable ont été couvertes par la mise en place des instruments dérivés de taux suivants :

- Un swap à taux fixe palier transformable en Collar à prime nulle 3.95% / 5.48% sur Euribor 3 mois
du 09/06/08 au 31/12/08 = 4.49% contre Euribor 3 mois
du 31/12/08 au 31/03/09 = 4.64% contre Euribor 3 mois
du 31/03/09 au 04/05/13 = 4.79% contre Euribor 3 mois

A partir du 31/12/08 puis chaque trimestre la banque de couverture a l'option de transformer le taux fixe payé par Cegedim en un collar sur Euribor 3 mois de taux plancher 3.95% et de taux plafond 5.48%.

- Un swap Basis receveur taux Euribor 1 mois +0.14%, payeur Taux Euribor 3 mois maturité 30/06/2009.

L'emprunt de 200 millions de dollars souscrit à taux variable a été couvert en totalité par la mise en place des instruments dérivés suivants :

- Un swap receveur taux variable, payeur taux fixe de 4.26% maturité 30/06/2009
- Un swap receveur taux fixe 3.16%, payeur taux Libor 3 mois USD maturité 30/06/2009
- Un swap Basis receveur taux Libor 1 mois USD +0.07%, payeur Taux Libor 3 mois USD maturité 30/06/2009

Le montant des emprunts exposés au risque de taux s'élève à 46.700€ (une fraction du crédit revolver taux Euribor 3 mois). La dette subordonnée de 50 millions d'euros envers FCB (ex Financière Cegedim) ne bénéficie pas non plus de couverture de taux.

Evaluation du risque de taux (en millier d'euros).

Une variation à la hausse de 1% des taux appliqués à la partie non couverte du crédit revolver de 46.700€ aurait un impact d'environ 0.5 millions d'euros sur le résultat du Groupe avant impôt.

4.1.2 Risque de change

64% des activités du Groupe sont réalisés par des filiales situées dans la zone Euro, ce qui expose Cegedim à un risque de change relativement limité.

Les devises représentant une part significative du chiffre d'affaires consolidé sont la livre sterling (10% du chiffre d'affaires) et le dollar (15% du chiffre d'affaires). Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations de ces devises par rapport à l'euro, ce qui est susceptible d'exposer le Groupe à un risque de change plus ou moins significatif selon les années. De plus, le Groupe a souscrit un emprunt de 200 millions de dollars pour lequel il n'existe pas de couverture euro/dollar.

Sensibilité du chiffre d'affaires aux risques de changes

La sensibilité du Groupe au risque de change est principalement influencée par la situation nette des filiales dont les devises de compte sont le dollar et la livre sterling. Cette sensibilité est reflétée par l'évolution historique des écarts de conversion imputés dans le chiffre d'affaires consolidé qui, au cours des trois derniers exercices, et essentiellement du fait de l'évolution du dollar et de la livre sterling, ont été les suivants :

	Parité euro - dollar	Parité euro - livre sterling
31/12/08	1.47	0.80
31/12/07	1.38	0.69
31/12/06	1.26	0.68

Chiffres d'affaires (en milliers d'euros)	Total	Euro	Dollar	Livre Sterling	Autres devises
2008 au taux de change du 31/12/08	848 577	542 004	124 493	81 730	100 350
2007 au taux de change du 31/12/07	752 994	481 674	114 534	76 725	80 061

Chiffres d'affaires (en milliers d'euros)	Dollar	Livre Sterling
Ecart de conversion au 31/12/08	8 380	13 702
Ecart de conversion au 31/12/07	10 882	822

4.1.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité non opérationnel du Groupe est induit principalement par l'échéance de ses dettes bancaires donnant lieu à paiement d'intérêts et les flux de paiement sur instruments financiers ainsi que sur les autres dettes ne donnant pas lieu à paiement d'intérêts.

Les emprunts sont suivis de façon centralisée.

L'endettement financier net au 31 Décembre 2008 (cf note du point 20) a diminué de 16.4 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007. La variation de trésorerie ne contribue que pour 37% de l'évolution de l'endettement sur la période.

31 Décembre 2007	31 décembre 2008
610 841 millions d'euros	594 410 millions d'euros

Un financement a été mis en place en date du 9 mai 2007 pour d'une part, acheter la société Dendrite et d'autre part, reconsolider la dette existante. Le financement se répartit de la façon suivante :

- 350 millions d'euros de prêt amortissable jusqu'en 2013 à taux variable ;
- 200 millions de dollars de prêt amortissable jusqu'en 2013 à taux variable ;
- 165 millions d'euros de revolver credit facilities renouvelables tous les trois mois jusqu'en 2012 à taux variable. Au 31 Décembre 2008, le Groupe utilisait seulement 130 millions d'euros.
- 50 millions d'euros de prêt in fine jusqu'au moins 2014 à taux variable. Il s'agit d'une dette subordonnée envers FCB (ex Financière Cegedim).

Covenants financiers

La convention de crédit conclue par le Groupe impose le respect de covenants financiers à défaut desquels l'utilisation de tirage supplémentaire de la partie revolving du crédit pourrait cesser d'être disponible et le crédit pourrait éventuellement devenir exigible par anticipation. En outre, la convention impose d'affecter le produit de toute levée de fonds propres au remboursement anticipé du crédit, sauf dispense de cette obligation si une condition particulière de ratio est remplie.

Au 30 juin 2008 et au 31 décembre 2008 le Groupe respecte l'ensemble de ses covenants.

En dehors des covenants habituels à ce type de convention, le Groupe doit respecter deux ratios (dette financière nette sur EBITDA et EBITDA sur coût de l'endettement) et un seuil sur les acquisitions.

- Ratio dette financière nette sur EBITDA

Le ratio dette financière nette sur EBITDA pro-forma à chaque fin de semestre civil doit être inférieur à un niveau donné, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Période	Covenants	Cegedim
A la mise en place	4.5	3.92
31 décembre 2007	4	3.62
30 juin 2008	3.75	3.6
31 décembre 2008	3.5	3.15
30 juin 2009	3.25	-
31 Décembre 2009 et jusqu'à l'échéance	3	-

La dette financière nette s'entend hors prêt subordonné de FCB (ex Financière Cegedim) à Cegedim et hors participation des salariés de Cegedim. L'EBITDA considéré est retraité de toute charge exceptionnelle telle que définie dans la convention de crédit.

- Ratio EBITDA pro-forma sur coût de l'endettement.

Le ratio EBITDA pro-forma sur coût de l'endettement doit être, à chaque fin de semestre civil, supérieur à un niveau donné comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Période	Covenants	Cegedim
A la mise en place	3	na
31 décembre 2007	3	4.11
30 juin 2008	3	1.2
31 décembre 2008	3.75	4.52
30 juin 2009	3.75	-
31 décembre 2009	3.75	-
30 Juin 2010 et jusqu'à l'échéance	4.5	-

Le coût de l'endettement est défini dans la convention de crédit et exclut, entre autre, le coût de l'endettement du prêt subordonné de FCB (ex Financière Cegedim) à Cegedim.

- Limitation des acquisitions

Le Groupe est limité en termes d'acquisition à une enveloppe annuelle globale de 50 millions d'euros et le cumul des montants des investissements lié aux acquisitions doit être inférieur à 200 millions d'euros sur la période du crédit.

Le Groupe dispose d'une capacité d'accès au crédit immédiate de 35 millions d'euros provenant de la part du crédit revolver non utilisée. La partie non utilisée des découverts bancaires autorisés n'est pas prise en compte dans ce montant.

Par ailleurs, en 2008, dans la continuité de l'opération réalisée au cours de l'exercice 2007, Cegelease a procédé à des cessions complémentaires à la société Natixis, d'une partie de ses créances contre un apport en cash de 53.5 millions d'euros, en deux opérations, une au premier semestre de 34.5 millions d'euros et l'autre

au deuxième semestre de 19 millions d'euros. Sur la même période Cegelease a généré un chiffre d'affaires de 86 millions d'euros. Cegelease continue à travailler en vue de céder la très grande majorité de ses contrats directement à ses banques partenaires.

Les restrictions à l'utilisation des capitaux sont présentées au point 10.4 du présent Document de Référence.

4.1.4 Risque clients

Les clients du Groupe sont essentiellement des laboratoires pharmaceutiques, des médecins, des pharmaciens, des compagnies et mutuelles d'assurance santé. Ils ne présentent pas de risques significatifs de contrepartie.

Aucun client du Groupe ne représente plus de 3% du chiffre d'affaires du Groupe au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2008. A l'exception d'un seul qui représente 6% du chiffre d'affaires au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2008. Les cinq premiers et les 10 premiers clients du Groupe totalisent respectivement 16% et 23% du chiffre d'affaires du Groupe au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

Si la relation avec ces clients prenait fin, le chiffre d'affaires correspondant pourrait ne pas être remplacé et le résultat du Groupe pourrait subir un impact négatif.

Par ailleurs, la majorité des revenus perçus par le Groupe provient de clients présents dans le secteur d'activité particulier de l'industrie de la santé. Ces clients peuvent subir des baisses dans la demande de leurs produits ou des augmentations de leurs coûts. En outre, l'Etat pourrait introduire des changements dans le système de financement et de remboursement des soins médicaux ou imposer une politique tarifaire plus stricte aux laboratoires pharmaceutiques. Le Groupe ne peut garantir que de tels changements, en particulier ceux affectant les principaux marchés sur lesquels il est implanté, n'auront pas un effet négatif sur son activité et ses résultats opérationnels.

Enfin, la consolidation dans les domaines d'activité des clients du Groupe pourrait, éventuellement, avoir pour conséquence une diminution des marges et du résultat d'exploitation du Groupe.

4.2 Risques juridiques

4.2.1 Réglementations spécifiques

Bien que le secteur de la santé soit très réglementé, le Groupe Cegedim, en tant que prestataire de services, n'est pas soumis à une réglementation particulière, hormis les règles relatives à la protection et au transfert des données personnelles (loi Informatique et Liberté du 6 août 2004 qui transpose en droit français la Directive Européenne 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des données personnelles et à la libre circulation de ces données) imposant notamment des déclarations systématiques aux organismes de contrôle exerçant dans chaque pays où le Groupe est propriétaire de fichiers et bases de données.

Les filiales du Groupe établies dans l'Union Européenne agissent en conformité avec les législations nationales des différents Etats concernés. Ces Etats par ailleurs prévoient des obligations déclaratives analogues à celles instaurées par la CNIL, conformément à la Directive précitée. Hors Union Européenne, les filiales doivent effectuer également des déclarations auprès des autorités de contrôle afin de respecter les différentes législations relatives à la protection de données.

Le Département Juridique du Groupe centralise et assure le suivi des réglementations en vigueur et s'assure de la conformité de l'activité du Groupe avec les différentes législations qui lui sont applicables.

Toutefois, le Groupe ne peut exclure un changement de législation ou une évolution de réglementation dans le sens d'une réglementation plus stricte de la collecte, de la protection, du traitement et du transfert des données personnelles. Le Groupe ne peut garantir que de tels changements, en particulier ceux affectant les principaux marchés sur lesquels il est implanté, n'auront pas un effet négatif sur sa capacité à offrir l'accès à ses bases de données et en conséquence d'avoir un impact négatif sur son activité.

4.2.2 Propriété intellectuelle

L'activité du Groupe dépend dans une large mesure de la protection efficace de ses droits de propriété intellectuelle relatifs aux marques utilisées et aux logiciels que le Groupe développe.

Cegedim conçoit et produit l'ensemble de ses offres de services, en s'appuyant sur ses ressources propres en personnel, infrastructure et financement. Les actifs nécessaires à l'exploitation sont également détenus par le Groupe. La maîtrise des savoir-faire est par conséquent internalisée. Les droits de propriété intellectuelle (notamment marques et logiciels) afférents sont suivis de façon centralisée par la Direction Générale du Groupe, afin d'assurer une protection suffisante, adéquate et à jour, sur le plan international. Toutefois, le Groupe pourrait se trouver confronté à la complexité et aux coûts engendrés par les procédures de lutte contre la copie ou l'utilisation non autorisée de produits, au piratage de logiciels ou à l'inefficacité, dans certaines régions du monde, des législations nationales moins développées dans la protection des droits de propriété intellectuelle. Dans ces régions, le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'empêcher à l'avenir l'usage ou l'appropriation indue de ses données, technologies, produits et services. Par ailleurs, le Groupe ne peut garantir l'issue donnée par la justice aux plaintes déposées.

Les contraintes de confidentialité qui s'imposent au Groupe sont directement en rapport avec ce qui précède.

4.3 Risques industriels et environnementaux

Le Groupe Cegedim a mis en œuvre en 2008 son programme de Développement durable, le Cegedim Compact, en référence au Global Compact, le Pacte Mondial des Nations Unies. Il vise à répondre aux trois préoccupations du développement durable afin de contribuer aux enjeux d'équité sociale, de préservation de l'environnement et d'efficacité économique.

Le Cegedim Compact définit ainsi douze engagements du Groupe Cegedim :

- Eliminer toute forme de travail forcé ou obligatoire
- Proscrire le travail des enfants de moins de 15 ans hors formation
- Eliminer toute discrimination en matière d'emploi et d'exercice d'une profession
- Promouvoir la réussite individuelle
- Assurer un environnement de travail favorable sur l'ensemble des sites
- Favoriser l'emploi local et respecter les législations en vigueur
- Prendre des initiatives en faveur de pratiques environnementales plus responsables
- Agir contre la corruption sous toutes ses formes
- Garantir la sécurité des biens du Groupe et de ses clients
- Assurer la confidentialité des informations clients
- Respecter les législations sur la protection des données personnelles au niveau mondial
- Maîtriser les déplacements

La mise en œuvre de ces engagements repose sur un plan d'action triennal sur l'ensemble des entités du Groupe. La mise en place progressive d'indicateurs simples doit également permettre de vérifier et d'analyser les résultats pour adapter les actions futures.

4.3.1 Risques industriels

Agissant dans le secteur des technologies et des services liés à l'information et aux bases de données, le Groupe Cegedim a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des systèmes et des données. Malgré toutes les précautions qui sont prises à cette fin, certains événements comme les incendies, les inondations ou autres catastrophes naturelles, les pannes d'électricité, les virus informatiques, les sabotages, piratages et autres événements similaires pourraient entraîner l'interruption ou la perte des flux des données et de l'accès des clients aux bases de données mises à leur disposition par le Groupe. De tels événements pourraient ainsi affecter la capacité du Groupe à fournir les produits et services à ses clients. En outre, le piratage des systèmes informatiques utilisés par le Groupe pourrait, entre autres conséquences, entraîner un préjudice de réputation important.

Cependant la répartition dans le monde de ses centres informatiques, dont trois de Tier IV (en France et aux Etats-Unis), lui permet le back up et la mise en œuvre de Plans de Reprise d'Activité (PRA) en couverture horaire quasi complète.

Le rapport du Président sur le contrôle interne détaille les mesures mises en œuvre en matière de sécurité des systèmes d'information au sein du Groupe Cegedim.

Les risques industriels sont également couverts par des polices d'assurance adéquates.

4.3.2 Risques environnementaux

Les activités du Groupe Cegedim, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle (logiciels, bases de données, prestations intellectuelles), n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement.

Les principaux leviers reposent sur :

- la réduction de la consommation en énergie, notamment via la virtualisation de data center et l'achat de matériel de dernière génération,
- l'achat de produit recyclé,
- l'optimisation du cycle de vie des produits manufacturés en gérant la fin de vie de certains produits (papier, cartons, équipements informatiques, cartouches, etc.),
- la maîtrise de la flotte de véhicule du Groupe,
- la maîtrise des déplacements.

Dans le cadre du programme Cegedim Compact et afin de répondre à ces objectifs, le Groupe Cegedim a continué à mettre en place des initiatives globales ou locales afin de réduire son impact sur l'environnement.

Par ailleurs, les filiales appliquent les lois et réglementations locales en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement.

4.3.3 Autres risques liés à l'activité de Cegedim

Risques liés aux ressources humaines

La réussite de Cegedim dépend dans une large mesure, de la compétence, de l'expérience, de la performance et de l'engagement de ses collaborateurs et membres clés de son management. Compte tenu de la spécificité de son secteur d'activité caractérisé par une concurrence importante et continue dans le recrutement de nouveaux salariés hautement qualifiés, le Groupe pourrait connaître des situations de tension s'il devait faire face à des difficultés de recrutement ou de maintien des personnes-clés et managers. Cependant la présence mondiale du Groupe avec des marchés et des cycles de l'emploi différents permet au Groupe d'atténuer les tensions éventuelles.

Risques liés à la conjoncture économique

Le Groupe ne peut pas garantir que la dégradation générale prolongée et aigüe de l'économie mondiale, affectant les besoins des clients et leurs capacités financières pour renouveler les contrats en cours ou conclure de nouveaux contrats n'aura pas un effet négatif sur sa situation financière, son résultat et son activité.

Risques liés à la concurrence

Bien que le Groupe considère sa position concurrentielle sur ses marchés comme durable, il n'est pas impossible qu'un ou plusieurs concurrents offrent des rabais importants sur certains produits ou services, le Groupe pourrait devoir suivre cette tendance baissière ou essayer d'offrir d'autres avantages avec le risque que ses marges et son résultat d'exploitation soient affectés négativement. Par ailleurs si un ou plusieurs concurrents du Groupe venaient à fusionner ou à conclure un partenariat avec un autre de ses concurrents, la modification du contexte concurrentiel pourrait avoir pour conséquence une pression supplémentaire sur les prix pratiqués par le Groupe.

En outre, certains concurrents de Cegedim peuvent disposer de ressources plus importantes dans les domaines technique, financier ou commercial. Le Groupe ne peut, dès lors, garantir qu'il pourra maintenir ses parts de marché sur les marchés où il est déjà présent, ou pénétrer sur de nouveaux.

Enfin dans l'industrie pharmaceutique, certains des clients du Groupe pourraient faire le choix de développer des solutions CRM en interne. Les résultats et la situation financière futurs du Groupe dépendront en partie de la capacité de celui-ci à s'assurer d'être en mesure de répondre de manière efficace aux efforts de développement interne de produits entrepris par certains de ses clients.

Dépendance vis-à-vis des tiers

Il n'existe pas de lien ou de dépendance technologique avec d'autres sociétés dont le seuil soit suffisamment significatif pour avoir une incidence sensible sur le Groupe (cf. également le point 6.4). Les actifs nécessaires à l'exploitation sont détenus par le Groupe.

Toutefois, les produits et services du Groupe nécessitent l'accès à des bases de données qui sont collectées auprès de tiers. Ces fournisseurs de données pourraient accroître les restrictions d'accès ou d'usage à ces données ou refuser de fournir ces données au Groupe pouvant affecter ainsi la capacité du Groupe de continuer à fournir les produits et services à ses clients.

Risques technologiques

Le Groupe exerce son activité dans un domaine très sensible aux avancées technologiques rapides, à l'évolution des exigences de la clientèle, à l'amélioration des produits existants et au lancement de nouveaux produits. Les résultats et la situation financière futurs du Groupe dépendront en partie de la capacité de celui-ci à assurer le développement de nouveaux produits, à offrir des versions améliorées de ses offres existantes, à s'adapter aux évolutions technologiques et à répondre aux normes évolutives du marché et aux besoins de plus en plus étoffés de ses clients.

Risques liés aux produits

Les produits et services offerts par le Groupe utilisent des technologies complexes et pourraient contenir occasionnellement des défauts ou des erreurs malgré le grand nombre de tests effectués dans le cadre du contrôle de qualité. Les clients potentiels pourraient alors différer leurs achats, la réputation du Groupe pourrait être affectée, une procédure en responsabilité pour produit défectueux pourrait être lancée à l'encontre du Groupe et celui-ci pourrait être amené à indemniser ses clients ou supporter des coûts supplémentaires. Le Groupe pourrait ainsi subir une perte du chiffre d'affaires, une augmentation de ses frais d'exploitation et un recul de ses parts de marché.

Par ailleurs, les retards enregistrés dans le développement des produits et services ainsi que les investissements importants dans de nouveaux produits et services qui s'avèreraient moins profitables que prévus initialement pourraient affecter le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation du Groupe.

Cours de l'action

Le résultat d'exploitation du Groupe pourrait être inférieur aux attentes des analystes et des investisseurs et, par conséquent, le cours de son action pourrait baisser. Par ailleurs, les places financières mondiales connaissent d'importantes fluctuations du cours des titres. Le cours de l'action Cegedim pourrait être sensible aux variations des marchés financiers ainsi qu'aux conditions générales économiques et politiques et de marché.

Risques liés à des acquisitions

Une des composantes de la stratégie du Groupe est d'identifier des opportunités de croissance externe par le biais d'acquisitions de sociétés qui ont vocation à étendre ou compléter les activités du Groupe. L'intégration des sociétés acquises implique un certain nombre de risques tels que l'assimilation des activités acquises, des opérations et des systèmes, la réalisation des synergies éventuelles, l'intégration des nouvelles équipes, la conservation des nouveaux clients. Malgré un suivi permanent par la Direction Générale, le Groupe ne peut pas garantir la réussite de l'intégration des sociétés acquises ni que celle-ci n'aura pas un effet négatif sur son activité et ses résultats opérationnels.

4.4 Procédures judiciaires et d'arbitrages

Il n'existe pas de procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrages, y compris toute procédure dont Cegedim a connaissance, qui est en suspens ou dont Cegedim est menacée, qui pourraient avoir eu au cours des 12 derniers mois, ou ont eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou du Groupe Cegedim.

4.5 Assurances

Cegedim S.A. a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat la garantissant, ainsi que l'ensemble des sociétés du Groupe, contre tout risque inhérent à sa responsabilité civile tant professionnelle qu'exploitation. Pour tenir compte de la nature des activités des différentes filiales, deux niveaux de couverture ont été prévus :

- 7 622 450€ pour les sociétés Cegedim S.A. (activité CRM), Cegedim Activ et Cegedim SRH ;
- Chaque filiale étrangère du Groupe (hors USA) a contracté, avec un assureur local, une garantie de 1 000 000€. Au delà de ce montant, la couverture française prend le relais ;
- 500 000€ pour les autres sociétés et activités hors CRM du Groupe.

Cegedim a par ailleurs souscrit, auprès de cette même compagnie, un contrat garantissant contre tout risque locatif, d'une valeur de 1 725€/m² pour l'ensemble des sites occupés par elle-même ou par les sociétés du Groupe. Ce contrat couvre également les conséquences d'une défaillance du système informatique du Groupe à hauteur de 12 784 102€.

En ce qui concerne les filiales américaines, les polices d'assurance garantissant les risques relatifs à la responsabilité civile (risques employés, risques employeurs, risques automobiles, tous risques liés à la propriété de terrains et autres risques liés aux activités technologiques) ont été intégrées dans celles de Dendrite et renouvelées au cours de l'année 2007 et inchangées en 2008.

Plusieurs niveaux de couverture ont été prévus :

- 10 millions de dollars pour les risques liés aux défaillances technologiques ;
- 31 millions de dollars pour les risques liés à l'activité commerciale ;
- 29 millions de dollars pour les risques immobiliers.

5 - Informations concernant l'émetteur

5.1 Histoire et évolution de la Société

5.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur

La raison sociale de l'émetteur est : Cegedim.

Le nom commercial de l'émetteur est : Cegedim Dendrite, Cegedim Dendrite Division TCF, Cegedim Dendrite Santesurf Division, Cegedim Dendrite Pharma CRM Division.

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

Inscription au RCS de Nanterre sous le numéro : 350 422 622, Code NAF 6311 Z.

5.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

La date de création de Cegedim S.A. est le 27 août 1969.

Le 18 avril 1989, la société FCB (ex Financière Cegedim) a été créée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans.

Le 26 décembre 1994, la société holding de l'époque a absorbé Cegedim S.A. et a repris sa dénomination sociale.

5.1.4 Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire

Cegedim S.A.

Société Anonyme à Conseil d'administration, au capital de 8 891 004.61€.

Siège social : 127 à 137 rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne-Billancourt, France.

Téléphone : + 33 (0)1 49 09 22 00

Télécopieur : + 33 (0)1 46 03 45 95

Pays d'origine : France

Législation régissant les activités de Cegedim : Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

5.1.5 Evénements importants dans le développement des activités de l'émetteur

Cegedim est une entreprise mondiale de technologies et de services spécialisée dans le domaine de la santé. Cegedim propose des prestations de services, des outils informatiques, des logiciels spécialisés, des services de gestion de flux et de bases de données.

Leader mondial du CRM pharmaceutique, son cœur de métier historique, Cegedim accompagne les plus grands laboratoires pharmaceutiques dans leurs projets de CRM (Customer Relationship Management) et mesure l'efficacité de leurs actions marketing et vente. Les outils de CRM du Groupe Cegedim, fortement valorisés par ses bases de données stratégiques, apportent à ses clients un éclairage avisé sur leur marché et leurs cibles, afin d'optimiser leurs stratégies et leurs retours sur investissements. Ces activités sont aujourd'hui regroupées dans le secteur « CRM et données stratégiques »

Cegedim se positionne aussi comme l'un des principaux éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et paramédicaux. Structurés, évolutifs et communicants, ces logiciels s'adaptent aux besoins des professionnels

de santé tout en répondant aux dernières exigences techniques et réglementaires. Ces activités sont aujourd'hui regroupées dans le secteur « Professionnels de santé »

Capitalisant sur ses compétences en édition de logiciels professionnels et en traitement d'informations complexes, le Groupe propose également des offres consacrées aux acteurs de l'assurance maladie et des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients intéressés par les problématiques d'externalisation et d'échanges dématérialisés. Ces activités sont aujourd'hui regroupées dans le secteur « Assurances et services »

Précédemment organisées en quatre secteurs (« CRM et données stratégiques », « Professionnels de santé », « Assurances et flux de santé » et « Technologies et services »), les compétences du Groupe Cegedim se répartissent aujourd'hui en trois secteurs :

- « CRM et données stratégiques »
- « Professionnels de santé »
- « Assurances et services »

Les activités de traitement de documents cédées à Tessi en 2007 représentaient environ un tiers de l'activité de l'ancien secteur « Technologies et services ». Suite à cette cession, et afin de marquer le recentrage sur ses principaux métiers, le Groupe a décidé de simplifier la présentation de ses informations sectorielles en regroupant ses activités autour de ses trois secteurs historiques.

Ainsi, les activités de l'ancien secteur « Technologies et services » se répartissent de la façon suivante :

Entité	Activités	Nouveaux secteurs	Commentaires
Pharmapost Pharmastock Montargest	Marketing direct	CRM et données stratégiques	Activités essentiellement réalisées avec les laboratoires pharmaceutiques.
Cegelease Eurofarmat	Location financière	Professionnels de santé	Activités s'adressant aux pharmaciens et médecins.
Cegedim SRH PCO Cegedim Midway	Infogérance, services informatiques, hébergement	Assurances et services	Activités complétant l'offre d'outsourcing et de prestation de services du secteur.

5.1.6 Historique

1969	Jean-Claude Labrune fonde Cegedim (CEntre de GEstion, de Documentation, d'Informatique et de Marketing) dont la vocation initiale est de mettre en commun les ressources informatiques et les savoir-faire des laboratoires pharmaceutiques dans les domaines de la recherche documentaire. Lancement des premières bases de données.
1979	Lancement de l'activité CRM en France.
1990	Début de l'expansion internationale.
1991	Lancement de la première plateforme d'échanges dématérialisés.
1994 - 1996	Lancement des offres d'informatisation des médecins en France, des activités de promotion à destination des médecins et pharmaciens et des activités de gestion des ressources humaines.
1995	Le titre Cegedim est introduit au Second Marché de la Bourse de Paris. Il est désormais coté sur NYSE Euronext Paris, compartiment B.
1999	Informatisation des compagnies d'assurance et mutuelles de santé.
2000	Entrée à hauteur de 10% dans le capital du Groupe de Alliance Healthcare France (ex Alliance Unichem devenue Alliance Boots) qui apporte en contre partie à Cegedim les activités d'informatisation des pharmacies et les bases de données des médicaments tant pour les pharmacies que pour les cabinets médicaux.
2001	Implantation aux Etats-Unis puis acquisition de l'entité Target Software en 2005 qui permet au Groupe Cegedim de renforcer sa présence aux Etats-Unis.
2006	Cegedim dépasse les 500 millions d'euros de chiffre d'affaires.
2007	Cegedim annonce l'acquisition de la société américaine Dendrite International, cotée au Nasdaq, et devient ainsi le leader mondial du CRM pour l'industrie pharmaceutique. Doté de la plus large et de la meilleure structure de R&D dédiée à ce secteur hautement spécifique, Cegedim affiche une capacité inégalée au service de l'optimisation des investissements promotionnels de ses clients.
2009	Cegedim compte 8 239 collaborateurs dans plus de 80 pays. Désormais le Groupe réalise plus de 50% de ses activités à l'international. Le fichier mondial de référence des professionnels de santé (OneKey) est disponible dans 73 pays.

5.1.7 Evolution de la Société

Le chiffre d'affaires du secteur « CRM et données stratégiques » a plus que triplé depuis l'année 2000 et représente 58% du chiffre d'affaires du Groupe au 31 décembre 2008. Cette augmentation a été particulièrement marquée par l'acquisition de Dendrite en 2007 qui a permis au Groupe de franchir une étape stratégique dans le cadre de son développement. Les croissances internes et externes soutenues ont permis à Cegedim de couvrir aujourd'hui plus de 80 pays avec une gamme d'offres élargies.

L'informatisation des « Professionnels de santé », initiée auprès des cabinets médicaux français, s'est étendue au Royaume-Uni en 1999 et aux pharmaciens français en 2001. Elle s'est poursuivie par l'acquisition de sociétés d'édition de logiciels médecins en Belgique (2003), en Italie (2006), en Espagne (2006) et de logiciels pharmaciens au Royaume-Uni (2004).

Le secteur des « Assurances et services », historiquement consacré à la gestion des flux de tiers-payant santé, comprend depuis l'an 2000 des services et progiciels d'informatisation des acteurs de l'assurance santé et prévoyance. Ce secteur n'a cessé de se renforcer depuis 2003 et à nouveau en 2008 avec la commercialisation de la nouvelle gamme de solutions « ACTIV'Insurance Suite » et l'acquisition de Protectia, éditeur français de progiciel santé dédié à l'assurance de personnes, particulièrement bien implanté sur le « middle market ».

5.2 Investissements

5.2.1 Principaux investissements réalisés par l'émetteur durant la période couverte par les informations financières historiques jusqu'à la date du document d'enregistrement

Les opérations de croissance portant sur un périmètre d'activités inférieur à 10 millions d'euros de chiffre d'affaires sont généralement financées sur fonds propres. Pour les opérations de tailles supérieures, le Groupe recourt généralement à un financement par emprunt. Le montant des transactions est couvert par des accords de confidentialité.

Les autres opérations de croissance (lancement de nouvelles activités, ouverture d'un nouveau pays, etc) sont financées sur la base des fonds propres du Groupe.

Le tableau ci-dessous récapitule les investissements réalisés au cours des trois dernières années :

<u>Année d'acquisition</u>	<u>Prix total des acquisitions (en million d'€)</u>
2006	38.2
2007	565.2
2008	20.9

D'autre part, comme mentionné dans le point 20 du présent Document de Référence, tous les compléments de prix chiffrables ont été comptabilisés. Il n'existe aucun engagement de rachat de minoritaires.

Principaux investissements 2006

- « CRM et données stratégiques »

Mai et juillet 2006 : création de nouvelles filiales en Corée et au Mexique dans le secteur des études marketing (Cegedim Strategic Data) pour l'industrie pharmaceutique.

Juillet 2006 : rachat de la société GERS Maghreb, initiateur de statistiques de vente de médicaments pour l'Afrique du Nord.

Décembre 2006 : création d'une filiale en Finlande dans le domaine du CRM dont l'activité est destinée aux laboratoires pharmaceutiques. Avec l'acquisition en 2007 de la base de données de LTK, fournisseur majeur de données médecin en Finlande, Cegedim renforce sa base de données et ses services en Scandinavie.

- « Professionnels de santé »

Février 2006 : Cegedim Italie achète 35% des parts de Millennium, premier éditeur de logiciels médecins en Italie (plus de 11 000 postes installés), et obtient au cours du même exercice, 49.2% des droits de vote. Les anciens actionnaires italiens ont gardé la majorité et les pleins pouvoirs (50.8%). Cette participation contribue aux résultats du Groupe par mise en équivalence (absence de contrôle).

Mars 2006 : acquisition de la société RM Ingénierie, éditeur français de logiciels médicaux et paramédicaux destinés aux kinésithérapeutes (n°1 en France), infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, sages-femmes, pédicures, podologues. Cette acquisition permet d'étendre les savoir-faire de Cegedim aux professions

paramédicales, dont certains ont obtenu récemment l'autorisation de prescrire des dispositifs médicaux. Le parc installé représente 27 000 postes en France.

En 2005, le chiffre d'affaires de ces activités représente plus de 6 millions d'euros.

Décembre 2006 : acquisition de la société Stacks, spécialiste des logiciels professionnels destinés aux médecins en Espagne depuis 1989 et au Chili depuis 2004. Stacks développe des logiciels médecins et en assure l'intégration et la maintenance auprès de 12 Communautés de Soins Régionales en Espagne, ainsi que de nombreux praticiens privés. Leader espagnol avec plus de 30 000 utilisateurs, la société Stacks a lancé avec succès son produit de nouvelle génération « Julia » au cours du dernier trimestre 2006 au sein de la communauté de Madrid.

En 2005, le chiffre d'affaires de ces activités contribue pour près de 6 million d'euros.

Principaux investissements 2007

- « CRM et données stratégiques »

Mai 2007 : acquisition de la société américaine Dendrite International Inc, cotée sur le Nasdaq, réalisée sous forme d'un achat de 100% des titres pour un montant de 560 millions d'euros. Cegedim a financé cette acquisition par emprunts bancaires. La combinaison de ces deux sociétés permet de créer un acteur de référence mondiale en matière de fourniture de solutions à l'industrie pharmaceutique dans les domaines de la vente, du marketing et des études associées. La complémentarité des deux groupes s'exerce tant au regard de la gamme des offres que sur le plan géographique, Cegedim était surtout présente en Europe et Dendrite aux Etats-Unis et en Asie-Pacifique. Le nouveau Groupe est ainsi à même de répondre aux besoins globaux de ses clients et d'offrir une gamme diversifiée de solutions intégrées à forte valeur ajoutée.

Dendrite est une filiale de Cegedim détenue à 100% qui contribue désormais aux résultats consolidés du Groupe depuis le 9 mai 2007. En 2006, Dendrite avait réalisé un chiffre d'affaires de 424 millions de dollars.

Novembre 2007 : acquisition de la société 3ES qui développe des solutions intégrées dédiées à la gestion des études cliniques et des enquêtes en ligne. Cette opération permet à Cegedim de renforcer son offre globale dans le domaine médical, notamment à l'hôpital et plus particulièrement en oncologie.

En 2006, le chiffre d'affaires de ces activités contribue pour près de 1 million d'euros.

- « Professionnels de santé »

Juin 2007 : acquisition de la société Servilog, éditeur et distributeur de matériel informatique à destination des pharmacies d'officine en France. Cette opération permet à Cegedim de renforcer sa position au niveau de l'informatisation des pharmaciens français.

En 2006, le chiffre d'affaires de ces activités est d'environ 2 millions d'euros.

Principaux investissements 2008 et jusqu'au 31 mars 2009

- « CRM et données stratégiques »

Février 2008 : acquisition de la société Ultima, fournisseur de solutions CRM en Turquie. L'intégration de la base de données d'Ultima au sein de OneKey permet à Cegedim de devenir un acteur majeur dans ce pays.

En 2007, le chiffre d'affaires d'Ultima représente plus de 1 million d'euros.

Juillet 2008 : acquisition de la société Reportive, éditeur de logiciel de pilotage des performances qui compte plus de 130 clients parmi lesquels 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux. La plateforme Reportive est une solution novatrice de développement rapide d'applications de reporting, d'analytique et de SFE (Sales Force Effectiveness). Tout en poursuivant la commercialisation de ses produits, cet outil permettra, dans un premier temps, de remplacer la solution existante au sein de Cegedim Strategic Data, puis dans un second temps deviendra l'outil de production de statistiques et de rapports d'activité terrain pour la division CRM, et sera utilisé pour compléter et enrichir les solutions existantes.

En 2007, les activités de Reportive représentent un chiffre d'affaires de plus de 2 millions d'euros.

- « Professionnels de santé »

Avril 2008 : acquisition de la société 01 Santé, éditeur du logiciel santé « MegaBaze ». 01 Santé bénéficie d'une position forte dans le domaine de l'oncologie, avec son logiciel OncoBaze, utilisé aujourd'hui par près de 70 cliniques en France (dont les 25 plus importantes). Cegedim confirme ainsi sa volonté de se développer sur le secteur de l'oncologie en France et à l'international.

En 2007, le chiffre d'affaires de ces activités est d'environ 1 million d'euros.

Mars 2009 : acquisition de la société Next Software, éditeur de logiciels de gestion auprès des pharmacies en Tunisie. Cette opération permet à Cegedim de renforcer sa position au niveau de l'informatisation des pharmaciens au Maghreb.

En 2008, le chiffre d'affaires de ces activités représente moins d' 1 million d'euros.

- « Assurances et services »

Février 2008 : acquisition de Protectia, éditeur français de progiciel santé dédié à l'assurance de personnes et gérant près de 1.5 million de personnes. Cette opération enrichit l'offre de services de Cegedim sur le segment « middle market », autour d'une solution moderne, basée sur les dernières technologies.

En 2007, les activités acquises représentent un chiffre d'affaires de plus de 4 millions d'euros.

5.2.2 Principaux investissements en cours

Les investissements s'exercent essentiellement par croissance externe, mais également par croissance interne avec une attention particulière portée sur le développement international des activités destinées aux laboratoires pharmaceutiques, aux médecins et aux pharmaciens, ainsi que sur les opportunités d'élargissement de la gamme des prestations offertes.

En matière de croissance externe, la stratégie du Groupe Cegedim consiste à se développer sur son cœur de métier historique : les services destinés aux acteurs de la santé et les données stratégiques.

La volonté d'accompagner les clients du Groupe sur leurs marchés est le premier moteur de l'expansion internationale. Le Groupe examine régulièrement des dossiers d'acquisition susceptibles d'entrer dans cette stratégie. Il n'existe pas de recherche active et systématique de cibles. Cependant, le Groupe effectue en interne une veille constante des cibles potentielles afin de saisir le moment venu les meilleures opportunités.

5.2.3 Investissements que compte réaliser Cegedim à l'avenir et pour lesquels ses dirigeants de direction ont déjà pris des engagements fermes.

Au jour du dépôt du présent Document de Référence, aucun engagement ferme n'a été donné par le Groupe Cegedim.

6 - Aperçu des activités

6.1 Principales activités

6.1.1 Description des opérations et des principaux produits de l'émetteur

Fondée en 1969, Cegedim est une entreprise mondiale de technologies et de services spécialisée dans le domaine de la santé. Cegedim propose des prestations de services, des outils informatiques, des logiciels spécialisés, des services de gestion de flux et de bases de données. Ses offres s'adressent notamment aux industries de santé, laboratoires pharmaceutiques, professionnels de santé et compagnies d'assurance.

Les compétences du Groupe Cegedim se répartissent en trois secteurs :

- « CRM et données stratégiques »
- « Professionnels de santé »
- « Assurances et services »

Leader¹ mondial du CRM pharmaceutique, son cœur de métier historique, Cegedim accompagne les plus grands laboratoires pharmaceutiques dans leurs projets de CRM (Customer Relationship Management) et mesure l'efficacité de leurs actions marketing et vente. Les outils de CRM du Groupe Cegedim, fortement valorisés par ses bases de données stratégiques, apportent à ses clients un éclairage avisé sur leur marché et leurs cibles, afin d'optimiser leurs stratégies et leurs retours sur investissements.

Cegedim se positionne aussi comme l'un des principaux² éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et paramédicaux. Structurés, évolutifs et communicants, ces logiciels s'adaptent aux besoins des professionnels de santé tout en répondant aux dernières exigences techniques et réglementaires.

Capitalisant sur ses compétences en édition de logiciels professionnels et en traitement d'informations complexes, le Groupe propose également des offres consacrées aux acteurs de l'assurance maladie et des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients intéressés par les problématiques d'externalisation et d'échanges dématérialisés.

Cegedim s'inscrit dans une démarche continue de développement et de synergie entre ses activités, avec l'ambition affichée d'être l'un des principaux interlocuteurs des partenaires de santé et de se situer au cœur de leurs besoins d'informations.

CRM et données stratégiques

CRM - Visite médicale

- Cegedim Dendrite
- Mobile Intelligence - TEAMS
- Target - Trends

Business Intelligence

- Reportive

Etudes de marché

- Cegedim Strategic Data

Optimisation des forces de vente

- Itops

Statistiques de vente des produits pharmaceutiques

- Cegedim statistiques de vente
- Cegers
- Infosanté

Analyse de la prescription médicale

- Cegedim Customer Information
- Icomed - Medimed - Physician Connect

Bases de données entreprises et services associés

- Cegedim Communication Directe

Impression et notices pharmaceutiques

- Pharmapost

Gestion des échantillons médicaux

- Pharmastock
- 3S - Tracere

**OneKey
& autres bases
de données
associées**

Professionnels de santé

Cegedim Healthcare Software

Logiciels pharmaciens et paramédicaux

- Alliadis
- RM Ingénierie
- Cegedim Rx

Logiciels médicaux - Réseaux de santé - France

- Cegedim Logiciels Médicaux
- AGDF Cegedim RS
- RESIP - Banque Claude Bernard

Logiciels médicaux - International

- In Practice Systems
- HDMP
- Millennium
- Stacks

Intranet et portail de santé

- Santesurf

Informations promotionnelles

- RNP
- MedExact

Statistiques personnalisées des pharmacies

- Santestat

Bases de données professionnelles

- Rosenwald

Location financière médicale

- Cegelease

Assurances et services

Assurances, monétique et santé

Informatisation des assureurs et mutuelles de santé

- Cegedim Activ - Protectia

Flux et tiers-payant

- Cetip
- iSanté

Autres services

Echanges de données informatisés

- Cegedim EDI
- Hospitalis
- Qualitrans-Telepharma

Gestion externalisée paie et RH

- Cegedim SRH

Hébergement, services et Internet

- Cegedim hébergement
- PCO Cegedim

I. CRM ET DONNEES STRATEGIQUES

Le secteur « CRM et données stratégiques » rassemble les services du Groupe Cegedim destinés principalement aux laboratoires pharmaceutiques.

Les médecins sont des prescripteurs auxquels l'industrie pharmaceutique ne vend pas directement ses produits. Ils sont pourtant les interlocuteurs vers lesquels les laboratoires doivent diriger de façon pertinente et ciblée leurs efforts marketing, sans pour autant disposer des informations nominatives issues d'une relation classique client-fournisseur.

L'offre de Cegedim a donc pour principal objectif de permettre aux directions marketing et vente des laboratoires pharmaceutiques de mieux comprendre où sont vendus les médicaments, qui les prescrit et pourquoi.

Cegedim développe les bases de données exclusives permettant de répondre à ces problématiques, ainsi que les outils informatiques les plus performants permettant aux laboratoires pharmaceutiques d'optimiser leurs démarches de CRM (Customer Relationship Management). Ils sont ainsi à même de convaincre les médecins prescripteurs avec les meilleures chances de succès.

Les solutions Cegedim sont des offres qui allient performance et conformité avec le Code de la Santé Publique et les réglementations « Informatique et Libertés » en vigueur dans tous les pays concernés.

Cegedim propose notamment :

- des outils d'optimisation des moyens d'information et des investissements vente et marketing,
- des outils de rapport et d'analyse pour les forces de vente ville et hôpital,
- des bases de données et des outils permettant une meilleure connaissance des prescripteurs,
- des outils et études de marketing stratégique, de marketing opérationnel et de veille concurrentielle,
- des outils de mesure de la performance et des investissements promotionnels,
- des solutions de business intelligence.

I.1 CRM – Visite Médicale

OneKey

La base mondiale de données OneKey³ est le point central des activités du Groupe Cegedim. Elle compte aujourd'hui plus de 6 millions de professionnels de santé et devrait rapidement dépasser les 8 millions avec la Chine et l'Inde planifiés en 2009.

Des collaborateurs présents dans chaque pays et reliés par le réseau informatique du Groupe enrichissent, valident et contrôlent quotidiennement cette base selon des procédures certifiées ISO 9001. Environ 550 collaborateurs, très expérimentés et disposant d'une connaissance très fine des problématiques de santé locales, assurent plus de 7 millions de mises à jour par an.

Utilisée par les visiteurs médicaux et par les acteurs majeurs du monde de la santé, la base de données OneKey permet de connaître précisément les besoins en information médicale de chaque catégorie de professionnels de santé et fournit différents moyens de les contacter : adresses d'exercice, téléphones, emails, etc.

Chaque année, 10% des informations de contact sur les professionnels de santé installés en ville changent et ce taux passe à près de 30% pour ceux exerçant à l'hôpital. Dans ce contexte, fournir aux visiteurs médicaux, en temps réel, une information mise à jour est une forte valeur ajoutée permettant d'optimiser leur temps mais aussi la qualité des visites.

Autour de ces informations essentielles, Cegedim Dendrite propose des services spécifiques améliorant la connaissance de l'environnement, des besoins, des influences et des habitudes des professionnels de santé. Cegedim Dendrite intègre ainsi dans ses bases de données la représentation exacte de l'organisation des systèmes de santé des différents pays, avec notamment les liens d'influences et hiérarchiques au niveau des institutions mais aussi des individus.

Cegedim Dendrite

Avec 200 000 utilisateurs dans plus de 80 pays, Cegedim Dendrite est le leader⁴ mondial du CRM (Customer Relationship Management) pour l'industrie pharmaceutique. En s'appuyant sur sa base de données OneKey, le fichier mondial de référence des professionnels de santé, Cegedim Dendrite propose une gamme complète de solutions CRM à forte valeur ajoutée dans les domaines de la vente, du marketing et des études de conformité.

L'offre de Cegedim Dendrite a pour principal objectif de fournir à ses clients des industries des sciences de la vie, les outils les plus adaptés pour répondre aux problématiques complexes des métiers de l'information médicale.

Elle est conçue pour mesurer et optimiser l'efficacité des différents médias de la promotion médicale, dans un monde professionnel en constante mutation.

De plus, Cegedim Dendrite propose la seule offre capable de gérer l'historique des actions sans subir les contraintes liées aux modifications de structure des populations médicales.

Une gamme complète de solutions et de services autour du CRM pharmaceutique

Avec un cadre réglementaire en forte évolution et un environnement où les pressions économiques sont de plus en plus fortes, les acteurs de l'industrie pharmaceutique ont plus que jamais besoin d'outils marketing et vente permettant d'améliorer leur efficacité.

Pour les aider à répondre à ces challenges, Cegedim Dendrite propose une gamme complète de produits et services autour du CRM :

- une gamme de progiciels adaptés aussi bien aux besoins des grands réseaux de visite médicale qu'aux environnements complexes,
- des services d'implémentation et de support adaptés aux enjeux locaux,
- des services de business intelligence,
- des services d'hébergement.

La priorité absolue de Cegedim Dendrite est la satisfaction de ses clients, qu'il s'agisse d'acteurs locaux, régionaux ou mondiaux.

Des ressources dédiées et hautement qualifiées sont allouées pour chaque produit, chaque service et chaque client, avec le meilleur niveau de service de l'industrie dans chaque pays.

Une gamme de solutions spécialisées par pays, marché et fonctionnalité

Solution en Asie-Pacifique	Mobile Intelligence
Solutions en Amérique du Nord et du Sud	Mobile Intelligence Solutions de « Compliance » Solutions intégrées de vente et marketing Target, disponible sur PDA (Personal Digital Assistant)
Solutions en Europe	Mobile Intelligence disponible également en mode SaaS (software as a service) TEAMS (mode ASP) Trends pour certains marchés spécifiques, sur PDA et Web
Solution disponible sur l'ensemble des continents	Mobile Intelligence



Ces solutions intègrent une forte connaissance de l'industrie pharmaceutique et de ses spécificités, notamment de l'importance des contacts face-face et de l'émergence de nouveaux canaux promotionnels. Grâce à l'offre OneKey, toutes les interactions avec les professionnels de santé sont coordonnées et optimisées.

Une présence mondiale

Cegedim Dendrite répond aux enjeux et besoins régionaux et mondiaux des laboratoires pharmaceutiques avec:

- des centres d'hébergement et des centres de compétences répartis à travers le monde (dont Chesapeake, Mexico, Paris, Toulouse, Milan, Le Caire, Varsovie, Tokyo, Osaka, Auckland, Bangalore).
- la plus large et la meilleure structure de R&D dédiée au CRM pharmaceutique⁵ (regroupant plus de 800 personnes), capable de pérenniser et d'optimiser les investissements de ses clients.

Cegedim Dendrite innove continuellement, à l'image des solutions de « Compliance » nouvellement lancées. Avec pour objectif d'assurer la meilleure qualité de l'information en conformité avec les différentes législations fédérales et nationales, ces solutions dédiées aux entreprises des sciences de la vie connaissent un vif succès notamment aux Etats-Unis et sont appelées à un large développement mondial avec la multiplication des contrefaçons de produits pharmaceutiques.

Penser « globalement » et réaliser « localement »

La principale force de Cegedim Dendrite est de pouvoir penser globalement et de réaliser localement en mettant en place des solutions adaptées à la structure, aux enjeux et à la législation de chaque marché.

L'engagement fort de la société envers ses clients se traduit par une volonté de les impliquer dans le processus de développement des solutions, de l'établissement de la stratégie produit au calendrier de lancement.

I.2 Business Intelligence

Reportive

En septembre 2008, le Groupe Cegedim a fait l'acquisition de la société Reportive, un éditeur français de logiciels, spécialisé dans les solutions de Business Intelligence. La société compte plus de 130 clients parmi lesquels 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux.

Solution novatrice de développement rapide d'applications de reporting, d'analytique et de SFE (Sales Forces Effectiveness), sa plateforme Reportive V8 permet aux experts métiers de développer leurs propres applications en utilisant une bibliothèque de composants et en créant eux-mêmes leurs objets composites à travers un environnement « Plug and Play », en réalisant ainsi d'importants gains de productivité.

I.3 Etudes de marché

Cegedim Strategic Data

Cegedim Strategic Data (CSD) est l'une des principales⁶ sociétés d'études de marché, dédiée à l'industrie pharmaceutique. Forte d'une expérience de 35 ans, CSD offre une large gamme d'études et de services basés sur l'intégration de ses nombreuses sources de données (études ad hoc, données promotionnelles, données patient, suivi de la communication, études médicales). Ces informations sont collectées auprès de médecins généralistes et spécialistes (ville et hôpital), pharmaciens et patients.

CSD, aujourd'hui présente dans 58 pays, compte parmi ses clients plus de 50 laboratoires internationaux et 500 laboratoires locaux. Son expertise internationale lui permet de fournir à ses clients des analyses comparables d'un pays à l'autre.

Propriétaire d'INES© (outil développé pour la gestion des études cliniques), de CSD Advance (outil de Business Intelligence issu de Reportive), et s'appuyant sur la base de médecins Onekey, CSD gère en interne chaque



étape de ses études, du recueil des données brutes en passant par leur traitement, leur analyse, leur interprétation jusqu'à la présentation des études aux clients.

Données d'investissements promotionnels

Chaque année, plus de 200 000 professionnels de santé à travers le monde participent aux panels de CSD. Les données recueillies sur les différents investissements des laboratoires sont mises à jour mensuellement ou trimestriellement. Ces données permettent de suivre les stratégies marketing et promotionnelles de l'industrie pharmaceutique : analyse du mix média (visite médicale, annonces presse, remise d'échantillons, mailings, réunions, essais cliniques, Internet, DTC,...), évolution des investissements auprès des différentes cibles (médecins généralistes et spécialistes, pharmaciens), impact de la visite médicale, efficacité des forces de vente, veille concurrentielle.

Dorénavant, CSD propose à ses clients CSD Advance pour la restitution de ses données, outil d'une grande flexibilité et permettant de générer des rapports clé en main.

Données patients

CSD dispose de deux sources d'information pour ses données patients et de prescription, assurant une couverture complète de la prise en charge thérapeutique du patient.

- CSD possède 10 bases de données de suivi longitudinal des patients, à partir de données réelles et anonymes.
- CSD a également développé un panel de spécialistes (Patient Diary Study), assurant un suivi constant sur un marché donné.

Les informations ainsi recueillies ouvrent un large éventail d'études : évolution d'un marché, suivi de la performance des produits notamment en phase de lancement, suivi de cohortes de patients, évolution du comportement des prescripteurs envers une classe, un produit ...

Etudes médicales

L'offre de CSD s'est enrichie dans le domaine médical (notamment à l'hôpital et en oncologie), avec la fusion de son activité Pharmaco-épidémiologie et de la CRO (Contract Research Organization) 3ES.

Ses observatoires de médecins libéraux informatisés et son outil web de recueil de données patients (INES©) permettent à CSD de répondre à toutes les problématiques médicales d'un laboratoire, qu'il s'agisse d'études cliniques, d'études épidémiologiques ou d'observatoires.

Suivi de la communication

Ce suivi permet aux laboratoires pharmaceutiques d'obtenir une vision globale de la communication du marché, d'évaluer l'efficacité de leurs forces de vente, la mémorisation de leurs messages ainsi que l'impact de la visite médicale sur les prescriptions.

Au cours des 10 dernières années, CSD a mené plus de 3 000 recall tests. Ces rapports adaptés aux besoins spécifiques de chaque client, traitent de la communication produit et de son évolution dans le temps, et permettent si nécessaire un réajustement des stratégies et des campagnes de communication.

Etudes Ad'hoc

CSD réalise sur mesure tous types d'études de marché, qualitatives et quantitatives, afin de proposer des recommandations stratégiques à ses clients. Forte d'un savoir-faire international dans ce domaine, CSD a mené en 2008 plus de 70 études internationales (comportement de prescription, qualité de la visite, bilan d'image, test d'annonce presse, etc.).

CSD propose également la mise en place d'études multi-locales.

Forte de ces nombreuses sources de données, CSD a développé des offres combinées permettant d'acquérir une vision globale d'un marché ou d'un produit.

I.4 Optimisation des forces de ventes

Itops

Itops propose à ses clients de les accompagner dans le cadre de la réorganisation de leurs réseaux de promotion. Son expertise s'exerce notamment à travers :

- l'analyse stratégique des enjeux du marché et la définition d'un plan promotionnel (plan marketing, segmentation, ciblage, ...),
- le dimensionnement et la structure de la force de ventes cible, définition de plan de charge par réseau, challenge du positionnement des produits au sein du portefeuille,
- la sectorisation des forces de ventes par optimisation de critères humains (distance au délégué, taille du secteur, ...), métiers (conservation de clientèle, connaissance du nouveau secteur, ...) et environnementaux (densité routière, cohérence médicale des secteurs créés, ...),
- l'accompagnement à l'implémentation de la nouvelle structure, l'affectation des visiteurs, le challenge et la définition des plans de primes, les outils personnalisés de reporting, la conduite du changement.

Le logiciel « Itops Navi » permet aux clients d'Itops de disposer d'un outil spécifique de visualisation géographique, qui intègre notamment le géocodage des médecins et permet aux visiteurs, directeurs de régions, directeurs des ventes et directions générales d'analyser mensuellement les résultats de leur territoire au niveau des ventes, de l'activité et de tout indicateur chiffré associé à un individu (médecin, pharmacie, etc.) ou à une zone géographique en France et en Europe (UGA, secteur, région, ...).

I.5 Statistiques de vente des produits pharmaceutiques

Cegedim statistiques de vente

Ce département gère, pour le compte de la profession réunie dans le CIP (Club Inter Pharmaceutique) le fichier de référence des produits pharmaceutiques français (codes CIP). Il traite et établit, pour le compte du GERS (groupement d'intérêt économique réunissant les laboratoires pharmaceutiques opérant en France), les statistiques de vente de tous les produits pharmaceutiques par UGA (Unités Géographiques d'Analyse), à partir des données collectées auprès des grossistes répartiteurs et des laboratoires. Depuis 1999, ces statistiques sont consultables en ligne et disponibles chaque semaine. Le dernier découpage, beaucoup plus homogène en termes de volume d'activité, permet la création d'un véritable micro-marketing pour les laboratoires (746 unités géographiques découpées en 4 612 Agrégats de Points de Vente ou APV regroupant 3 à 8 pharmacies). La France est un des rares pays au monde dans lequel la profession s'est réunie pour constituer ses propres statistiques, qui sont devenues la référence, notamment pour les pouvoirs publics.

Cegers

Cegers est une filiale détenue à 50% par Cegedim S.A. et à 50% par le GERS. Elle développe pour le compte des laboratoires et des prestataires de l'industrie pharmaceutique des traitements « sur-mesure » à partir des données de vente issues de sources différentes (GERS, IMS, Nielsen, IRI, ...). Cegers gère aussi les objectifs des laboratoires (calcul et suivi des objectifs, classements, calcul des primes).

Ces études personnalisées sont envoyées mensuellement ou hebdomadairement aux forces de vente des laboratoires pharmaceutiques via différents supports :

- Click-Pharma : logiciel micro qui permet la restitution de tableaux de bord et graphes pré-formatés,
- Click-Pocket : logiciel palm ou pocket PC de philosophie identique à Click-Pharma,
- TEAMS Vision : EIS (Executive Information System) intégré à l'offre TEAMS.

InfoSanté

Avec ses filiales InfoSanté en Roumanie et en Tunisie, le Groupe Cegedim propose des statistiques de vente de produits pharmaceutiques alternatives à celles de la concurrence.



InfoSanté Roumanie est désormais leader⁷ sur le marché des données de vente, tant régionales, que nationales, et propose une gamme complète de produits et de services sur les marchés officinaux et hospitaliers.

I.6 Analyse de la prescription médicale

Cegedim Customer Information

Cegedim Customer Information fournit aux laboratoires pharmaceutiques des informations nominatives qualifiantes sur les professionnels de santé. En s'appuyant sur la base de données OneKey, le fichier mondial⁸ de référence des professionnels de santé, Cegedim Customer Information propose à ses clients trois principales études :

Icomed (Medimed en Allemagne)

Icomed mesure l'attachement préférentiel des médecins aux produits qu'ils prescrivent tout en évaluant la taille et le profil de leur clientèle. En France, plus de 50% des médecins, répartis sur 19 spécialités, confient chaque année à Icomed leurs habitudes de prescription.

Ces données nominatives de prescription permettent aux laboratoires pharmaceutiques de :

- définir les profils des médecins et d'adapter les stratégies d'information,
- mesurer l'efficacité de l'information,
- réaliser des études d'intérêt général sur les marchés où ils sont présents ou souhaitent se développer.

Pour certains domaines thérapeutiques (cardiologie, rhumatologie, dermatologie), des études multi-pays sont réalisées sur la base du même questionnaire permettant ainsi la consolidation et la comparaison des informations.

Doc Scan

Doc Scan renseigne plus particulièrement les conduites thérapeutiques des médecins ainsi que leurs préférences en matière de promotion. Les études Doc Scan peuvent également être réalisées pour répondre au besoin spécifique d'un laboratoire. Doc Scan est disponible dans tous les pays européens ainsi qu'en Australie.

Physician Connect

Physician Connect évalue les liens existant entre les leaders d'opinions (KOL : Key Opinion Leaders) et les prescripteurs, et permet d'identifier les réseaux d'influence entre médecins au sein d'une pathologie sur un plan local, régional ou national, tant pour la prise en charge thérapeutique que pour la formation continue. Physician Connect est disponible dans une trentaine de pays.

Pour certaines pathologies (rhumatologie en 2008, oncologie en 2009), des études multi-pays sont réalisées en Europe, Canada et Etats-Unis.

I.7 Bases de données entreprises et services associés

Cegedim Communication Directe

Spécialisé dans les bases de données professionnelles et les outils de marketing dans le monde, et fort de ses compétences dans ces domaines⁹, Cegedim a développé un département spécifique à ses activités françaises en matière de marketing direct, « Cegedim Communication Directe (CCD) », qui propose :

Des bases de données spécifiques :

- Entreprises et Dirigeants : 314 438 sociétés, classées par chiffre d'affaires, avec téléphone et fax. Plus de 530 000 fonctions opérationnelles qualifiées.



- 2 911 189 sièges sociaux avec coordonnées du dirigeant principal, téléphone et fax.
- Source INSEE : 4 944 154 établissements (répertoire exhaustif des entreprises).
- Professionnelles : professions libérales, administrations, élus, hôtels-restaurants, clubs du 3^{ème} âge.

Des traitements informatiques :

- Audit de base de données, normalisation, restructuration, clearing.
- Déduplication, rapprochement, consolidation de données.
- Sirénage (rapprochement avec la base Sirène).
- Nettoyage et enrichissement des données.
- Maintenance des données clients à partir de mises à jour propres à CCD.
- Analyse des données et profil clients, segmentation, scores marketing.

Des services en ligne :

- DataDistri : compteur / extracteur en ligne pour alimenter en toute autonomie les campagnes de mailing postal, télémarketing et faxing, avec l'historique des stratégies de ciblage.
- SirWeb : permettant l'accès au référentiel SIRENE de l'INSEE enrichi d'informations Cegedim, afin d'identifier et de qualifier des données présentes dans les CRM clients.
- GlobalDataControl : proposant des accès ouverts pour déclencher des processus automatiques d'enrichissement et de fiabilisation de données.

Pour proposer l'ensemble de ces prestations, CCD s'appuie sur des programmes et outils dont certains sont uniques en France, comme la base de données « Source » qui trace l'ensemble des transferts et déménagements d'établissements depuis 1993.

La gestion d'abonnements :

Cegedim Communication Directe met à la disposition de ses clients le progiciel SIGA répondant à toutes les exigences dans le domaine de la gestion des abonnements et de la connaissance client (presse et vente à distance).

I.8 Impression et notices pharmaceutiques

Pharmapost

Pharmapost, société certifiée ISO 9001, est une imprimerie industrielle spécialisée dans l'impression et le façonnage de papiers fins. En 2008, elle a produit 400 millions de notices pharmaceutiques à plat, pliées, en bobines simples, doubles et triples, se situant ainsi au rang des premiers fabricants français. Pharmapost imprime également des brochures commerciales, rapports annuels, et tout type de documents promotionnels.

I.9 Gestion des échantillons médicaux

Pharmastock

Pharmastock est un établissement pharmaceutique dépositaire spécialisé dans la gestion et l'expédition d'échantillons à destination des médecins et de la documentation aux visiteurs médicaux.

Pour répondre aux obligations de traçabilité et de distribution des échantillons auxquelles doivent faire face les laboratoires pharmaceutiques, Pharmastock, s'appuyant sur le savoir-faire du Groupe Cegedim en termes de gestion des fichiers des professionnels de santé, propose deux offres :

- Tracere, pour répondre aux besoins de la visite médicale ou aux besoins spécifiques des médecins, en termes d'échantillons,
- 3S, pour traiter les demandes d'échantillons des professionnels de santé.

II. PROFESSIONNELS DE SANTE

Au côté des professionnels de santé depuis de nombreuses années, Cegedim se positionne comme l'un des principaux¹⁰ éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et paramédicaux. Le Groupe accompagne ainsi quotidiennement, dans leur pratique professionnelle, les paramédicaux, les pharmaciens et les médecins, généralistes et spécialistes, qu'ils exercent de façon indépendante, ou qu'ils soient associés en cabinets ou en groupements, dans des centres de santé ou en réseaux de soins.

Les logiciels Cegedim répondent aux besoins des professionnels, et aux dernières exigences techniques et réglementaires. Ils constituent, entre professionnels de santé, un vecteur important de transferts d'informations scientifiques, médicales et promotionnelles sur le lieu d'exercice.

II.1 Cegedim Healthcare Software (CHS)

En janvier 2009, avec une présence significative¹¹ dans cinq pays (France, Royaume-Uni, Espagne, Italie, Belgique) et plus de 115 000 professionnels de santé et 15 000 pharmacies utilisateurs de ses solutions, Cegedim organise son activité « logiciels médicaux » au sein d'une division, Cegedim Healthcare Software (CHS), afin de coordonner et fédérer l'ensemble des activités relatives aux solutions logicielles destinées aux professionnels de santé. Cette nouvelle division traduit la volonté du Groupe de structurer ses offres et de renforcer les synergies entre ses activités afin de bénéficier de nouvelles perspectives d'évolution en Europe.

Cegedim Healthcare Software s'organise autour de trois pôles :

- Les logiciels pharmaciens (Alliadis et Cegedim Rx) et paramédicaux (RM Ingénierie),
- Les logiciels médicaux et les réseaux de santé en France (CLM, BCB, AGDF Cegedim RS),
- Les logiciels médicaux à l'international.

II.1.1 Logiciels pharmaciens et paramédicaux

Alliadis

Spécialiste de l'informatique officinale, le Groupe Alliadis (Alliance-Software, Alliadis, Data Conseil et Servilog) accompagne les pharmaciens depuis le début de l'informatisation des officines, il y a plus de 20 ans. Il développe et commercialise des solutions logicielles globales et intégrées, incluant la fourniture d'équipements informatiques adéquats.

Alliadis se place à la pointe des dernières innovations technologiques, au plus près des exigences métier de ses clients avec des offres évolutives à forte valeur ajoutée. Les nouveaux enjeux réglementaires tels que le Dossier Pharmaceutique, l'évolution de l'environnement SESAM-Vitale, les objectifs de substitution, la traçabilité et la codification des produits, le libre accès, sont autant de thèmes qui engagent les évolutions de l'outil informatique à court ou moyen terme.

Observateur averti des mutations de l'activité officinale, le Groupe Alliadis a su s'adapter aux enjeux économiques, en proposant des solutions sur-mesure aux différents acteurs du marché :

- les pharmaciens indépendants, mais néanmoins communicants au travers, par exemple, des offres PharmADSL,
- les pharmacies mutualistes, cœurs de cible de l'offre Premium,
- les pharmacies organisées en SEL (Sociétés d'Exercice Libéral), avec des offres permettant un travail en réseau entre confrères,
- les groupements de pharmaciens auprès desquels, à ce jour, les solutions d'Alliadis sont les plus référencées et chez certains, de manière exclusive. Certains partenariats permettent notamment aux adhérents de bénéficier d'outils informatiques propres et adaptés aux spécificités de fonctionnement de leur groupement.
- les laboratoires pharmaceutiques, via une solution dédiée. Avec 50% des flux de médicaments gérés au travers de ses applications logicielles, le Groupe Alliadis est en effet l'interlocuteur privilégié des



principaux laboratoires pour la mise en œuvre de systèmes d'information et de communication destinés aux pharmaciens.

Avec la mise en place du libre accès, la rentabilité de l'espace de vente devient, hautement stratégique. Afin d'accompagner ses clients dans cette nouvelle évolution de la pharmacie, le Groupe Alliadis crée, en 2008, NTPHarm, un réseau commercial dédié à la valorisation et à la sécurisation de l'espace de vente.

En France, 450 collaborateurs, 30 centres de compétences et 2 hot-lines déployés sur l'ensemble du territoire, assurent quotidiennement un service de proximité dont la qualité est unanimement reconnue par les clients. Avec 9 380 clients, le Groupe Alliadis détient 41% du marché de l'informatique officinale en France.

RM Ingénierie

RM Ingénierie propose une gamme complète de logiciels (ligne +4000, solutions de rééducation BioRescue, et BioVal) à destination des professions paramédicales : infirmiers, kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, podologues, sages-femmes.

Concepteur en 1984 du premier logiciel français de gestion de cabinets destiné aux kinésithérapeutes, RM Ingénierie se positionne comme le leader français des solutions logicielles de gestion des cabinets paramédicaux, avec environ 30 000 utilisateurs. RM Ingénierie développe également des outils innovants, conçus pour sa clientèle de kinésithérapeutes qui permettent de mesurer le mouvement et de le rééduquer.

Cegedim Rx

Cegedim Rx est le leader au Royaume-Uni de la fourniture de logiciels et services informatiques à destination des pharmacies avec près de 50% du marché et plus de 5 000 officines.

Sa gamme produits est constituée des offres Mediphase, Nexphase et Pharmacy Manager PMR systems et traite chaque année plus de 180 millions de prescriptions au Royaume-Uni.

Cegedim Rx propose également des offres de :

- distribution et mise en place de matériels informatiques,
- support et formation,
- vente de consommables.

II.1.2 Logiciels médicaux et réseaux de santé – France

Cegedim Logiciels Médicaux (CLM)

CLM propose des solutions dédiées aux médecins libéraux, aux établissements d'oncologie et aux centres de santé :

- Pour les médecins : les logiciels CrossWay, Doc'Ware, Cardiolite, Médiclick, Eglantine, Médigest, Mégabaze, Dia, dBMed, Ordogest assurent une gestion simple et performante des dossiers patients.
- Pour les établissements d'oncologie : le logiciel Oncobaze propose une gestion globale de la traçabilité des chimiothérapies.
- Pour les centres de santé : le logiciel Crossway propose une gestion médicale du centre (couplé à une solution de gestion de tiers-payant).
- Les logiciels Secure Medical Mail® et RESIP FSE, utilisés en autonome ou intégrés à un logiciel médical, permettent respectivement d'échanger des informations médicales par mail sécurisé et de réaliser des FSE en conformité avec les normes réglementaires.

La suite LC 2009 intègre les dernières avancées technologiques et permet de répondre totalement à l'ensemble des exigences réglementaires, en particulier européennes. Elle s'inscrit parfaitement dans la logique des projets de coordination et permanence des soins (Dossier Médical Personnalisé - DMP, Dossier Médical Pro - DM Pro) tout en veillant à satisfaire les attentes des praticiens dans leur pratique quotidienne.

A l'interface du plus grand nombre de professions médicales et paramédicales, le Groupe Cegedim a été retenu dans plusieurs projets de réseaux de soins permettant un partage de l'information dans des conditions

d'interopérabilité, de sécurité et de fiabilité reconnues par les autorités de référence. Cegedim continuera d'accompagner la mise en place de ces réseaux en 2009.

AGDF Cegedim RS

Fort de plusieurs années d'expérience dans l'édition et la mise en œuvre de solutions de gestion de dossiers patients partagés, et bénéficiant d'une position unique sur le marché des systèmes d'information de santé, AGDF Cegedim RS assure le développement, le déploiement et la maintenance de solutions d'échange et de partage de données de santé appliquées aux réseaux de soins, aux plateformes régionales de télésanté ainsi qu'au Dossier Médical Personnel. Cette offre répond avec pertinence aux enjeux liés à l'interopérabilité des solutions dont disposent les professionnels de santé avec les systèmes d'information de santé partagés auxquels ils participent. Elle se place délibérément dans une dynamique de synergie avec les différentes lignes de produits du Groupe Cegedim dédiées aux professionnels de santé (médecins et paramédicaux) ainsi qu'avec de nombreuses offres partenaires couvrant le champ hospitalier. Cette offre, dont le succès a été largement démontré durant la phase d'expérimentation du DMP, positionne AGDF Cegedim RS comme un acteur incontournable dans la mise en œuvre des systèmes d'information de santé partagés.

Banque Claude Bernard – Société RESIP

RESIP (Recherches et Etudes en Systèmes Informatiques Professionnels) met à la disposition des professionnels de santé une base de données scientifique d'aide à la prescription et à la délivrance de médicaments : la Banque Claude Bernard (BCB).

La BCB est la première base de données sur les médicaments agréée fin septembre 2008 par la Haute Autorité de Santé (HAS) dans la cadre de la certification des logiciels d'aide à la prescription (LAP).

La BCB est intégrée aux logiciels de gestion d'officine commercialisés par le réseau Alliadis (logiciels Alliance+, Premium et Servilog), représentant plus de 9 000 officines adhérentes. La BCB est aussi présente dans les logiciels médecins : plus de 11 000 cabinets médicaux sont abonnés. La BCB sera progressivement présente sur tous les postes de médecins informatisés du Groupe Cegedim en France, et se trouve également diffusée par les autres éditeurs de logiciels médicaux.

Principal¹² acteur du marché Web, la BCB est intégrée au sein de sites et portails santé. La technologie employée permet à la BCB d'être présente à l'hôpital, en offrant une solution de consultation de la base dans l'Intranet des établissements hospitaliers (déjà plus de 500 établissements utilisateurs).

Les API métier (Application Program Interface) permettent aussi de s'interfacer avec les logiciels de gestion hospitalière. Plus de cinquante hôpitaux utilisent la BCB intégrée dans leur logiciel de prescription ou de dispensation.

III.1.3 Logiciels médicaux – International

Ce pôle regroupe les sociétés :

- In Practice Systems qui conforte sa position de leader¹³ pour le Primary Care au Royaume-Uni avec son produit Vision. La réforme conduite par le « National Health Service » impose différents niveaux d'interopérabilité entre les professionnels de santé, sur lesquels In Practice Systems poursuit son avancée, afin d'adapter ses solutions informatiques pour les « General Practitioners ».
- HDMP en Belgique avec la solution Health One.
- Millennium (détenu à 49% par Cegedim) est le premier¹⁴ éditeur de logiciels médecins en Italie, avec Millewin installé sur plus de 11 000 postes.
- Stacks, leader¹⁵ des logiciels médecins en Espagne avec plus de 30 000 utilisateurs de ses solutions OMI et Julia, est également présent au Chili.



II.2 Intranet et portail de santé

Santesurf

En France, avec Santesurf, le portail de santé sécurisé réservé au corps médical, les médecins, équipés ou non de systèmes Cegedim, ont la possibilité de transmettre les Feuilles de Soins Electroniques (FSE) aux Caisses Primaires d'Assurance Maladie.

Ils disposent également de services spécialisés (boîte de messagerie et boîte aux lettres laboratoires) et d'un accès au réseau Internet. Santesurf est le seul Intranet français gratuit et sécurisé réservé aux acteurs du monde de la santé (médecins et pharmaciens).

- 31 000 abonnés utilisent quotidiennement Santesurf.com et 9 000 transmettent des FSE, faisant ainsi de Santesurf le premier concentrateur privé français, avec une part de marché proche de 17%.
- Santesurf, opérateur privé, est devenu la plateforme d'échanges de référence pour les professionnels de santé et les visiteurs médicaux.
- Santesurf concentre la majorité des flux d'information gérés par Cegedim.

II.3 Informations promotionnelles

Réseau National de Promotion (RNP)

RNP, Réseau National de Promotion, est la référence¹⁶ française de la publicité sur le lieu de vente dans le circuit pharmaceutique et parapharmaceutique. Les Promoteurs-Merchandisers de RNP garantissent aux laboratoires, toutes les trois semaines, un contact privilégié auprès de 20 000 pharmaciens d'officine.

Leurs missions :

- aménager les vitrines : du standard à l'événementiel,
- animer l'espace-vente (linéaire, comptoir, tête de gondole,...),
- réaliser des enquêtes.

Equipés de PDA, ils peuvent reconstituer en temps réel leur activité, accompagnée de photos numériques. Les laboratoires pharmaceutiques suivent leurs campagnes en direct sur Internet. En 2008, RNP s'est équipée de matériel de pointe afin de réaliser de nouvelles générations de vitrines et proposer aux pharmacies des prestations sur mesure.

MedExact

MedExact travaille en synergie avec l'ensemble des sociétés du Groupe Cegedim dont l'activité est la promotion hors visite médicale.

- L'offre ScreenPub concerne les médecins équipés des logiciels Cegedim Logiciels Médicaux, interconnectés au serveur Cegedim. Elle permet l'échange d'informations et, notamment, le téléchargement et la diffusion de campagnes publicitaires directement sur les écrans de veille.
- L'offre PharmExact propose à l'industrie pharmaceutique des études portant sur la délivrance de médicaments ou de l'OTC ainsi que des outils promotionnels de fidélisation et de communication auprès des pharmacies informatisées par Alliadis.
- Avec son panel Net-enquête de 600 pharmacies représentatives, PharmExact réalise également des études ad'hoc sur la prescription et la délivrance des médicaments. Ces enquêtes permettent d'obtenir des informations sur la prescription médicale, l'attitude de l'équipe officinale et éventuellement l'avis du patient.



II.4 Statistiques personnalisées des pharmacies

Santestat

Santestat a constitué, à partir des données de ventes collectées auprès d'un panel de pharmacies, une base statistiques enrichie en permanence. Grâce à Santestat les pharmaciens et leurs groupements, disposent des outils nécessaires à l'optimisation de la gestion de leurs officines, au suivi de leurs politiques de prix et à la vision de leurs marchés d'achats.

Parallèlement, ces statistiques permettent d'enrichir les études proposées par le GERS, en apportant aux laboratoires pharmaceutiques une meilleure connaissance des circuits de distribution des médicaments.

II.5 Bases de données professionnelles

Rosenwald

La société Rosenwald, spécialisée dans l'édition d'annuaires de professionnels de santé, propose trois annuaires : l'annuaire des médecins (comprenant notamment la liste géographique des médecins libéraux et hospitaliers par spécialité), l'annuaire des pharmaciens (répertorient les pharmaciens d'officines et hospitaliers) et l'annuaire de l'hospitalisation (apportant des informations utiles sur plus de 9 700 établissements publics et privés), disponibles en version papier (sauf l'annuaire des pharmaciens) ou consultables en ligne sur le site Internet www.rosenwald.com. En 2008, un nouvel ouvrage a été édité, le Guide des médicaments, en collaboration avec la société RESIP, reprenant plus de 3 500 monographies issues de la Banque de données de médicaments Claude Bernard. Avec son activité Mail Group, leader¹⁷ en France des bus mailings médicaux, Rosenwald permet à chaque annonceur de mutualiser les coûts de ses opérations de mailing et confirme son rôle en tant qu'outil de promotion à destination des professionnels de santé.

II.6 Location financière médicale

Cegelease

Cegelease, avec ses marques Cofidata, Pharmalease, Pharmedoc et Médilease, est une société de location financière qui propose des offres de financement aux officines pharmaceutiques et aux professionnels de la santé.

III. ASSURANCES ET SERVICES

Tirant le meilleur parti de ses compétences en édition de logiciels professionnels et en traitement d'informations complexes, le Groupe Cegedim rassemble dans le secteur « Assurances et services » des offres consacrées aux principaux acteurs du monde de l'assurance et des compétences technologiques destinées à ses partenaires et clients de tous secteurs.

III.1 Assurances, monétique et santé

Le pôle « Assurances, monétique et santé » regroupe l'ensemble des produits et services du Groupe destinés aux assureurs, mutuelles et institutions de prévoyance, à travers ses filiales Cegedim Activ, Cetip et iSanté pour le tiers-payant. Ce pôle rassemble des synergies sur l'ensemble de la chaîne d'échanges allant du professionnel de santé jusqu'à l'organisme d'assurance complémentaire.

III.1.1 Informatisation des assureurs et mutuelles de santé

Cegedim Activ

Avec 30 millions d'assurés gérés en France au travers de ses solutions, Cegedim Activ est aujourd'hui leader¹⁸ des logiciels et services dédiés à l'assurance de personnes (complémentaires santé, régimes obligatoires, prévoyance, vie et retraite). Son offre s'adresse à tous les opérateurs du marché : compagnies d'assurance, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires.

Expert dans les métiers de l'assurance de personnes, Cegedim Activ s'engage aux côtés de ses clients pour leur permettre de créer des offres innovantes et d'optimiser la rentabilité de leurs activités. Cegedim Activ dispose pour cela d'une combinaison unique de savoir-faire : l'expertise métier de ses collaborateurs, la mise à disposition de technologies, et une offre de services de conseil, d'intégration, d'infogérance, et de gestion de flux santé avec 250 millions de flux EDI par an (Noemie, tiers-payant et SESAM-Vitale 1.40).

L'année 2008 marque le renforcement des offres de Cegedim Activ avec le lancement d'une nouvelle gamme de solutions, ACTIV'Insurance Suite, organisée par segments de marchés :

- ACTIV'Premium (nouveau nom du logiciel de la société Protectia qui a rejoint le Groupe Cegedim en 2008), solution pour le segment Middle Market choisie en 2008 par APREVA.
- ACTIV'Infinite, la nouvelle solution Grands Comptes, qui a notamment été retenue par CCMO Mutuelle dans le cadre de son partenariat avec AGRICA pour l'évolution de son offre santé.
- ACTIV'RO, la nouvelle solution multi-régimes au service des organismes gestionnaires du Régime Obligatoire.

L'année 2008 marque également la poursuite de plusieurs grands projets pour Cegedim Activ : après le démarrage des prestations santé, la Maaf lance ainsi la mise en place de la gestion des contrats et des cotisations. Harmonie Mutuelles, dans le cadre du grand projet de convergence pour la gestion de la santé de l'ensemble des mutuelles du groupe, vise le démarrage du premier site en 2009.

S'appuyant sur les infrastructures d'hébergement du Groupe Cegedim, dont le nouveau Data Center de Toulouse (Tier IV), Cegedim Activ assure à ses clients des services d'infogérance métier et technique de premier plan.

A l'international, Cegedim Activ confirme sa stratégie de développement au Maghreb et en Afrique francophone, avec la création au Maroc de deux entités, Cegedim Activ Opérations Maghreb et Cegedim Activ Développement Offshore Maroc.

III.1.2 Flux et tiers-payant

Cetip

Le Cetip est leader¹⁹ dans la gestion du tiers-payant santé en tant qu'opérateur historique de l'Association Santé-Pharma depuis 1991. La plateforme de réception et de gestion des flux du Cetip a traité, en 2008, près de 95 millions de factures de tiers-payant santé, dont 99% en télétransmission, avec le plus fort taux de Demandes de Remboursement Electroniques (DRE) à la norme 1.40 sécurisées du marché.

Le Cetip prend en charge, pour ses clients, l'ensemble des évolutions réglementaires et techniques relatives au tiers-payant (norme SESAM-Vitale 1.40, Classification Commune des Actes Médicaux, DRE, gestion du parcours de soins, etc.). Le système d'information du Cetip est réalisé en coopération avec Cegedim Activ.

Plus de 220 organismes d'Assurance Maladie Complémentaire (AMC), près de 60 000 professionnels de santé et 12 millions de bénéficiaires à travers SP Santé, font confiance au Cetip depuis plus de 18 ans.

A ce jour, le tiers-payant se généralise à l'ensemble des professions de santé. Le Cetip opère en partenariat avec la Fédération Française des Sociétés d'Assurance et APRIAR S.A. pour la maîtrise d'ouvrage déléguée.

En 2008, le Cetip a contribué à la réussite de deux expérimentations phares :

- la réception, le chiffrage et la transmission des données anonymisées de la prescription dans le cadre de l'expérimentation Babusiaux – Inédit Santé AXA France,
- la prise en compte des données issues de la carte complémentaire Duo, la gestion accélérée des règlements vers les professionnels de santé et la diffusion des listes d'oppositions des cartes vers les partenaires de l'expérimentation.

En 2009, le Cetip participera, en tant qu'opérateur, à des projets de prise en charge à travers de nouveaux services Web.

iSanté

Réforme de la Sécurité Sociale, individualisation des garanties, amélioration des services aux assurés, enjeu des relations avec les professionnels de santé : le secteur des assurances santé est en constante mutation.

Pour accompagner dans leurs évolutions, les organismes d'assurance maladie complémentaire et notamment les mutuelles informatisées par le Groupe Cegedim, iSanté développe, en s'appuyant sur les solutions et les savoir-faire internes, de nouveaux services liés au front office (gestion du hors nomenclature, articulation avec les plateformes santé, médicalisation des prestations, prises en charge et tiers-payant en temps réel ...).

III.2 Autres services

III.2.1 Echanges de données informatisées

Cegedim EDI

Département dédié aux Echanges de Données Informatisés (EDI), Cegedim EDI propose la gestion électronique de l'ensemble des documents circulant entre les entreprises.

Issue d'un partenariat avec le GIE Edipharm en 1991, permettant la création d'un système EDI entre grossistes-répartiteurs et laboratoires pharmaceutiques, cette activité s'est rapidement étendue aux laboratoires d'analyses médicales et au secteur de la santé animale puis aux secteurs de l'industrie, de la distribution et des services, tandis que l'offre se développait de manière à répondre aux attentes de ces nouveaux marchés.

L'expérience de Cegedim EDI lui permet aujourd'hui d'apporter à ses clients une solution industrielle de dématérialisation des échanges sachant s'adapter à leurs spécificités et intégrant leurs contraintes métiers au travers d'offres standards et éprouvées ou de solutions sur-mesure s'appuyant sur la puissance de l'infrastructure informatique du Groupe Cegedim.

Ainsi, la solution Edipharm, sous-traitée à Cegedim EDI, aide ses clients :

- à répondre aux obligations de traçabilité des médicaments (numéro de lot, date de péremption), en déployant le message avis d'expédition,
- à optimiser leur gestion des approvisionnements en développant les messages GPA (Gestion Partagée des Approvisionnements),
- à développer le nouveau service de commandes directes des officines grâce à la mise en place de la norme Pharma-ML.

De plus, Cegedim EDI propose Global Invoice Services (GIS), la plateforme de dématérialisation en mode ASP la plus complète du marché, permettant la connexion et les échanges de documents électroniques entre partenaires équipés de systèmes hétérogènes et intégrant une gamme complète de services à valeur ajoutée. GIS est une solution riche et modulable incluant dans un environnement sécurisé les règles métier des clients et proposant les services permettant de traiter, en entrée comme en sortie, tous les flux jusqu'à l'archivage à valeur probante.

Précurseur en ayant obtenu dès 1992 l'agrément de la Direction Générale des Impôts pour la dématérialisation fiscale des factures, Cegedim EDI dispose de tous les atouts²⁰ pour accompagner ses clients et les aider à faire face aux nouveaux enjeux de dématérialisation et de développement durable.

Hospitalis

Hospitalis est un portail d'informations et d'échanges de données entre les établissements de soins et leurs fournisseurs, permettant de dématérialiser la gestion globale des approvisionnements en médicaments, dispositifs médicaux et réactifs de laboratoires.

Le périmètre de l'offre Hospitalis couvre aussi bien les demandes d'achats que les commandes, les informations logistiques et les factures.

Hospitalis contribue à la traçabilité des échanges en centralisant sur son portail Web l'ensemble des informations, il assure de plus l'interopérabilité entre les différents logiciels utilisés par les donneurs d'ordres, leurs fournisseurs ou leurs prestataires.

En 2008, Hospitalis s'est interfacé avec le portail de la CAHPP, une des principales centrales de référencement du secteur de l'hospitalisation privée, pour laquelle il achemine les flux de demande d'approvisionnement. En 2009, Hospitalis intervient aussi auprès des Centres de Lutte Contre le Cancer pour la fourniture de référentiels de médicaments, de dispositifs médicaux et produits de laboratoire et met à disposition l'infrastructure nécessaire pour la dématérialisation des flux d'approvisionnements.

Hospitalis est utilisé par plus de 450 établissements de soins majeurs, dont 19 centres hospitaliers universitaires et a transmis plus de 900 000 commandes en 2008.

Qualitrans – Telepharma

Qualitrans-Telepharma est un Organisme Concentrateur Technique (OCT) permettant de centraliser les demandes de remboursement des Feuilles de Soins Electroniques (FSE) en provenance des pharmacies et de les ventiler vers les Assureurs Maladie Obligatoire (AMO) et Complémentaire (AMC) concernés.

C'est un maillon clé dans l'acceptation du tiers-payant par les professionnels de santé.

Qualitrans-Telepharma, à la pointe des nouvelles technologies, est entièrement compatible avec les normes SESAM-Vitale 1.40 et permet d'intégrer, avec une grande réactivité, les évolutions législatives et réglementaires. Il propose également des services à valeur ajoutée, comme le suivi sur son portail Web des demandes de remboursement et des paiements.

Qualitrans-Telepharma achemine plus de 70 millions de Feuilles de Soins Electroniques par an, pour plus de 3 000 pharmaciens. A ce titre, Qualitrans-Telepharma est le deuxième²¹ OCT français.

III.2.2 Gestion externalisée de la paie et des RH

Cegedim SRH

Acteur de référence²² sur le marché de l'externalisation de la paie et des ressources humaines en France, la vocation de Cegedim SRH est d'accompagner et de conseiller au quotidien les entreprises dans la conduite de

leurs projets, pour une meilleure efficacité de leur système d'information RH : gestion de la paie, pilotage et valorisation du capital humain.

Après une analyse approfondie des besoins, les équipes de Cegedim SRH proposent des services « sur-mesure » et s'appuient notamment sur :

- une expertise métier et de conseil de plus de 15 ans,
- un panel de prestations
- TEAMS^{RH}, une plateforme technologique innovante, globale et modulaire.

Etant avant tout le partenaire des directions RH, Cegedim SRH garantit à ses clients par un engagement contractuel, la conformité de la paie, le respect des échéances et la disponibilité du système.

TEAMS^{RH}, un Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH) externalisé

TEAMS^{RH} est la première solution SIRH du marché basée sur une technologie Java à 100%. Avec son architecture modulaire et son approche orientée processus, TEAMS^{RH} apporte des services de qualité, toujours plus performants, adaptés aux besoins d'externalisation des entreprises.

Bénéficiant des dernières avancées technologiques, TEAMS^{RH} est une solution interactive en temps réel qui optimise les modes de gestion de l'entreprise en y déployant des processus transversaux depuis le recueil d'information jusqu'à son contrôle et sa diffusion.

Cette plateforme technologique s'intègre au sein du système d'information global de l'entreprise et communique avec l'ensemble des systèmes d'information du marché. Elle s'interface avec des solutions comptables, des applications RH ou des solutions décisionnelles.

TEAMS^{RH} offre un ensemble de fonctionnalités étendues et s'organise autour de cinq domaines :

- Paie et administration du personnel
- Portail RH
- Pilotage social
- Gestion des Ressources Humaines (GRH) et formation
- Gestion du Temps d'Activité (GTA)

L'offre de services de Cegedim SRH couvre également l'hébergement des moyens informatiques, la maintenance du système, la sauvegarde des données, la veille légale et conventionnelle, la formation et l'accompagnement au changement.

III.2.2 Hébergement, services et internet

Cegedim hébergement

Cegedim dispose d'une large expertise dans les activités d'infogérance à destination des laboratoires pharmaceutiques, des assurances et mutuelles de santé et des réseaux de santé (ex : expérimentations DMP, ...), ainsi que dans la gestion de flux financiers et de documents dématérialisés. Toutes ces activités, du fait de leur caractère stratégique et sensible, ont conduit les équipes du Groupe à concevoir des architectures à très haute disponibilité qui répondent aux exigences de sécurité de ses clients et notamment, aux normes d'hébergement des dossiers médicaux.

Les services d'infogérance de Cegedim sont répartis dans le monde sur les trois zones :

- Amérique (site de Chesapeake aux USA)
- Europe (sites de Boulogne-Billancourt et de Toulouse en France),
- Asie-Pacifique (sites de Bangalore en Inde et de Singapour).

Ces différents sites, dont trois de niveaux Tier IV (en France et aux USA), permettent le back up et la mise en œuvre de Plans de Reprise d'Activité (PRA) en couverture horaire complète.

Pco Cegedim

Pco Cegedim apporte aux entreprises les solutions d'infrastructure et les services d'infogérance technologiques qui permettent de sécuriser, d'administrer et de superviser les différents composants des systèmes distribués, d'une manière simplifiée, intégrée et centralisée. Son domaine de compétence recouvre la valorisation des systèmes d'information des grands groupes, collectivités locales, administrations, établissements d'enseignement et/ou de recherche.

L'offre de Pco Cegedim s'articule autour de deux axes opérationnels :

- l'intégration de solutions d'administration et de sécurité système et réseau (audit et conseil, systèmes, réseaux, applications, stockage, supervision et sécurité),
- l'infogérance du système d'information s'appuyant sur les bonnes pratiques ITIL (distribution et location, assistance technique sur site, service desk, gestion de parc, informatisation des écoles et stockage des médias de sauvegarde),

Pco Cegedim, en liaison avec ses partenaires éditeurs et constructeurs, adapte ses solutions aux nouvelles attentes du marché.

6.1.2 Notes concernant les principales activités du Groupe

- ¹ Cegedim est leader mondial en nombre d'utilisateurs de ses solutions de CRM à destination de l'industrie pharmaceutique
- ² Cegedim est l'un des principaux éditeurs européens de logiciels pour les professionnels de santé, en nombre de postes installés.
- ³ La base de données OneKey est la référence de l'industrie pharmaceutique, en nombre de pays couverts et de données renseignées, ainsi qu'en nombre d'utilisateurs.
- ⁴ Cf. note 1.
- ⁵ Cegedim dispose de la plus large et de la meilleure structure de R&D dédiée au CRM pharmaceutique en nombre de collaborateurs spécialisés dans ce domaine.
- ⁶ CSD est un acteur majeur en matière d'études de marchés dédiées à l'industrie de la santé aux vues de la diversité et de l'étendue des études proposées.
- ⁷ Infosanté Roumanie est leader sur le marché des données de vente en Roumanie, en chiffre d'affaires par rapport à ses concurrents.
- ⁸ Cf. note 4.
- ⁹ Cegedim CD est le premier producteur français d'adresses professionnelles en France sur le secteur des professionnels de santé par le nombre de références gérées et d'utilisateurs.
- ¹⁰ Cf. note 2.
- ¹¹ Cf. note 2.
- ¹² La BCB est le principal acteur du marché Web en France au regard du déploiement de cette base de données sur les outils utilisés au quotidien par les professionnels de santé (logiciels, Intranet, portails).
- ¹³ Au Royaume-Uni, In Practice Systems est leader en nombre de postes de logiciels médecins installés dans l'environnement Windows.
- ¹⁴ Millennium est le premier éditeur de logiciels médecins en Italie en nombre de postes installés.
- ¹⁵ Stacks est le leader des logiciels médecins en Espagne en nombre de postes installés.
- ¹⁶ RNP est la référence française de la publicité sur le lieu de vente, par le nombre d'officines couvertes par son réseau d'affichage.
- ¹⁷ Mail Group est leader en France des bus mailing médicaux en nombre de plis traités.
- ¹⁸ Cegedim Activ est leader avec 30 millions de bénéficiaires en France.
- ¹⁹ Le Cetip est le leader en France en nombre de flux de tiers-payant traités par an.
- ²⁰ Cegedim EDI est le leader français compte tenu de sa part de marché occupée dans la dématérialisation des flux commandes/factures entre laboratoires pharmaceutiques et grossistes répartiteurs.
- ²¹ Qualitrans-Telepharma est le deuxième OCT du marché en fonction du nombre de feuilles de soins électroniques traitées chaque année et du nombre de professionnels de santé utilisateurs.
- ²² Cegedim SRH est un acteur significatif sur le marché de l'externalisation de la paie et des Ressources Humaines selon une étude publiée par Markess en 2007.

6.1.3 Produits ou services lancés sur le marché durant l'exercice 2008

Le Groupe Cegedim a mis en place une politique d'innovation permanente afin de mieux servir ses clients en apportant constamment de nouvelles fonctionnalités aux offres existantes. Les principales nouveautés relatives à chaque produit ou service ont été mentionnées dans l'exposé des métiers au point 6.1.1 auquel il convient de se reporter.

En 2008, pour chaque secteur d'activité, on peut notamment souligner les évolutions suivantes :

- En matière de CRM : poursuite des synergies entre les offres Dendrite et Cegedim, avec notamment la combinaison des bases de données OneKey, point central des activités CRM du Groupe et la nouvelle couverture mondiale des logiciels de gestion de forces de vente, adaptées aux spécificités des différents pays et continents. Le Groupe innove aussi en 2008 avec le lancement de la solution Mobile Intelligence Key Account Management visant à optimiser les relations des laboratoires pharmaceutiques avec leurs comptes-clés, en leur permettant notamment d'intégrer l'ensemble des parties prenantes. Cegedim poursuit également le développement de solutions de « Compliance ».
- Concernant les données stratégiques : extension des offres de Cegedim Strategic Data (CSD) et développement de nouveaux axes d'études, notamment avec l'acquisition de la société Reportive, dont la solution de Business Intelligence, plus performante, a remplacé celle existante. D'autre part, CSD a lancé sa 9^{ème} base de données longitudinale patient en Corée ce qui lui permet de proposer, dans ce pays également, une large gamme d'analyses basées sur des données de suivi longitudinal de patients issues de ses observatoires épidémiologiques. Cette offre permet aux laboratoires pharmaceutiques de définir et d'affiner leurs options stratégiques, notamment en termes d'opportunités liées à la gestion du cycle de vie des produits. Ils peuvent ainsi obtenir des informations telles que : parts de marché, co-prescriptions, profils de patients, segments dynamiques.
- Concernant les professionnels de santé : avec sa nouvelle gamme LC 2008 (Logiciels Cegedim 2008), Cegedim Logiciels Médicaux garantit à ses clients utilisateurs des différents logiciels du Groupe un même niveau de performance technologique et de fonctionnalités : agenda et gestion des rendez-vous, gestion administrative et historique du dossier patient, consultations type, gestion du parcours de soins,... D'autre part, l'acquisition de la société 01 Santé permet au Groupe de bénéficier d'une position forte dans le domaine de l'oncologie, avec le logiciel OncoBaze, utilisé aujourd'hui par près de 70 cliniques en France (dont 25 parmi les plus importantes). Enfin, la création de Cegedim Healthcare Software (CHS) permet de couvrir les activités suivantes : Cegedim Logiciels Médicaux/Megabaze, Alliadis, RM Ingénierie, Resip, AGDF Cegedim RS, Stacks, INPS, Cegedim Rx, HDMP et le suivi de la participation de Cegedim dans Millenium. A travers la création de cette business unit, l'activité logiciels devient une activité à part entière et représente pour le Groupe un enjeu majeur en apportant de nouvelles perspectives d'avenir.
- S'agissant des activités Assurances et services : Cegedim Activ enrichit, grâce à l'acquisition de la société Protectia, son offre sur le segment « middle market » avec une solution basée sur les dernières technologies et annonce la commercialisation de sa nouvelle gamme de solutions « ACTIV'Insurance Suite » pour répondre aux enjeux des acteurs de son marché. De plus, l'ouverture, mi-2008 en France sur le site de Toulouse-Labège, d'un nouveau Data Center à l'état de l'art (Tier IV) permet à Cegedim Activ de renforcer ses capacités en matière d'infogérance et de répondre aux exigences les plus strictes de ses clients en matière de sécurisation des équipements et des données. Cegedim SRH a obtenu en 2008 l'accréditation SOX de type II du Statement on Auditing Standards N°70 (SAS 70) dite Sarbanes Oxley pour l'ensemble de ses processus, validant ainsi le savoir-faire de la société.

6.2 Principaux marchés

2008 (En milliers d'euros)	Chiffres d'affaires			Résultat opérationnel courant
	France	Etranger	Total	
CRM et données stratégiques	131 683	360 937	492 620	55 565
Professionnels de santé	182 327	67 887	250 214	34 537
Assurances et services	104 135	1 609	105 743	6 535
Total	418 145	430 432	848 577	96 637

2007 (En milliers d'euros)	Chiffres d'affaires			Résultat opérationnel courant
	France	Etranger	Total	
CRM et données stratégiques	140 073	319 997	460 070	64 901
Professionnels de santé	127 224	64 132	191 356	28 123
Assurances et services	98 952	2 616	101 568	2 240
Total	366 249	386 745	752 994	95 264

6.2.1 CRM et données stratégiques

Chiffres clés

58% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Cegedim.

Présence géographique : plus de 80 pays, sur les 5 continents.

Principaux clients : départements marketing et vente des laboratoires pharmaceutiques.

Concurrence

Les offres de services de Cegedim sont uniques pour l'industrie pharmaceutique et très différenciées des offres concurrentes. Cegedim est en effet la seule société proposant une offre combinant les bases de données les plus exhaustives du marché mondial et des solutions CRM.

Cegedim conçoit une gamme complète de bases de données stratégiques permettant aux laboratoires pharmaceutiques de mieux comprendre où sont vendus les médicaments, par qui ils sont prescrits, pourquoi et dans quelle mesure leurs actions marketing sont efficaces. L'objectif est de mettre à leur disposition les informations nécessaires à la définition de leurs stratégies marketing et vente. Les données concernant les professionnels de santé constituent en effet une information essentielle permettant aux laboratoires pharmaceutiques d'orienter leurs forces de vente sur le terrain. Cegedim est propriétaire de sa base de données OneKey et la met à jour quotidiennement. Peu d'offres alternatives existent et elles sont de plus limitées géographiquement, contrairement à OneKey présente dans 60 pays en 2008.

Les concurrents de Cegedim en matière d'offres CRM ne disposent pas d'offres de bases de données. Par ailleurs, le premier concurrent sur les bases de données ne dispose pas d'offre CRM.

Un récent rapport de l'analyste Gartner (Réf. G00162799 – Nov. 2008) recommande les solutions de CRM de Cegedim aux laboratoires pharmaceutiques qui recherchent une solution adaptée aux particularités de leur industrie.

De façon plus détaillée, les concurrents de Cegedim sur ces deux métiers sont les suivants :

CRM

- Oracle (Siebel), Microsoft et SAP : Ces sociétés sont des généralistes du logiciel, qui, à l'inverse de Cegedim, ne s'adressent pas seulement au secteur de la santé. Elles axent leurs prestations sur la fourniture de logiciels, au contraire de Cegedim qui fournit ses solutions en mode externalisé, en leur associant une gamme complète de services (hébergement, maintenance, hot-line, gestion du parc, formation, etc). Oracle a finalisé le rachat de Siebel à la fin du mois de mai 2006, devenant ainsi leader mondial du CRM généraliste.
- Update est un éditeur autrichien spécialisé dans le CRM qui dispose d'une solution dédiée santé et cible principalement le marché européen.
- Verticals on Demand, à présent nommé Veeva Systems, est un nouveau concurrent apparu en 2007 sur le marché US. Il s'agit d'une solution uniquement proposée en mode SaaS (Software as a Service) dont les capacités d'analyses restent limitées ;
- Il existe en outre de nombreux concurrents locaux dans les différents pays.

Données stratégiques

- IMS est le numéro 1 mondial par le chiffre d'affaires du marché des études stratégiques dans le domaine de la santé.
- Taylor Nelson Sofres plc, GFK et Harris Interactive sont des généralistes qui proposent également des études ad'hoc dans le domaine médical,
- Synovate Healthcare, fondé en 2003, est très présent en Amérique du Sud et en Asie;
- Il existe en outre de nombreux concurrents locaux sur ce marché.

Principales tendances du marché

Malgré la pression concurrentielle, le développement du marché des génériques, et les tentatives de régulation étatique, le marché mondial du médicament devrait progresser de 4.5 à 5.5% en 2009 avec un niveau de ventes dépassant les 820 milliards de dollars (source IMS).

L'année 2009 devrait confirmer le ralentissement de la croissance des marchés matures, à l'image du marché américain qui ne devrait évoluer que de +1 à +2% (avec des ventes comprises entre 292 et 302 milliards de dollars), du fait du contexte économique difficile des Etats-Unis et du faible niveau de lancement de nouveaux produits dans ce pays (entre 25 et 30 l'année prochaine). La croissance devrait atteindre 4% pour le top 5 européen (France, Allemagne, Italie, Espagne et Grande-Bretagne), avec des ventes comprises entre 162 et 172 milliards de dollars. En 2009, la croissance du marché mondial sera surtout soutenue par les marchés émergents : Chine, Brésil, Inde, Corée du Sud, Mexique, Turquie et Russie - dont la croissance globale devrait avoisiner les +14 / +15% avec des ventes comprises entre 105 et 115 milliards de dollars.

Cegedim fournit principalement des solutions destinées aux départements vente et marketing des laboratoires pharmaceutiques, aussi est-il essentiel de comprendre l'organisation des dépenses liées à la promotion des ventes. Selon les études publiées par Cegedim Strategic Data (CSD), qui tiennent lieu de référence dans le milieu de l'industrie pharmaceutique, les montants consacrés à la promotion en 2008 dans le monde sont proches de 89 milliards de dollars repartis de la manière suivante : 62% liés à la visite médicale, 11% pour les échantillons distribués, 8% aux dépenses dites DTC (Direct To Consumer) et enfin 19% pour les autres moyens de promotion tels que les relations publiques, la presse, Internet.

Tendances de l'industrie pharmaceutique mondiale

L'industrie pharmaceutique continue de se concentrer, comme en témoigne l'annonce de la fusion entre Pfizer et Wyeth d'une part et de Merck et Schering Plough d'autre part. Certains experts estiment qu'il ne restera qu'une dizaine de géants de la pharmacie d'ici une dizaine d'années. Dans cet environnement en mouvement, Sanofi Aventis maintient sa place de premier groupe français et est l'un des leaders mondiaux avec plus de 98 000 collaborateurs dans le monde et 27.6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2008.



Les fonctions ventes et marketing sont, avec la qualité de la R&D, les principaux critères de différenciation pour l'industrie pharmaceutique. Aussi une attention de plus en plus forte est-elle portée à la personnalisation de la relation client, la connaissance de l'ensemble des parties prenantes dans la décision de référencement d'un médicament, sur les nouvelles formes de promotion notamment via Internet, ainsi que sur la notion de retour sur investissement (ROI) des outils promotionnels.

Aux Etats-Unis, la publicité auprès du grand public, « Direct To Consumer (DTC) », est également l'une des tendances lourdes de ce marché. En effet, le « patient » est devenu une cible privilégiée pour les laboratoires pharmaceutiques américains. Par contre, en Europe, le cadre législatif limite pour le moment ce type de communication.

Tendances de l'industrie pharmaceutique en France

Depuis 1995, la France est le premier pays producteur de médicaments de l'Union Européenne. En 2007, on dénombre 337 entreprises dont 177 sociétés biotechnologiques et plus de 100 000 salariés en France.
(source LEEM)

La promotion constitue le principal levier d'optimisation de la fonction marketing et vente au sein des laboratoires pharmaceutiques. En dépit des tentatives de régulation des pouvoirs publics, elle continue de bénéficier de moyens importants : 4 milliards de dollars en 2008 (contre 3.5 milliards il y a 2 ans).

A titre d'exemple, les dépenses de promotion des laboratoires français en 2008 se décomposent de la manière suivante : 62% liés à la visite médicale, environ 22% en promotion de type relations publiques, voie de presse, Internet, un peu plus de 15% de dépenses dites DTC et moins de 1% pour les échantillons distribués.

(Source : CSD, Groupe Cegedim)

6.2.2 Professionnels de santé

Chiffres clés

30% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Cegedim.

Présence géographique : France, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne, Italie et Chili.

Principaux clients : médecins, pharmaciens et personnels paramédicaux.

Concurrence

Il n'existe pas de concurrence globale présente sur l'ensemble des pays couverts par Cegedim. Ainsi, il convient de segmenter l'analyse en fonction du marché et du pays.

- Logiciels médecins au Royaume-Uni : Cegedim, avec sa filiale In Practice Systems, est le 2^{ème} acteur du marché, en nombre d'utilisateurs (avec son logiciel Vision), après EMIS et devant iSoft et TPP ;
- Logiciels médecins en France : Cegedim est le leader du marché français en nombre de médecins informatisés, devant Axilog (filiale de Compugroup) et Imagine Editions (logiciel Hellodoc). RM Ingénierie est le numéro 1 en France des logiciels destinés aux kinésithérapeutes et aux paramédicaux en général (infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, sages-femmes, podologues, etc) devant Epsilog ;
- Logiciels médecins en Belgique : Le marché belge reste très fragmenté avec un nombre important d'éditeurs. Cegedim est un acteur de premier plan ;
- Logiciels médecins en Espagne : Cegedim est le leader du marché espagnol en nombre de médecins informatisés avec sa filiale Stacks ;
- Logiciels pharmaciens en France : le Groupe Alliadis (Alliance-Conseil, Alliadis, Data Conseil et Servilog), et Pharmagest Interactive sont co-leader sur le marché de l'informatique officinale en France
- Logiciels pharmaciens au Royaume-Uni : Cegedim est entrée sur ce marché fin 2004, avec l'acquisition des sociétés NDC Health et Enigma Health, aujourd'hui regroupées en une seule entité dénommée Cegedim Rx. Cegedim Rx occupe une position de leader en nombre d'officines britanniques informatisées ;



- En matière de promotion, Cegedim est le leader français, tant sur la Publicité sur le Lieu de Vente (PLV) en pharmacie par le nombre de pharmacies intégrées dans son réseau d'affichage, que sur le lieu de prescription (compte tenu de son parc de médecins informatisés).

Tendances des principaux marchés

Cegedim s'attache à fournir à l'ensemble des professionnels de santé des outils de gestion performants, qui les accompagnent dans leur pratique quotidienne. Les médecins et les pharmaciens, notamment en France et au Royaume-Uni, constituent une bonne référence pour ce secteur d'activité. Les effectifs de ces professionnels donnent une bonne estimation du marché potentiel de Cegedim.

Population France (source : Bases de données Onekey, Groupe Cegedim – mars 2009)

Médecins :	Total	dont Libéraux
Généralistes	74 442	55 836
Spécialistes	108 783	43 927
Kinésithérapeutes	37 079	34 760
Pharmaciens d'officine :	Total	
Pharmaciens d'officine généraliste	29 573	
Pharmaciens adjoints	19 674	
Pharmacies d'officine	22 668	

Population Royaume-Uni (source : Bases de données Onekey, Groupe Cegedim – mars 2009)

Médecins :	Total
Généralistes	48 155
Spécialistes hospitaliers	75 101
Pharmaciens :	Total
Pharmaciens dans l'hôpital	7 048
Pharmacies d'officine	14 083

Informatisation des médecins en France

Une grande majorité des cabinets médicaux français, près de 90% selon les chiffres les plus communément cités, est informatisée. Toutefois, le niveau d'informatisation concerne essentiellement la gestion des feuilles de soins électroniques : seulement 40 à 60% des médecins informatisés utilisent un dossier patient informatisé pour consigner leurs diagnostics, leurs prescriptions et mettre à jour le profil de leur patient (pathologies, allergies, antécédents familiaux, résultats d'analyses, etc). On peut néanmoins noter que l'utilisation quotidienne d'Internet se généralise dans les cabinets médicaux.

Globalement, le marché de l'informatisation des médecins en France, qui repose sur le volontariat individuel, reste relativement stable ces dernières années. Les voies d'amélioration sont nombreuses, tant en nombre de médecins équipés que d'adhésion à des outils plus sophistiqués.

En attendant la relance du Dossier Médical Personnel (DMP), le besoin d'échange de données entre les professionnels de santé et le développement des grands réseaux sont des facteurs positifs qui viennent alimenter la croissance de ce marché.



Informatisation des médecins au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, tous les médecins sont informatisés. Ils y sont incités par les autorités de santé locales qui encadrent et promeuvent une réforme de fonds de l'informatisation du système de santé. Une enveloppe initiale, revue régulièrement à la hausse, de 6.2 milliards de livres sur 10 ans est consacrée à cette réforme qui touche l'ensemble des acteurs du monde de la santé (médecins, pharmaciens et hôpitaux). Ce programme impose, notamment aux médecins, une interopérabilité graduelle avec les différents acteurs pour améliorer la gestion des dossiers patients au sein d'un réseau privé dénommé N3.

Niveau 0	Conformité aux recommandations du NHS (RFA99)
Niveau 1	Niveau 0 + Agenda partagé
Niveau 2	Niveau 1 + Transmission électronique des feuilles de soins entre cabinets médicaux et pharmacies
Niveau 3	Niveau 2 + Transmission électronique des dossiers patients entre médecins généralistes
Niveau 4	Niveau 3 + Hébergement centralisé des systèmes informatiques des médecins hospitaliers
Niveau 5	Niveau 4 + Dossiers patients structurés conformément aux souhaits du NHS
Niveau 6	Niveau optimal d'intégration

Cette réforme est ambitieuse et exigeante pour l'ensemble des acteurs du marché britannique. Cegedim, ses filiales In Practice Systems (logiciels médecins) et Cegedim Rx (logiciels pharmaciens) répondent favorablement à ces attentes. Ces évolutions trouvent leurs débouchés grâce aux incitations financières du gouvernement, qui subventionne le développement, la mise en œuvre et le support technique des logiciels pour les médecins ainsi que les transmissions électroniques et la connexion au réseau privé pour les pharmaciens.

Informatisation des pharmaciens en France

L'ensemble des officines françaises est aujourd'hui informatisé : le marché des logiciels pharmaciens est donc un marché de renouvellement. Ce marché reste toutefois dynamique, étant donné les fortes évolutions technologiques auxquelles il a été, et continue d'être exposé, notamment en rapport avec la dématérialisation des flux (tant pour la gestion du tiers-payant avec l'assurance maladie, que des commandes aux grossistes et aux laboratoires). Les nouveaux enjeux réglementaires tels que le Dossier Pharmaceutique, l'évolution de l'environnement SESAM-Vitale, les objectifs de substitution, la traçabilité et la codification des produits, le libre accès sont autant de thèmes qui engagent les évolutions de l'outil informatique à court ou moyen terme.

6.2.3 Assurances et services

Chiffres clés

12% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Cegedim.

Présence géographique : France, Afrique francophone, Grande-Bretagne et Suisse (paie et RH).

Principaux clients : compagnies d'assurance et mutuelles de santé, entreprises de tout secteur y compris des entreprises liées au monde de la santé.

Concurrence

Cegedim Activ est aujourd'hui le leader français sur le marché de l'informatisation de l'assurance de personnes avec 30 millions d'assurés gérés par ses solutions. Ses principaux concurrents sont plutôt des généralistes en Conseil, Ingénierie et Intégration tels que CSC, Sopra, Linedata ou Accenture.

S'agissant des services à valeur ajoutée de gestion du Tiers-Payant et de conventionnement (filiales Cetip et iSanté) le Groupe est aussi leader sur ce marché : 15 millions de personnes gérées en tiers-payant, plus de 120 millions de factures payées, et plus de 250 millions de flux transportés. On compte deux plateformes concurrentes qui sont Viamedis et Almerys opérées par Orange Business Services.

Les activités de « services » recouvrent notamment la gestion externalisée de la paie et des ressources humaines, les échanges dématérialisés et les prestations informatiques externalisées.



Il existe un grand nombre de concurrents pour ces différents métiers. Cegedim SRH est un des principaux acteurs en France en matière de service en gestion externalisée de la paie et des ressources humaines (selon CXP). Son principal concurrent est ADP GSI.

Principales tendances du marché de l'assurance

Le secteur de l'assurance en France a vu son chiffre d'affaires reculer de 6.2 % en 2008, conséquence directe de la baisse des cotisations en assurances vie qui a souffert de la très forte concurrence des produits d'épargne court terme (source FFSA). Il atteint néanmoins 183.6 milliards d'euros en 2008, contre 175.9 en 2005 et montre une bonne résistance face à la crise actuelle qui, toujours selon la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA), ne remet pas en cause les fondamentaux de l'industrie.

Dans ce contexte, le marché de la santé devient extrêmement stratégique. La croissance inévitable des dépenses de santé, le désengagement déjà amorcé de la prise en charge par la sécurité sociale de certains soins annoncent une augmentation du marché en valeur qui accroît la pression concurrentielle.

La concentration des acteurs est très active avec l'émergence de groupes puissants gérant plusieurs millions de bénéficiaires, tels Harmonie Mutuelles qui en revendique plus de 4 millions, Médéric-Malakoff dans le domaine des institutions de prévoyance ou des Groupes comme Eovi ou Adrea.

Les acteurs travaillent sur la différenciation de leurs offres, par le lancement de nouveaux produits mais également en renforçant leurs offres de services. Par ailleurs, ils cherchent à jouer un rôle majeur sur la qualité des soins et leurs coûts par des négociations directes avec les professionnels de santé (conventionnement, création de réseaux,...), tout en améliorant leur productivité. L'externalisation de certaines fonctions se généralise.

Toutes ces évolutions, ainsi que les réformes du régime d'assurance maladie obligatoire en France, complexifient le système et génèrent de nouveaux besoins. La culture de l'Internet, son potentiel et ses facilités de communication gagnent tous les acteurs de la santé. Derrière cette évolution culturelle et technique s'affirme la volonté de mieux maîtriser les délais et les coûts, de fiabiliser les circuits et de garantir une totale confidentialité.

De plus en plus de projets mettent en jeu l'ensemble de la chaîne de valeur de la santé allant du professionnel de santé jusqu'à l'organisme d'assurance complémentaire. Cegedim investit en pilotant plusieurs projets innovants comme : la mise en œuvre des recommandations Babusiaux (accès aux données de santé par les organismes complémentaires), la gestion de cartes électroniques de droits, ou encore la mise en place de connexions directes (web services) entre les postes des professionnels de santé et les assureurs complémentaires, permettant de réduire fortement les délais et de les fiabiliser.

Au niveau international, le Groupe Cegedim étend ses services aux marchés dont le régime d'assurance santé est proche du système français, notamment en Afrique francophone, avec un succès confirmé au Maroc.

6.3 Evénements exceptionnels ayant influencé les renseignements fournis aux points 6.1 et 6.2

Aucun événement exceptionnel n'affecte les renseignements fournis aux points 6.1 et 6.2.

6.4 Degré de dépendance

La société Cegedim ne dépend ni de brevets, ni de licences. Le Groupe est propriétaire de ses moyens d'exploitation.

La part du chiffre d'affaires 2008 réalisé avec le premier client est de 6%, avec les 5 premiers de 16% et avec les 10 premiers de 23%. Par ailleurs, aucun client du groupe ne représente plus de 3% du chiffre d'affaires 2008.



En raison de son activité de prestataire de services, le Groupe ne connaît pas de dépendance particulière vis-à-vis des fournisseurs.

6.5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle

Les sources des éléments chiffrés présentés dans le point 6 du présent Document de Référence sont généralement citées dans le texte, ou explicitées dans des renvois détaillés ci-dessous. Les thèmes évoqués dans l'étude de marché au point 6.2 proviennent de la consultation de sites Internet, presse spécialisée, études de marché du type Gartner et LEEM et de discussions avec des spécialistes de l'industrie pharmaceutique.

7 - Organigramme

7.1 Groupe Cegedim et place de Cegedim au sein du Groupe

Cegedim S.A. est une filiale de FCB (ex Financière Cegedim), holding animatrice du Groupe Cegedim. Elle est la seule société cotée du Groupe et n'appartient pas à un autre groupe.

Cegedim S.A. intervient dans les domaines suivants :

Informatique : développement et mise au point de la plupart des outils informatiques utilisés par les autres départements et filiales du Groupe pour fournir les prestations qu'ils vendent. C'est également le centre d'exploitation informatique du Groupe.

Services centralisés : traitement de la paie, gestion des salariés, facturation, comptabilité et reporting mensuel. Tous les principes de sécurité, d'assurance et de confidentialité en vigueur dans les métiers de l'infogérance informatique sont respectés. Les services centralisés concernent également la gestion des questions fiscales, juridiques, sociales, comptables, d'organisation et d'audit, les assurances, les achats, la communication externe et la propriété intellectuelle. Ces charges sont affectées mensuellement aux filiales du Groupe suivant des clés de répartition propres à chaque famille de prestations.

Cegedim S.A. exerce aussi un rôle opérationnel avec ses départements :

Cegedim Statistiques de vente : gestion du fichier des produits pharmaceutiques français, traitement et établissement pour le compte du GERS (GIE regroupant l'ensemble des laboratoires pharmaceutiques installés en France) des statistiques de vente de tous les produits pharmaceutiques à partir des données collectées auprès des grossistes répartiteurs et des laboratoires en France.

Cegedim Communication Directe (CCD) : conception, gestion et commercialisation de différentes bases de données nominatives (adresses professionnelles et services associés de marketing direct) ainsi que gestion et traitement de fichiers pour le compte de tiers.

EDI : Echange de Données Informatisé ; activité de concentrateur de données dans la transmission des commandes et factures entre laboratoires, grossistes répartiteurs et hôpitaux (système Edipharm) et transmission des factures subrogatoires entre pharmacies et organismes payeurs (Télépharma). Hébergement d'applicatifs développés par le Groupe et gestion de flux.

Cegedim Hébergement : Cegedim dispose d'une large expertise dans les activités d'infogérance à destination des laboratoires pharmaceutiques, des assurances et des réseaux de santé (ex : expérimentations DMP,...), ainsi que dans la gestion de flux financiers et de documents dématérialisés. Toutes ces activités, du fait de leur caractère stratégique et sensible, ont conduit les équipes du Groupe à concevoir des architectures à très haute disponibilité qui répondent aux exigences de sécurité de ses clients et notamment, aux normes d'hébergement des dossiers médicaux.

7.2 Liste des filiales de Cegedim

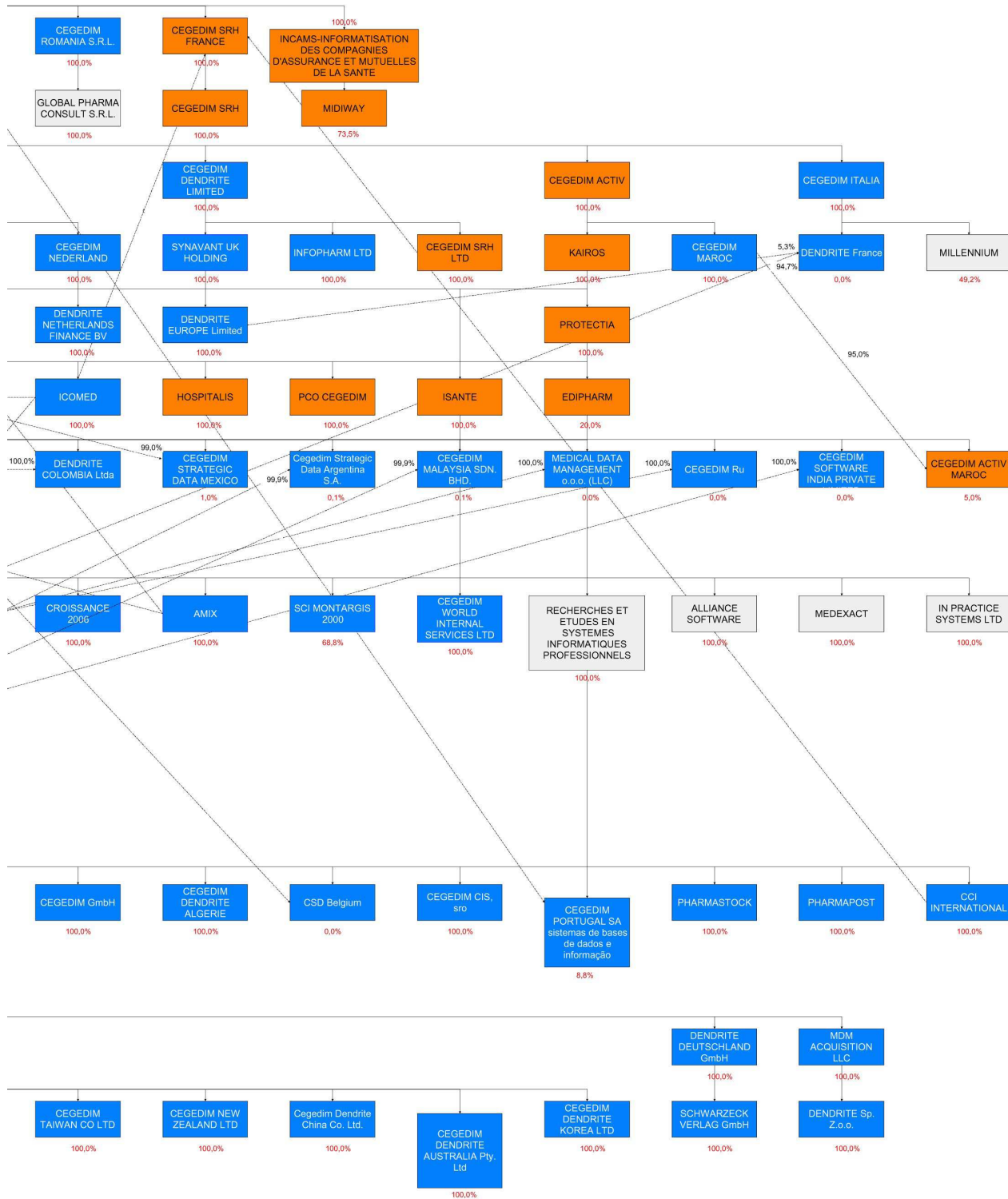
La liste des filiales du Groupe, leur pays d'origine et le pourcentage de contrôle figurent dans le point 20.1.1 des comptes consolidés du présent Document de Référence.

D'autre part, de plus amples informations sur l'activité des principales filiales du Groupe figurent au point 26.2.5 du présent Document de Référence.

L'organigramme juridique du Groupe est présenté dans les pages suivantes.



Professionnels de santé
 CRM et données stratégiques
 Assurances et services



8 - Propriétés immobilières, usines et équipements

8.1 Immobilisations corporelles importantes, existantes ou planifiées, y compris les propriétés immobilières louées et toute charge majeure pesant dessus

Seules 17 sociétés, sur les 151 entités du périmètre de consolidation du Groupe, sont propriétaires de constructions ou de terrains, pour une valeur nette comptable de 4.1 million d'euros au 31 décembre 2008.

Pour l'essentiel, les sociétés du Groupe Cegedim sont donc locataires des immeubles dans lesquels elles exercent leurs activités.

Notamment, Cegedim S.A. est locataire de l'ensemble des locaux qu'elle occupe à Boulogne-Billancourt. Certains loyers sont versés à des sociétés (holding animatrice FCB (ex Financière Cegedim) ou différentes SCI) ayant des administrateurs communs avec Cegedim S.A., comme indiqué dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes reproduit en annexe du présent Document de Référence. Le total des loyers concernés (locaux et parkings) s'élève à 5.1 millions d'euros hors charges locatives pour l'année 2008. Les loyers sont établis à des conditions de marché et le resteront.

8.2 Utilisation des immobilisations corporelles au regard de l'environnement

Comme indiqué au point 4.3.2, les activités du Groupe Cegedim, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle, n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement. L'utilisation des immobilisations corporelles, au regard de l'environnement, n'appelle donc pas de remarque particulière.

9 - Examen de la situation financière et du résultat

9.1 Description et évolution de la situation financière de Cegedim

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration de Cegedim S.A. donne une description de la situation financière de Cegedim S.A. et du Groupe. Il figure au point 26 du présent Document de Référence.

9.2 Résultat d'exploitation

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration de Cegedim S.A. (figurant au point 26 du présent Document de Référence) donne, le cas échéant, une description :

- des acteurs importants, événements inhabituels ou peu fréquents et des nouveaux développements influant sur le résultat d'exploitation ;
- des raisons pour lesquelles apparaissent des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets.

A l'exception des développements exposés au point 4.2.1, à la connaissance de la Société, il n'existe pas de stratégie ou de facteurs spécifiques, de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique susceptibles d'influer directement ou indirectement sur les opérations de Cegedim.

10 - Trésorerie et capitaux

10.1 Capitaux de Cegedim

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 242.0 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 208.0 millions d'euros au 31 décembre 2007, traduisant une progression de 10.5 millions d'euros combiné à un écart de conversion Groupe positif de 23.9 millions d'euros et une variation des minoritaires (0.3 million d'euros). La part revenant aux intérêts minoritaires dans ces capitaux propres s'établit à 0.9 million d'euros au 31 décembre 2008, soit 0.4%.

10.2 Conditions d'emprunt et structure de financement de Cegedim

Les dettes financières à moins d'un an s'élèvent à 109.5 millions d'euros et à plus d'un an à 578.4 millions d'euros, soit un total de 687.9 millions d'euros, contre 698.2 millions d'euros en 2007. Compte tenu de la situation de trésorerie active, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 594.4 millions d'euros contre 610.8 millions d'euros à fin 2007, en baisse de 16.4 millions d'euros. Il représente 2.5 fois le montant des capitaux propres.

La capacité d'autofinancement du Groupe avant coût de l'endettement financier net s'élève à 154.6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 131.0 millions d'euros au 31 décembre 2007.

En 2008, le Groupe a réduit de 10 millions d'euros le tirage sur son revolver credit facilities.

Par ailleurs, en 2008, dans la continuité de l'opération réalisée au cours de l'exercice 2007, Cegelease a procédé à des cessions complémentaires à la société Natixis, d'une partie de ses créances contre un apport en cash de 53.5 millions d'euros, en deux opérations, une au premier semestre de 34.5 millions d'euros et l'autre au deuxième semestre de 19.0 millions d'euros.

Compte tenu des échéances de remboursement et des flux de trésorerie générés par l'activité, le Groupe prévoit de revenir courant 2009 à un ratio de dette nette inférieur à 3 fois l'EBITDA (résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et provisions).

10.3 Source et montant des flux de trésorerie de Cegedim et description de ces flux

La trésorerie de clôture s'établit à 70.2 millions d'euros en 2008 contre 57.8 millions d'euros en 2007, soit une variation positive de 12.4 millions d'euros.

Le tableau de flux de trésorerie est reproduit en détail dans les comptes consolidés, au point 20.

- Flux nets de trésorerie générés par l'activité

166.9 millions d'euros en 2008 contre 146.1 millions d'euros en 2007 (+ 20.8 millions d'euros).

La variation du besoin en fonds de roulement s'établit à +20.1 millions d'euros en 2008 contre +20.0 millions d'euros en 2007, essentiellement due à la déconsolidation d'une partie du portefeuille clients de la société Cegelease en 2008.

Avant coût de l'endettement financier net et charge d'impôt, la capacité d'autofinancement s'élève à 154.6 millions d'euros en 2008, contre 131.0 millions d'euros en 2007, soit une progression de 23.6 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier s'élève à 43.6 millions d'euros en 2008 contre 28.7 millions d'euros en 2007, cette croissance de 16 millions d'euros s'explique principalement par l'effet calendaire lié à l'acquisition du groupe Dendrite en mai 2007. Acquisition financée à 100% par endettement.

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et charge d'impôt s'élève à 98.0 millions d'euros en 2008 contre 84.4 millions d'euros en 2007, en hausse de 13.5 millions d'euros (+16%). Cette progression reflète notamment l'impact positif de l'acquisition de Dendrite.

Parallèlement, la situation fiscale du nouveau Groupe combiné se traduit par une légère baisse du taux effectif d'impôt consolidé (27.9% en 2008 contre 28.7% en 2007).

- Flux nets liés aux opérations d'investissement

Ils s'élèvent à -101.3 millions d'euros en 2008 contre -556.5 millions d'euros en 2007 (-455.2 millions d'euros).

Cette baisse significative est liée à l'acquisition du groupe Dendrite en mai 2007.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles s'élèvent à 49.4 millions d'euros sur 2008 (contre 24.0 millions d'euros en 2007) comprennent un montant de R&D capitalisée au sein du Groupe de 32.7 millions d'euros en 2008 (contre 15.5 millions d'euros en 2007).

Les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 51.0 millions d'euros sur 2008 (contre 40.2 millions d'euros en 2007) comprennent un montant d'immobilisations acquises en vue d'être remises en location financière par la société Cegelease pour 30.2 millions d'euros en 2008 (contre 23.6 millions d'euros en 2007).

- Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement

Ils s'élèvent à -52.8 millions d'euros en 2008 contre 484.7 millions d'euros en 2007 (-537.6 millions d'euros).

Le solde des emprunts émis moins les emprunts remboursés sur l'exercice s'élèvent à -11.8 millions d'euros en 2008 contre 520.8 millions d'euros en 2007. Le Groupe Cegedim a réduit le tirage de son credit revolving. Les intérêts financiers versés (32.3 millions d'euros en 2008 contre 27.3 millions d'euros en 2007) progressent en rapport avec le fait que les emprunts mis en place pour financer le rachat de Dendrite l'ont été en mai 2007, créant une période de référence différente.

Les dividendes versés en 2008 s'élèvent à 8.4 millions d'euros contre 7.5 millions d'euros en 2007.

10.4 Restriction à l'utilisation des capitaux

La convention de crédit conclue par le Groupe impose le respect de covenants financiers à défaut desquels l'utilisation de tirage supplémentaire de la partie revolving du crédit pourrait cesser d'être disponible et le crédit pourrait éventuellement devenir exigible par anticipation. En outre, la convention impose d'affecter le produit de toute levée de fonds propres au remboursement anticipé du crédit, sauf dispense de cette obligation si une condition particulière de ratio est remplie.

En dehors des covenants habituels à ce type de convention, le Groupe doit respecter deux ratios (dette financière nette sur EBITDA et EBITDA sur coût de l'endettement) et un seuil sur les acquisitions.

En dehors de ces conditions, il n'existe pas de restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, directement ou indirectement, sur les opérations de Cegedim.

10.5 Sources de financement attendues et nécessaires pour honorer les engagements d'investissement (visés aux points 5.2.3 et 8.1)

Compte tenu de la capacité d'autofinancement et des lignes de découvert autorisées mais non tirées en totalité, le Groupe Cegedim dispose des liquidités nécessaires pour faire face à son cycle d'exploitation et à son plan d'investissement des 12 mois à venir.

Le cas échéant, Cegedim n'exclut pas de faire appel au marché, afin d'obtenir des sources de financement supplémentaires.

11 - Recherche et développement, brevets et licences

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration de Cegedim S.A. donne une description de la politique de recherche et de développement appliquée par le Groupe Cegedim. Il figure au point 26 du présent Document de Référence.

Cf. également le point 4.2.2 relatif à la propriété intellectuelle.

12 - Information sur les tendances

Les tendances applicables au début d'année 2009 ne présentent pas de différences majeures avec celles rencontrées au cours de l'exercice 2008. En effet, la majorité des clients de Cegedim évoluant dans le monde de la santé, le Groupe ne subit pas de fortes répercussions de la dégradation de la conjoncture économique mondiale survenue en 2008 et se poursuivant en 2009.

- Produits d'exploitation et politique de prix

Il convient de noter que le Groupe réalise plus des deux tiers de son chiffre d'affaires dans le monde de la santé, secteur réputé pour son caractère particulièrement défensif qui rend le Groupe peu sensible (ou avec une certaine inertie) aux tensions générales qui peuvent toucher l'économie. Les tendances de vieillissement de la population dans les pays matures ou de croissance de la population avec une élévation progressive du niveau de vie dans les pays émergents, vont dans le sens de l'accroissement des dépenses de santé, ce qui constitue un indicateur favorable pour les activités du Groupe.

Sur 2009, les perspectives de croissance internationale de Cegedim continuent à se confirmer sur des territoires tels que l'Amérique du Sud, l'Asie et la Russie. La Chine et l'Inde recèlent également un fort potentiel que le Groupe commence seulement à exploiter.

En matière de politique de prix, le Groupe n'envisage pas d'évolutions significatives et se trouve exposé à des paramètres généraux relativement inchangés sur le début d'année 2009. Cegedim est en négociation permanente avec ses clients pour maintenir des prix de vente en adéquation avec la qualité de ses prestations et le renouvellement permanent des offres.

- Charges d'exploitation

Les effectifs constituent la principale ressource du Groupe et représentent un des postes de coûts les plus significatifs. Cegedim adapte sa politique salariale en conséquence afin de motiver les talents, assurer la

formation et le recrutement tout en contenant l'évolution de la masse salariale dans une croissance raisonnable. Le contexte de crise financière et économique actuelle amène le Groupe Cegedim à reporter, à l'exception des revenus les plus faibles, toute augmentation de salaire à une date ultérieure.

En 2008, Cegedim a poursuivi l'intégration de ses nouvelles activités (notamment Dendrite) et la restructuration entraînant ainsi des coûts non récurrents en partie reconnus par les normes internationales IFRS. L'ensemble de ces actions devraient, toute chose étant égale par ailleurs, avoir un effet positif sur les coûts fixes du Groupe.

Le Groupe poursuit un haut niveau de recherche et développement afin de continuer à proposer des solutions adaptées à la demande mondiale.

- Stocks et production

Ces postes n'appellent pas de commentaires particuliers, et sont peu significatifs étant donné l'activité de prestataire de services de Cegedim.

13 - Prévisions ou estimations du bénéfice

Le Groupe ne communique pas de prévisions ni d'estimations du bénéfice.

14 - Organes d'administration et de direction

14.1 Nom, adresse professionnelle et fonctions des mandataires sociaux

14.1.1 Constitution du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, au cours de l'exercice 2008, se compose de la manière suivante :

- Jean-Claude Labrune, Président Directeur Général et Fondateur de Cegedim S.A. ;
- FCB (ex Financière Cegedim) S.A.S., société exerçant des activités de holding animatrice, représentée par Pierre Marucchi, également Directeur Général Délégué de Cegedim S.A. ;
- GERS, GIE regroupant les laboratoires pharmaceutiques opérant en France, représenté par François Blanot ;
- Alliance Healthcare France, société détenue par le répartiteur pharmaceutique Alliance Boots (ex Alliance Unichem), représentée par Jean-Louis Mery ;
- Laurent Labrune, Président Directeur Général de la société Cegedim SRH, filiale de Cegedim S.A. ;
- Aude Labrune-Marysse, Présidente de Rosenwald, filiale de Cegedim S.A.

Jean-Claude Labrune est le père d'Aude Labrune-Marysse et de Laurent Labrune.

L'adresse professionnelle des administrateurs est située au siège de la Société.

Liste des mandats occupés au cours des cinq dernières années en dehors des filiales du Groupe Cegedim

Administrateur	Société	Mandat	Début	Fin
Jean-Claude Labrune	Cegedim	Administrateur DG PDG	12/04/1989 20/12/1989 18/08/1994	
	FCB (ex Financière Cegedim)	Président du Conseil d'administration Président (SAS)	21/07/1997 24/06/2005	24/06/2005
	JCL	Gérant	30/11/1994	
Pierre Marucchi	Cegedim	Représentant de FCB (ex Financière Cegedim) au Conseil d'administration DGD	12/04/1989 23/04/2002	
	IRIS	Gérant	1997	
	Laboratoire Biodim	Président (SAS)	30/06/2003	23/06/2006
Laurent Labrune	Cegedim	Administrateur	18/04/2001	
	Brun	co-gérant	11/03/2002	29/12/2006
	FCB (ex Financière Cegedim)	Administrateur et DGD	21/11/2005	
Aude Labrune-Marysse	Cegedim	Administrateur	27/04/2007	
	Brun	co-gérant	11/03/2002	29/12/2006
	FCB (ex Financière Cegedim)	Administrateur et DGD	21/11/2005	
François Blanot	Cegedim	représentant du GERS au Conseil d'administration	02/2005	
	GIE GERS	Administrateur Président	03/2001 01/2003	11/12/2008

Administrateur	Société	Mandat	Début	Fin
Jean-Louis Mery	Alliance Santé France	Président (SAS)	13/06/2003	
	Alliance Healthcare France	Administrateur PDG	30/04/1997 29/04/2003	29/04/2003
	Alliance Healthcare Répartition	Président (SAS)	1999	
	Alphega représentant permanent d'Alliance Healthcare France au Conseil d'administration		2001	
	Ouest Répartition représentant d'Alliance Healthcare France au Conseil d'administration et Administrateur		07/2003	31/01/2008
	Cegedim représentant d'Alliance Healthcare France au Conseil d'administration		05/2003	
	Sedley Participations France	Président (SAS)	12/12/2007	
	Depolabo Membre du Comité de Surveillance		1/12/2007	

PDG : Président Directeur Général

DG : Directeur Général

DGD : Directeur Général Délégué

SAS : Société par Actions Simplifiée.

Jean-Claude Labrune et Pierre Marucchi exercent, par ailleurs, divers autres mandats au sein des filiales françaises et étrangères du Groupe Cegedim.

14.1.2 Expérience des administrateurs

Jean-Claude Labrune est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers. Au cours de ses années d'expérience chez IBM, en tant qu'ingénieur commercial, il démarche notamment l'industrie pharmaceutique. Il a été parmi les promoteurs de groupes de réflexion professionnels réunissant les directeurs informatiques des laboratoires pharmaceutiques, tels que le Cedhys. Soucieux d'apporter des réponses aux problématiques soulevées par la profession, il crée Cegedim en 1969.

Pierre Marucchi est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, de l'Université de Stanford (USA) et du Centre d'Etudes Supérieures Bancaires. Il est également Membre de l'Institut des Actuaires Français. Pierre Marucchi débute sa carrière en 1977 au Crédit Lyonnais où il occupe différentes fonctions techniques et commerciales. Il rejoint la direction du Groupe Cegedim en 1984.

Laurent Labrune est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers. Il rejoint Cegedim en 1995, où il occupe notamment le poste de coordination des développements informatiques du Groupe, avant de prendre la direction de la filiale Cegedim SRH. Suite au rachat de Dendrite International, Laurent Labrune est depuis mai 2007 Vice-Président Exécutif de la nouvelle entité Cegedim Dendrite.

Aude Labrune-Marysse est diplômée d'une maîtrise de droit des affaires et d'un DESS de fiscalité internationale. Elle rejoint Cegedim en 1999 avant de prendre la direction de Rosenwald, filiale de Cegedim, et d'occuper un poste de Directrice Générale Déléguée en charge des questions juridiques au sein de la holding animatrice FCB (ex Financière Cegedim).

Le GIE Gers, en tant que groupement des laboratoires pharmaceutiques opérant en France, est un Administrateur parfaitement informé des attentes de l'industrie. Il exerce une vigilance particulière sur la nature et la qualité des services fournis par Cegedim et constitue une force de proposition particulièrement avisée.

La société Alliance Healthcare France, filiale d'un des principaux répartiteurs pharmaceutiques européens, Alliance Boots (ex Alliance Unichem), fait également bénéficier Cegedim de son excellente connaissance du marché pharmaceutique. Elle contribue à des échanges de vue fructueux sur les opportunités, les enjeux et les stratégies propres à l'environnement de Cegedim.

14.1.3 Déclaration

Au cours des cinq dernières années et à la connaissance de la Société :

- Aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un membre des organes d'administration et de direction ;
- Aucun membre des organes d'administration et de direction n'a été associé à une faillite, une mise sous séquestre ou une liquidation ;
- Aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée contre ces personnes par des autorités statutaires ou réglementaires et des organismes professionnels désignés ;
- Aucun membre des organes d'administration et de direction n'a été empêché par un tribunal d'agir en sa qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction de Cegedim.

Chaque administrateur doit au moins détenir une action de Cegedim S.A. Il n'existe pas de restriction particulière concernant l'éventuelle cession de cette participation.

Il existe des liens commerciaux avec le GIE GERS (groupement réunissant des laboratoires pharmaceutiques) et Alliance Healthcare France du fait de son activité de répartiteur pharmaceutique.

La société CEGERS est une société détenue à 50% par Cegedim SA et 50% par le GIE GERS.

15 - Rémunérations et avantages

15.1 Montant des rémunérations totales et avantages de toute nature versés durant l'exercice, de manière directe ou indirecte, nominativement à chaque mandataire social, par Cegedim et par toute société du Groupe

Les rémunérations brutes globales de chaque mandataire social sont les suivantes :

En euros Exercice 2008	Rémunération totale hors avantages en nature	Partie fixe	Partie variable	Partie variable excep- tionnelle	Jetons de présence	Avantage en nature Montant	Nature
Jean-Claude Labrune	728 354	716 854	-	-	11 500	3 804	Véhicule de fonction
Pierre Marucchi	468 736	288 692	168 544	-	11 500	3 693	Véhicule de fonction
Laurent Labrune	313 415	213 915	92 000	-	7 500	5 915	Véhicule de fonction
Aude Labrune- Marysse	93 579	79 829	6 250	-	7 500	1 829	Véhicule de fonction
François Blanot	7 500	-	-	-	7 500	-	-
Jean-Louis Mery	7 500	-	-	-	7 500	-	-

Le montant de la partie variable est fonction des résultats du Groupe.

En dehors de l'attribution d'actions gratuites (cf point 15.3), il n'existe pas d'engagements pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Il n'existe pas de systèmes de stock-option (options de souscription ou d'achat) au sein du Groupe Cegedim.

Il n'existe pas d'instruments financiers donnant accès au capital, ni d'autres instruments optionnels de quelque nature que ce soit, souscrits par les dirigeants ou les salariés dans le cadre d'opérations réservées.

Il existe des conventions de management fees liant Cegedim à des sociétés ayant des Administrateurs communs avec elle. Il s'agit des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce correspondant à des conventions courantes conclues à des conditions normales.

15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Il n'existe pas de régimes complémentaires de retraite spécifiques mis en place pour certains mandataires sociaux.

Toutes les informations utiles relatives au calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite sont présentées dans les principes comptables et la note 13 (engagement retraite) des comptes consolidés, figurant au point 20.2.2.3 du présent Document de Référence.

15.3 Attribution d'actions gratuites

Cegedim a adopté, lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2008, un plan d'attribution d'actions gratuites constitué à l'origine de 43 410 actions dont finalement 28 900 sont toujours attribuées au 31 décembre 2008. Le plan concerne 48 collaborateurs du Groupe dont deux Administrateurs. Cet instrument a été mis en place dans le but de renforcer la motivation du management du Groupe.

	Plan N°1
Date de l'Assemblée générale	22/02/08
Date du Conseil	21/03/08
Nombre d'actions pouvant être gratuitement attribuées à l'origine	43 410
Dont aux administrateurs	2 880
<i>Pierre Marucchi</i>	1 280
<i>Laurent Labrune</i>	1 600
Nombre de bénéficiaires	48
Date d'attribution	21/03/08
Date d'acquisition	21/03/10* - 21/03/12**
Fin du délai de conservation	21/03/12
Actions définitivement acquises au 31/12/2008	Néant
Solde d'actions attribué au 31/12/08	28 900

* Pour les résidents Français et US à la date d'attribution

** Pour les non résidents Français à la date d'attribution

16 - Fonctionnement des organes d'administration et de direction

16.1 Date d'expiration du mandat actuel des administrateurs de Cegedim S.A. et période durant laquelle ils sont restés en fonction

Jean-Claude Labrune est entré en fonction le 1er décembre 1969.

La société FCB (ex Financière Cegedim), entrée en fonction le 12 avril 1989, est représentée par Pierre Marucchi depuis cette même date.

Le GIE GERS, entré en fonction le 6 mars 1995, est représenté par François Blanot depuis le mois de février 2005.

La société Alliance Healthcare France, entrée en fonction le 15 novembre 2000, est représentée par Jean-Louis Mery depuis le mois de mai 2003.

Laurent Labrune est entré en fonction suite au Conseil d'administration du 18 avril 2001. Son mandat a été renouvelé pour 6 ans en 2007 jusqu'à l'Assemblée générale qui approuvera les comptes 2012.

Aude Labrune-Marysse est entrée en fonction suite au Conseil d'administration le 27 avril 2007 pour une période de 6 ans jusqu'à l'Assemblée générale qui approuvera les comptes 2012.

Les mandats des Administrateurs de Cegedim S.A. ont été renouvelés le 28 avril 2004 pour 6 ans (soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2009).

Cf. également le rapport du Président sur le Contrôle interne au point 26.2.6 et le rapport des Commissaires aux comptes au point 26.3.

16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à l'émetteur ou à l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat

Comme mentionné à la note 24 du point 20 des comptes consolidés, FCB (ex Financière Cegedim) a refacturé des frais de siège pour 2 019 milliers d'euros.

16.3 Informations concernant le comité d'audit et le comité de rémunération

La Société Cegedim ne possède ni comité d'audit ni comité de rémunération.

16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France

Cegedim n'applique pas les recommandations des rapports Viénot (1995 et 1999) et Bouton (2002) en matière de gouvernement d'entreprise.

Cegedim se conforme à l'ensemble des prescriptions du Droit des sociétés et du Code de commerce régissant les règles de fonctionnement et d'organisation de ses organes d'administration et de direction. La Société considère que ces dispositions légales offrent des garanties tout à fait satisfaisantes et adaptées, pour l'exercice et le contrôle des pouvoirs de ses organes de direction.

17 - Salariés

17.1 Effectifs du Groupe Cegedim à la clôture

Les effectifs totaux du Groupe (CDI, CDD) à la date de clôture des trois derniers exercices sont présentés dans le tableau suivant :

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
CRM et données stratégiques	6015	5 883	2 699
Professionnels de santé	1465	1 437	1 325
Assurances et services	759	712	944
Total	8 239	8 032	4 968

17.2 Participation des dirigeants dans le capital et stock options

Au 31 décembre 2008,

- Jean-Claude Labrune, Président Directeur Général de Cegedim, détient au nominatif 38 496 actions de Cegedim, toutes à droit de vote double, représentant 0.41% du capital et 0.47% des droits de vote ;
- Pierre Marucchi, Directeur Général Délégué de Cegedim, détient au nominatif 3 326 actions de Cegedim, dont 16 donnant droit à vote double, représentant une part négligeable du capital et des droits de vote.
- Jean-Claude Labrune, Président de FCB (ex Financière Cegedim), détient en indirect 66.67% du capital et 75.04% des droits de vote.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres membres des organes d'administration et de direction qui soient inscrits au nominatif.

Cf. également point 18.1 du présent Document de Référence.

Il n'existe pas de systèmes de stock-option (options de souscription ou d'achat) au sein du Groupe Cegedim, ni en faveur des dirigeants, ni en faveur de toute autre catégorie de personnel. Le Groupe a cependant mis en place récemment un système d'attribution d'actions gratuites (cf point 15.3 du présent Document de Référence pour la description des actions gratuites attribuées).

17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de Cegedim

Il existe des accords de participation des salariés aux fruits de l'expansion, conformes aux dispositions légales, avec application de la formule de calcul de droit commun. La participation peut être, au choix du salarié, versée sur un support en Fonds Commun de Placement, ou laissée dans un compte courant bloqué dans les comptes de l'entreprise.

Au 31 décembre 2008, le Fonds Commun de Placement d'Entreprise est composé de 72 000 actions Cegedim, représentant 0.77% du capital.

18 - Principaux actionnaires

18.1 Composition de l'actionariat

Actionariat au 31 décembre 2007

	Nombre d'actions	% Détenu	Nombre de votes simples	Nb de votes doubles		Total voix	% Droits de vote
				Actions	Voix		
FCB (ex Financière Cegedim) au nominatif	6 221 044	66.67%	29 000	6 192 044	12 384 088	12 413 088	75.04%
Alliance Healthcare France	933 145	10%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11.28%
Jean-Claude Labrune	38 496	0.41%	0	38 496	76 992	76 992	0.47%
GERS	36 788	0.39%	0	36 788	73 576	73 576	0.44%
Public	2 101 976	22.53%	2 091 586	10 387	20 774	2 112 360	12.77%
Cegedim S.A.	0	0%	0	0	0	0	0%
Total	9 331 449	100%	2 120 586	7 210 860	14 421 720	16 542 306	100%

Actionariat au 31 décembre 2008

	Nombre d'actions	% Détenu	Nombre de votes simples	Nb de votes doubles		Total voix	% Droits de vote
				Actions	Voix		
FCB (ex Financière Cegedim) au nominatif	6 221 044	66.67%	29 000	6 192 044	12 384 088	12 413 088	75.04%
Alliance Healthcare France	933 145	10%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11.28%
Jean-Claude Labrune	38 496	0.41%	0	38 496	76 992	76 992	0.47%
GERS	36 788	0.39%	0	36 788	73 576	73 576	0.44%
Public	2 101 976	22.53%	2 091 588	10 388	20 776	2 112 604	12.77%
Cegedim S.A.	0	0%	0	0	0	0	0%
Total	9 331 449	100%	2 120 588	7 210 861	14 421 722	16 542 550	100%

Il est précisé que la société FCB (ex Financière Cegedim) détient au nominatif 66.67% du capital et 75.04% des droits de vote. Par ailleurs, FCB (ex Financière Cegedim) détient au porteur 50 511 titres, soit au cumulé, 67.21% du capital et 75.34% des droits de vote.

Il est à remarquer que la Financière de l'Echiquier détient plus de 5%, mais est intégrée dans la rubrique « Public » car considérée comme faisant partie du flottant. Financière de l'Echiquier ne dispose en effet d'aucun siège au Conseil d'administration.

A la connaissance de la Société, à la date du présent Document de Référence, les actionnaires détenant plus de 5% du capital ou des droits de vote sont, comme en 2007 : FCB (ex Financière Cegedim), Alliance Healthcare France et Financière de l'Echiquier.

- FCB (ex Financière Cegedim) est une S.A.S. au capital de 479 240€ (RCS Nanterre 340 651 132) détenue majoritairement par Jean-Claude Labrune. Elle exerce des activités de holding animatrice ;
- Alliance Healthcare France est une S.A. au capital de 22 107 536.00€ (RCS Nanterre 025 420 068) détenue majoritairement par le Groupe Alliance Boots (ex Alliance Unichem) (répartiteur pharmaceutique) ;
- Financière de l'Echiquier est une société de Gestion de portefeuille indépendante, spécialiste des actions, qui appartient à 100% à ses dirigeants et à ses salariés. Elle occupe aujourd'hui l'une des toutes premières places en France au sein des sociétés de gestion à capitaux privés.

Les derniers franchissements de seuil déclarés sont les suivants :

- 28 mars 2001 : Alliance Healthcare France (seuil de 10%) ;
- 23 novembre 2006 : Financière de l'Echiquier (seuil de 5%) ;
- 26 juillet 2007 : AB Acquisition Holding (seuil de 5% et de 10%). Les franchissements de seuil résultent de l'acquisition par AB Acquisition Holding Limited du contrôle de la société Alliance Boots Capital plc qui détient une participation indirecte dans la société Alliance Santé Distribution S.A (France) qui détient elle-même une participation directe dans la société Cegedim.

18.2 Droits de votes particuliers

Cf. ci-dessus, point 18.1 du présent Document de Référence.

18.3 Contrôle de Cegedim

Cegedim est contrôlée par la société FCB (ex Financière Cegedim), cf. ci-dessus, point 18.1.

18.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle

Aucun pacte d'actionnaire n'a été déclaré auprès des autorités boursières ou porté à la connaissance de la Société (un pacte d'actionnaires est une convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions admises aux négociations sur un marché réglementé, ou dont l'admission est demandée, et portant sur au moins 0.5% du capital ou des droits de vote de la société qui a émis ces actions).

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

19 - Opérations avec des apparentés

Les conventions réglementées ayant été soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration sont détaillées dans le Rapport spécial des Commissaires aux comptes figurant au point 26 du présent Document de Référence.

La note 24 de l'annexe aux comptes consolidés 2008, figurant au point 20 du présent Document de Référence, fournit un détail chiffré des opérations avec les parties liées.

A ce jour, il n'a été autorisé aucune convention nouvelle.

20 - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur

20.1 Informations financières historiques - Comptes sociaux

20.1.1 Comptes sociaux au 31 décembre 2008 - Cegedim S.A.

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)

Rubriques	Montant Brut	Amortissement et provision	Euros/Net 31/12/2008	Euros/Net 31/12/2007	Euros/Net 31/12/2006
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais de développement	23 431		23 431	17 963	12 976
Concessions, brevets et droits similaires	495	249	246	308	371
Fonds commercial	174	174	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	22 689	7 085	15 604	3 614	1 746
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Constructions	1 115	546	569	610	661
Installations techniques, outillage	25 586	19 078	6 508	6 993	9 181
Autres immobilisations corporelles	1 977	1 770	207	194	281
Immobilisations en cours	2 486		2 486	442	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Autres participations	855 779	64 196	791 584	487 228	191 842
Prêts	52 380	6 906	45 474	346 483	97 605
Autres immobilisations financières	2 939		2 939	2 669	4 779
ACTIF IMMOBILISE	989 052	100 005	889 047	866 502	319 441
STOCKS ET EN-COURS					
Stocks de marchandises et matières premières	60		60	64	92
Avances, acomptes versés sur commandes	498		498	725	321
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés	64 591	1 133	63 458	39 908	47 518
Autres créances	27 599		27 599	12 888	8 859
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	19 458	59	19 399	0	5 913
Disponibilités	9 071		9 071	8 038	7 456
COMPTE DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance	3 493		3 493	2 406	2 216
ACTIF CIRCULANT	124 770	1 192	123 578	64 031	72 375
Frais émission d'emprunts à étaler	6 781		6 781	8 338	
Écarts de conversion actif	3 615		3 615	23 108	1 704
TOTAL GENERAL	1 124 217	101 196	1 023 021	961 979	393 519

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	8 891	8 891	8 891
Prime d'émission de fusion, d'apport	73 732	73 732	73 732
Réserve légale	889	889	889
Réserves réglementées	2 926	2 926	2 926
Autres réserves	72 869	70 056	45 031
Report à nouveau	104	104	71
RESULTAT DE L'EXERCICE	-22 699	11 211	32 490
Provisions réglementées	1 323	919	1 249
CAPITAUX PROPRES	138 035	168 728	165 279
Provisions pour risques	6 165	20 710	7 266
Provisions pour charges	1 805	1 418	1 537
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 970	22 127	8 803
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	713 437	664 045	155 099
Emprunts et dettes financières divers	52 472	53 066	27 402
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	33	110	168
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 658	18 820	14 066
Dettes fiscales et sociales	22 238	20 185	20 652
DETTES DIVERSES			
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés			0
Autres dettes	4 095	2 796	1 512
Produits constatés d'avance	186	159	245
DETTES	854 120	759 181	219 143
Ecart de conversion passif	22 896	11 942	295
TOTAL GENERAL	1 023 021	961 979	393 519

COMPTE DE RESULTATS PREMIERE PARTIE

(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006 <i>Pro forma</i>	31/12/2006
Ventes de marchandises France	14	54	66	32
Ventes de marchandises Hors France	58			
Production vendue de biens France	20	18	29	29
Production vendue de services France	125 906	122 132	121 275	81 880
Production vendue de services Hors France	20 166	15 836	14 956	11 054
CHIFFRES D'AFFAIRES NET	146 164	138 039	136 326	92 995
Production immobilisée	7 901	7 117	6 947	6 947
Reprises s/amortissements-provisions et transfert de charges	672	10 549	1 138	869
Autres produits	66	20	279	237
PRODUITS D'EXPLOITATION	154 803	155 725	144 691	101 048
Achats de marchandises	64	34	48	17
Variation de stocks de marchandises et matières premières	3	28	-13	-13
Achats de matières premières et approvisionnements	19	6	46	46
Autres achats et charges externes	75 192	69 844	61 754	46 827
Impôts, taxes et versements assimilés	3 875	4 219	3 850	2 663
Salaires et traitements	45 136	40 296	38 147	24 925
Charges sociales	20 209	18 139	17 093	11 790
Dotations aux amortissements sur immobilisations	7 393	5 964	5 475	5 173
Dotations aux provisions sur actif circulant	847	295	754	161
Dotations aux provisions pour risques et charges	480	47	32	261
Autres charges	2 017	274	196	136
CHARGES D'EXPLOITATION	155 236	139 146	127 381	91 986
RESULTAT D'EXPLOITATION	-433	16 579	17 309	9 061

COMPTE DE RESULTATS DEUXIEME PARTIE

(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006 <i>Pro forma</i>	31/12/2006
Produits financiers de participations	34 011	8 442	15 125	15 854
Autres intérêts et produits assimilés	37 474	16 047	5 297	17 011
Reprises sur provisions et transferts de charges	21 001	26 269	13 391	6 913
Différences positives de change	651	835	69	57
Produits nets sur cessions de VMP	22	3 852		
PRODUITS FINANCIERS	93 160	55 445	33 883	39 835
Dotations financières aux amortissements et provisions	28 544	26 326	19 533	16 831
Intérêts et charges assimilées	70 327	33 064	9 741	14 647
Différences négatives de change	27 171	6 942	176	136
CHARGES FINANCIERES	126 042	66 332	29 451	31 614
RESULTAT FINANCIER	-32 882	-10 887	4 432	8 222
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-33 315	5 692	21 742	17 283
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 659	20 460	15 393	14 184
Reprises sur provisions et transferts de charges	252	3 383	1 404	1 404
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 911	23 844	16 797	15 588
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 279	25 057	2 628	1 422
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	655	390	543	525
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 934	25 447	3 170	1 947
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-23	-1 603	13 627	13 641
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	660	254	996	659
Impôt sur les bénéfices	-11 300	-7 378	1 883	-2 225
TOTAL DES PRODUITS	252 873	235 014	195 371	156 471
TOTAL DES CHARGES	275 572	223 802	162 881	123 981
RESULTAT NET	-22 699	11 211	32 490	32 490
RESULTAT NET PAR ACTION (en euros)	0.00	1.20	3.48	3.48
RESULTAT AVANT IMPOT PAR ACTION (en euros)	-3.64	0.41	3.68	3.24
RESULTAT COURANT PAR ACTION (en euros)	-3.57	0.61	2.33	1.85

Tableau des filiales et participations

Filiales détenues A plus de 50%	Capital Social (1)	Capitaux propres autres que capital social (1)	% de contrôle	Valeur comptable des titres détenus Valeur brute
AMIX	160	-46	100.00%	8
ALLIADIS	1 244	23 288	100.00%	44 224
ALLIANCE SOFTWARE	1 563	2 585	100.00%	8 962
APSYS NET	80	-213	100.00%	956
BKL Consultants	647	-1 346	100.00%	20 662
CCI International (ex : CBU)	15	-95	100.00%	15
CDS	10 008	-3 071	100.00%	12 518
CEGELEASE	10 000	5 130	100.00%	10 219
CEGEDIM ACTIV	13 323	11 097	100.00%	30 000
CEGEDIM SRH	5 000	-3 061	100.00%	10 446
CEGEDIM HOLDING CIS	400	-1 380	100.00%	420
CETIP	749	3 773	99.66%	1 179
HOSPITALIS	37	-1 348	100.00%	37
ICOMED	3 087	1 874	100.00%	189
INCAMS	38	17 377	100.00%	2 626
MEDEXACT	37	2 499	100.00%	655
PCO CEGEDIM	2 500	-856	100.00%	5 553
PHARMAPOST	2 302	985	100.00%	5 366
PHARMASTOCK	576	362	100.00%	576
QUALIPHARMA	10	-397	100.00%	234
REPORTIVE SA	8 002	-4 654	100.00%	2 448
RESIP	159	1 085	100.00%	20 435
RNP	495	4 560	100.00%	2 430
ROSENWALD	101	-334	99.84%	1 000
I SANTE (ex SANTESTAT)	8	-2 556	100.00%	8
SOFILOCA	15	573	100.00%	15
SCI 2000	4	488	68.83%	847
CEGEDIM INC USA	298 464	-4 457	100.00%	302 632
CEGEDIM DO BRASIL	716	-2 746	100.00%	716
CEGEDIM HOLDING GMBH	11 559	6 175	100.00%	12 600
CEGEDIM GMBH (Autriche)	130	-110	100.00%	130
CEGEDIM denrite LTD	5 172	-6 279	100.00%	5 220
IN PRACTICE SYSTEMS (Angleterre)	19 845	8 479	100.00%	0
THIN (Angleterre)	2	-639	100.00%	188
CEGEDIM WORLD INT.SERVICES LTD	60 000	12 983	100.00%	60 000
CEGEDIM HUNGARY KFT	90	90	100.00%	89
CEGEDIM TURKEY	184	-189	99.98%	497
CEGEDIM HELLAS	358	1 179	99.98%	360
CEGEDIM ROUMANIA SRL	29	2 110	100.00%	1 031
CEGEDIM SK (Slovaquie)	8	340	100.00%	8
CROISSANCE 2006 (Belgique)	1 378	5 550	100.00%	6 243
CEGEDIM Belgique	269 075	4 740	99.97%	268 985
CEGEDIM TUNISIE	302	-1 345	65.00%	196
CEGEDIM ALGERIE	85	-74	100.00%	85
CEGEDIM CIS (ex : CEI STAT) Tchèque	6	-6	100.00%	1 142
CEGEDIM CZ Tchèque	29	1 354	100.00%	29
CEGEDIM Italie	10 000	8 279	100.00%	10 025
CEGEDIM TRENDS (Egypte)	14	1 112	70.00%	434
CEGEDIM Espagne	810	1 081	100.00%	1 656
CEGEDIM Portugal	50	2 854	98.50%	495
Filiales détenues à moins de 50 %	Capital social	Capitaux autres que capital social	% de contrôle	Valeur comptable des titres détenus – valeur brute
NEX & COM	150	1 284	20.00%	13
CEGERS	46	609	50.00%	23
EDIPHARM	15	228	20.00%	3
AGDF CEGEDIM RS (ex ICSF)	82	-810	0.00%	0
NETFECTION TECHNOLOGY	460	2 001	7.11%	899
BKL Pharma Consulting (Belgique)	62	-571	0.02%	0
CEGEDIM POLAND SP	510	45	1.77%	10
GERS MAGHREB (Tunisie)	547	-339	6.42%	40
ULTIMA Turquie	2	746	0.02%	0

(1) Le capital et les capitaux propres des filiales hors zone euro sont indiqués pour sa contre-valeur en milliers euros aux dates historiques

Valeur comptable des titres détenus Valeur nette	Prêts et avances consentis non remboursés		Provision Risque	Chiffre d'affaires H.T. (2)	Résultat Net (2)	Dividendes reçus
	Valeur brute	Provision				
8				2 753	-54	
44 224				47 444	15 321	8 000
5 828				25 965	2 309	1 681
951				144	92	
0	25 900	583		16 467	791	
0			54	0	-26	
8 868	3 000			0	-2 006	
10 219				85 956	3 234	
20 495	4 500			60 590	1 301	
2 587	3 550			13 709	-2 070	
0	700	700	199	0	-6	
1 179				11 554	766	511
0	600	278		1 117	273	
189				16 308	1 451	1 835
2 626				2 298	17 373	15 565
655				5 796	1 231	
1 618				7 977	-226	
2 666				6 151	256	
576				3 635	260	
0				2 026	-117	
2 448				5 257	4 006	
20 435				3 504	1 063	961
2 430				25 806	4 363	3 454
519				1 090	-33	
0	3 500	2 551		4 302	-675	
15	1 000			2 435	315	500
847				230	189	230
302 632				0	28	
0	1 233	1 233	797	2 171	-1 381	
8 535				1 324	1 041	
11				918	-263	
0			1 122	16 283	1 808	
0				39 696	6 536	
0			324	611	-352	
60 000				115	3 282	
89				1 113	-149	
463				2 887	-18	
360				6 496	902	563
1 031				4 897	848	
8				1 042	29	
6 243				0	253	
268 985				4 687	-1 925	
0	1 463	678		238	-173	
11	169			161	-2	
955	390			709	183	
29				4 313	230	495
10 025				16 381	2 503	
434				1 108	421	
1 656				4 771	970	
495				5 249	554	
Valeur comptable des titres détenus Valeur nette	Prêts et avances consentis non remboursés		Provision Risque	Chiffre d'affaires H.T. (2)	Résultat Net (2)	Dividendes reçus
Valeur brute	Provision					
13				5 464	373	
23				4 017	62	150
3				4 034	156	31
0				1 335	-645	
176				3 298	-247	8
0				1 403	-230	
10				1	-36	
13	92			114	-95	
0				354	142	

(2) Les chiffres d'affaires et résultat net des filiales hors zone euro sont indiqués pour leur contre-valeur en milliers euros au cours moyen annuel de l'exercice 2008

20.1.2. Annexes aux comptes sociaux - Cegedim S.A.

NOTE 1 : FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2008

■ Activation de frais de développement

Des frais de développement de projets internes ont été activés en immobilisations incorporelles pour un montant de 7 901 milliers d'euros, les conditions posées par le Plan Comptable Général pour cette activation étant remplies.

■ Attributions actions gratuites

Le Conseil d'administration du 21 mars 2008 a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2008 à attribuer gratuitement des actions aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim (voir note 28).

NOTE 2 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales règles et méthodes utilisées sont les suivantes :

■ Immobilisations corporelles

Les actifs incorporels de Cegedim S.A. sont essentiellement constitués de frais de développement et de logiciels acquis.

Dépenses de recherche et développement

Cegedim engage des coûts dans le cadre d'opérations de développement de projets internes.

Les dépenses engagées pour la phase de recherche d'un projet interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts de développement de nouveaux projets internes sont immobilisés dès lors que les critères suivants sont strictement respectés (Règlement n°2 004-06 du CRC) :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;

- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

En cas de non respect des critères, les coûts de développement sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les coûts de développement comprennent toutes les dépenses pouvant être directement attribuées à l'immobilisation incorporelle et qui sont nécessaires à sa création, sa production et sa préparation afin d'être en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire à compter de la mise en service de l'immobilisation sous-jacente et sont calculés sur la base de la durée prévisible de l'utilisation de celle-ci.

Immobilisations acquises :

Les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

	amort. pour dépréciation	
	durée	mode
Concessions	entre 5 et 20 ans	Linéaire
Logiciels	entre 1 et 5 ans	Linéaire

■ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité économique. La base amortissable retenue est constituée du coût d'acquisition. Les durées d'utilité sont revues périodiquement et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les immobilisations corporelles de Cegedim S.A. sont essentiellement constituées de matériel informatique et d'agencements et installations.

Les durées et modes d'amortissement retenus sont généralement les suivants :

Matériel informatique :

- micro ordinateurs destinés à un usage bureautique : entre 3 et 4 ans en linéaire
- systèmes serveurs : amortissement linéaire entre 5 et 15 ans

Agencements et installations :

Les agencements et installations ont une durée d'utilisation de 8 à 15 ans (l'essentiel étant sur 8 ans). L'amortissement est constitué selon le mode linéaire.

■ Participations et autres titres

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires d'acquisition.

Les titres de participation font l'objet d'une provision pour dépréciation déterminée selon la méthode de « consolidation ». Cette méthode a pour objectif de comparer le montant des titres de participation à la situation nette + goodwill (comptabilisé en consolidation) de la filiale. Sur la base des tests d'impairment réalisés chaque année et/ou des indices de perte de valeur identifiés, une provision est comptabilisée le cas échéant.

Les provisions estimées nécessaires s'imputent sur les titres de participations, les prêts ou comptes courants ou sont comptabilisées en provisions pour risques et charges.

Les actions propres détenues dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale sont valorisées à leur prix d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée si le cours moyen du dernier mois de l'exercice est inférieur à la valeur d'acquisition. La provision est égale à cet écart.

■ Comptes clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. Ainsi, les clients en redressement ou liquidation judiciaire sont systématiquement dépréciés à 100% et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

■ Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont comptabilisés en provision pour charges. Cegedim S.A. applique en effet les dispositions de la recommandation du CNC n°2003-R-01 du 1er avril 2003 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, et de ce fait la méthode préférentielle.

Les engagements de Cegedim S.A. sont couverts partiellement par des fonds versés à un organisme financier ; le montant de ces placements dédiés vient donc en déduction de l'engagement total, au passif du bilan.

L'engagement actuariel est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et sur la base d'évaluations qui intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs et de rentabilité des placements dédiés. Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles précédemment listées, relevant de la situation financière et économique générale ou aux conditions démographiques, sont comptabilisés en compte de résultats.

■ Reconnaissance des revenus

Les revenus de Cegedim S.A. sont principalement constitués de prestations de services et, le cas échéant, de ventes de logiciels et de matériels.

Prestations de services :

Les principales catégories de prestations de services et les modes de reconnaissance des revenus sont les suivants :

- l'accès aux bases de données de Cegedim fait généralement l'objet d'un abonnement, avec une facturation périodique (mensuelle ou annuelle) ; le chiffre d'affaires est ensuite enregistré à l'avancement, sur la base du temps écoulé ;
- les études standards et spécifiques fournies par Cegedim sont comptabilisées lors de leur livraison aux clients ;
- les traitements informatiques réalisés pour le compte de clients sont enregistrés lors de la réalisation de la prestation ;
- les services de support (assistance, maintenance...) font l'objet d'un contrat généralement annuel, calculé sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par Cegedim pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

Ventes de logiciels et de matériels

Ces ventes sont enregistrées lors de la livraison, concomitante à l'installation chez le professionnel. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

■ Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice. Les différences résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours sont portées au bilan en « écarts de conversion ». Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risque.

■ Charges à répartir / frais d'émission d'emprunts

Il s'agit de l'étalement des frais d'émission d'emprunts sur la durée de ceux-ci (soit 6 ans). A ce titre, le montant étalé sur l'exercice s'élève à 1 558 milliers d'euros.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS

(en milliers d'euros)

Rubriques	Solde au 31/12/2007	Acquisitions apports	Cessions sorties	Solde au 31/12/2008
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 656	24 396	4 262	46 789
Constructions sur sol d'autrui	1 115	0	0	1 115
Installations techniques, outillage	23 910	2 486	810	25 586
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 942	98	63	1 977
Immobilisations corporelles en cours	442	2 044		2 486
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 409	4 628	873	31 164
Autres participations	529 558	326 240 ⁽¹⁾	19	855 779
Prêts, autres immobilisations financières	355 913	104 101	404 694 ⁽³⁾	55 319 ⁽²⁾
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	885 471	430 340	404 713	911 099
TOTAL GENERAL	939 536	459 364	409 848	989 052

⁽¹⁾ « L'augmentation de la valeur des titres de participation s'explique essentiellement par l'augmentation de la valeur des titres de Cegedim Belgique suite à une augmentation du capital de 268 910 milliers d'euros ».

⁽²⁾ Le poste « Prêts, autres immobilisations financières » est composé pour 2 939 milliers d'euros de dépôts de garantie et 52 380 milliers d'euros de prêts aux filiales.

⁽³⁾ Dont remboursement du Prêt accordé à Cegedim USA de 294 480 milliers d'euros.

Les caractéristiques généralement utilisées dans le cadre des prêts accordés aux filiales sont :

- Un taux d'intérêt de 4.5% au 1^{er} semestre et 6% au 2^{ème} semestre ;
- Une durée variable ;
- L'absence d'une clause de tacite reconduction et autres clauses spécifiques.

NOTE 4 : AMORTISSEMENTS

(en milliers d'euros)

Situations et mouvements de l'exercice	Solde au 31/12/2007		Dotations		Reprises		Solde au 31/12/2008	
	Linéaire	Dégressif	Dotations	Dérogatoire	Reprises	Dérogatoire	Reprises	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 786							
Constructions sur sol d'autrui	40							
Installations techniques, outillage	2 923			655	252			
Matériel de bureau et informatique	85							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 049	0	655	252				
TOTAL GENERAL	5 835	0	655	252				

NOTE 5 : PROVISIONS

(en milliers d'euros)

Rubriques	Solde au 31/12/2007	Dotations	Reprises		Solde au 31/12/2008
			utilisées	non utilisées	
Amortissements dérogatoires	919	655		252	1 323
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	919	655		252	1 323
Provisions pour litiges	73	28	47	0	55
Provisions pour pertes de change	11 204	3 615		11 204	3 615
Provisions pour pensions et obligations similaires	1 418	451	64	0	1 805
Provisions pour risques sur titres de participations	9 433	949		7 885	2 496
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	22 127	5 043	111	19 089	7 970
Titres de participation	42 330	22 890		1 024	64 196
Autres immobilisations financières	6 762	1 031		887	6 906
Provisions pour dépréciation de créances clients	428	847	43	98	1 133
Autres prov. pour dépréciation	0	59	0	0	59
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	49 520	24 827	43	2 010	72 294
TOTAL GENERAL	72 566	30 526	154	21 351	81 587
Dotations et reprises d'exploitation		1 326	154	98	
Dotations et reprises financières		28 544	0	21 001	
Dotations et reprises exceptionnelles		655	0	252	

NOTE 6 : ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES

(en milliers d'euros)

Etat des créances	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'1 an
Prêts	52 380	24 840	27 540
Autres immobilisations financières	2 939		2 939
Clients douteux ou litigieux	2 681	2 681	
Autres créances clients	61 910	61 910	
Personnel et comptes rattachés	65	65	
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	2	2	
Etat : impôt sur les bénéfiques	4 528	4 528	
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 506	2 506	
Etat : créances diverses	129	129	
Groupe et associés	19 441	19 441	
Débiteurs divers	928	928	
Charges constatées d'avance	3 493	3 493	
TOTAL GENERAL	151 002	120 523	30 479
Prêts accordés en cours d'exercice ⁽¹⁾	103 822		
Remboursements obtenus en cours d'exercice ⁽²⁾	404 686		

⁽¹⁾ Dont prêt accordé aux filiales : Cegedim Activ de 28 800 milliers d'euros, INCAMS de 10 000 milliers d'euros, Cegedim SRH de 5 000 milliers d'euros, et BKL de 5 356 milliers d'euros.

⁽²⁾ Dont remboursement du Prêt accordé à Cegedim USA de 294 480 milliers d'euros.

Etat des dettes	Montant brut	à 1 an au plus	plus d'1 an, 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts à 1 an maximum à l'origine	87 064	87 064		
Emprunts à plus d' 1 an à l'origine ⁽¹⁾	626 374	86 095	540 279	
Emprunts et dettes financières divers	52 472	534	51 939	
Fournisseurs et comptes rattachés	61 658	61 658		
Personnel et comptes rattachés	8 042	8 042		
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	4 427	4 427		
Etat : impôt sur les bénéfiques	0	0		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	8 515	8 515		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	1 254	1 254		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Groupe et associés	3 314	3 314		
Autres dettes	781	781		
Produits constatés d'avance	186	186		
TOTAL GENERAL	854 088	261 870	592 217	0
Emprunts souscrits en cours exercice	0			
Emprunts remboursés en cours exercice	10 000			

⁽¹⁾ Dont différence de conversion sur l'emprunt (200 millions de dollars) entre le 31/12/2007 et le 31/12/2008 de 7 849 milliers d'euros.

NOTE 7 : RETRAITE

charge	Par un fonds d'assurance	Par une provision pour
Engagement de retraite couvert	1 363 milliers d'euros	1 805 milliers d'euros

Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite, du versement d'une indemnité de départ à la retraite telle que définie dans la convention collective.

Afin de financer les engagements liés à ces indemnités, un régime d'évaluation actuarielle a été mis en place. Le montant total de l'engagement s'élève à 4 603 861€ dont 1 362 801€ versés à une compagnie d'assurance.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses économiques	Taux d'intérêt net : 5.0%
	Augmentation des salaires : 2.0% inflation comprise
Hypothèses démographiques prospectives par génération (TPG93)	Mortalité : Les tables de mortalité utilisées sont les tables
	Mobilité : 5.0% par an jusqu'à 35 ans
	3.0% jusqu'à 45 ans
	1.5% jusqu'à 50 ans et 0% après.
Age de départ à la retraite	Mise à la retraite à 65 ans pour les non cadres
Age de départ à la retraite	Mise à la retraite à 65 ans pour les cadres

Convention collective :

La société Cegedim est rattachée à la convention collective nationale de la Pharmacie.

NOTE 8 : PÉRIMÈTRE D'INTÉGRATION FISCALE

Cegedim S.A. est la société-mère tête de Groupe.

Les sociétés suivantes sont intégrées fiscalement en qualité de membre :

- Alliadis, Alliance Software, AGDF Cegedim RS, APSYS NET, AMIX, BKL Consultants, CCI International, CDS, Cegedim Activ, Cegedim Holding CIS, Cegedim Ingénierie, Cegedim SRH, Cegelease, Cetip, Data Conseil, Euroformat, Hospitalis, Icomed, Incams, 01 Santé, Medexact, Pco Cegedim, Pharmastock, Pharmapost, Qualipharma, RESIP, RNP, RMI, Rosenwald, Servilog Concept, SOFILOCA, Proval SA, Proval NTIC.
- Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme s'il n'y avait pas intégration fiscale.
- L'économie d'impôt des filiales déficitaires est comptabilisée en gain immédiat dans la société mère et s'élève à 10 388 milliers d'euros pour 2008 (7 263 milliers d'euros pour 2007).
- Les déficits des sociétés incluses dans l'intégration fiscale ont bénéficié à la société mère.
- Les sociétés qui seraient susceptibles de redevenir bénéficiaires à un terme non encore défini génèreraient éventuellement une charge d'impôt future supplémentaire évaluée à 11 435 milliers d'euros au 31 décembre 2008 chez Cegedim S.A.

NOTE 9 : IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MERE DE CEGEDIM : FCB (ex Financière Cegedim)

S.A. détenue principalement par M. Labrune, sa famille et par certains membres du Conseil d'administration de Cegedim S.A.

NOTE 10 : ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET COMPTE DE RESULTATS

(en milliers d'euros)

Rubriques	Entreprises consolidées	Participations	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISÉ			
Participations	854 867	912	
Prêts	51 496	884	
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients, comptes rattachés	29 671	207	
Autres créances	20 551	14	
DETTES			
Dettes financières			50 000
Dettes fournisseurs, comptes ratt.	43 101		
Autres dettes	3 657		
FINANCIERS			
Charges financières	20 473		4 040
Produits financiers	24 323		
EXPLOITATION			
Managements fees			2 019
Loyers			5 858

NOTE 11 : AVANCE AUX DIRIGEANTS

Conformément à l'article L 225-43 du Code de commerce, il n'a été alloué aux dirigeants de la société ni avance, ni crédit.

NOTE 12 : DÉTAIL DES PRODUITS À RECEVOIR

(en milliers d'euros)

	31/12/2008
Clients, factures à établir	18 596
Clients et comptes rattachés	<u>18 596</u>
Fournisseurs, avoirs à recevoir	705
Divers, produits à recevoir	2 477
Personnel, produits à recevoir	<u>20</u>
Autres créances	3 202
Banques, intérêts à recevoir	22
TOTAL	<u>21 821</u>

NOTE 13 : DÉTAIL DES CHARGES A PAYER

(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008
Intérêts courus à payer sur emprunts	2 664
Intérêts courus à payer sur participation	102
Intérêts courus à payer sur découvert	<u>48</u>
Emprunts et dettes financières	2 815
Fournisseurs, factures à recevoir	<u>20 236</u>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 236
Provision pour congés payés	4 927
Provision RTT	1 121
Personnel, autres charges à payer	1 724
État, charges à payer	<u>1 254</u>
Dettes fiscales et sociales	9 026
Clients, avoirs à établir	583
Charges à payer, divers	<u>0</u>
Autres dettes	583
TOTAL	<u>32 660</u>

NOTE 14 : DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008
CCA Groupe Travaux à Façons	14
Achats de Fichiers	36
Travaux à Façons	13
Transpac Lignes informatiques	61
Eau Edf Chauffage	4
Crédit Bail	0
Loyers	1 320
Location Mat. Informatique	3
Redevance Logiciels	371
Location Mat. Divers	4
Entretien Locaux et Installations	13
Entretien Mat. Informatique	402
Maintenance Logiciel	989
Entretien Matériel et Outillage	9
Assurance	9
Abonnements	8
Documentation	0
Intérim	150
Publicité	8
Frais de Bourse	3
Frais de réception	18
Cotisations	2
Frais de Recrutement	56
Total charges constatées d'avance	3 493
Rubriques	31/12/2008
Prestation de services	186
Total produits constatés d'avance	186

NOTE 15 : DÉTAIL DES CHARGES A REPARTIR

NATURE	Solde au 31/12/2007	augmentation	dotations	Solde au 31/12/2008
Frais d'émission d'emprunts	8 338	0	1 558	6 781

Les frais d'émission d'emprunt qui ont permis à la réalisation de l'opération d'achat du groupe Dendrite le 9 mai 2007 ont été répartis sur la durée d'emprunt à savoir 6 ans, en mode linéaire.

NOTE 16 : COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombres de titres				Valeur nominale	
	à clôture d'exercice	créés pendant exercice	créés par division du nominal	en début d'exercice	à clôture d'exercice	en début d'exercice
Actions ordinaires	9 331 449			9 331 449	0.9528	0.9528

NOTE 17 : TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à Nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total
Augmentation du capital									0
Réduction du capital									0
Résultat 2005				-510	13 645		-13 135		0
Dividendes					-7 185				-7 185
Report à Nouveau						32			32
Provisions réglementées								-824	-824
Résultat 2006							32 490		32 490
Au 31.12.2006 ⁽¹⁾	8 891	73 732	889	2 926	45 031	71	32 490	1 249	165 279
Augmentation du capital									0
Réduction du capital									0
Résultat 2006					32 490		-32 490		0
Dividendes					-7 465				-7 465
Report à Nouveau						33			33
Provisions réglementées								-329	-329
Résultat 2007							11 211		11 211
Au 31.12.2007 ⁽¹⁾	8 891	73 732	889	2 926	70 056	104	11 211	919	168 728
Augmentation du capital									0
Réduction du capital									0
Résultat 2007					11 211		-11 211		0
Dividendes					-8 398				-8 398
Report à Nouveau									0
Provisions réglementées								403	403
Résultat 2008							-22 699		-22 699
Au 31.12.2008 ⁽¹⁾	8 891	73 732	889	2 926	72 869	104	-22 699	1 323	138 035

⁽¹⁾ Capitaux propres avant répartition

NOTE 18 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)

Rubriques	Chiffres d'affaires		
	France	Hors France	Total
Ventes de marchandises	14	58	72
Production de biens	20		20
Production de services	125 906	20 166	146 072
TOTAL	125 940	20 223	146 164

NOTE 19 : QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN

(en milliers d'euros)

	Résultat global	Résultat transféré
EDIPHARM	156	31
TOTAL	156	31

NOTE 20 : CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'euros)

Nature des charges		31/12/2008
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles cédées	(2)	4 213
Valeurs comptables des immobilisations corporelles cédées		48
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	(1)	19
Dotation aux Amortissements Dérogatoires		655
TOTAL		4 934
Nature des produits		31/12/2008
Produit de cession des immobilisations incorporelles	(2)	4 634
Produit de cession des immobilisations corporelles		25
Produit de cession des immobilisations financières		0
Reprise sur Amortissements Dérogatoires		252
TOTAL		4 911

(1) dont sortie des titres de THALES Cegedim suite dissolution le 24 juillet 2008 ;

(2) dont cession logiciel JDS LOT 1 à SRH pour 4 634 milliers d'euros ;

NOTE 21 : RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

(en milliers d'euros)

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-33 315	0	-33 315
Economie d'IS sur déficit/sociétés intégrées		-10 388	10 388
Restitution d'IS sur sociétés intégrées		507	-507
Neutralisation de l'IS intégration fiscale		-1 488	1 488
Résultat exceptionnel à court terme	-23	0	-23
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	-660	0	-660
Impôt sociétés tuppées		0	0
Retenue à la source		64	-64
IS années antérieures		5	-5
RESULTAT COMPTABLE	-33 999	-11 300	-22 699

NOTE 22 : SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE ET LATENTE

La fiscalité différée est la suivante :

- Organic : 243 milliers d'euros
- Participation : 660 milliers d'euros
- Provision départ en retraite : 451 milliers d'euros
- Provision pour perte de change : 3 615 milliers d'euros d'euros
- Autres provisions non déductibles : 44 milliers d'euros

L'impôt différé correspondant s'élève à 1 727 milliers d'euros.

NOTE 23 : REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs s'est élevé à 45 milliers d'euros en 2008 et est comptabilisé dans le poste « Autres charges » du compte de résultats.

En milliers d'euros	31/12/2008	31/12/2007
Avantages à court terme (salaires, primes, etc.)	214	184
Avantages postérieurs à l'emploi	néant	néant
Indemnités de rupture de travail	néant	néant
Avantages comptabilisés	214	184
Indemnités de rupture de contrat de travail	néant	néant
Avantages non comptabilisés	néant	néant

NOTE 24 : EFFECTIF AU 31 DECEMBRE 2008

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	551
Non cadres	438
Apprentis	0
TOTAL	989

NOTE 25 : ENDETTEMENT FINANCIER

(en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières à long terme (> 5 ans)	0	157 475
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	592 217	520 914
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 an)	86 629	536
Concours bancaires courants	(1) 87 064	38 185
Total dettes financières	765 910	717 111
Total trésorerie active	(2) 28 471	5 540
Endettement financier net	737 439	711 571
CAF	-6 665	19 495

(1) La variation des concours bancaires courants s'explique par le remboursement d'emprunt pour 10 000 milliers d'euros et le paiement des intérêts sur emprunts pour 38 279 milliers d'euros.

(2) dont Billet de trésorerie Natixis pour 18 958 milliers d'euros.

Pour financer l'acquisition du groupe Dendrite, le Groupe Cegedim s'est intégralement endetté à l'extérieur.

Un financement a été mis en place en date du 9 mai 2007 pour d'une part acheter la société Dendrite et d'autre part reconsolider la dette existante.

Le financement est ainsi réparti :

CONDITIONS DES PRINCIPAUX EMPRUNTS**TAUX EURIBOR**Année 2012

Sous forme de revolver credit facilities renouvelable entre 1 mois et 6 mois

Année 2013

Sous forme de prêt amortissable sous les conditions suivantes :

Dont SWAP (SG) :

Cegedim receveur Euribor 3 mois trimestriellement contre taux fixe :

- du 31/12/2008 au 31/03/2009 : 4.64%

- du 31/03/2009 au 04/05/2013 : 4.79%

Chaque trimestre SG à l'option de transformer le taux fixe ci-dessus payé par

Cegedim en un collar sur Euribor 3 mois au taux :

- Taux maximum (cap) : 5.48%

- Taux minimum (floor) : 3.95%

Dont SWAP (BOFA) :

Cegedim receveur Euribor 1 mois + 0.14% et payeur Euribor 3 mois :

- du 30/06/2008 au 30/06/2009

TAUX LIBOR USDAnnée 2013

Emprunt de 200 000 milliers de dollars contre valeur au 31/12/2008 de 143 709 milliers d'euros

Sous forme de prêt amortissable sous les conditions suivantes :

Dont SWAP (LCL) :

Cegedim receveur Libor 3 mois USD contre taux fixe 4.26% trimestriellement

Dont SWAP (BOFA) :

Cegedim receveur trimestriellement 3.16% et mensuellement Libor 1 mois USD

+ 0.07% contre Libor 3 mois USD.

VALEUR RESIDUELLE

130 000

350 000

143 709

NOTE 26 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Caution de Cegedim à ses filiales

- Filiale Pharmastock
Caution solidaire de sa filiale Pharmastock au profit de la société Baticentre concernant l'exécution des conditions de l'opération de crédit-bail à hauteur de 299 milliers d'euros (autorisation CA du 13 août 2002).
- Filiale Cegelease
Garantie donnée en cas de défaillance de sa filiale Cegelease dans le cadre du bail avec la société Guilaur Sarl (autorisation CA du 3 septembre 2003).
Lettre de confort émise au bénéfice de la société Ixis CIB dans la cadre de l'opération d'échange de flux conclue entre cette dernière et la filiale Cegelease (autorisation CA du 20 avril 2007).
- Filiale Dendrite International Inc.
Caution en faveur de la Bank of America à hauteur de 3.5 millions de dollars (autorisation du CA du 27 décembre 2007).
- Toutes Filiales
Autorisation pour une durée d'un an à donner cautions, avals et autres garanties pour un montant global de 5 millions d'euros sous réserve que chaque engagement ne dépasse pas le montant de 2 millions d'euros (autorisation du CA du 21 mars 2008).

D'autres cautions bancaires (LCL) ont été versées par Cegedim pour un montant de 7 milliers d'euros au profit du Centre Hospitalier P.ARDIER (caution annulée le 16.02.2009) et 30 milliers d'euros au profit de C.R.P.C.E.N (validité 13/10/2012).

Nantissements titres filiales

Dans le cadre de la signature d'un avenant au contrat de financement de l'acquisition de Dendrite, les titres des sociétés suivantes ont été nantis sur 2008 : Icomed, RNP, Sofiloca, Resip, Pharmastock, Pharmapost, Medexact, Hospitalis, Cegedim Activ, Cegelease, Pco Cegedim, Alliance Software, Alliadis, Cegedim Belgium, Cegedim Italia.

Les nantissements des titres des filiales du 31 décembre 2007 sont toujours en vigueur.(In Practice Systems, Alliadis Europe, Epic Database Research Compagny ltd, Cegedim Rx, Dendrite International Inc (DIL), Cegedim USA Inc.)

NOTE 27 : ACTIONS PROPRES

Au cours de l'année 2008, la société n'a procédé à aucune opération d'acquisition ou de cession d'action propre.

NOTE 28 : ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Le Conseil d'administration du 21 mars 2008 a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2008 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les actions attribuées gratuitement donneront droit aux dividendes dont la distribution aura été décidée à compter de la date d'attribution. Le plan du 21 mars 2008 a accordé un total de 34 730 actions gratuites.
- L'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution et de quatre ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution.
- Les actions seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution devront conserver les dites actions pendant une durée de deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

A la clôture du 31 décembre 2008, Cegedim S.A. n'a pas arrêté son choix entre l'attribution d'actions nouvelles ou d'actions existantes. A ce jour, les modalités du rachat d'attribution d'actions gratuites ne sont pas définies, aucune provision n'a été constatée.

NOTE 29 : INFORMATION RELATIVE AU DIF

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés au 31/12/2008 est de 59 581 dont 53 620 n'ayant pas donné lieu à demande.

20.1.3 Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Cegedim, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Principes comptables

Activation des frais de développement

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que la note 2 « Règles et méthodes comptables – paragraphe A) Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Estimations comptables

Valorisation des participations

Les titres de participations figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les méthodes présentées dans la note 2 « Règles et méthodes comptables – paragraphe C) Participations et autres titres » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons procédé à des appréciations spécifiques des éléments pris en considération pour les estimations des valeurs d'inventaire et, le cas échéant, vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.

Ces appréciations n'appellent de remarque particulière de notre part, tant au regard de la méthodologie appliquée que du caractère raisonnable des évaluations retenues ainsi que des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Engagements de retraite

La note 2 « Règles et méthodes comptables – paragraphe E) Engagements de retraite » de l'annexe aux comptes annuels précise les modalités d'évaluation des engagements de retraite. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 7 de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le Rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le Rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 24 avril 2009.

Les Commissaires aux comptes

Grant Thornton

100 rue de Courcelles – 75849 Paris cedex 17
Tél. : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel Cohen
Commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Tél. : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul Stevenard
Commissaire aux comptes

20.2 Informations financières historiques - Comptes consolidés

20.2.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2008

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)

	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net	31/12/2006 Net
Capital souscrit non appelé			
ÉCARTS D'ACQUISITION (Note 7)	616 952	581 195	203 584
Frais de développement	44 446	27 429	16 692
Concessions, brevets, marques	109 519	104 594	1 004
Autres immobilisations incorporelles	55 611	41 242	24 080
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Note 3)	209 576	173 265	41 776
Terrains	507	537	444
Constructions	3 547	8 890	2 723
Installations techniques	28 477	32 546	32 483
Autres immobilisations corporelles	19 340	20 283	7 090
Immobilisations en cours	2 830	15	17
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 4)	54 701	62 271	42 757
Titres de participation	225	228	173
Titres des sociétés mises en équivalence (Note 6)	4 057	4 500	6 018
Prêts	858	373	367
Autres immobilisations financières	6 069	6 577	11 741
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (Note 5)	11 209	11 678	18 299
Etat - Impôt différé (Note 17)	36 603	29 095	7 215
Créances clients : part à (+) d'un an (Note 9)	9 175	24 119	40 480
Autres créances : part à (+) d'un an (Note 10)	2 760	2 136	409
ACTIF NON COURANT	940 976	883 759	354 520
En-cours de services (Note 8)	958	769	888
Marchandises (Note 8)	11 358	8 735	6 936
Avances, acomptes sur commandes	1 142	723	1 006
Créances clients : part à (-) d'un an (Note 9)	198 950	214 889	185 681
Capital appelé non versé	0	0	0
Autres créances : part à (-) d'un an (Note 10)	30 733	36 062	23 226
Equivalents de trésorerie	22 433	1 666	1 073
Trésorerie	71 068	85 687	38 555
Charges constatées d'avance	18 998	17 423	7 553
ACTIF COURANT	355 640	365 954	264 918
TOTAL GENERAL	1 296 616	1 249 713	619 438

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
	Net	Net	Net
Capital social	8 891	8 891	8 891
Prime d'émission	14 981	14 981	14 981
Réserves groupe	213 570	192 818	158 205
Réserves de conversion groupe	-238	-238	-238
Écart de conversion groupe	-29 698	-53 586	-1 765
RESULTAT GROUPE	33 661	43 839	38 653
Subventions d'investissement			
Provisions règlementées			
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	241 167	206 705	218 727
Intérêts minoritaires (réserves)	1 056	920	1 523
Intérêts minoritaires (résultat)	-174	312	265
INTERETS MINORITAIRES	882	1 232	1 788
CAPITAUX PROPRES	242 049	207 937	220 515
Dettes financières à + d'un an (note 14)	585 327	677 222	95 168
Instruments financiers à plus d'un an	22 525		
Impôts différés passifs (note 17)	55 946	53 926	3 744
Provisions non courantes (note 12)	18 753	18 174	7 793
Autres passifs non courants (note 15)	19 822	14 004	34
PASSIF NON COURANT	702 373	763 326	106 739
Dettes financières à - d'un an (note 14)	111 296	31 145	120 059
Instruments financiers à moins d'un an	1 706		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63 131	81 223	53 126
Dettes fiscales et sociales	115 762	113 183	82 339
Provisions (note 12)	6 234	3 114	1 471
Autres passifs courants (note 15)	54 065	49 785	35 189
PASSIF COURANT	352 194	278 450	292 184
TOTAL GENERAL	1 296 616	1 249 713	619 438

COMPTES DE RESULTATS (en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net	31/12/2006 Net	
Ventes de marchandises France	60 140	37 569	27 093	
Ventes de marchandises Hors France	19 056	12 442	19 201	
Production vendue de biens France	4 899	5 232	7 448	
Production vendue de biens Hors France	9 797	15 805	5 977	
Production vendue de services France	355 662	323 449	314 138	
Production vendue de services Hors France	399 023	358 497	167 351	
CHIFFRE D'AFFAIRES	848 577	752 994	541 208	
Autres produits de l'activité				
Production immobilisée	33 502	19 801	12 017	
Achats consommés	-84 825	-54 426 (2)	-46 324 (2)	
Charges externes (Note 16)	-229 152	-223 996 (2)	-155 286 (2)	
Impôts et taxes	-12 281	-12 325	-11 324	
Frais de personnel	-394 643	-352 367	-247 189	
Dotations aux amortissements	-67 864	-36 210	-24 764	
Dotations et reprises aux provisions	-2 154	-2 990	-2 335	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	440	-182	-98	
Autres produits et charges d'exploitation	5 037	4 965	294	
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT ⁽¹⁾	96 637	95 264	66 199	
Autres produits et charges opérationnels non courants	-6 478	-5 379		
RESULTAT OPERATIONNEL	90 159	89 885	66 199	
Produits de trésorerie & d'équivalents de trésorerie	26 191	20 164	3 158	
Cout de l'endettement financier brut	-69 809	-47 793	-9 946	
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (Note 14)	-43 618	-27 629	-6 788	
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS				
Impôts sur les bénéfices	-7 823	-4 941	-16 830	
Impôts différés sur les bénéfices	-5 171	-12 931	-3 486	
CHARGE D'IMPOT (Note 17)	-12 994	-17 872	-20 316	
QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	-60	-233	-177	
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION	33 487	44 151	38 918	
RESULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION				
RESULTAT NET CONSOLIDE	33 487	44 151	38 918	
PART DU GROUPE	33 662	43 839	38 653	
Intérêts minoritaires	-175	312	265	
Nombre d'actions hors auto contrôle	9 331 449	9 331 449	9 290 266	
RESULTAT PAR ACTION en Euros (Note 20)	3.6	4.7	4.2	
Instruments dilutifs	néant	néant	néant	
RESULTAT DILUE PAR ACTION en Euros (Note 21)	3.6	4.7	4.2	
Note	Impact des cessions effectuées le 2 juillet 2007	30/12/2008	30/12/2007	30/12/2006
1	Résultat opérationnel courant	0	95 264	66 199
	Dont quote part des résultats des activités cédées	0	-2 517	-723
	Résultat opérationnel courant hors activités cédées	0	97 781	66 922
2	Reclassement des Achats consommés pour 12 246 milliers d'euros en 2007 et 8 933 milliers d'euros en 2006 rattachés à tort en Charges externes.			

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Écarts de conversion	Total part Groupe	Minoritaires	TOTAL
Solde au 01/01/2007	8 891	14 981	195 810	1 048	-2 003	218 727	1 788	220 515
Opérations sur capital								
Opérations sur titres auto-détenus				3 107		3 107		3 107
Distribution de dividendes (1)			-7 465			-7 465	-271	-7 736
Résultat 2007			43 839			43 839	312	44 151
- Impact correction activation ID antérieur						0		0
- Impact correction amortissements						0		0
- Impact divers						0		0
Résultats enregistrés directement en capitaux propres						0		0
Écarts de conversion					-51 821	-51 821		-51 821
Autres variations						0	-244	-244
Variations de périmètre			318			318	-353	-35
Solde au 31/12/2007	8 891	14 981	232 502	4 155	-53 824	206 705	1 232	207 937
Opérations sur capital								
Opérations sur titres auto-détenus						0		0
Distribution de dividendes (1)			-8 398			-8 398	-255	-8 653
Résultat 2008			33 662			33 662	-175	33 487
Opérations sur titres				394		394		394
Couverture instruments financiers				-15 172		-15 172		-15 172
Écarts de conversion					23 888	23 888	-25	23 863
Autres variations			89			89	105	194
Variations de périmètre						0		0
Solde au 31/12/2008	8 891	14 981	257 855	-10 623	-29 936	241 168	882	242 050

(1) Le montant total des dividendes est distribué au titre d'actions ordinaires. Il n'existe pas d'autre catégorie d'actions. Il n'y a pas eu d'émission, de rachats ou de remboursement de titres de capitaux sur l'année 2007 et sur l'année 2008.

TABLEAU DE VARIATION DE PERIMETRE

Le Groupe a fait l'objet d'une variation de périmètre selon le détail suivant :

<u>Entreprises concernées</u>	<u>% de détention de l'exercice</u>	<u>% de détention de l'exercice précédent</u>	<u>Méthode de consolidation de l'exercice</u>	<u>Méthode de consolidation de l'exercice précédent</u>	<u>Observations</u>
Entreprises entrant dans le périmètre					
KAIROS	100.00%		I.G.		Rachat en janvier 2008
PROTECTIA	100.00%		I.G.		Rachat en janvier 2008
LAAKETIETOKESKUKSEN	100.00%		I.G.		Rachat en janvier 2008
ULTIMA	100.00%		I.G.		Rachat en février 2008
01 SANTE	100.00%		I.G.		Rachat en avril 2008
CEGEDIM GROUP POLAND	100.00%		I.G.		Création en janvier 2008
GLOBAL PHARMA CONSULT	100.00%		I.G.		Création en janvier 2008
SGBTIF	99.97%		I.G.		Création en février 2008
CEGEDIM DENDRITE KOREA LTD	100.00%		I.G.		Création en janvier 2008
CEGEDIM TAIWAN CO LTD	100.00%		I.G.		Création en mars 2008
REPORTIVE SA	100.00%		I.G.		Rachat en juillet 2008
CEGEDIM ACTIV MAROC	100.00%		I.G.		Création en juillet 2008
CEGEDIM DENDRITE VENEZUELA	100.00%		I.G.		Création en octobre 2008
<u>Entreprises concernées</u>	<u>% de détention de l'exercice</u>	<u>% de détention de l'exercice précédent</u>	<u>Méthode de consolidation de l'exercice</u>	<u>Méthode de consolidation de l'exercice précédent</u>	<u>Observations</u>
Entreprises sortant du périmètre					
TARGET		100.00%		I.G.	Fusion au 31/12/07
DENDRITE INTERNATIONAL SERVICES Company		100.00%		I.G.	Fusion au 31/12/07
DENDRITE NETHERLAND BV		100.00%		I.G.	Fusion au 01/01/08
SELECTIS		98.52%		I.G.	Transmission universelle de patrimoine à Cegedim Activ au 29/04/08
INTERCAM LIMITED		100.00%		I.G.	Liquidation au 31/03/08
MONTARGEST		100.00%		I.G.	Liquidation au 30/04/08
DENDRITE KOREA		100.00%		I.G.	Liquidation en mai 2008
BKL CONSULTING LIMITED		100.00%		I.G.	Liquidation au 30/06/08
THALES CEGEDIM		50.00%		I.P.	Liquidation au 30/06/08
CAM LIMITED INTERNATIONAL		100.00%		I.G.	Liquidation au 30/06/08
01 SANTE				I.G.	Transmission universelle de patrimoine à BKL Consultant au 31/07/08
DENDRITE Italie				I.G.	Fusion en juillet 08
DENDRITE INTERACTIVE MARKETING LLC		100.00%	100.00%	I.G.	Cession le 28/11/08

FLUX DE TRESORERIE A PARTIR DES RESULTATS DES ENTREPRISES INTEGREES (en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net consolidé	33 487	44 151	38 917
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	60	233	177
Dotations aux amortissements et provisions	70 334	37 625	26 859
Plus ou moins values de cession	-5 924	2 435	-56
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	97 957	84 444	65 897
Coût de l'endettement financier	43 618	28 672	4 410
Charges d'impôt	12 994	17 872	20 316
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	154 569	130 988	90 623
Impôt versé	-7 823	-4 941	-16 829
Plus : variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	20 132	20 031	-21 439
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (A)	166 878	146 078	52 355
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-49 408	-24 043	-16 055
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-51 026	-40 200	-35 390
Acquisitions d'immobilisations financières	-1 763	-851	-7 908
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7 348	3 670	1 400
Cessions d'immobilisations financières	1 338	24 759	225
Incidence des variations de périmètre	-8 164	-522 061	-27 553
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	383	2 228	16
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-101 292	-556 498	-85 265
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-8 398	-7 465	-7 185
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-255	-272	-235
Augmentation de capital en numéraire	-	-	-
Emissions d'emprunts	2 901	711 255	69 515
Remboursements d'emprunts	-14 721	-191 532	-49 752
Intérêts financiers versés	-32 354	-27 258	-4 410
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-52 827	484 728	7 933
VARIATION DE TRESORERIE (A+B+C)	12 759	74 308	-24 977
Trésorerie d'ouverture	57 772	-16 536	8 441
Trésorerie de clôture	70 254	57 772	-16 536
Incidence des variations de cours des devises	277	-	-

INFORMATIONS SECTORIELLES

Au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros)

		Secteurs Primaires			TOTAL	Secteurs secondaires	
		CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services		TOTAL France	TOTAL Reste du monde
Eléments de Compte de résultats							
PRODUITS SECTORIELS							
A	Ventes Hors Groupe	492 620	250 214	105 743	848 577	418 145	430 432 (*)
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	27 873	4 762	6 247	38 882	37 995	887
C= A+B	CA total du secteur	520 493	254 976	111 990	887 459	456 140	431 319
RESULTAT SECTORIEL							
D	Résultat opérationnel du secteur	55 565	34 537	6 535	96 637		
MARGE OPERATIONNELLE (en %)							
D/A	Marge opérationnelle Hors Groupe	11.3%	13.8%	6.2%	11.4%		
D/C	Marge opérationnelle sectorielle	10.7%	13.5%	5.8%	10.9%		
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS SECTORIELS							
		25 972	35 807	6 085	67 864		
CA consolidé 2008							
(*)		France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Zone US Dollar	Reste du monde	Total
	Répartition géographique	418 145	123 859	81 730	124 493	100 350	848 577
	%	49%	15%	10%	15%	12%	100%
Eléments de Bilan							
ACTIFS SECTORIELS (en valeurs nettes)							
	Ecarts d'acquisition	499 954	75 127	41 871	616 952	92 433	524 519
	Immobilisations incorporelles	165 335	14 276	29 965	209 576	77 648	131 928
	Immobilisations corporelles	38 961	9 616	6 124	54 701	29 393	25 308
	Total net	204 296	23 892	36 089	264 277	107 041	157 236
INVESTISSEMENTS de l'EXERCICE (en valeurs brutes)							
	Ecarts d'acquisition	2 165	1 055	10 480	13 700	11 535	2 165
	Immobilisations incorporelles	34 227	6 056	8 427	48 710	40 325	8 385
	Immobilisations corporelles	14 624	34 345	2 056	51 025	41 793	9 232
	Total brut	48 851	40 401	10 483	99 735	82 118	17 617
PASSIFS SECTORIELS							
	Provisions	19 063	3 544	2 380	24 987		
	Avances et acomptes reçus sur commandes	669	3 024	41	3 734		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 037	14 176	9 918	63 131		
	Dettes fiscales et sociales	78 412	19 801	17 548	115 761		
	Autres dettes	20 055	12 258	2 694	35 007		
	Total	157 236	52 803	32 581	242 620		

Les opérations sont faites au prix de marché.

Au 31 décembre 2007(en milliers d'euros)

Eléments de Comptes de résultat	Secteurs Primaires			TOTAL	Secteurs secondaires		TOTAL
	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services		TOTAL France	TOTAL Reste du monde	
PRODUITS SECTORIELS							
A	Ventes Hors Groupe	460 070	191 356	101 568	752 994	366 249	386 745 (*)
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	25 505	5 047	6 644	37 196	37 611	-415
C=A+B	CA total du secteur	485 575	196 403	108 212	790 190	403 860	386 330
RESULTAT SECTORIEL							
D	Résultat opérationnel courant du secteur	64 901	28 123	2 240	95 264		
MARGE OPERATIONNELLE (en %)							
D/A	Marge opérationnelle Hors Groupe	14.1%	14.7%	2.2%	12.7%		
D/C	Marge opérationnelle sectorielle	13.4%	14.3%	2.1%	12.1%		
AMMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS SECTORIELS							
		22 226	8 095	5 889	36 210		
CA consolidé 2007							
(*)		France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Zone US Dollar	Reste du monde	Total
	Répartition géographique	366 249	115 425	76 725	114 534	80 061	752 994
	%	49%	15%	10%	15%	11%	100%

Comptes consolidés

Des modifications ont été apportées aux comptes IFRS arrêtés au 31 décembre 2007, initialement publiés au BALO du 28 avril 2008. Ces modifications s'expliquent par la cession des activités de traitement de documents à TESSI en 2007 qui représentaient environ un tiers de l'activité « Technologies et services ». Ces cessions ont réduit le secteur « Technologies et services » à une taille non significative. Les activités résiduelles de ce secteur ont donc été réallouées aux trois autres secteurs d'activité du Groupe.

PRODUITS SECTORIELS (en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Technologies et services	TOTAL
Ventes Hors Groupe publié	434 190	145 965	81 263	91 576	752 994
Réallocation du secteur 4	25 880	45 391	20 305	-91 576	-
Ventes Hors Groupe au 31 décembre 2007	460 070	191 356	101 568	-	752 994
Ventes aux autres secteurs du Groupe publié	26 263	10 165	2 466	7 889	46 783
Réallocation du secteur 4	-758	-5 118	4 178	-7 889	-9 587
Ventes aux autres secteurs du Groupe au 31 décembre 2007	25 505	5 047	6 644	-	37 196
CA total du secteur publié	460 453	156 130	83 729	99 465	799 777
Réallocation du secteur 4	25 122	40 273	24 483	-99 465	-9 587
CA total du secteur au 31 décembre 2007	485 575	196 403	108 212	-	790 190
RESULTAT SECTORIEL (en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Technologies et services	TOTAL
Résultat opérationnel du secteur publié	65 028	19 765	3 455	7 016	95 264
Réallocation du secteur 4	-127	8 358	-1 215	-7 016	-
Résultat opérationnel du secteur au 31 décembre 2007	64 901	28 123	2 240	-	95 264
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS SECTORIELS (en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Technologies et services	TOTAL
Amortissements et dépréciations sectoriels publié	20 914	4 513	4 369	6 414	36 210
Réallocation du secteur 4	1 312	3 582	1 520	-6 414	-
Amortissements et dépréciations sectoriels au 31 décembre 2007	22 226	8 095	5 889	-	36 210

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)

Eléments de Bilan	Secteurs Primaires			TOTAL	Secteurs secondaires	
	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services		TOTAL France	TOTAL Reste du monde
ACTIFS SECTORIELS (en valeurs nettes)						
Ecarts d'acquisition	469 503	80 750	30 942	581 195	92 366	488 829
Immobilisations incorporelles	143 694	8 979	20 592	173 265	44 049	129 216
Immobilisations corporelles	44 364	10 653	7 254	62 271	29 130	33 141
Total net	657 561	100 382	58 788	816 731	165 545	651 186
INVESTISSEMENTS de l'EXERCICE (en valeurs brutes)						
Ecarts d'acquisition	388 874	3 450	0	392 324	9 783	382 541
Immobilisations incorporelles	14 785	3 880	5 378	24 043	15 165	8 878
Immobilisations corporelles	7 864	28 929	3 407	40 200	32 461	7 739
Total brut	411 523	36 259	8 785	456 567	57 409	399 158
PASSIFS						
Provisions	16 338	2 901	2 049	21 288		
Avances et acomptes reçus sur commandes	399	2 422	11	2 832		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 588	16 029	11 607	81 223		
Dettes fiscales et sociales	78 962	17 889	16 332	113 183		
Autres dettes	6 185	9 187	3 352	18 724		
Total	155 473	48 428	33 351	237 249		

La cession des activités de traitement de documents à TESSI en 2007 qui représentaient environ un tiers de l'activité « Technologies et services » a réduit celui-ci à une taille non significative. Les activités résiduelles de ce secteur ont donc été réallouées aux trois autres secteurs d'activité du Groupe.

Des modifications ont été apportées aux comptes IFRS arrêtés au 31 décembre 2007, initialement publiés au BALO du 28 avril 2008. Le secteur anciennement « Technologies et services » a été réalloué dans les trois autres secteurs. Ces modifications ont été intégrées à chaque poste de chaque secteur au 31 décembre 2007 présentés ci-dessus, pour les montants suivants :

IMMOBILISATIONS en valeurs nettes (en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Technologies et services	TOTAL
Ecarts d'acquisition publiés	469 488	79 713	30 069	1 925	581 195
Réallocation du secteur 4	15	1 037	873	-1 925	-
Ecarts d'acquisition au 31 décembre 2007	469 503	80 750	30 942	-	581 195
Immobilisations incorporelles publiées	143 465	8 961	19 547	1 292	173 265
Réallocation du secteur 4	229	18	1 045	-1 292	-
Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2007	143 694	8 979	20 592	-	173 265
Immobilisations corporelles publiées	41 130	9 051	4 078	8 012	62 271
Réallocation du secteur 4	3 234	1 602	3 176	-8 012	-
Immobilisations corporelles au 31 décembre 2007	44 364	10 653	7 254	-	62 271

INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE en valeurs brutes (en milliers d'euros)	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Technologies et services	TOTAL
Ecart d'acquisition publiés	388 874	3 450	-	-	392 324
Réallocation du secteur 4	-	-	-	-	-
Ecart d'acquisition au 31 décembre 2007	388 874	3 450	-	-	392 324
Immobilisations incorporelles publiées	14 189	3 849	5 363	642	24 043
Réallocation du secteur 4	596	31	15	-642	-
Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2007	14 785	3 880	5 378	-	24 043
Immobilisations corporelles publiées	7 309	5 281	2 147	25 463	40 200
Réallocation du secteur 4	555	23 648	1 260	-25 463	-
Immobilisations corporelles au 31 décembre 2007	7 864	28 929	3 407	-	40 200
PASSIFS SECTORIELS	CRM et données stratégiques	Professionnels de santé	Assurances et services	Technologies et services	TOTAL
Provisions publiées	16 224	2 865	1 523	676	21 288
Réallocation du secteur 4	114	36	526	-676	-
Provisions au 31 décembre 2007	16 338	2 901	2 049	-	21 288
Avances et acomptes reçus sur commandes publiés	359	2 422	7	43	2 831
Réallocation du secteur 4	40	0	3	-43	-
Avances et acomptes reçus sur commandes publiés au 31 décembre 2007	399	2 422	10	-	2 831
Dettes fournisseurs et comptes rattachés publiés	52 378	12 605	9 219	7 022	81 224
Réallocation du secteur 4	1 210	3 424	2 388	-7 022	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés au 31 décembre 2007	53 588	16 029	11 607	-	81 224
Dettes fiscales et sociales publiées	78 103	17 426	13 292	4 362	113 183
Réallocation du secteur 4	860	463	3 039	-4 362	-
Dettes fiscales et sociales au 31 décembre 2007	78 963	17 889	16 331	-	113 183
Autres dettes publiées	6 171	1 342	3 342	7 869	18 724
Réallocation du secteur 4	14	7 845	10	-7 869	-
Autres dettes au 31 décembre 2007	6 185	9 187	3 352	-	18 724

20.2.2 Annexes aux comptes consolidés du Groupe Cegedim

20.2.2.1 Faits marquants de l'exercice 2008

Cegedim Activ, filiale de Cegedim S.A., a acquis le 14 février 2008 la société française Protectia, éditeur du progiciel de santé Protectia.

Cegedim Logiciels Médicaux, filiale de Cegedim S.A., a acquis le 9 juin 2008, la société française 01 Santé S.A., éditeur du logiciel santé MegaBaze. Cette société a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 31 juillet 2008 à BKL Consultant.

Cegedim Turquie a acquis le 8 février 2008 la société Ultima, spécialisée dans le CRM pharmaceutique.

Le Groupe Cegedim continue également de développer ses bases de données destinées à l'industrie pharmaceutique avec la création d'une filiale à Taïwan.

Cegedim a acquis le 2 septembre 2008, la société française Reportive S.A., éditeur français de logiciels, spécialisé dans les solutions de Business Intelligence.

Dans la continuité de l'opération réalisée au cours de l'exercice 2007, Cegelease a procédé à une cession complémentaire à la société Natixis, d'une partie de ces créances contre un apport en cash de 53.5 millions d'euros.

Le Conseil d'administration du 21 mars 2008 a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2008 à attribuer gratuitement des actions aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim (voir note 29).

Dendrite International Inc. a cédé ses activités de distribution et de logistique relatives aux opérations de marketing direct le 28 novembre 2008. Cette décision s'inscrit dans la même logique que la cession par Cegedim S.A. de ces mêmes activités intervenue en France en juillet 2007.

20.2.2.2 Principes comptables

■ Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales modifié par le règlement CE n° 297/2008 du 11 mars 2008 ainsi que des règlements européens suivants sur les normes IAS/IFRS, les états financiers consolidés du Groupe Cegedim sont établis au 31 décembre 2008 conformément aux normes comptables internationales. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS ("International Financial Reporting Standards"), les IAS ("International Accounting Standards") et leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Cegedim S.A. du 07/04/2009 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Certaines normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) ainsi que par l'Union Européenne sur 2008 n'ont pas donné lieu à une application anticipée par le Groupe. Cela concerne essentiellement les normes suivantes :

- IFRIC 11 - Actions propres et transactions intragroupes ;
- IFRIC 12 - Accord de concessions de services ;
- IFRIC 13 - Programmes de fidélisations des clients ;
- IFRIC 14 - IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies ;
- IFRS 8 - Segments opérationnels ;
- IAS 23 Révisée - Coût des emprunts ;
- IAS 1 Révisée - Présentation des états financiers ;
- Amendements à IFRS 2 - Conditions d'acquisition des droits et annulation ;

- Amendements à IAS 1 et à IAS 32 - Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation.

■ Bases d'évaluation

Principe général :

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

■ Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les hypothèses et estimations concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs (hypothèses décrites au § « dépréciations d'actifs » et dans la note 7) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (hypothèses décrites dans la note 13).

■ Méthodes de consolidation

Les filiales et participations sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales et participations cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale, même si le pourcentage de détention est inférieur à 50%. Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultats consolidé.

Les participations sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que les sociétés en participation, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient un pourcentage de droits de vote supérieur ou égal à 20%. Selon cette méthode, le Groupe enregistre sur une ligne spécifique du compte de résultats consolidé la « quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des entités consolidées est présentée en note 1. Certaines sociétés, non significatives au regard du Groupe, ne sont pas consolidées.

■ Regroupements d'entreprises (IFRS 3)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur, au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d'acquisition ou la date de clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel la transaction est intervenue.

La différence existant entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition (Goodwill). De manière générale, les acquisitions réalisées par le Groupe correspondent à des acquisitions de parts de marché conduisant à des affectations limitées des écarts d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés acquis, l'écart (Badwill) est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise. La norme IAS 21 (§ 47) impose que les écarts d'acquisition dégagés en devises soient, à chaque clôture comptable, comptabilisés au cours de clôture et non au cours historique.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis, conformément à la norme IAS 36 révisée, à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (voir § « dépréciations d'actifs »). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

■ Immobilisations incorporelles (IAS 38)

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises (principalement des logiciels) sont enregistrées au bilan à leur coût historique. Elles sont comptabilisées lorsque (1) il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont attribuables iront au Groupe et (2) leur coût peut être évalué de façon fiable. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

Les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (principalement des fonds de commerce) sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception des fonds de commerce, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité économique (hors biens à durée d'utilité indéterminée). La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées, le cas échéant, en « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Désignation	Durée	Mode
Concessions	5 - 20 ans	Linéaire
Logiciels	1 - 15 ans	Linéaire

Fonds de commerce et écarts d'acquisition

Les fonds de commerce et écarts d'acquisition acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, dont la durée de consommation des avantages économiques futurs n'est pas déterminable, ne sont pas amortis. En revanche, conformément à la norme IAS 36 révisée, ils sont soumis à des tests de

dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (voir § « dépréciations d'actifs »). Lorsque leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée à hauteur de la différence. La valeur actuelle est estimée en fonction de la rentabilité présente et future de l'activité concernée.

Dépenses de recherche et de développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement de nouveaux projets internes sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés, conformément à la norme IAS 38 :

- le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet ;
- il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

A défaut, les dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les amortissements sont pratiqués à compter de la mise en service de l'immobilisation et sont calculés sur la base de la durée prévisible de l'utilisation de celle-ci.

Au moment de sa mise en service, l'actif dont le développement est achevé est sorti des dépenses de développement et comptabilisé dans le poste d'actif correspondant (généralement en logiciels).

Les marques

Les marques sont rattachées à la durée de vie de la Société et ne sont donc pas amorties car elles vont apporter des avantages économiques futurs.

La pérennité des marques est indissociable de l'activité cœur de métier du Groupe par conséquent il a été considéré une durée de vie indéfinie.

■ Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériel informatique et de matériel industriel et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles.

Les amortissements sont calculés sur la base d'une durée d'utilité économique, la base amortissable retenue étant le coût d'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée.

Les modalités d'amortissement (durée et mode) retenues sont les suivantes :

Désignation	Durée	Mode
Matériel informatique		
Micro-ordinateurs à usage bureautique	3 - 4 ans	Linéaire
Systèmes Serveurs	5 - 10 ans	Linéaire
Matériel industriel		
Matériel d'imprimerie	8 - 10 ans	Linéaire
Matériel et Outillage industriel	5 - 8 ans	Linéaire

Agencements et installations	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 ans	Linéaire
Matériel de bureau	4 ans	Linéaire
Mobilier	8 ans	Linéaire

Par ailleurs, la norme IAS 16 impose l'approche par composant pour les immobilisations décomposables constituées d'éléments ayant chacun des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent. Sont concernées, au sein du Groupe Cegedim, les constructions constituées de bureaux à usage administratif et de locaux à usage industriel (atelier, entrepôt, zone de stockage...) pour lesquels des plans d'amortissement distincts ont été établis en fonction de la durée d'utilisation des différents composants (gros œuvre, façades et étanchéité, installations générales et techniques, agencements).

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultats dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

■ Contrats de location-financement (IAS 17)

Un contrat de location-financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés à leur juste valeur, en contrepartie d'une dette financière, lorsque ces contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les paiements des loyers sont ventilés entre la charge financière (enregistrée au poste « coût de l'endettement financier net ») et l'amortissement de la dette.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement sont amortis selon les mêmes durées que les biens, de catégorie identique, acquis en propre.

■ Dépréciations d'actifs (IAS 36)

Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles les actifs peuvent être affectés. L'UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent généralement à un ensemble d'entités contribuant au même secteur d'activité (nature des prestations) et exploitant les mêmes outils.

Les UGT suivent le découpage des principaux secteurs d'activité du Groupe, eux-mêmes découpés plus finement selon des composantes métier distinctes, lorsqu'elles sont pertinentes au sens des flux de trésorerie. Dans certains cas, la composante géographique prime sur la composante métier, en raison des synergies mises en place dans les pays ou sur certaines régions, conduisant alors à la définition d'UGT géographiques.

Secteurs d'activité et UGT :

- « CRM et données stratégiques » : ce secteur regroupe l'ensemble des services destinés aux laboratoires pharmaceutiques dans le monde. Les composantes des métiers exercés dans ce secteur ne sont pas strictement distinctes. En effet, elles présentent de fortes synergies car s'exerçant autour d'un centre de compétence et de bases de données communs. Le découpage par UGT privilégie donc un découpage géographique (Amérique, Europe, Asie) sur la base duquel il est possible de suivre des flux de trésorerie distincts;
- « Professionnels de santé » : ce secteur regroupe l'ensemble des services fournis aux professionnels médicaux. Deux grandes composantes métier se dégagent et constituent deux UGT, qui distinguent les services destinés aux médecins de ceux destinés aux pharmaciens;
- « Assurances et services » : ce secteur constitue une UGT à part entière. Il regroupe les savoir-faire permettant d'élaborer les services destinés aux assurances, mutuelles et autres organismes de la chaîne de traitement des flux de santé.

Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement. Cette affectation est également en cohérence avec la manière dont la Direction du Groupe suit la performance des opérations.

Taux d'actualisation

Le Groupe retient un taux d'actualisation unique pour toutes ses UGT. En effet, le centre de compétence et les bases de données servant de support à l'ensemble des services du Groupe sont centralisés et seule la distribution est locale. En outre, les clients de Cegedim sur son cœur de métier sont des groupes mondiaux.

En outre, la valeur d'un actif étant indépendante de son mode de financement, le taux d'actualisation retenu correspond à un coût des fonds propres à endettement zéro. Ceci est conforme aux préconisations de la norme IAS 36, notes 15 à 20.

Ces préconisations indiquent que le taux d'actualisation doit être un taux « avant impôts qui intègre l'appréciation actuelle par le marché du loyer de l'argent et des risques associés à l'actif ». « Le taux d'actualisation est indépendant de la structure financière de l'entité et de la façon dont celle-ci a financé l'achat de l'actif car les flux de trésorerie futurs attendus d'un actif ne dépendent pas de la façon dont l'entité a financé l'achat de cet actif. »

Le Groupe confie le calcul de ce taux d'actualisation à un cabinet d'expertise indépendant. Les calculs font notamment référence à des échantillons de comparables boursiers et à des indices de référence permettant de déterminer une prime de risque et un bêta propre à Cegedim. Il est réactualisé dès que les conditions de marché l'exigent et au moins une fois par an.

Ce calcul fait ressortir un coût des fonds propres à endettement zéro de 9.08% à fin décembre 2008. Le taux d'actualisation au 31/12/2007 s'élevait à 8.5%.

Evaluations de la valeur recouvrable et Tests de dépréciation

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Le Groupe procède à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs longs termes selon le processus suivant :

Actifs incorporels amortis (logiciels, bases de données)	Bien qu'un amortissement soit pratiqué pour ces actifs incorporels, ils font l'objet d'un suivi individualisé. Ce suivi s'appuie sur des indices permettant de déceler une éventuelle perte de valeur : notamment productivité attendue de l'actif ou débouchés commerciaux. En présence d'un indice de perte de valeur, le Groupe réalise un test d'impairment susceptible de conduire à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.
Actifs incorporels non amortis (marques, écarts d'acquisition)	<p>Le Groupe réalise, une fois par an, des tests d'impairment afin d'évaluer les éventuelles pertes de valeur de ces actifs. Pour chaque UGT, des business plans sont établis, à partir desquels est évaluée la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs attendus pour ladite UGT en recourant à la méthode DCF (Discounted Cash Flow). La durée retenue pour les business plans est égale à 9 ans afin de faire converger, sans à coup au delà de la cinquième année, les taux de croissance annuels vers le taux de croissance à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est établi conformément aux explications qui précèdent. Le taux de croissance à l'infini retenu s'appuie sur des données économiques de place pondérées de façon à tenir compte des spécificités du Groupe Cegedim (au 31 décembre 2008, il correspond à la moyenne des taux de croissance en volume des années 2008-2013 estimés par le FMI, et pondérés par le chiffre d'affaires par zone géographique de Cegedim). Ce calcul est confié depuis l'exercice 2008 à un cabinet d'expertise indépendant et ressort à 2% (contre une hypothèse de 1.5% retenue les années précédentes). De plus, des tests de sensibilité sont réalisés sur différents paramètres, en faisant notamment varier les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation ou le taux de croissance à l'infini.</p> <p>Outre ces tests d'impairment annuels, le Groupe effectue un suivi individualisé de ces actifs identique à celui applicable aux actifs incorporels amortis. Les indices de perte de valeur tiennent notamment compte de l'évolution du chiffre d'affaires et des marges opérationnelles courantes dans les UGT où sont affectés ces actifs. Lorsqu'un risque de perte de valeur est décelé, le Groupe procède à un test d'impairment susceptible de conduire à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.</p>

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable.

Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

La dépréciation est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels non courants » et fait l'objet d'une mention expresse en annexe des états financiers consolidés.

■ Immobilisations financières (IAS 32/ IAS 39)

Les titres représentatifs de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique séparée des capitaux propres jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont recyclées en résultat.

Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

■ Impôts différés (IAS 12)

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et des passifs du Groupe. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été entérinés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs permettront l'imputation des pertes fiscales non encore utilisées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque (1) l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, (2) ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

■ Stocks de marchandises et en-cours de services (IAS 2)

Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable est inférieure à la valeur d'inventaire (valeur nette de réalisation).

En-cours de services

La valeur d'inventaire se compose uniquement des coûts directs constatés sur les contrats en cours de réalisation. Une dépréciation est constatée quand la facturation à venir sur les travaux en cours ne permet pas de couvrir les coûts directs correspondants.

■ Créances clients et créances d'exploitation

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et lorsque les effets de l'actualisation sont significatifs.

■ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

■ Actions propres (IAS 32)

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition, en réduction des capitaux propres consolidés.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduites) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

Les ventes des actions propres sont comptabilisées selon la méthode FIFO.

■ Provisions et passifs éventuels (IAS 37)

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe une obligation probable du Groupe, résultant d'événements passés, dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente et dont le montant peut être raisonnablement évalué. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision.

Au cas où la perte ou le passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques et actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an.

Les principales provisions dans le Groupe Cegedim (hors indemnités de départ en retraite) sont destinées à couvrir les litiges salariés, clients et fournisseurs.

■ Indemnités de départ à la retraite (IAS 19)

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Ces cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont dues, aucun passif n'étant inscrit au bilan.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Il s'agit principalement des engagements de retraite. Lorsque ces engagements sont directement pris en charge par les sociétés du Groupe, le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à provision au bilan, la variation de cet engagement étant comptabilisée dans le résultat opérationnel courant de l'exercice, y compris l'effet d'actualisation financière.

L'engagement actuariel est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et sur la base d'évaluations propres à chaque pays et à chaque société du Groupe ; ces évaluations intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs et de rentabilité des placements dédiés. Le taux appliqué pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi a été déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entités de première catégorie. Dans les pays où ce type de marché n'était pas actif, le Groupe retient le taux à la clôture des obligations d'Etat. Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles précédemment listées, relevant de la situation financière et économique générale ou aux conditions démographiques, sont reconnus immédiatement dans le montant de l'engagement du Groupe, par résultat.

Par ailleurs, l'impact sur l'évaluation de la provision pour indemnité de départ en retraite des changements de régime liés aux amendements des conventions collectives fait l'objet d'un étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

Enfin, lorsque cet engagement est couvert partiellement ou en totalité par des fonds versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan de l'engagement.

■ Dettes financières (IAS 32 / IAS 39)

Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée des dettes financières, et sont intégrées dans le calcul du TIE (Taux d'Intérêt Effectif) conformément aux normes IAS 32 et 39. Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêts sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais sont ainsi étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le TIE.

Dans le cas de dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

■ Instruments dérivés et opérations de couverture

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations ultérieures de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en fonction de la désignation, ou non, du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert.

L'utilisation par le Groupe d'instruments dérivés tels que des swaps de taux, des caps ou autres contrats à terme équivalents, a pour objectif la couverture des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts.

Ces instruments dérivés sont enregistrés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de valeur de marché sont comptabilisées en résultat sauf pour les opérations qualifiées de couverture de flux futurs (flux liés à une dette à taux variable) pour lesquelles les variations de valeur sont enregistrées en capitaux propres.

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture.

Les éléments financiers couverts par des instruments dérivés suivent la comptabilité de couverture qui peut être de deux types :

- couverture de juste valeur (fair value hedge),
- couverture de flux futurs (cash flow hedge).

Dans le cas d'une couverture de juste valeur (fair value hedge), le passif financier sous jacent à l'instrument dérivé est revalorisé au bilan au titre du risque couvert (risque lié à la fluctuation des taux d'intérêts). Ses variations de valeur sont enregistrées en résultat (en charges financières) et compensent les variations de valeur de l'instrument financier dérivé affecté au sous-jacent à hauteur de la partie couverte.

Dans le cas d'une couverture de flux futurs (cash flow hedge), le passif financier couvert est enregistré au bilan au coût amorti. Les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres. Au fur et à mesure que les frais ou produits financiers au titre de l'élément couvert affectent le compte de résultats pour une période donnée, les frais ou produits financiers enregistrés en capitaux propres au titre de l'instrument dérivé pour la même période sont transférés dans le compte de résultats.

Lorsqu'un instrument dérivé ne satisfait pas aux critères de la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultats (autres profits/pertes opérationnels).

■ Reconnaissance des revenus (IAS 18)

Les revenus du Groupe Cegedim sont principalement constitués de prestations de services et de ventes de logiciels et, dans une faible mesure, de matériels.

Prestations de services

Les principales catégories de prestations de services et les modes de reconnaissance des revenus sont les suivants :

- l'accès aux bases de données du Groupe fait généralement l'objet d'un abonnement, avec une facturation périodique (mensuelle ou annuelle) ; le chiffre d'affaires est ensuite enregistré à l'avancement, sur la base du temps écoulé ;
- les études standards et spécifiques fournies par le Groupe sont comptabilisées lors de leur livraison aux clients ;
- les traitements informatiques réalisés pour le compte de clients sont enregistrés lors de la réalisation de la prestation ;
- les services de support (assistance, maintenance...) font l'objet d'un contrat généralement annuel, calculé sur la base d'un forfait en rapport avec les coûts et les moyens engagés par le Groupe pour assurer ces prestations. Les produits relatifs à ces contrats sont enregistrés prorata temporis sur la durée du contrat et donnent lieu à la comptabilisation de produits constatés d'avance.

Ventes de logiciels et de matériels

Ces ventes sont enregistrées lors de la livraison, concomitante à l'installation chez le professionnel. Les éventuels escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

■ Méthodes de conversion des éléments en devises (IAS 21)

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions. A la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture.

Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Ces opérations sont très limitées en volume. Par conséquent, aucune gestion spécifique du risque de change n'est effectuée.

Etats financiers des entités étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les états financiers des entités étrangères utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- le cours de clôture officiel pour les actifs et passifs ;
- le cours moyen de l'exercice clôturé pour les éléments du compte de résultats et du tableau de flux de trésorerie ;
- le cours historique pour les capitaux propres.

Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion Groupe » des capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, les écarts de conversion portant sur les comptes courants intra-groupe et pouvant être assimilés à du capital sont enregistrés dans la même rubrique « Ecart de conversion Groupe » depuis l'exercice 2002.

Enfin, l'écart de conversion correspondant aux filiales de la zone Euro a été inscrit en « Réserves de conversion Groupe » dans les capitaux propres consolidés.

■ Etat des flux de trésorerie (IAS 7)

Conformément à la norme IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut les disponibilités et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement, sous déduction des concours bancaires courants.

■ Information sectorielle (IAS 14)

L'information sectorielle est préparée conformément aux méthodes comptables appliquées pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés.

En application des dispositions de la norme IAS 14, l'information sectorielle se décompose, à un premier niveau, en un découpage par secteur d'activité et à un deuxième niveau par secteur géographique.

Information sectorielle de premier niveau : Découpage par secteur d'activité

Le découpage de premier niveau correspond à l'organisation du reporting interne du Groupe, qui conduit à l'élaboration des outils de pilotage utilisés par la Direction du Groupe. C'est également l'axe retenu pour la communication financière.

Les activités du Groupe sont découpées en trois secteurs d'activité :

- « CRM et données stratégiques », regroupant l'ensemble des activités dédiées aux laboratoires pharmaceutiques (optimisation de leurs stratégies de marketing et de vente, avec notamment des outils et bases de données permettant la gestion des forces de vente, la mesure du retour sur investissement, la conduite d'études sur le marché ou les prescripteurs, etc.);
- « Professionnels de santé », regroupant les activités destinées aux professionnels du monde médical, notamment médecins et pharmaciens (édition de logiciels avec mise à disposition d'informations promotionnelles);
- « Assurances et services », regroupant les savoir-faire permettant d'élaborer les services destinés aux assurances, mutuelles et autres organismes de la chaîne de traitement des flux de santé (édition de logiciels et gestion des flux de remboursements de soins);

Remarque : La cession, en juillet 2007, des activités de distribution et de logistique représentant une part significative du secteur « Technologies et services », a permis de redéfinir en 2008 le découpage sectoriel du Groupe Cegedim, passant de quatre à trois secteurs.

Information sectorielle de second niveau: Découpage par secteur géographique

L'information sectorielle de second niveau propose un découpage géographique. Les activités réalisées en France demeurent prépondérantes (49% du chiffre d'affaires consolidé). Le découpage de second niveau met donc en évidence la dichotomie France / hors France. Cette analyse est affinée pour le chiffre d'affaires consolidé, afin de mettre en évidence l'exposition du Groupe aux différentes devises, pour autant que cette information présente un caractère significatif (plus de 10% du total consolidé). Les autres postes de l'information sectorielle ne sont pas différenciés par zone géographique, car le seuil de signification de 10% n'est généralement pas atteint, ou dès lors que ces précisions conduiraient à révéler des informations de nature confidentielle.

Les prix de transfert au sein du Groupe sont afférents à des conventions courantes conclues à des conditions normales.

■ Gestion des risques

Les activités du Groupe demeurent soumises aux risques habituels inhérents à l'exercice de ses métiers, aux risques de nature politique ou géopolitique liés à sa présence mondiale dans la plupart de ses activités, ainsi qu'aux événements imprévisibles liés à des cas de force majeure. Les principaux risques identifiés sont les suivants :

Risque de taux	Afin de limiter les effets d'une hausse des taux d'intérêts sur le niveau de ses frais financiers et comme demandé dans la convention de crédit, le Groupe a décidé de mettre en œuvre une politique de couverture des risques consistant à protéger un taux de financement maximum annuel sur la durée des emprunts. Seule Cegedim S.A. a mis en place, lorsque nécessaire, une couverture des emprunts.
	Le montant des emprunts exposés au risque de taux s'élève à 46 700€ (une fraction du crédit revolving taux Euribor 3 mois). La dette subordonnée de 50 millions d'euros envers FCB (ex Financière Cegedim) ne bénéficie pas de couverture de taux. Tous les autres emprunts sont couverts contre une évolution défavorable des taux d'intérêt.
Risque de change	Les devises représentant une part significative du Chiffre d'affaires consolidé sont la livre sterling (10% du CA) et le dollar (environ 15%). Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations de ces devises par rapport à l'euro, ce qui est susceptible d'exposer le Groupe à un risque de change plus ou moins significatif selon les années. De plus, le Groupe a souscrit un emprunt de 200 millions de dollars pour lequel il n'existe pas de couverture euro/dollar.
Risque de liquidité	Le risque de liquidité non opérationnel du Groupe est induit principalement par l'échéance de ses dettes bancaires donnant lieu à paiement d'intérêts et les flux de paiement sur instruments financiers ainsi que sur les autres dettes ne donnant pas lieu à paiement d'intérêts.
	La convention de crédit conclue par le Groupe impose le respect de covenants financiers à défaut desquels l'utilisation de tirage supplémentaire de la partie revolving du crédit pourrait cesser d'être disponible et le crédit éventuellement devenir exigible par anticipation.
	En dehors des covenants habituels à ce type de convention, le Groupe doit respecter deux ratios (dette financière nette sur EBITDA et EBITDA pro-forma sur coût de l'endettement) et respecter une contrainte de limitation des acquisitions.
	Au 30 juin 2008 et au 31 décembre 2008 le Groupe respecte l'ensemble de ces covenants.
Risque clients	Les clients du Groupe sont essentiellement des laboratoires pharmaceutiques, des médecins, des pharmaciens, des compagnies et mutuelles d'assurance santé. Ils ne présentent pas de risques significatifs de contrepartie.

Risque réglementaire

Le Département Juridique du Groupe centralise et assure le suivi des réglementations en vigueur et s'assure de la conformité de l'activité du Groupe avec les différentes législations qui lui sont applicables.

Des changements de législation ou une évolution des réglementations pourraient avoir une incidence sur la conduite des activités du Groupe et par conséquent sur la rentabilité.

Bien que le secteur de la santé soit très réglementé, le Groupe Cegedim, en tant que prestataire de services, n'est pas soumis à une réglementation particulière, hormis les règles relatives à la protection et au transfert des données personnelles. Celles-ci imposent notamment des déclarations systématiques aux organismes de contrôle exerçant dans chaque pays où le Groupe est propriétaire ou gérant, des fichiers et bases de données.

Il n'existe pas de lien ou de dépendance technologique avec d'autres sociétés dont le seuil soit suffisamment significatif pour avoir une incidence sensible sur le Groupe. Les actifs nécessaires à l'exploitation sont détenus par le Groupe. Il n'existe pas de dispositions fiscales particulières applicables au Groupe qui soient facteur de risque.

Risque juridique

Le risque juridique représente pour le Groupe le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible de lui être imputable au titre de ses opérations. L'activité du Groupe dépend dans une large mesure de la protection efficace de ses droits de propriété intellectuelle relatifs aux marques utilisées et aux logiciels que le Groupe développe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige non provisionné dans les comptes, susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

Risque politique

Le risque politique se traduit par le risque lié à une situation politique ou une décision du pouvoir politique : nationalisation sans indemnité suffisante, révolution, exclusion de certains marchés, fiscalité discriminatoire, impossibilité de rapatrier les capitaux etc.

De par sa dimension internationale étendue, le Groupe demeure vigilant quant aux évolutions politiques des différents pays où les filiales sont implantées.

Risques industriels et environnementaux

Le Groupe Cegedim a mis en œuvre en 2008 son programme de Développement durable, le Cegedim Compact en référence au Global Compact, le Pacte Mondial des Nations Unies.

Il vise à répondre aux trois préoccupations du développement durable afin de contribuer aux enjeux d'équité sociale, de préservation de l'environnement et d'efficacité économique.

Agissant dans le secteur des technologies et des services liés à l'information et aux bases de données, le Groupe Cegedim a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des systèmes et des données. Le rapport du Président sur le contrôle interne détaille les mesures mises en œuvre en matière de sécurité des systèmes d'information au sein du Groupe Cegedim. Les risques industriels sont également couverts par des polices d'assurance adéquates.

Les activités du Groupe Cegedim, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle (logiciels, bases de données, prestations intellectuelles), n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement.

20.2.2.3 Notes et Tableaux complémentaires

NOTE 1 : LISTES DES ENTREPRISES CONSOLIDEES (France)

Entreprises	Etablissement Principal		N°SIREN	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Sociétés intégrées globalement (France)						
CEGEDIM	127-137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	350 422 622	100.00%	100.00%	IG
3ES (Essais cliniques Evaluation Epidemiologies Statistiques)	90-92 route de la reine	BOULOGNE	419 331 707	100.00%	100.00%	IG
AGDF CEGEDIM RS	Parc Cadera Sud- Immeuble Circus- Hall B	MERIGNAC	400 082 046	100.00%	100.00%	IG
ALLIANCE SOFTWARE	Le Crystal Palace -369/371 Promenade des Anglais	NICE	407 702 208	100.00%	100.00%	IG
ALLIADIS	3, impasse des Chênes	NIORT	342 280 609	100.00%	100.00%	IG
AMIX	Le Gros Moulin - AMILLY	MONTARGIS	339 137 895	100.00%	100.00%	IG
APSYS NET	137 rue d'Aguesseau	BOULOGNE	438 099 582	100.00%	100.00%	IG
BKL CONSULTANTS	122, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	353 754 088	100.00%	100.00%	IG
CSD France (Cegedim Strategic Data France)	90-92 route de la reine	BOULOGNE	318 024 338	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM CUSTOMER INFORMATION INTERNATIONAL (CBU)	573, av. d'Antibes	MONTARGIS	343 263 190	100.00%	100.00%	IG
C D S - Centre de Services	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	344 480 066	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM ACTIV (ex SOLTIM)	Imm. le Pyrénéen-ZAC de la Grande Borde	LABEGE	400 891 586	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM HOLDING CIS	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	452 742 976	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM INGENIERIE	326, rue du Gros Moulin - AMILLY	MONTARGIS	402 338 719	99.63%	98.99%	IG
CEGEDIM S.R.H.	17, rue de l'Ancienne Mairie	BOULOGNE	332 665 371	100.00%	100.00%	IG
CEGELEASE	Rue de la Zamin	CAPINGHEM	622 018 091	100.00%	100.00%	IG
CEGERS	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	340 576 693	50.00%	50.00%	IG
CETIP	122, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	410 489 165	99.81%	99.81%	IG
DATA CONSEIL	71, rue des Hautes Pâtures	NANTERRE	422 630 335	100.00%	100.00%	IG
DECISION RESEARCH EUROPE	90-92 route de la reine	BOULOGNE	322 548 371	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE France	1, place Charles de Gaulle	MONTIGNY LE BRETONNEUX	392 315 545	99.98%	99.98%	IG
EUROFARMAT	54, rue Jacquemars Giélee	LILLE	489 278 978	100.00%	100.00%	IG
HOSPITALIS	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	452 121 320	100.00%	100.00%	IG
ICOMED	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	333 046 274	100.00%	100.00%	IG
INCAMS	95, rue de Billancourt	BOULOGNE	429 216 351	97.04%	97.04%	IG
I SANTE	137, rue d' Aguesseau	BOULOGNE	433 937 729	100.00%	100.00%	IG
KAIROS	Synergie Park - 3, rue Louis Neel	LEZENNES	482 480 795	100.00%	100.00%	IG
MEDEXACT	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	432 451 912	100.00%	100.00%	IG
MIDIWAY	Miniparc bât 1 Innopole voie 2	LABEGE	415 394 030	73.46%	73.46%	IG
PCO CEGEDIM	15, rue Paul Dautier	VELIZY	303 529 184	100.00%	100.00%	IG
PHARMAPOST	573, av. d'Antibes	MONTARGIS	322 769 308	100.00%	100.00%	IG
PHARMASTOCK	326, rue du Gros Moulin - AMILLY	MONTARGIS	403 286 446	100.00%	100.00%	IG
PROTECTIA	Synergie Park - 3, rue Louis Neel	LEZENNES	309 182 376	100.00%	100.00%	IG
PROVAL NTIC	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	408 339 885	99.99%	99.35%	IG
PROVAL SA	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	383 118 684	99.36%	99.36%	IG
QUALIPHARMA	Imm. Guilaur rue de la Zamin	CAPINGHEM	432 078 707	100.00%	100.00%	IG
REPORTIVE	183, av. Georges Clémenceau	NANTERRE	388 447 179	100.00%	100.00%	IG
RESIP	56, rue Ferdinand Buisson	BOULOGNE	332 087 964	100.00%	100.00%	IG
ROSENWALD	104-106, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	582 151 486	99.84%	99.84%	IG
RM INGENIERIE	av de la gineste	RODEZ	322 755 393	100.00%	100.00%	IG
RNP	15 rue de l'ancienne mairie	BOULOGNE	602 006 306	100.00%	100.00%	IG
SCI MONTARGIS 2000	573, av. d'Antibes	MONTARGIS	324 215 128	68.83%	68.83%	IG
SERVILOG CONCEPT	471, rue Nungesser - Mas des cavaliers	MAUGUIO	421 354 960	100.00%	100.00%	IG
SOFILOCA	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	348 940 255	100.00%	100.00%	IG
TRIDOM	116, rue d' Aguesseau	BOULOGNE	410 791 149	91.45%	91.45%	IG
Sociétés mises en équivalence (France)						
EDIPHARM	137, rue d'Aguesseau	BOULOGNE	381 819 309	20.00%	20.00%	MEE
HOSTA	6, rue Emile Raynaud - Tour la Vilette	PARIS	440 367 357	38.38%	38.38%	MEE
INFODISK	Immeuble CPL - Californie 2	LE LAMENTIN	490 029 774	34.00%	34.00%	MEE

NOTE 1 (suite) : LISTES DES ENTREPRISES CONSOLIDEES (Internationales)

Entreprises	Etablissement Principal		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Sociétés intégrées globalement (Internationales)					
ALLIADIS EUROPE LTD	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100.00%	100.00%	IG
BKL CONSULTING SRL	ITALIE	MILAN	100.00%	100.00%	IG
CAM PORTUGAL E.M Lda	PORTUGAL	LISBONNE	100.00%	100.00%	IG
CAMM AMERICA LATINA ARGENTINA	ARGENTINE	BUENOS AIRES	100.00%	100.00%	IG
CAMM EASTERN EUROPE	POLOGNE	VARSOVIE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDI INDIA PRIVATE LIMITED	INDE	MUMBAI	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM ACTIV MAROC	MAROC	RABAT	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM BELGIUM	BELGIQUE	DROGENBOS	99.97%	99.97%	IG
CEGEDIM Bilisim AS	TURQUIE	ISTANBUL	65.00%	65.00%	IG
CEGEDIM CENTROAMERICA Y EL CARAIBE	GUATEMALA	GUATEMALA	95.00%	90.22%	IG
CEGEDIM CIS	TCHEQUIE	BRNO	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM COLOMBIA LTDA	COLOMBIE	BOGOTA	100.00%	94.97%	IG
CEGEDIM CZ SRO	TCHEQUIE	PRAGUE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DATA SERVICES LIMITED (ex CEGEDIM RX Ltd)	GRANDE-BRETAGNE	PRESTON	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DENDRITE KK	JAPON	CHUO-KU	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DENDRITE (China) Co Ltd	CHINE	SHANGHAI	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DENDRITE ALGERIE	ALGERIE	ALGER	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DENDRITE KOREA LTD	COREE	SEOUL	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DENDRITE NETHERLAND BV	PAYS-BAS	NAARDEN	100.00%	99.97%	IG
CEGEDIM DENDRITE VENEZUELA	VENEZUELA	CARACAS	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DENMARK AS	DANEMARK	GLOSTRUP	100.00%	99.97%	IG
CEGEDIM DEUTSCHLAND GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM DO BRASIL	BRESIL	SAO PAULO	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM ECUADOR	EQUATEUR	QUITO	95.00%	94.97%	IG
CEGEDIM FINLAND	FINLANDE	ESPOO	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM GMBH	AUTRICHE	WIENER NEUDORF	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM GROUP POLAND	POLOGNE	VARSOVIE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM HELLAS	GRECE	ATHENES	99.98%	99.98%	IG
CEGEDIM HISPANIA	ESPAGNE	BARCELONE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM HOLDING GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM INC	USA	ALLEN TOWN	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM ITALIA	ITALIE	MILAN	99.99%	99.99%	IG
CEGEDIM KFT	HONGRIE	BUDAPEST	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM MALAYSIA SDN	MALAISIE	KUALA LUMPUR	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM MAROC	MAROC	CASABLANCA	100.00%	97.04%	IG
CEGEDIM MEXICO	MEXIQUE	MEXICO	95.00%	94.97%	IG
CEGEDIM NORWAY AS	NORVEGE	OSLO	100.00%	99.97%	IG
CEGEDIM ONEKEY INC	USA	ALLEN TOWN	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM POLAND	POLOGNE	VARSOVIE	100.00%	99.97%	IG
CEGEDIM PORTUGAL	PORTUGAL	LISBONNE	98.50%	98.50%	IG
CEGEDIM ROMANIA SRL	ROUMANIE	BUCAREST	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM RU	RUSSIE	MOSCOU	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM RX LIMITED (ex ENIGMA HEALTH UK)	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM S.R.H. LTD	GRANDE-BRETAGNE	PRESTON	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM SK SRO	SLOVAQUIE	BRATISLAVA	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM SOFTWARE INDIA PRIVATE LIMITED	INDE	BANGALORE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM SRH	SUISSE	GENEVE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA (CHINA) Co., Ltd	CHINE	SHANGHAI	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA AUSTRALIA Pty Ltd	AUSTRALIE	CHIPPENDALE	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA BELGIUM	BELGIQUE	BRUXELLES	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA CANADA LTD	CANADA	MONTREAL	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA ESPANA	ESPAGNE	MADRID	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA Italia	ITALIE	MILAN	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA KK (ex CAM KK)	JAPON	OSAKA	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA KOREA	COREE	SEOUL	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA MEXICO	MEXIQUE	MEXICO	100.00%	95.02%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA UK LIMITED (ex HEALTHCARE DATA SERVICES LTD)	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM STRATEGIC DATA USA LLC (ex CAM CORP INTERNATIONAL)	USA	NEW JERSEY	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM SWEDEN AB	SUEDE	KISTA	100.00%	99.97%	IG
CEGEDIM TAIWAN CO LTD	TAIWAN	TAIPEI	100.00%	100.00%	IG
CEGEDIM TRENDS L.L.C	EGYPTE	CAIRE	70.00%	70.00%	IG
CEGEDIM TUNISIE	TUNISIE	TUNIS	65.00%	65.00%	IG
CEGEDIM WORLD INT.SERVICES LTD	IRLANDE	DUBLIN	100.00%	100.00%	IG

Entreprises	Etablissement Principal		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode
Sociétés intégrées globalement (Internationales)					
COMPUFILE LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
CROISSANCE 2006	BELGIQUE	FOREST	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE ASIA PACIFIC PTE Ltd	SINGAPOUR	SINGAPOUR	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE AUSTRALIA Pty Ltd	AUSTRALIE	PYMBLE	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE BELGIUM	BELGIQUE	DROGENBOS	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE BRASIL	BRESIL	SAO PAULO	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE Canada LTD	CANADA	SCARBOROUGH	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE COLOMBIA LTDA	COLOMBIE	BOGOTA	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE DEUTSCHLAND	ALLEMAGNE	MUNICH	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE EUROPE LIMITED	GRANDE-BRETAGNE	LOUGHBOROUGH	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE INTERNATIONAL INC	USA	NEW JERSEY	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE MEXICO	MEXIQUE	MEXICO	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE NEW ZEALAND Ltd	NOUVELLE ZELANDE	AUCKLAND	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE Portugal	PORTUGAL	CARNAXIDE	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE Sp Zoo	POLOGNE	VARSOVIE	100.00%	100.00%	IG
DENDRITE SPAIN	ESPAGNE	MADRID	100.00%	97.33%	IG
DENDRITE TURKEY INC	USA	WILMINGTON	100.00%	100.00%	IG
EPIC DATA BASE RESEARCH COMPANY LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
GERS MAGHREB	TUNISIE	TUNIS	100.00%	100.00%	IG
GLOBAL PHARMA CONSULT S.R.L	ROUMANIE	BUCAREST	100.00%	100.00%	IG
HDMP	BELGIQUE	BRUXELLES	100.00%	99.97%	IG
ICOMED BELGIUM	BELGIQUE	BRUXELLES	100.00%	99.97%	IG
IN PRACTICE SYSTEMS	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100.00%	100.00%	IG
INFOPHARM LTD	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
INPRATICE ENTREPRISE SOLUTION LTD	GRANDE-BRETAGNE	LONDRES	100.00%	100.00%	IG
INTERCAM LTD Irlande	IRLANDE	DUBLIN	100.00%	100.00%	IG
LÄÄKETIETOKESKUKSEN OSOITEPANKKI Oy	FINLANDE	ESPOO	100.00%	100.00%	IG
MEDICAL DATA MANAGEMENT LLC	RUSSIE	MOSCOU	100.00%	100.00%	IG
MEDIMED GMBH	ALLEMAGNE	BENSHEIM	100.00%	100.00%	IG
MS CENTROAMERICA Y EL CARIBE, SA	COSTA RICA	HEREDIA	95.00%	94.97%	IG
OEPO	BELGIQUE	BRUXELLES	100.00%	99.97%	IG
SCHWARZECK VERLAG GMBH	ALLEMAGNE	MUNICH	100.00%	100.00%	IG
SGBTIF	LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	100.00%	99.97%	IG
STACKS CONSULTING E INGENIERA DE SOFTWARE	ESPAGNE	BARCELONE	100.00%	100.00%	IG
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS S.L.	ESPAGNE	BARCELONE	100.00%	100.00%	IG
STACKS SERVICIOS TECNOLOGICOS S.L. CHILE LTDA	CHILI	PROVIDENCIA	100.00%	100.00%	IG
SYNAVANT UK HOLDING	GRANDE-BRETAGNE	LOUGHBOROUGH	100.00%	100.00%	IG
THIN	GRANDE-BRETAGNE	CHERTSEY SURREY	100.00%	100.00%	IG
ULTIMA	TURQUIE	ISTANBUL	100.00%	100.00%	IG
UTO BRAIN LLC	JAPON	CHUO-KU	100.00%	100.00%	IG
Sociétés mises en équivalence (Internationales)					
MILLENNIUM	ITALIE	FLORENCE	49.20%	49.20%	MEE

Les sociétés Art & Strategie et Netfective Technologie sont détenues à 20% ou moins et sont non consolidées.

NOTE 2 : IMPACT VARIATION DE PERIMETRE

■ Sur le bilan (à la date de clôture)

(en milliers d'euros)	Consolidé avant variation au 31/12/2008	Variation	Consolidé après variation au 31/12/2008
Ecarts d'acquisition	605 362	11 590	616 952
Autre actif non courant (hors écarts d'acquisition)	606 696	-282 672	324 024
Actif courant	343 018	12 622	355 640
Total Bilan	1 555 077	-258 461	1 296 616

Les chiffres mentionnés ne font pas références aux valeurs d'entrée dans le périmètre mais aux valeurs arrêtées en date du 31/12/2008.

■ Sur le résultat (à la date de clôture)

(en milliers d'euros)	Consolidé après variation au 31/12/2007	Consolidé avant variation au 31/12/2008	Variation 2008	Consolidé après variation au 31/12/2008
Chiffre d'affaires	752 994	826 923	21 655	848 577
Résultat opérationnel	89 885	75 755	14 404	90 159
Résultat net consolidé	44 151	9 890	23 597	33 487

■ Financement des acquisitions de sociétés

Les acquisitions des sociétés Kairos, Protectia, Laaketietokeskuksen, Ultima, 01 Santé et Reportive ont été autofinancées en totalité.

Les impacts à la date d'acquisition des sociétés entrantes sont :

Sur les actifs : 7 573 milliers d'euros

Sur les passifs : 4 382 milliers d'euros

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)

	Solde 31/12/2007	Reclassement et correction à-nouveau	Augmentation				Variation de taux	Solde 31/12/2008
			Acquisitions	Variation périmètre	Diminution			
Frais de développement	27 429	-15 674 (1)	32 691 (2)				44 446	
Concessions, brevets internes	105 179					6 012	111 191	
Concessions, brevets externes	5 625	48	140	297	-22	91	6 179	
Logiciels internes	43 834	10 106 (1)	43		-386	332	53 929	
Logiciels externes	37 864	4 326	15 837	-286	-1 225	-635	55 881	
TOTAL VALEURS BRUTES	219 931	-1 194	48 711	11	-1 633	5 800	271 626	

	Solde 31/12/2007	Reclassement et correction à-nouveau	Augmentation				Variation de taux	Solde 31/12/2008
			Dotations	Variation périmètre	Diminution			
Amortissements concessions, brevets	6 210	70	1 226	241	-44	148	7 851	
Amortissements logiciels	40 455	-886	16 490	-157	-1 515	-188	54 199	
TOTAL AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS	46 665	-816	17 716	84	-1 559	-40	62 050	
VALEURS NETTES	173 266						209 576	

(1) reclassement Frais de développement en Logiciels internes suite à mise en service pour un montant net de 15 674 milliers d'euros

(2) dont Frais de développement :

- Cegedim 19 810 milliers d'euros
- Cegedim Activ 4 210 milliers d'euros
- Cegedim SRH 2 104 milliers d'euros
- IES 2 664 milliers d'euros

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)

		Solde 31/12/2007	Reclassement et correction à- nouveau	Augmentation		Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2008
				Acquisitions	Variation périmètre			
Terrains	(1)	537		65		-54	-23	525
Constructions	(1)	11 379	818	55	12	-6 069	-28	6 167
Installations techniques	(1)	83 893	-377	41 497	-339	-38 540	-1 452	84 682
Autres immobilisations corporelles		43 122	399	6 743	-118	-2 364	-485	47 297
Immobilisations en cours		15	141	2 660		-5	14	2 825
Avances et acomptes		0		5				5
TOTAL VALEURS BRUTES		138 946	981	51 025	-445	-47 032	-1 974	141 501

Comptes consolidés

		Solde 31/12/2007	Reclassement et correction à- nouveau	Augmentation		Diminution	Variation de taux	Solde 31/12/2008
				Dotations	Variation périmètre			
Dépréciations des terrains		0		21			-3	18
Amortissements constructions		2 488	188	309		-390	25	2 620
Amortissements installations techniques		51 346	-814	44 885	-287	-38 061	-864	56 205
Amortissements autres immob. corporelles		22 839	1 112	6 376	387	-2 098	-659	27 957
TOTAL AMORTISSEMENTS		76 673	486	51 591	100	-40 549	-1 501	86 800

(1) dont crédit-bail (voir note 19)

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES NON COURANTES

(en milliers d'euros)

	Solde 31/12/2007	Reclas- sement	Augmentation		Diminu- tion	Variation de taux	Solde 31/12/2008
			Acquisitions	Variation périmètre			
Titres de participation (1)	973	-8	16	-1			980
Titres des sociétés MEE	4 500			-383	-60		4 057
Prêts	1 280	-35	857		-314	-23	1 765
Dépôts de garantie	6 577	-194	890	-257	-1023	76	6 069
Autres immobilisations financières	0						0
TOTAL VALEURS BRUTES	13 330	-237	1 763	-641	-1 397	53	12 871
Provisions titres de participation	745		18		-8		755
Provisions sur prêts	907						907
TOTAL PROVISIONS	1 652	0	18	0	-8	0	1 662
TOTAL VALEURS NETTES	11 678	-237	1 745	-641	-1 389	53	11 209

⁽¹⁾ dont Netfactive pour 899 milliers d'euros.

NOTE 6 : TITRES MIS EN EQUIVALENCE

(en milliers d'euros)

■ Valeur des titres mis en équivalence

	% d'intérêts	% de contrôle	Résultat	Quote-part du résultat pour le Groupe	Situation nette (hors résultat 2008)	Valeur des titres	Chiffre d'affaires
Edipharm	20.00%	20.00%	156	31	87	3	4 034
Hosta	38.38%	38.38%	-2 571 (1)	-553	1 439	2 153	13 279
Infodisk	34.00%	34.00%	-12	-4	56	14	971
Millennium	49.20%	49.20%	946	466	7 172	8 600	6 665
					-60		

■ Variation des titres mis en équivalence

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

Titres mis en équivalence au 1er janvier 2008	4500
Variation de périmètre	-383
Résultat 12/2008	-60
Titres mis en équivalence au 31 décembre 2008	4 057

⁽¹⁾ La valeur des titres Hosta au bilan est désormais nulle et la quote-part de situation nette négative (-434 milliers d'euros) a été imputée en dépréciation de l'écart d'acquisition Hosta.

NOTE 7 : ECARTS D'ACQUISITION

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée suivant les méthodes décrites dans le chapitre 1 - Principes comptables. Un test de dépréciation (impairment test) est effectué au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

L'actualisation des flux réalisée lors de ces tests se fait à un taux correspondant au coût des fonds propres à endettement zéro (9.08% à fin décembre 2008). Le taux de croissance à l'infini retenu pour ces tests est de 2% au 31 décembre 2008 (tel qu'indiqué au paragraphe "Evaluation de la valeur recouvrable et tests de dépréciation " des Principes comptables). Aucun impairment n'a été identifié à l'issue de ces tests.

La sensibilité des impairment tests a été mesurée en faisant varier les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation et pour le taux de croissance à l'infini de + ou - 0.5 points de base. Les résultats sont les suivants :

- L'actualisation des business plans propres aux UGT constitutrices du secteur « Professionnels de santé » en faisant varier ces paramètres permet, dans tous les cas de figure, de continuer à couvrir intégralement les actifs d'exploitation (y compris les écarts d'acquisition) affectés à ces UGT.
- Il en va de même pour les UGT géographiques « Europe » et « Asie » dans le secteur CRM et données stratégiques.
- L'actualisation des business plans de l'UGT « Amériques » du secteur CRM et données stratégiques ne permet plus de couvrir intégralement les actifs d'exploitation dans l'hypothèse d'une dégradation simultanée des deux paramètres (hausse du taux d'actualisation de 0.5 points et baisse du taux de croissance à l'infini de 0.5 points). Dans cette hypothèse, les actifs non couverts s'élèveraient à 8 millions d'euros (soit 1.7% de l'écart d'acquisition du secteur). En revanche, lorsque ces paramètres sont testés alternativement, les actifs restent intégralement couverts.
- L'actualisation des business plans du secteur « Assurances et services » ne permet plus de couvrir intégralement les actifs d'exploitation dans l'hypothèse d'une hausse du taux d'actualisation de 0.5 points, dès lors que le taux de croissance à l'infini est inférieur ou égal à 2%. Dans le pire des cas, les actifs non couverts s'élèvent à 3.7 millions d'euros. Il convient de noter qu'environ 45% des actifs d'exploitation de ce secteur sont de nature amortissable.

Présentation sectorielle des UGT	Solde 31/12/2007	Réaffectation du secteur Techno & Services	Périmètre	Impairment	Réévaluation	Solde 31/12/2008
CRM et données stratégiques	469 488	15	8 723		21 728	499 954
Professionnels de santé	79 713	1 024	1 055		-6 665	75 127
Assurance et flux de santé	30 069	886	11 350	-434		41 871
Technologies et services	1 925	-1 925				0
Total	581 195	0	21 128	-434	15 063	616 952

NOTE 8 : STOCKS ET EN-COURS

(en milliers d'euros)

	Valeurs brutes au 31/12/2008	Provision	Valeurs nettes au 31/12/2008	Valeurs nettes au 31/12/2007
En-cours de services	958	-	958	769
Stocks de marchandises	12 115	757 ⁽¹⁾	11 358	8 736
TOTAL	13 073	757	12 316	9 505

⁽¹⁾ dont dotation 2008 : 245 milliers d'euros
reprise 2008 : 185 milliers d'euros

NOTE 9 : CREANCES CLIENTS

(en milliers d'euros)

	Clients		Solde 31/12/2008	Solde 31/12/2007
	courants	non courants		
Sociétés françaises	116 217	9 175 ⁽¹⁾	125 392	147 684
Sociétés étrangères	88 527		88 527	95 962
Total valeurs brutes	204 744	9 175	213 919	243 646
Provisions	5 794		5 794	4 639
Total valeurs nettes	198 950	9 175	208 125	239 007

⁽¹⁾ Créances correspondant aux contrats de location-financière consentis par Cegelease échéance supérieure à un an.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. Ainsi, les clients en redressement ou liquidation judiciaire sont systématiquement dépréciés à 100% et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

La part des échus dans le total des créances clients en valeur brute s'élève à 56.5 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Balance âgée

(en milliers d'euros)

Balance âgée 2008	Total Créances clients échues	Créances < à 1 mois	Créances de 1 à 2 mois	Créances de 2 à 3 mois	Créances de 3 à 4 mois	Créances > à 4 mois
Sociétés françaises	17 653	6 395	4 922	1 491	3 049	1 795
Sociétés étrangères	37 205	19 693	7 470	3 165	3 168	3 708
TOTAL	54 857	26 088	12 392	4 656	6 217	5 503

NOTE 10 : AUTRES CREANCES

(en milliers d'euros)

	Débiteurs sociaux	Débiteurs fiscaux	Autres créances	Solde 31/12/2008	Solde 31/12/2007
<u>Créances courantes</u>					
Sociétés françaises	365	17 254	2 025	19 643	23 208
Sociétés étrangères	60	2 392	8 663	11 114	12 909
TOTAL en valeurs brutes	424	19 646	10 687	30 757	36 117
Provisions			25	25	55
Total créances courantes (valeurs nettes)	424	19 646	10 663	30 733	36 062
<u>Créances non courantes</u>					
Sociétés françaises				0	0
Sociétés étrangères		517	2 243	2 760	2 136
TOTAL en valeurs brutes	0	517	2 243	2 760	2 136
Provisions			0	0	0
Total créances non courantes (valeurs nettes)	0	517	2 243	2 760	2 136

NOTE 11 : REPARTITION DU CAPITAL

(en milliers d'euros)

Compte tenu des opérations intervenues au cours de l'année, la situation à la clôture de l'exercice examiné est la suivante :

ACTIONNAIRES	Nb actions détenues	% détenu	Nb de votes simples	Nb de votes doubles		total voix	% droits de vote
				actions	voix		
FCB (ex Financière Cegedim)	6 221 044	66.67%	29 000	6 192 044	12 384 088	12 413 088	75.04%
Alliance Healthcare	933 145	10%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11.28%
Jean-Claude Labrune	38 496	0.41%	0	38 496	76 992	76 992	0.47%
GERS	36 788	0.39%	0	36 788	73 576	73 576	0.44%
Public	2 101 976	22.53%	2 091 588	10 388	20 776	2 112 364	12.77%
Total	9 331 449	100%	2 120 588	7 210 861	14 421 722	16 542 310	100%

Il est précisé que la société FCB (ex Financière Cegedim) détient au nominatif 66.67% du capital et 75.04% des droits de vote. Par ailleurs, FCB (ex Financière Cegedim) détient au porteur 50 511 titres, soit au cumulé, 67.21% du capital et 75.34% des droits de vote.

La valeur nominale des actions est de 0.9528€.

NOTE 12 : PROVISIONS COURANTES & NON COURANTES

(en milliers d'euros)

Les provisions sont déterminées sur la base d'une estimation des coûts futurs pour l'entreprise.

	Solde 31/12/2007	Reclas- sement	Var. de périmè- tre	Dotations		Reprises		Varia- tion de taux	Solde 31/12/2008
				Complé- ment de provisions	Nouvel- les provi- sions	s/provi- sions utilisées	s/provi- sions non utilisées		
<u>Provisions courantes</u>									
Provision litiges salariés	1 681	(60)	(6)		444	218	70		1 771
Autres provisions ⁽¹⁾	1 433	(27)			137	148		(9)	1 386
Provisions pour restructurations		2 222						127	2 349
Autres provisions pour charges		511	34		256	58		(15)	728
Sous-total	3 114								6 234
<u>Provisions non courantes</u>									
Provision pour restructuration	10 706	570				1 332		533	10 477
Provision retraite	7 468	(1 299)	66		1 826	311	63	(33)	7 654
provisions pour litiges		152			43		3	(2)	190
provisions pour garanties					11				11
Autres provisions pour risques		86	1		1		1		87
Autres provisions pour charges		202			167	36		1	334
Sous-total	18 174								18 753
TOTAL	21 288	2 357	95	-	2 885	2 103	137	602	24 987

Les montants concernés sont individuellement non significatifs.

⁽¹⁾ provisions de type risques clients, risques fournisseurs.

NOTE 13 : ENGAGEMENT RETRAITE

(en milliers d'euros)

	Par un fonds d'assurance	Par une provision pour charge
Engagement de retraite couvert	1 784	7 655

Les salariés bénéficient, lors de leur départ à la retraite, d'une indemnité de départ à la retraite telle que définie dans les conventions collectives.

Afin de financer les engagements liés à ces indemnités, une évaluation actuarielle a été mise en place. Le montant total de l'engagement s'élève à 14 036 milliers d'euros dont 1 784 milliers d'euros versés à une compagnie d'assurance.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

		2008	2007	2006	
Hypothèses économiques	Taux d'actualisation :	5.0%	5.0%	4.5%	
	Taux de rendement attendu des actifs :	5.0%	4.5%	4.0%	
	Augmentation des salaires :	2%	2%	2%	(inflation comprise)
Hypothèses démographiques	Mortalité :	Table INSEE 2004-2006			
	Mobilité :	5% par an jusqu'à 35 ans			
		3% jusqu'à 45 ans			
		1.5 % jusqu'à 50 ans			
		0 % 51 ans et plus			

Age de départ à la retraite : Mise à la retraite à 65 ans

Sensibilité au taux d'actualisation :	4.50%	5%	5.50%
Engagement pour les sociétés françaises :	14 897	13 805	12 819

Les conventions collectives du groupe sont les suivantes :

- convention collective nationale de l'édition,
- convention collective nationale des voyageurs, représentants, placiers,
- convention collective nationale de la publicité,
- convention collective nationale de la pharmacie,
- convention collective nationale du Syntec,
- code du travail.

Comparaison des engagements actuariels et des actifs de couvertures

	2004	2005	2006	2007	2008
Engagements actuariels	6 476	8 555	10 001	9 552	14 036
Actifs de couvertures	(1 536)	(1 609)	(1 806)	(1 713)	(1 784)
Coût des services passés non comptabilisés	(467)	(435)	(403)	(371)	(4 597)
Passifs reconnus	4 473	6 515	7 792	7 468	7 655

Variation du coût des services rendus et de la juste valeur des couvertures En milliers d'euros

		31 déc. 2008			
		Engagement couvert	Engagement non couvert	Sociétés Etrangères	Total
Dette actuarielle à l'ouverture	(1)	3 291	4 953	1 308	9 552
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	(a)	318	456	101	875
Coût financier de l'exercice	(a)	165	247	54	466
Coût des prestations passées non comptabilisées	(a)	1 707	2 551		4 258
Coûts de la période	Σ(a)	2 190	3 254	155	5 599
Prestations versées	(2)	(115)	(195)		(310)
Pertes (Gains) actuariels générés au cours de l'exercice au titre de l'obligation	(3)	114	314		428
Entrée de périmètre	(5)			65	65
Sortie de périmètre	(6)	6	(6)		-
Reclassement	(7)			(1 298)	(1 298)
Dette actuarielle à la clôture	(A)=(1)+(2)+(3)	5 486	8 320	230	14 036
		(A) = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)-(6)			
Valeur des actifs de couverture					
Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture	(4)	1 712			1 712
Rendement attendu des actifs	(b)	86			86
Cotisations	(b)				-
Prestations servies	(b)				-
Gains(Pertes) actuariels de l'exercice générés sur actif	(b)	(14)			(14)
Entrée de périmètre					-
Sortie de périmètre					-
Juste valeur des actifs de couverture à la clôture	(B)=Σ(b)+(4)	1 784			1 784

Comptes consolidés

Montants comptabilisés au bilan et au compte de résultats En milliers d'euros

		31 déc. 2008			
		Engagement couvert	Engagement non couvert	Sociétés Etrangères	Total
Coût des services rendus à la clôture		5 486	8 320	230	14 036
Juste valeur des actifs de couverture		(1 784)			(1 784)
		3 702	8 320	230	12 252
Coût des services passés non comptabilisés		(1 707)	(2 890)	-	(4 597)
Passif comptabilisé au bilan		1 995	5 430	230	7 655
Coûts des services rendus au cours de l'exercice		318	456	101	875
Coût financier de l'exercice		165	247	54	466
Rendement des actifs		(86)			(86)
Coût des services passés comptabilisés - droits acquis		-	32	-	32
Effet de réduction ou liquidation de régime		-	-	-	-
Charge comptabilisée au compte de résultats		397	735	155	1 287

Variation du passif net comptabilisé au bilan

En milliers d'euros

	31 déc. 2008			Total
	Engagement couvert	Engagement non couvert	Sociétés Etrangères	
Passif net d'ouverture	1 579	4 582	1 308	7 469
Pertes (Gains) actuariels	128	314	-	442
Charge comptabilisée au compte de résultats	397	735	155	1 287
Prestations versées	(115)	(195)	-	(310)
Cotisations versées	-	-	-	-
Entrée de périmètre	6	(6)	65	65
Sortie de périmètre	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-
			(1 298)	(1 298)
Passif net à la clôture	1 995	5 430	230	7 655

NOTE 14 : ENDETTEMENT FINANCIER NET

En milliers d'euros

	Financier	Divers	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières à long terme (> 5 ans)				151 470
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	578 439	6 888	585 327	525 752
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 an)	86 225	1 825	88 050	1 564
Concours bancaires courants	23 246		23 246	29 581
Total dettes financières	687 910	8 713 ⁽¹⁾	696 623	708 367
Total trésorerie active	93 500		93 500	87 353
Endettement financier net	594 410	8 713	603 123	621 014

⁽¹⁾ dont Crédit-bail 269 milliers d'euros et Participation des salariés 7 957 milliers d'euros

■ Tableau de variation de l'endettement net

		31/12/2008	31/12/2007
Endettement net en début d'exercice (A)		621 014	175 598
Marge brute d'autofinancement (1)	1	103 128	97 375
Variation du besoin en fonds de roulement	2	20 132	20 031
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3=1+2	123 260	117 406
Variation liée aux opérations d'investissement	4	-93 511	-36 666
Flux net de trésorerie disponible	5=3+4	29 749	80 740
Incidence des variations de périmètre		-8 164	-522 061
Dividendes		-8 270	-5 509
Augmentation du capital en numéraire		0	0
Incidence des variations de cours des devises		-277	0
Variation du coût de l'endettement non versé		11 264	1 414
Autres variations		-6 411	0
Variation nette totale de l'exercice (B)		17 891	-445 416
Endettement net de fin d'exercice (A - B)		603 123	621 014

(1)

	CAF
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	97 957
Impôt différé	5 171
	<u>103 128</u>

Les emprunts bancaires sont aux conditions suivantes :

	<u>< 1 an</u>	<u>> 1 an < 5 ans</u>	<u>> 5 ans</u>
Taux Fixe	151	163	-
Taux Euribor 3 mois	61 216	465 320	-
Taux Libor USD 3 mois	24 858	112 957	-
	<u>86 225</u>	<u>578 439</u>	<u>-</u>

Les principaux emprunts sont assortis de conditions portant sur les comptes consolidés, relatives notamment au niveau d'endettement net par rapport à la capacité d'autofinancement du Groupe, ou par rapport aux fonds propres, ou encore, par rapport à l'excédent brut d'exploitation (ou l'EBITDA) consolidés. Ces ratios sont respectés à la clôture.

■ Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros

	31/12/2008	31/12/2007
Produits ou équivalent de trésorerie	26 191	20 164
Coût de l'endettement financier brut	69 809	47 793
Coût de l'endettement financier net	-43 618	-27 629
Dont dans Cegedim : - intérêts s/emprunts et agios bancaires	39 730	30 129

L'impact des écarts de change représente une charge nette de 7 416 milliers d'euros au titre de l'année 2008.

■ Financement

Pour financer l'acquisition de Dendrite, le Groupe Cegedim s'est intégralement endetté à l'extérieur.

Un financement a été mis en place en date du 9 mai 2007 pour d'une part acheter la société Dendrite et d'autre part reconsolider la dette existante.

Le financement au 31/12/2008 est ainsi réparti :

En milliers d'euros :

- 350 000 milliers d'euros : Sous forme de prêt amortissable jusqu'en 2013.
- 130 000 milliers d'euros : Sous forme de revolver credit facilities renouvelable tous les trois mois (montant utilisé sur une ligne totale disponible de 165 000 milliers d'euros)

En milliers de dollars US :

- 200 000 milliers de dollars : Sous forme de prêt amortissable jusqu'en 2013.

L'emprunt de 350 000 milliers d'euros et le crédit revolver à hauteur de 83 333 milliers d'euros souscrit à taux variable ont été couverts par la mise en place des instruments dérivés de taux suivants.

- Un swap à taux fixe (palier transformable en Collar à prime nulle 3.95% / 5.48% sur Euribor 3 mois)

du 09/06/08 au 31/12/08 = 4.49% contre Euribor 3 mois

du 31/12/08 au 31/03/09 = 4.64% contre Euribor 3 mois

du 31/03/09 au 04/05/13 = 4.79% contre Euribor 3 mois

A partir du 31/12/08 puis chaque trimestre, la banque de couverture a l'option de transformer le taux fixe payé par Cegedim en un collar sur Euribor 3 mois de taux plancher 3.95% et de taux plafond 5.48%.

- Un swap Basis receveur taux Euribor 1 mois + 0.14%, payeur Taux Euribor 3 mois maturité 30/06/2009

L'emprunt de 200 000 milliers de dollars souscrit à taux variable a été couvert en totalité par la mise en place des instruments dérivés suivants :

- Un swap receveur taux variable, payeur taux fixe de 4.26% maturité 30/06/2009
- Un swap receveur taux fixe 3.16%, payeur taux Libor 3 mois USD maturité 30/06/2009

- Un swap Basis receveur taux Libor 1 mois USD + 0.07%, payeur Taux Libor 3 mois USD maturité 30/06/2009

La charge d'intérêt liée à ces emprunts s'élève à 38 279 milliers d'euros pour l'année 2008.

La variation de juste valeur de ces dérivés a été enregistrée en capitaux propres pour la part efficace de ceux qualifiés de couverture de flux de trésorerie (15 172 milliers d'euros) et en résultat pour leur part inefficace et pour les dérivés non qualifiés de couverture en IFRS (-1 065 milliers d'euros).

■ Couverture de taux

En milliers d'euros

DATE DEPART	DATE FIN	NOMINAL	TAUX VERSE	TAUX RECU	TAUX VARIABLE	FLUX ANNUEL 2009	FLUX ANNUEL 2010	FLUX ANNUEL 2011	FLUX ANNUEL 2012 & 2013	DURATION
27/09/2003	29/06/2005	143 709	4.26			-3 078	0	0	0	0.50
29/06/2004	29/06/2005	143 709	1.46			-11	0	0	0	0.50
29/06/2004	29/06/2005	143 709	1.46			-11	0	0	0	0.50
29/06/2004	29/06/2005	400 000	2.97			-60	0	0	0	0.50
29/06/2004	03/05/2009	433 333	4.49			-19 727	-19 727	-19 727	-26 483	4.40
		1 264 461	2.04			-22 886	-19 727	-19 727	-26 483	

DATE DEPART	DATE FIN	NOMINAL	TAUX VERSE	TAUX RECU	TAUX VARIABLE	FLUX ANNUEL 2009	FLUX ANNUEL 2010	FLUX ANNUEL 2011	FLUX ANNUEL 2012 & 2013	DURATION
27/09/2003	29/06/2005	143 709		LIBO3M\$	1.46	1 054	0	0	0	0.50
29/06/2004	29/06/2005	143 709		FIXE	3.16	2 283	0	0	0	0.50
29/06/2004	29/06/2005	143 709		LIBO1M\$	0.53	384	0	0	0	0.50
29/06/2004	29/06/2005	400 000		EUR1M	2.83	5 695	0	0	0	0.50
29/06/2004	03/05/2009	433 333		EUR3M	2.97	13 062	13 062	13 062	17 535	4.40
		1 264 461			2.50	22 478	13 062	13 062	17 535	

■ Risque de liquidité

En milliers d'euros

Les flux de trésorerie contractuels ne sont pas actualisés. Pour les instruments à taux variable, le taux pris en compte est le taux spot au 31/12/2008. Lorsqu'il s'agit d'un taux fixe, le taux est utilisé pour calculer les tombées d'intérêts futures.

Flux de trésorerie

	<u>Flux de trésorerie < 1 an</u>	<u>Flux de trésorerie (> 1 an, < 5 ans)</u>	<u>Flux de trésorerie (> 5 ans)</u>
Emprunts bancaires	111 158	641 746	0
Instrument de couverture	407	22 277	0
Concours bancaires courants	23 246	0	0
Crédit Bail	126	143	0
Participations	1 480	6 425	52
Divers dont dépôts & cautionnements	218	268	0

Instruments financiers**Hypothèse : Taux variables 29/12/2008**

Taux Euribor 3 mois	2.9730%	Taux Euribor 1 mois	2.6920%
Taux Libor USD 3 mois	1.4588%	Taux Libor USD 1 mois	0.4613%

- Cash flow prévisionnels instruments financiers

En milliers d'euros

	<u>TAUX</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014 et +</u>	<u>TOTAL</u>
SWAPS MT EUR								
Swaps emprunteurs EUR								
Fixe payé	2.04	-22 886	-19 727	-19 727	-19 781	-6 702	0	-88 822
Var. reçu	2.50	22 478	13 062	13 062	13 098	4 437	0	66 138
TOTAL SWAPS MT		-407	-6 665	-6 665	-6 683	-2 264	0	-22 685

NOTE 15 : AUTRES PASSIFS

En milliers d'euros

	Courants		Non courants	
	Solde 31/12/2008	Solde 31/12/2007	Solde 31/12/2008	Solde 31/12/2007
Avances et acomptes reçus	3 734	2 832	-	-
Clients - Avoir à établir	1 182	1 858	-	-
Charges à payer	8	388	-	46
Créditeurs divers	13 996	2 473	19 822	13 958
Produits constatés d'avance	35 146	42 234	-	-
Total	54 065	49 785	19 822	14 004

NOTE 16 : CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros

	Charges externes	
	31/12/2008	31/12/2007
Achats d'études & prestations et achats non stockés	62 517	60 963 (1)
Services extérieurs (location, entretien, assurance)	60 137	64 414
Autres : publicité, personnel détaché, frais de réception, frais postaux...	106 498	98 619
Total charges externes	229 152	223 996

(1) Reclassement des Achats consommés pour 12 246 milliers d'euros en 2007.

NOTE 17 : IMPOT DIFFERE

En milliers d'euros

■ Ventilation de la charge d'impôt

La charge d'impôt comptabilisée en résultat de l'exercice s'élève à 12 994 milliers d'euros (contre 17 872 milliers d'euros) en décembre 2007. La ventilation de cette charge s'établit comme suit :

	2008	2007
IMPOT EXIGIBLE		
France	-882	823
Etranger	8 704	4 118
TOTAL	7 822	4 941
IMPOTS DIFFERES		
France	2 425	9 535
Etranger	2 747	3 396
TOTAL	5 172	12 931
Charge totale d'impôts comptabilisée en résultat	12 994	17 872

Cegedim S.A. est mère d'un groupe fiscal composé de la quasi-totalité des sociétés françaises.

- Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme s'il n'y avait pas intégration fiscale.
- L'économie d'impôt des filiales déficitaires est comptabilisée en gain immédiat dans la société mère et s'élève à 10.388 millions d'euros pour 2008 (7.263 millions d'euros au 31/12/2007).
- Les déficits des sociétés incluses dans l'intégration fiscale ont bénéficié à la mère.

Les sociétés qui seraient susceptibles de redevenir bénéficiaires à un terme non encore défini génèreraient éventuellement une charge d'impôt future supplémentaire évaluée à 11 435 milliers d'euros au 31 décembre 2008 chez Cegedim S.A. D'autres groupes fiscaux sur l'international ont été constitués lorsque cela était possible.

■ Charge d'impôt théorique et charge d'impôt comptabilisée

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique du Groupe et la charge d'impôt effectivement comptabilisée est présentée dans le tableau suivant :

	2008	2007
Résultat net	33 487	44 151
Quote part dans les sociétés MEE	60	233
Impôt sur les bénéfices	12 994	17 872
Résultat avant impôt des sociétés intégrées (a)	46 541	62 256
<i>dont sociétés françaises intégrées</i>	3 853	22 277
<i>dont sociétés étrangères intégrées</i>	42 688	39 979
Taux d'impôt normatif en France (b)	34.45%	34.45%
Charge d'impôt théorique (c) = (a) x (b)	16 033	21 447
impact des charges et produits définitivement non déductibles ou non imposables	1 402	1 709
impact des différences de taux d'imposition sur résultats bénéficiaires	-3 241	-1 537
impact des différences de taux d'imposition sur résultats déficitaires activés	-2 719	-109
impôts non activés sur résultats déficitaires	2 112	1 638
impact des différences de taux d'imposition sur reprise activation antérieure	38	296
impact crédit d'impôt	-631	-2 922
impact sortie sociétés vendues	0	-2 650
Charge d'impôt inscrite au compte de résultats	12 994	17 872
Taux d'impôt effectif	27.92%	28.71%

■ Actifs et passifs d'impôts différés

Analyse par catégories de différence temporelle de la position nette d'impôts différés comptabilisée au bilan (avant compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés)

	TOTAL 31/12/2007	Résultat	variation de périmètre	Variation taux de change	TOTAL 31/12/2008
IMPOTS DIFFERES ACTIFS					
Reports déficitaires et crédits d'impôts	27 728	-6 942	6 458	-1 211	26 033
Engagement de retraite	2 062	242			2 304
Provisions non déductibles	1 233	305	16		1 554
Mise à juste valeur des instruments financiers	487	-708	7 974		7 753
Annulation marge sur stock	149	38			187
annulation plus value interne	2 262	-1 368			894
Retraitement frais d'établissement	18	-4			14
Retraitement marge R&D		511			511
Autres	221	1 456			1 677
TOTAL	34 160	-6 470	14 448	-1 211	40 927
IMPOTS DIFFERES PASSIFS					
Ecart de conversion	-8 620	3 338	-405		-5 687
Annulation amortissement dérogatoire	-1 938	-184			-2 122
plus value latente Cegelease	-3 223	52			-3 171
Annulation amortissement fonds de commerce	-951	-70			-1 021
Crédit bail	-155	45			-110
activation R&D	-2 232	-597			-2 829
Mise à juste valeur des instruments financiers	0	-1 211			-1 211
Affectation marques DIL	-41 707	13		-2 172	-43 866
Autres	-165	-88			-253
TOTAL	-58 991	1 298	-405	-2 172	-60 270
IMPOT DIFFERES NETS	-24 831	-5 172	14 043	-3 383	-19 343

La variation des impôts différés constatés au bilan consolidé après compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés, se vérifie de la manière suivante :

	Actifs	Passifs	Net
Au 31 décembre 2007	29 095	-53 926	-24 831
Impact résultat de la période	-6 470	1 298	-5 172
Impact capitaux propres	14 448	-405	14 043
Impact de présentation nette par entité fiscale	-469	-2 913	-3 382
Au 31 décembre 2008	36 603	-55 946	-19 343

Le montant des impôts non activés au 31 décembre 2008 s'élève à 6 651 milliers d'euros.

NOTE 18 : ENGAGEMENTS DES LOCATIONS

■ Location financement – Groupe Cegedim bailleur

La location financement concerne la société Cegelease qui propose des offres de financement aux officines pharmaceutiques et aux médecins.

Echéancier des paiements à recevoir et valeur actualisée

Ces locations sont des locations financières d'une durée de 24 à 60 mois pour le matériel informatique et de 36 à 84 mois pour les biens d'équipements.

En milliers d'euros

	Loyers restant à payer	Valeur actualisée des paiements
- moins d'un an	7 940	7 550
- Plus d'un an moins de 5 ans	11 241	9 129
- Plus de 5 ans	79	46
Total (A)	19 260	16 725
Produits financiers non acquis (B)		2 535
Paiements minimaux (A) + (B)	19 260	19 260

■ Location simple – Groupe Cegedim preneur

Le Groupe répertorie différents types de locations simples au sein du Groupe :

- Immobilières
- Equipement informatique
- Photocopieurs
- Locations véhicules

Concernant les locations immobilières, les baux sont renouvelables 3-6-9.

Le Groupe conclut des contrats de location de type classique.

Le taux d'actualisation retenu est de 9.08%.

Echéancier des paiements et valeur actualisée

En milliers d'euros

	<u>Loyers restant à payer</u>	<u>Valeur actualisée des paiements</u>
- moins d'un an	31 100	
- Plus d'un an moins de 5 ans	69 727	
- Plus de 5 ans	13 716	
Total	114 543	93 913

NOTE 19 : RETRAITEMENT DU CREDIT-BAILEngagements sur contrats de location-financement Cegedim Preneur

En milliers d'euros

	<u>Durée amort</u>	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements cumulés</u>	<u>Valeur nette comptable</u>
Terrains		46	0	46
Constructions	15 à 40ans	1 006	505	501
Véhicules	3 ans	211	40	171
Total immobilisations en location - financement		1 263	545	718

Echéancier des paiements et valeur actualisée

En milliers d'euros

	<u>Loyers restant à payer</u>	<u>Valeur actualisée des paiements</u>
- moins d'un an	115	105
- > 1 an et < 5 ans	158	151
- plus de 5 ans	0	0
Total (A)	273	256
Charges financières (B)	17	
Valeur actualisée des paiements (A)-(B)	256	256

Les loyers ne sont pas indexés. Les dates de levée d'option sont comprises entre 2009 et 2011 pour des valeurs résiduelles quasi nulles.

NOTE 20 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre d'actions composant le capital hors titres d'autocontrôle (soit 9 331 449 actions au 31/12/2008 et au 31/12/2007).

NOTE 21 : RESULTAT DILUE PAR ACTION

IAS 33 - Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (résultat net de l'exercice après déduction des dividendes préférentiels) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2008, le résultat dilué par action est identique au résultat par action du fait de l'absence d'instruments dilutifs du capital.

NOTE 22 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Tous les compléments de prix chiffrables ont été comptabilisés.

■ Cautions de Cegedim à ses filiales

Filiale Pharmastock

Caution solidaire de sa filiale Pharmastock au profit de la société Baticentre concernant l'exécution des conditions de l'opération de crédit-bail à hauteur de 299 milliers d'euros (autorisation CA du 13 août 2002).

Filiale Cegelease

Garantie donnée en cas de défaillance de sa filiale Cegelease dans le cadre du bail avec la société Guilaur Sarl (autorisation CA du 3 septembre 2003).

Lettre de confort émise au bénéfice de la société Ixis CIB dans la cadre de l'opération d'échange de flux conclue entre cette dernière et la filiale Cegelease (autorisation CA du 20 avril 2007).

Filiale Dendrite International, Inc

Caution en faveur de la Bank of America à hauteur de 3.5 millions de dollars (autorisation du CA du 27 décembre 2007).

Toutes filiales

Autorisation pour une durée d'un an à donner cautions, avals et autres garanties pour un montant global de 5 millions d'euros sous réserve que chaque engagement ne dépasse pas le montant de 2 millions d'euros (autorisation du CA du 21 mars 2008).

■ Nantissements titres filiales

Dans le cadre de la signature d'un avenant au contrat de financement de l'acquisition de Dendrite, les titres des sociétés suivantes ont été nantis sur 2008 : Icomed, RNP, Sofiloca, Resip, Pharmastock, Pharmapost, Medexact, Hospitalis, Cegedim Activ, Cegelease, Pco Cegedim, Alliance Software, Alliadis, Cegedim Belgium, Cegedim Italia .Les nantissements des titres des filiales du 31 décembre 2007 sont toujours en vigueur.(In Practice Systems, Alliadis Europe, Epic Database Research Compagny ltd, Cegedim RX, Dendrite International Inc (DIL), Cegedim USA Inc.)

■ Cautions des filiales

Filiales Pharmastock

Caution au profit de la société France Paquets à hauteur de 200 milliers d'euros.

Filiale Soltim

Caution au profit de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de Casablanca pour un montant de 74 milliers d'euros.

Caution au profit de la CNOPS pour un montant de 180 milliers d'euros.

Caution au profit de la ANAM pour un montant de 145 milliers d'euros.

Autres filiales

D'autres cautions ont été versées par Cegedim et ses filiales pour un montant de 263 milliers d'euros.

NOTE 23 : ACTIONS PROPRES

Aucune opération d'acquisition ou de cession d'action propre n'a eu lieu sur l'année 2008.

NOTE 24 : PARTIES LIEES

L'objet de la présente note est de présenter les transactions qui existent entre le Groupe et ses parties liées.

Les rémunérations des principaux dirigeants sont précisées dans la note 25.

Identité de la société Mère de Cegedim : FCB (ex Financière Cegedim)

S.A. détenue principalement par Jean-Claude Labrune, Président Directeur Général de Cegedim S.A., sa famille et par certains membres du Conseil d'administration de Cegedim S.A.

Eléments chiffrés liés aux parties liées

Certaines opérations sont réalisées avec des sociétés ayant des administrateurs communs avec Cegedim S.A.

Les principales filiales (sociétés consolidées en intégration globale) sont listées dans la note 1. Seules les opérations significatives sont décrites ci-dessous :

FCB (ex Financière Cegedim) :

- La FCB (ex Financière Cegedim) refacture des loyers à Cegedim S.A., Pco Cegedim et Cegedim Activ pour un montant de 6 351 milliers d'euros ainsi que les taxes ci-afférentes pour 409 milliers d'euros.
- La FCB (ex Financière Cegedim) a refacturé des frais de siège pour 2 019 milliers d'euros.

- La FCB (ex Financière Cegedim) a accordé un prêt à Cegedim S.A. Celui-ci s'élève à 50 000 milliers d'euros au 31/12/2007. Les intérêts liés à cet emprunt au titre de l'année 2008 s'élèvent à 4 040 milliers d'euros.
- La FCB (ex Financière Cegedim) se porte caution dans le cadre du contrat de titrisation entre Cegelease et la société Ixis CIB pour un montant de 2 575 milliers d'euros.

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
	Sociétés sous contrôle conjoint ou influence notable	Sociétés sous contrôle conjoint ou influence notable	FCB (ex Financière Cegedim)	FCB (ex Financière Cegedim)	SCI familiales	SCI familiales
Produits	néant	néant	151	128		-
Charges	néant	néant	12 997	11 713	117	110
Prêts	néant	néant	50 000	50 000		-
Dépôts de garantie	néant	néant	1 971	1 617	49	749
Créances	néant	néant	30	14	-	
Provisions sur créances	néant	néant	néant	néant	néant	néant
Dettes	néant	néant	6 902	-	-	-
Engagements donnés	néant	néant		néant		néant
Engagements reçus	néant	néant	2 575	2 033		néant

NOTE 25 : REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs s'est élevé à 61 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et est comptabilisé dans le poste « Autres achats et charges externes » du compte de résultats.

En milliers d'euros

	31/12/2008 montant brut	31/12/2007 montant brut
Avantages à court terme (salaires, primes, etc)	1 566	1 434
Avantages postérieurs à l'emploi	néant	néant
Indemnités de rupture de travail	néant	néant
Avantages comptabilisés	1 566	1 434
Indemnités de rupture de contrat de travail	néant	néant
Avantages non comptabilisés	néant	néant

Les avantages à court terme comprennent la partie variable et fixe de la rémunération des dirigeants.

NOTE 26 : EFFECTIFS

	31/12/2008	31/12/2007
France	3 239	2 948
International	5 000	5 084
Total	8 239	8 032

Les charges de personnel pour l'année 2008 s'élèvent à 394 643 milliers d'euros.

NOTE 27 : CESSION DE CREANCES

La société Cegelease a conclu avec la société Natixis une opération d'échange de flux, aux termes de laquelle, d'une part, la société Natixis doit verser, à la société Cegelease, les montants provisionnels au titre des créances de loyers, et, d'autre part, la société Cegelease doit verser, à la société Natixis, les montants réels au titre de ces mêmes créances.

FCB (ex. Financière Cegedim) a donné, à Natixis, sa garantie pour couvrir les risques de cette opération d'échange de flux.

Pour rémunérer le service ainsi fourni par FCB (ex. Financière Cegedim), Cegelease lui a payé une prime de 1.2 millions d'euros en 2007. Cette prime est unique, ferme et définitive pour toute la durée de l'opération.

L'opération d'échange de flux ayant rendu certaine, les créances futures de Cegelease, Natixis lui a octroyé un cash collatéral qui se rembourse au fur et à mesure de l'encaissement des créances.

En garantie de ses obligations de remboursement du cash collatéral, la société Cegelease s'est engagée à remettre en pleine propriété, à la société Natixis, les créances concernées et résultant de son activité de location de biens. Les intérêts financiers (3 260 milliers d'euros en 2008) sont calculés sur le cash collatéral.

NOTE 28 : DIVIDENDES

Le dividende suivant a été approuvé et payé au cours de l'exercice conformément à la décision prise lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 mai 2008 :

(en milliers d'euros)	31/12/2008
Dividende de 0.90 euros par action au titre de l'exercice 2007	8 398 ⁽¹⁾
⁽¹⁾ montant net versé	

NOTE 29 : CAPITAL

Au 31 décembre 2008, le capital est constitué de 9 331 449 actions d'un nominal de 0.9528 euros soit un capital total de 8 891 004.61 euros.

■ Attribution d'actions gratuites :

Le Conseil d'administration du 21 mars 2008 a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2008 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10% du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les actions attribuées gratuitement donneront droit aux dividendes dont la distribution aura été décidée à compter de la date d'attribution. Le plan du 21 mars 2008 a accordé un total de 28 900 actions gratuites.
- L'attribution des dites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans pour les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution et de quatre ans pour les bénéficiaires n'ayant pas leur résidence fiscale en France à la date d'attribution.
- Les actions seront définitivement attribuées à leurs bénéficiaires sous la seule condition : absence de démission, révocation ou licenciement.
- A compter de la date d'attribution définitive, les bénéficiaires ayant leur résidence fiscale en France à la date d'attribution devront conserver les dites actions pendant une durée de 2 ans à compter de la date d'attribution définitive.

En application de la norme IFRS 2, la charge mesurant « l'avantage » offert aux salariés est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires. Le montant comptabilisé au 31 décembre 2008 s'élève à 394 milliers d'euros.

Les principales caractéristiques du plan sont les suivantes :

Plan d'attribution gratuite d'actions 2008

Date de l'assemblée	22 février 2008	
Date du conseil d'administration	21 mars 2008	
Date d'ouverture du plan	21 mars 2008	
Nombre total d'actions pouvant être acquises	43 410 actions	
Prix initial de souscription	52.00 €	
Date de libre disposition des actions gratuites		
	France	21 mars 2010
	Etranger	21 mars 2012

Situation des plans au 31 décembre 2008

Nombre total d'actions restant à acquérir, après levées d'options constatées et options annulées	14 510	
Prix d'acquisition ajusté des attributions d'actions gratuites		
	France	48.77 €
	Etranger	41.24 €

NOTE 30 : EVENEMENTS POST-CLOTURE

En mars 2009 GERS Maghreb, filiale détenue à 100% par le Groupe Cegedim a procédé à l'acquisition de la société Next Software, éditeur de logiciels de gestion auprès des pharmacies en Tunisie. Cette opération permet à Cegedim de renforcer sa position au niveau de l'informatisation des pharmaciens au Maghreb. En 2008, le chiffre d'affaires de ces activités représente moins d' 1 million d'euros.

En mars 2009, Cegedim SA a annulé, à coût nul, sa couverture de taux sur la totalité de l'emprunt de 350 millions d'euros et une partie du revolver credit facilities (83.3 millions d'euros). A la place, le Groupe a mis en place un collar à prime nulle convertible en taux fixe Euribor 3 mois postfixé +2.62%, le coupon est capé à 5.58% et flooré à 4.25%. Pour le premier coupon l'Euribor 3 mois est fixé à 1.65%. Le 30 juin 2009 et uniquement à cette date, la banque de couverture a l'option de transformer le collar payé par Cegedim en swap à un taux fixe de 4.79%, trimestriel.

NOTE 31 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En 2008*(en milliers d'euros)*

	2008			
	Mazars	%	Grant Thornton	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Cegedim SA	225	33.02%	225	56.30%
Filiales intégrées globalement	456	66.98%	163	40.76%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes				
Cegedim SA		0.00%		0.00%
Filiales intégrées globalement	0	0.00%	4	1.00%
Sous-total	681	100.00%	392	98.05%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social		0.00%	8	1.95%
Autres		0.00%		0.00%
Sous-total	0	0.00%	8	1.95%
Total	681	100.00%	400	100.00%

En 2007*(en milliers d'euros)*

	2007			
	Mazars	%	Grant Thornton	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Cegedim SA	242	41.73%	242	47.80%
Filiales intégrées globalement	338	58.27%	260	51.40%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes				
Cegedim SA		0.00%		0.00%
Filiales intégrées globalement		0.00%		0.00%
Sous-total	580	100.00%	502	99.20%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social		0.00%	4	0.80%
Autres		0.00%		0.00%
Sous-total	0	0.00%	4	0.80%
Total	580	100.00%	506	100.00%

20.2.3 Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cegedim, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Principes comptables

Activation de frais de développement

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celle retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que les paragraphes « Principes comptables – Immobilisations incorporelles et Dépréciation d'actifs » des états financiers fournit une information appropriée.

Estimations comptables

Tests de dépréciation

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans le paragraphe « Principes comptables – Dépréciation d'actifs » des états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que

le paragraphe « Principes comptables – Dépréciation d'actifs » ainsi que la note 7 aux états financiers donnent une information appropriée.

Engagements de retraite

Le paragraphe « Principes comptables – Indemnités de départ à la retraite » précise les modalités d'évaluation des engagements de retraite. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note 13 aux états financiers fournit une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 24 avril 2009

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton

100 rue de Courcelles – 75849 Paris cedex 17
Tél. : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel Cohen
Commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Tél. : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul Stevenard
Commissaire aux comptes

20.3 Vérification des informations financières historiques annuelles

20.3.1 Vérification des informations financières historiques

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2008 (et leur comparatif au 31 décembre 2007 et 2006) et les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2008 (et leur comparatif conforme au référentiel IFRS au 31 décembre 2007 et 2006) ont été audités par les Commissaires aux comptes. Leurs rapports relatifs à l'exercice 2008 sont présentés respectivement aux points 20.1.3 et 20.2.3 du présent Document de Référence.

Les rapports relatifs à l'exercice 2007 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0328.

Les rapports relatifs à l'exercice 2006 sont présentés dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2007 sous le numéro D.07-0365.

Ces rapports et les comptes qui leurs sont annexés sont incorporés par référence dans le présent Document de Référence.

20.3.2 Autres informations contenues dans le présent Document de Référence ayant été vérifiées par les contrôleurs légaux

L'intégralité du présent Document de Référence et ses annexes a été soumis à la lecture des Commissaires aux comptes et a fait l'objet d'une lettre de fin de travaux dont les remarques éventuelles sont reproduites, le cas échéant, dans l'attestation du responsable du Document de Référence figurant au point 1.2.

20.3.3 Source des informations financières

Les informations financières figurant dans le présent Document de Référence sont tirées des états financiers vérifiés par Cegedim.

20.4 Date des dernières informations financières

A la date du présent Document de Référence, les dernières informations financières vérifiées remontent au 31 décembre 2008.

20.5 Information financières intermédiaires

Aucune information financière intermédiaire n'a été publiée depuis le 31 décembre 2008.

20.6 Politique de distribution de dividendes

Sur les exercices précédents la politique de distribution de dividende constituait à augmenter chaque année le dividende dans les mêmes proportions que le résultat net.

Au titre de 2006, chaque actionnaire a reçu un dividende de 0.80€ par action, une somme représentant 19.3% du résultat net consolidé part du Groupe.

Au titre de 2007, chaque actionnaire a reçu un dividende de 0.90€ par action, une somme représentant 19.2% du résultat net consolidé part du Groupe.

Contrairement aux années précédentes, au titre de 2008, il sera proposé à l'Assemblée générale la suppression de la distribution de dividende.

Le nombre d'actions est resté le même en 2006, 2007 et 2008.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus au-delà de cinq ans à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits, conformément à la loi, au profit de l'Etat.

20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Cf. point 4.4 du présent Document de Référence.

20.8 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

La situation financière ou commerciale du Groupe, depuis la fin de l'exercice 2008, n'a pas connu de changement significatif.

21 - Informations complémentaires

21.1 Capital social

Le capital social de la Société Cegedim S.A. est fixé à la somme de 8 891 004.61€.

Les informations qui suivent sont données à la date du 31 décembre 2008.

L'Assemblée générale mixte des actionnaires réunie en date du 22 février 2008 a :

- décidé d'autoriser le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 à 225-197-4 du Code de commerce, à procéder, dans un délai de 38 mois maximum à une attribution d'actions gratuites, existantes ou à émettre, au bénéfice des salariés et/ou dirigeants du Groupe Cegedim.

Cette autorisation a été mise en œuvre par le Conseil d'administration du 21 mars 2008.

L'Assemblée générale mixte des actionnaires réunie en date du 7 mai 2008 a :

- décidé de déléguer au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, toutes compétences pour augmenter le capital, dans un délai maximum de 26 mois à compter de ladite assemblée et dans la limite d'un plafond maximum de 3 811 200€ de nominal, en une ou plusieurs fois, avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

21.1.1 Montant du capital souscrit

Le nombre d'actions autorisées est de 9 331 449 actions. Les actions ont une valeur nominale de 0.9528€.

Il n'existe pas de capital autorisé mais non émis ni d'actions émises mais non totalement libérées.

Il n'y a eu aucune modification du nombre d'actions en circulation de Cegedim au cours de l'exercice 2008.

21.1.2 Actions non représentatives du capital

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital.

21.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par Cegedim ou en son nom

Au 31 décembre 2008, Cegedim ne détient aucune de ses propres actions.

21.1.4 Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Il n'existe pas d'obligations convertibles, échangeables, remboursables en actions, ni de bons de souscription d'actions ou toute autre valeur mobilière susceptible d'augmenter le capital.

21.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et toute obligation attachées au capital souscrit, mais non libérées, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital

Néant.

21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant.

21.1.7 Historique du capital social

Date	Opération	Nombre de titres		Primes (en €)	Capital (en €)	Nominal (en €)
		Créés	Après opérations			
	Nombre de titres initial	488 300	-	-	-	15.24
12/94	Absorption de Cegedim ⁽¹⁾	6 594	494 894	3 308 684.72	7 544 610.39	15.24
	Division du nominal par 4	1 484 682	1 979 576	-	7 544 610.39	3.81
	Augmentation du capital	120 000	2 099 576	7 090 892.39 ⁽²⁾	8 001 957.45	3.81
04/98	Division du nominal par 4	6 298 728	8 398 304	-	8 001 957.45	0.9528063
12/00	Conversion du capital en euros ⁽³⁾	-	8 398 304	-	8 001 904.05	0.9528
12/00	Augmentation de capital par apport en nature	891 112	9 289 416	70 900 927.60 ⁽⁴⁾	8 850 955.56	0.9528
12/00	Augmentation de capital par apport en numéraire	42 033	9 331 449	73 910 793.03 ⁽⁵⁾	8 891 004.61	0.9528

⁽¹⁾ FCB (ex Financière Cegedim), qui détenait, depuis sa création en 1989, 98.61% de Cegedim, a absorbé Cegedim le 26 décembre 1994 et a repris sa dénomination (cf. point 5, note 5.1.3). Cette opération à caractère interne s'est faite sur la base de la valeur comptable des sociétés.

⁽²⁾ Cumul de la prime de fusion de 1994, et de 3 782 207.67€ de prime d'émission.

⁽³⁾ Lors de la conversion du capital en euros, il a été décidé de fixer le nominal de l'action à 0.9528€. L'arrondi de conversion sur la base de 8 398 304 actions (soit 53.40€) a donné lieu à une réduction de capital affectée en compte de réserves indisponibles.

⁽⁴⁾ Le cumul des primes mentionnées en ⁽²⁾ est majoré de la prime d'apport de 63 810 035.21€.

⁽⁵⁾ Le cumul des primes mentionnées en ⁽³⁾ est majoré de la prime d'émission de 3 009 865.44€.

Depuis décembre 2000, le capital social de Cegedim est resté inchangé.

21.2 Acte constitutif et statuts

21.2.1 Objet social de Cegedim

Selon l'article 2 des statuts, la Société a pour objet :

- La prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés ou entreprises ayant une activité de traitement de l'information, d'études et de marketing ;
- Les prestations de services sous leurs divers aspects et dans les divers domaines ;
- Les études économiques et sociales de tous genres sous leurs divers aspects et dans leurs divers domaines, notamment les études statistiques, financières, commerciales et juridiques, les études de marchés, les sondages d'opinions, les enquêtes de tous genres et en tous domaines, la constitution et l'exploitation de panels, les relations publiques, la publicité, les calculs de toutes sortes ;
- L'organisation, la gestion des entreprises et l'information de celles-ci par tous moyens les plus divers ;
- La documentation par tous les moyens et dans tous les domaines notamment scientifique, économique, social, statistique, etc ;
- Le marketing, notamment la pénétration des divers marchés avec toutes les activités qu'une telle pénétration requiert ;
- Toute activité intéressant l'information et son traitement, l'informatique, la mécanographie sous tous les aspects de leur conception et de leur exploitation dans les divers domaines ;
- Toutes prestations de services en matières administrative, financière, comptable ou de gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation, ou de toute entreprise tierce ;
- L'acquisition, la souscription et la gestion de toutes valeurs mobilières ;
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;
- La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, ou groupement d'intérêt économique, ou location gérance.

21.2.2 Dispositions contenues dans l'acte constitutif et les statuts concernant les membres des organes d'administration et de direction

Les dispositions des statuts de Cegedim concernant les membres de ses organes d'administration et de direction sont conformes à la législation en vigueur, exception faite des modalités ci-dessous :

- sauf lorsque le Code de commerce le dispense de cette obligation, chaque Administrateur est tenu d'être propriétaire pendant toute la durée de son mandat d'une action au moins ;
- nul ne peut être nommé Président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le Président en exercice vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration ;
- les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque Administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante ;
- nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le Directeur Général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration.

21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes

Toutes les actions composant le capital de la société sont de même catégorie.

L'Assemblée générale extraordinaire du 8 février 1995 a décidé qu'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, serait attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit de vote double est réservé aux actionnaires de nationalité française et aux actionnaires ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne.

En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfice ou prime d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession ou de donation familiale.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus au-delà de cinq ans à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits, conformément à la loi, au profit de l'Etat.

Les actions auto-détenues ne donnent pas droit à dividende : la quote-part afférente est imputée au compte report à nouveau.

21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires

Il n'existe pas de conditions plus strictes que celles prévues par la loi pour modifier les droits des actionnaires.

21.2.5 Conditions dans lesquelles sont convoquées les Assemblées générales annuelles et les Assemblées générales extraordinaires des actionnaires

Les Assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu désigné par l'avis de convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de sa qualité d'actionnaire cinq jours au moins avant la réunion. Toutefois, le Conseil d'administration a la faculté de réduire ce délai.

Tout actionnaire peut voter par correspondance.

21.2.6 Dispositions de l'acte constitutif et des statuts qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la Société

Néant.

21.2.7 Dispositions de l'acte constitutif et des statuts fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée

Les statuts n'ont pas prévu de disposition particulière concernant la déclaration de franchissement de seuil.

Seules les dispositions légales sont applicables.

21.2.8 Conditions imposées par l'acte constitutif et les statuts, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi

Néant.

22 - Contrats importants

Les contrats importants, pour les deux années précédant la publication du présent Document de Référence, autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires, auxquels Cegedim ou tout autre membre du Groupe est partie, concernent les opérations de croissance externe. Ils sont systématiquement couverts par des accords de confidentialité. Lorsque ces transactions sont conclues et qu'elles sont susceptibles de présenter une incidence significative sur la situation de l'émetteur, elles font l'objet d'un communiqué de presse, également consultable sur le site de la société (www.cegedim.fr).

Cf. point 5.2.1 du présent Document de Référence pour un rappel de ces opérations.

Tout contrat souscrit par un membre quelconque du Groupe et contenant des dispositions conférant à un membre quelconque du Groupe une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, à la date du présent Document de Référence, fait l'objet d'une mention dans les engagements hors bilan, figurant en note 22 aux comptes consolidés présentés au point 20 du présent Document de Référence.

23 - Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Néant

24 - Documents accessibles au public

Pendant la durée de validité du présent Document de Référence, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent, le cas échéant, être consultés au siège de Cegedim S.A. :

- (a) l'acte constitutif et les statuts de Cegedim ;
- (b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations, établis par un expert à la demande de Cegedim, dont une partie est incluse ou visée dans le document d'enregistrement ;
- (c) les informations financières historiques de Cegedim S.A. et de ses filiales, pour chacun des deux exercices précédant la publication du présent Document de Référence.

25 - Informations sur les participations

Les participations de Cegedim sont exposées dans l'organigramme du point 7 du présent Document de Référence. Elles sont prises en compte pour l'élaboration des comptes consolidés du Groupe, conformément aux méthodes exposées en note 1 des comptes consolidés, présentés au point 20. Des commentaires spécifiques sur les principales filiales (dont le chiffre d'affaires individuel dépasse 30 000 000€) sont inclus dans le Rapport de gestion figurant au point 26.

26 - Annexes

26.1 Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2008

Assemblée générale ordinaire annuelle du 27 mai 2009.

Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

26.1.1 Rapport de gestion de Cegedim S.A.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

- Activité de la S.A. Cegedim

Cegedim S.A. est une filiale de FCB (ex Financière Cegedim), holding animatrice du Groupe Cegedim. Elle est cotée sur NYSE Euronext depuis 1995.

Cegedim fournit à ce titre diverses prestations centralisées à destination de ses filiales, telles que: gestion comptable, financière, juridique, ressources humaines, achats. Elle exerce également un rôle opérationnel, en mutualisant les ressources et les outils informatiques du Groupe, qu'elle met à disposition de ses filiales françaises et étrangères. Cette infrastructure est notamment le berceau d'un certain nombre de développements de produits, bénéficiant à l'ensemble du Groupe.

Cegedim exerce aussi, en son nom propre, certaines activités commerciales liées à la production d'informations, notamment avec ses départements statistiques (statistiques de ventes de produits pharmaceutiques), gestion et traitement de fichiers (bases de données nominatives professionnelles) et EDI (échange de données informatisé).

- Faits marquants

Réorganisation des secteurs

Précédemment organisés en quatre secteurs, les compétences du Groupe Cegedim se répartissent aujourd'hui en trois secteurs :

- « CRM et données stratégiques »
- « Professionnels de santé »
- « Assurances et services »

Les activités de traitement de documents cédées à Tessi en 2007 représentaient environ un tiers de l'activité de l'ancien secteur « Technologies et services ». Suite à cette cession, et afin de marquer le recentrage sur ses principaux métiers, le Groupe a décidé de simplifier la présentation de ses informations sectorielles en regroupant ses activités autour de ses trois secteurs historiques.

Ainsi, les activités de l'ancien secteur « Technologies et services » se répartissent de la façon suivante :

Entité	Activités	Nouveaux secteurs	Commentaires
Pharmapost Pharmastock Montarget	Marketing direct	CRM et données stratégiques	Activités essentiellement réalisées avec les laboratoires pharmaceutiques.
Cegelease Eurofarmat	Location financière	Professionnels de santé	Activités s'adressant aux pharmaciens et médecins.
Cegedim SRH PCO Cegedim Midway	Infogérance, services informatiques, hébergement	Assurances et services	Activités complétant l'offre d'outsourcing et de prestation de services du secteur.

Acquisitions sur l'exercice 2008

En juillet 2008, Cegedim S.A. a réalisé l'acquisition de la société Reportive, éditeur de logiciels de pilotage des performances qui compte plus de 130 clients parmi lesquels 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux. La plateforme Reportive est une solution novatrice de développement rapide d'applications de reporting, d'analytique et de SFE (Sales Force Effectiveness). Tout en poursuivant le développement de ses activités commerciales, cet outil permettra, dans un premier temps, de remplacer la solution existante au sein de Cegedim Strategic Data, puis dans un second temps deviendra l'outil de production de statistiques et de rapports d'activité terrain pour la division CRM, et sera utilisé pour compléter et enrichir les solutions existantes.

En année pleine, les activités de Reportive représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 millions d'euros.

- Evolution de l'activité au cours de l'exercice 2008

Le chiffre d'affaires

En 2008, l'activité de Cegedim S.A. a progressé de 5.9%, avec un chiffre d'affaires passant de 138.0 millions d'euros à 146.2 millions d'euros.

Les revenus de Cegedim S.A. sont principalement constitués de prestations de services et, le cas échéant, de ventes de logiciels et de matériels. Il s'agit d'activités relativement matures, que Cegedim S.A. exerce depuis de nombreuses années. Elles n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les produits et charges d'exploitation

Les produits d'exploitation ont légèrement diminué de 0.6 %. Les charges d'exploitation affichent une croissance de 11.6%.

Notamment, on constate sur l'exercice:

- une forte décroissance des reprises sur amortissement et provision pour 9.9 millions d'euros par rapport à 2007, principalement du à la reprise en 2007 des commissions et frais d'émission d'emprunt en vue de les étaler sur 6 ans;
- une augmentation des postes « Autres achats et charges externes » de 5.3 millions d'euros soit +7.7% par rapport à 2007
- une hausse des salaires et charges sociales de 6.9 millions d'euros au cours de l'exercice
- une croissance des dotations aux amortissements sur immobilisations de 1.4 millions d'euros, des dotations aux provisions pour 0.5 million d'euros et des dotations aux provisions pour risques et charges pour 0.4 million d'euros.

Les autres postes de charges et produits d'exploitation enregistrent individuellement quelques variations dont l'impact en valeur absolue est peu significatif.

Le résultat d'exploitation s'établit à -0.4 million d'euros en retrait de 17.0 millions d'euros par rapport à 2007.

Les produits et charges financiers

Le résultat financier s'établit en perte à -32.9 millions d'euros contre une perte de -10.9 millions d'euros en 2007.

Il comprend 126.0 millions d'euros de charges financières dont 70.3 millions d'euros d'intérêts et charges assimilés principalement liés à la mise en place du financement pour l'acquisition du groupe Dendrite et une différence négative de change de 27.2 millions d'euros.

Les produits financiers s'élèvent à 93.2 millions d'euros en 2008. Ils tiennent compte de dividendes perçus pour un montant de 34.0 millions d'euros sur 2008, en hausse de 25.6 millions d'euros par rapport à 2007.

Les produits nets sur cessions de VMP en 2008 diminuent de 3.8 millions d'euros, correspondant pour l'essentiel aux plus-values sur cession de titres Dendrite acquis en 2006.

Le résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt ressort à -33.3 millions d'euros contre 5.7 millions d'euros en 2007.

Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel 2008 est nul à 0.0 million d'euros, contre -1.6 million d'euros en 2007.

Impôts

Le poste impôt en 2008 se solde par un produit de 11.3 millions d'euros principalement en raison de l'économie d'IS réalisée sur les déficits des sociétés intégrées.

Le résultat net

Compte tenu des éléments ci-dessus et de la participation des salariés de 0.7 million d'euros, le résultat de l'exercice se solde par une perte de -22.7 millions d'euros en 2008 contre un bénéfice de 11.2 millions d'euros en 2007.

Le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article 148 du décret du 23 mars 1967 est joint en annexe au présent rapport.

Bilan

Au 31 décembre 2008, le total du bilan de Cegedim S.A. s'élève à 1 023 millions d'euros contre 962 millions d'euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 6.3%.

■ Activité des filiales

L'activité des filiales est décrite dans la partie du Rapport de gestion consacrée aux comptes consolidés. Le tableau des filiales et participations, annexé aux états financiers, donne également les précisions nécessaires.

Un commentaire spécifique figure en annexe au présent Rapport sur les filiales dont le chiffre d'affaires social dépasse 30 millions d'euros.

STRUCTURE FINANCIERE ET SITUATION D'ENDETTEMENT

Les capitaux propres s'élèvent à 138.0 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 168.7 millions d'euros au 31 décembre 2007, traduisant une diminution de 30.7 millions d'euros suite aux pertes réalisées sur l'exercice.

Les dettes financières restent élevées à 765.9 millions d'euros contre 717.2 millions d'euros sur l'exercice précédant.

Compte tenu de la situation de trésorerie active, l'endettement financier net s'élève à 737.4 millions d'euros contre 711.6 millions d'euros à fin 2007, en hausse de 25.9 millions d'euros.

INVESTISSEMENTS

Les investissements de Cegedim S.A. sont liés à ses activités et concernent logiquement l'infrastructure informatique et les participations. Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes progressent de 18.9 millions d'euros en 2008 (principalement en projets de développement immobilisés).

Prises de participations directes et indirectes

Société	% Détenu	Détention	Date d'entrée
Reportive SA	100.0%	Détention directe	Juillet 2008
Ultima	100.0%	Détention directe à hauteur de 0.02% et indirect via plusieurs filiales dont Cegedim Turquie (99.92%), CAM (0.02%), CDS (0.02%) et Mr. Pierre Marucchi (0.02%)	Février 2008

Cessions de participations

Au cours de l'exercice 2008, Cegedim n'a pas cédé de participations.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Cegedim S.A. regroupe les équipes de développement mutualisées, affectées aux projets utilisant l'infrastructure informatique partagée du Groupe. Les projets de développement sont immobilisés à hauteur de 21.9 millions d'euros tout projet confondu. Ceux-ci ont été activés en immobilisations incorporelles, les conditions posées par le Plan Comptable Général pour cette activation étant remplies.

La Société a consenti un effort important au développement d'une solution de convergence Cegedim Dendrite pour la gestion des forces de vente des laboratoires pharmaceutiques, le développement des offres OneKey aux Etats-Unis et à l'extension des offres américaines au marché mondial.

Dans le même temps les projets concernent notamment la refonte du back-office de l'offre CRM du Groupe, la chaîne d'échange et de dématérialisation des flux factures, les portails permettant de réaliser l'exploitation commerciale des offres du Groupe ainsi que la refonte de la chaîne de traitement des Feuilles de Soins.

Outre ces développements spécifiques, Cegedim assure la maintenance applicative quotidienne de l'ensemble des offres mutualisées du Groupe, selon un budget relativement comparable chaque année.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Indicateurs clés de performance de nature financière

Les indicateurs financiers clés chez Cegedim S.A. sont les suivants :

- le chiffre d'affaires réalisé avec le Groupe et en dehors du Groupe ;
- les dividendes perçus ;
- les investissements ;
- la structure financière.

Ils ont fait l'objet de commentaires détaillés plus haut.

Indicateurs clés de performance de nature non financière

Cegedim a mis en place la mutualisation des ressources informatiques à disposition de ses filiales et de leurs clients. Il est donc fondamental pour Cegedim d'être à la pointe des nouvelles technologies et de s'assurer du niveau optimum de fonctionnement de ces installations, d'en assurer la maintenance et la

sécurité (sécurité physique, sécurité des accès, des informations, de l'administration des systèmes et des développements).

Cegedim considère la formation de ses équipes comme un facteur clé de succès, permettant d'assurer la satisfaction de ses clients et la motivation de ses collaborateurs. La politique générale de formation pratiquée chez Cegedim consiste principalement à adapter en permanence les compétences de ses équipes de recherche et développement, et à accompagner ses collaborateurs dans l'acquisition de compétences nouvelles nécessaires à leur pratique professionnelle.

L'expansion internationale du Groupe Cegedim, notamment par voie de croissance externe, s'appuie sur sa capacité à intégrer de nouvelles activités. Dans ce domaine, les mesures prises par Cegedim visent à accélérer l'intégration des nouvelles activités, maîtriser les risques inhérents aux opérations de croissance et en suivre la performance.

FACTEURS DE RISQUES ET UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les activités de Cegedim SA demeurent soumises aux risques habituels inhérents à l'exercice de ses métiers ainsi qu'aux risques de nature politique ou géopolitique liés à sa présence mondiale dans la plupart de ses activités ainsi qu'aux événements imprévisibles liés à des cas de force majeure. Les principaux risques identifiés sont les suivants :

Risque de change

Cegedim S.A. réalise 14% de son chiffre d'affaires à l'export, essentiellement dans la zone Euro. La société n'est donc exposée que de façon limitée au risque de change. Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations des devises par rapport à l'euro.

En outre, Cegedim a souscrit un emprunt de 200 millions de dollars pour lequel il n'existe pas de couverture euro/dollar.

Risque de taux et instruments financiers

Afin de limiter les effets d'une hausse des taux d'intérêts sur le niveau de ses frais financiers et comme demandé dans la convention de crédit, Cegedim S.A. a décidé de mettre en œuvre une politique de couverture des risques consistant à protéger un taux de financement maximum annuel sur la durée des emprunts.

Le montant des emprunts exposés au risque de taux s'élève à 46.7 milliers d'euros (une fraction du crédit revolving taux Euribor 3 mois). La dette subordonnée de 50 000 milliers d'euros envers FCB (ex Financière Cegedim) ne bénéficie pas non plus de couverture de taux. Tous les autres emprunts sont couverts contre une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Cf infra : pour les facteurs de risque significatifs au niveau consolidé.

Risque clients

Les clients de Cegedim S.A. sont essentiellement des laboratoires pharmaceutiques, des médecins, des pharmaciens, des compagnies et mutuelles d'assurance santé. Ils ne présentent pas de risques significatifs de contrepartie.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice, la conduite des affaires s'est poursuivie conformément aux tendances enregistrées sur 2008.

Cf infra pour les événements post clôture au niveau consolidé.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La marge opérationnelle 2009 devrait évoluer en fonction d'une croissance relativement stable du chiffre d'affaires conforme à la maturité des activités historiques de Cegedim S.A.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 343 034.30€, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

Par conséquent, l'impôt supporté en raison des dites dépenses et charges s'élève 118 175€.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter l'intégralité du bénéfice de l'exercice s'élevant à -22 698 542.34€ au compte autres réserves.

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Il n'y a pas de dividende mis en paiement.

Dividende et détention par la Société de ses propres actions

Au cas où, lors de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention des dites actions, serait affecté au compte report à nouveau.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis de Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Nombre d'actions	Revenus éligibles à l'abattement		Autres revenus distribués	Revenus non éligibles à l'abattement
		Dividende			
		Par action	Global		
2005	9 331 449	0.77€	7 185 215.73€	Néant	Néant
2006	9 331 449	0.80€	7 465 159.20€	Néant	Néant
2007	9 331 449	0.90€	8 398 304.10€	Néant	Néant

INFORMATIONS SUR LA DETENTION DU CAPITAL PAR CERTAINS ACTIONNAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires (personnes physiques ou morales) possédant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2008 :

	Nombre d'actions	% Détenu	Nombre de votes simples	Nb de votes doubles		Total voix	% Droits de vote
				Actions	Voix		
FCB (ex Financière Cegedim) au nominatif	6 221 044	66.67%	29 000	6 192 044	12 384 088	12 413 088	75.04%
Alliance Healthcare France	933 145	10.00%	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11.28%
Financière de l'Echiquier	496 680	5.32%	496 680	0	0	496 680	3.00%
Jean-Claude Labrune	38 496	0.41%	0	38 496	76 992	76 992	0.47%
GERS	36 788	0.39%	0	36 788	73 576	73 576	0.44%
Public	1 605 296	17.20%	1 594 908	10 388	20 776	1 615 684	9.77%
Cegedim S.A.	0	0.00%	0	0	0	0	0.00%
Total	9 331 449	100.00%	2 120 588	7 210 861	14 421 722	16 542 310	100.00%

Il est précisé que la société FCB (ex Financière Cegedim) détient au nominatif 66.67% du capital et 75.04% des droits de vote. Par ailleurs, FCB (ex Financière Cegedim) détient au porteur 50 511 titres, soit au cumulé, 67.21% du capital et 75.34% des droits de vote.

A la connaissance de la Société, à la date du présent Document de Référence, les actionnaires détenant plus de 5% du capital ou des droits de vote sont, comme en 2006 : FCB (ex Financière Cegedim), Alliance Healthcare France et Financière de l'Echiquier.

Au 31 décembre 2007, la composition du capital et des droits de vote était la suivante :

	Nombre d'actions	% Détenu	Nombre de votes simples	Nb de votes doubles		Total voix	% Droits de vote
				Actions	Voix		
FCB (ex Financière Cegedim) au nominatif	6 221 044	66.67 %	29 000	6 192 044	12 384 088	12 413 088	75.04 %
Alliance Healthcare France	933 145	10.00 %	0	933 145	1 866 290	1 866 290	11.28 %
Financière de l'Echiquier	589 221	6.31 %	589 221	0	0	589 221	3.56 %
Jean-Claude Labrune	38 496	0.41 %	0	38 496	76 992	76 992	0.47 %
GERS	36 788	0.39 %	0	36 788	73 576	73 576	0.44 %
Public	1 512 755	16.21 %	1 502 368	10 387	20 774	1 523 142	9.21 %
Cegedim S.A.	0	0.00 %	0	0	0	0	0.00 %
Total	9 331 449	100 %	2 120 589	7 210 860	14 421 720	16 542 309	100 %

ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

(art. L. 225-100-3)

En cas d'offre publique, il n'existe pas de dispositions particulières susceptibles d'avoir une incidence sur :

- la structure du capital de la Société ;
- les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ;
- les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 ;
- les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la Société ;
- les pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions.

En outre,

- il n'existe pas de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 ;
- il n'existe pas de détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux, (à l'exception des droits de vote doubles, dont l'attribution est totalement indépendante de la survenance d'une offre publique) ;
- il n'est prévu aucun mécanisme particulier de contrôle dans le système d'actionariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ledit personnel ;
- la Société n'a pas connaissance d'accords entre actionnaires qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote ;
- les accords conclus par la Société, qui sont susceptibles d'être modifiés ou de prendre fin en cas de changement de contrôle de la Société, sont relativement peu nombreux et relèvent d'un caractère confidentiel ;
- il n'existe pas d'accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse, ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

Concernant des accords conclus par la Société et susceptibles d'être modifiés ou de prendre fin en cas de changement de contrôle de la Société, Cegedim n'a pas pour politique de pratiquer de tels accords. En revanche, il existe des clauses de protection des propriétés intellectuelles du Groupe.

PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice. Au 31 décembre 2008 le Fonds Commun de Placement d'Entreprise est composé de 72 000 actions Cegedim, représentant 0.77% du capital.

OBSERVATIONS DU COMITE D'ENTREPRISE

En application des dispositions de l'article L. 432-4 du Code du travail nous vous informons que le comité d'entreprise n'a pas formulé d'observation sur la situation économique et sociale de la Société.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 de ce même Code, conclues ou poursuivies au cours de

l'exercice, après avoir été dûment autorisées par votre Conseil d'administration. Les Commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur Rapport spécial que nous tenons à votre disposition conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues au cours de l'exercice 2008 à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux Administrateurs et aux Commissaires aux comptes et sont annexés au présent rapport.

JETONS DE PRESENCE

Nous vous proposons de statuer sur le montant global des jetons de présence alloués au Conseil d'administration pour l'exercice en cours, qui pourrait être fixé à 45 milliers d'euros.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Rémunération des mandataires sociaux

En application de l'article L. 225-102-1, al. 2 du Code de commerce, nous vous indiquons que le montant des rémunérations et des avantages de toute nature que chaque mandataire social de la Société a reçu au titre de l'exercice écoulé de la part des sociétés contrôlées par votre Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce est indiqué dans la liste annexée ci dessous.

OPERATIONS SUR TITRES

Actions auto-détenues

Nous vous informons que la Société, au 31 décembre 2008, ne détenait aucune action propre.

Opérations sur titres des mandataires sociaux

A la connaissance de la Société, et sur la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008, aucun mandataire social de Cegedim n'a réalisé d'opérations sur titres, à l'exception de M. Pierre Marucchi, Directeur Général Délégué, qui a procédé à des achats de titres Cegedim pour un total de 1 130 titres au cours de l'exercice fiscal 2008.

DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Assemblée générale mixte des actionnaires réunie en date du 22 février 2008 a :

- décidé d'autoriser le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 à 225-197-4 du Code de commerce, à procéder, dans un délai de 38 mois maximum à une attribution d'actions gratuites, existantes ou à émettre, au bénéfice des salariés et/ou dirigeants du Groupe Cegedim.

Cette autorisation a été mise en œuvre par le Conseil d'administration du 21 mars 2008.

L'Assemblée générale mixte des actionnaires réunie en date du 7 mai 2008 a :

- Décidé de déléguer au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, toutes compétences pour augmenter le capital, dans un délai maximum de 26 mois à compter de ladite assemblée et dans la limite d'un plafond maximum de 3 811 200€ de nominal, en une ou plusieurs fois, avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

26.1.2 Rapport de gestion du Groupe Cegedim

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Cegedim sont établis au 31 décembre 2008 conformément aux normes comptables internationales telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (« International Financial Reporting Standards »), les IAS (« International Accounting Standards ») et leurs interprétations d'application obligatoire à la date d'arrêté.

SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Activités du Groupe

Fondée en 1969, Cegedim est une entreprise mondiale de technologies et de services spécialisée dans le domaine de la santé. Cegedim propose des prestations de services, des outils informatiques, des logiciels spécialisés, des services de gestion de flux et de bases de données. Ses offres s'adressent notamment aux industries de santé, laboratoires pharmaceutiques, professionnels de santé et compagnies d'assurance.

Les compétences du Groupe Cegedim se répartissent en trois secteurs :

- « CRM et données stratégiques »
- « Professionnels de santé »
- « Assurances et services »

Leader mondial du CRM pharmaceutique, son cœur de métier historique, Cegedim accompagne les plus grands laboratoires pharmaceutiques dans leurs projets de CRM (Customer Relationship Management) et mesure l'efficacité de leurs actions marketing et vente. Les outils de CRM du Groupe Cegedim, fortement valorisés par ses bases de données stratégiques, apportent à ses clients un éclairage avisé sur leur marché et leurs cibles, afin d'optimiser leurs stratégies et leurs retours sur investissements.

Cegedim se positionne aussi comme l'un des principaux éditeurs européens de logiciels de gestion médicaux et paramédicaux. Structurés, évolutifs et communicants, ces logiciels s'adaptent aux besoins des professionnels de santé tout en répondant aux dernières exigences techniques et réglementaires.

Capitalisant sur ses compétences en édition de logiciels professionnels et en traitement d'informations complexes, le Groupe propose également des offres consacrées aux acteurs de l'assurance maladie et des solutions de gestion à forte valeur ajoutée à ses nombreux clients intéressés par les problématiques d'externalisation et d'échanges dématérialisés.

Cegedim s'inscrit dans une démarche continue de développement et de synergie entre ses activités, avec l'ambition affichée d'être l'un des principaux interlocuteurs des partenaires de santé et de se situer au cœur de leurs besoins d'informations.

Faits marquants

Réorganisation des secteurs

Précédemment organisés en quatre secteurs, les compétences du Groupe Cegedim se répartissent aujourd'hui en trois secteurs :

- « CRM et données stratégiques »
- « Professionnels de santé »

- « Assurances et services »

Les activités de traitement de documents cédées à Tessi en 2007 représentaient environ un tiers de l'activité de l'ancien secteur « Technologies et services ». Suite à cette cession, et afin de marquer le recentrage sur ses principaux métiers, le Groupe a décidé de simplifier la présentation de ses informations sectorielles en regroupant ses activités autour de ses trois secteurs historiques.

Ainsi, les activités de l'ancien secteur « Technologies et services » se répartissent de la façon suivante :

<u>Entité</u>	<u>Activités</u>	<u>Nouveaux secteurs</u>	<u>Commentaires</u>
Pharmapost Pharmastock Montargest	Marketing direct	CRM et données stratégiques	Activités essentiellement réalisées avec les laboratoires pharmaceutiques.
Cegelease Eurofarmat	Location financière	Professionnels de santé	Activités s'adressant aux pharmaciens et médecins.
Cegedim SRH PCO Cegedim Midiway	Infogérance, services informatiques, hébergement	Assurances et services	Activités complétant l'offre d'outsourcing et de prestation de services du secteur.

Acquisitions sur l'exercice 2008

- CRM et données stratégiques

Février 2008 : acquisition de la société Ultima, fournisseur de solutions CRM en Turquie. Le rapprochement avec la base de données d'Ultima renforce la base existante OneKey et permet à Cegedim de devenir un acteur majeur dans ce pays.

En année pleine, le chiffre d'affaires d'Ultima est d'environ 1 million d'euros.

Juillet 2008 : acquisition de la société Reportive, éditeur de logiciels de pilotage des performances qui compte plus de 130 clients parmi lesquels 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux. La plateforme Reportive est une solution novatrice de développement rapide d'applications de reporting, d'analytique et de SFE (Sales Force Effectiveness). Tout en poursuivant le développement de ses activités commerciales, cet outil permettra, dans un premier temps, de remplacer la solution existante au sein de Cegedim Strategic Data, puis dans un second temps deviendra l'outil de production de statistiques et de rapports d'activité terrain pour la division CRM, et sera utilisé pour compléter et enrichir les solutions existantes.

En année pleine, les activités de Reportive représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 millions d'euros.

- Professionnels de santé

Avril 2008 : acquisition de la société 01 Santé, éditeur du logiciel santé « MegaBaze ». 01 Santé bénéficie d'une position forte dans le domaine de l'oncologie, avec son logiciel OncoBaze, utilisé aujourd'hui par près de 70 cliniques en France (dont 25 parmi les plus importantes). Cegedim confirme ainsi sa volonté de développement sur le secteur de l'oncologie en France, mais aussi à l'international.

En année pleine, le chiffre d'affaires de ces activités est d'environ 1 million d'euros.

- Assurances et flux de santé

Février 2008 : acquisition de Protectia, éditeur français de progiciel santé dédié à l'assurance de personnes et gérant près de 1.5 million de personnes. Cette opération enrichit l'offre de services de Cegedim sur le segment « middle market », autour d'une solution moderne, basée sur les dernières technologies.

Les activités acquises représentent un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 4 millions d'euros.

Cession des activités américaines de Distribution Services

En date du 1^{er} décembre 2008, les activités américaines de Distribution Services, composées des activités Direct Mail, Sample & Fulfillment et Doc Scanning ont été cédées.

Cette opportunité permet à Cegedim de transférer ces actifs à un acteur dont la compétence est reconnue sur le marché. Les conditions générales de l'opération sont couvertes par un accord de confidentialité.

Déconsolidation de la dette Cegelease

Cegelease est une filiale française de Cegedim qui propose des solutions de location financière aux officines pharmaceutiques, principalement pour leur équipement informatique. Cette activité accroît significativement l'endettement financier du Groupe Cegedim, avec un niveau de risque toutefois très limité compte tenu du solide profil de solvabilité des clients pharmaciens.

Par une opération de bilan (titrisation de créances) il a été décidé, dans la continuité de l'opération réalisée au cours de l'exercice 2007, de déconsolider une partie de cette dette sur l'exercice 2008.

Incidences sur les comptes consolidés 2008

- Déconsolidation de la dette Cegelease

La déconsolidation de la dette, avec un caractère permanent, a été décidée afin d'améliorer la situation de trésorerie. Cegelease a ainsi cédé sans recours, à la banque Natixis, dans la continuité de l'opération réalisée au cours de l'exercice 2007, une partie de son portefeuille de créances contre un apport en cash de 53.5 millions d'euros, en deux opérations, une au premier semestre de 34.5 millions d'euros et l'autre au deuxième semestre de 19.0 millions d'euros.

Evolution de l'activité au cours de l'exercice 2008

Le chiffre d'affaires consolidé 2008 s'établit à 848.6 millions d'euros, en progression par rapport à l'année précédente de 16.6% à périmètre et taux de change constants. Pour rappel la variation à périmètre constant s'entend hors retraitement des activités Dendrite acquises en mai 2007 dont l'impact, dans le secteur « CRM et données stratégiques », n'est plus dissociable compte tenu des fusions intervenues. Le chiffre d'affaires est en progression de 12.7% en données publiées. L'ensemble des secteurs d'activités du Groupe a contribué à cette croissance. Le chiffre d'affaires publié 2008 a été négativement affecté des variations de change (dollar et livre sterling notamment) et par la réduction d'activité, anticipée, du principal client aux Etats-Unis de Dendrite.

Le résultat opérationnel ressort à 90.2 millions d'euros du même ordre que celui de l'an dernier ; la marge s'élevant à 10.6% contre 11.9% en 2007. Cette baisse anticipée est due au recul du résultat opérationnel de la filiale américaine suite à la baisse de l'activité enregistrée par son principal client. Le résultat opérationnel courant ressort, lui, à 96.6 millions d'euros, également à un niveau du même ordre que celui de l'an dernier. La marge s'établit quant à elle à 11.4% contre 12.7% en 2007.

Sur 2008 l'ensemble des produits et charges de restructurations et d'intégrations (IFRS et non IFRS) s'élève à 14.9 millions d'euros, en ligne avec le budget annoncé. Compte tenu de ces éléments, le résultat opérationnel retraité s'établit à 105.1 millions d'euros soit une marge de 12.4%, du même ordre que celle de 2007.

<i>IFRS en milliers d'euros</i>	CA 2008	CA 2007	Résultat opérationnel courant 2008		Résultat opérationnel courant 2007	
			En milliers d'euros	En %	En milliers d'euros	En %
CRM et données stratégiques	492 620	460 069	55 565	11.3%	64 901	14.1%
Professionnels de santé	250 214	191 356	34 537	13.8%	28 123	14.7%
Assurances et services	105 743	101 569	6 535	6.2%	2 240	2.2%
Total chiffre d'affaires	848 577	752 994	96 637	11.4%	95 264	12.7%

CRM et données stratégiques

- Le chiffre d'affaires sur 2008 s'établit à 493 millions d'euros, soit une progression de 11.6% en données comparables et de 7.1% en données publiées.
- Le résultat opérationnel courant sur 2008 s'établit à 55.6 millions d'euros en baisse de 14% par rapport à 2007. Ce recul attendu est dû à la baisse du résultat opérationnel de la filiale américaine suite à la baisse de l'activité enregistrée par son principal client (cf. communication précédente).
- La marge courante 2008 s'établit à 11.3% sachant qu'elle était de 9.2% au premier semestre 2008. L'amélioration de la marge au second semestre confirme ainsi la pleine réussite de l'intégration et de la restructuration de Dendrite.

Professionnels de santé

- Le chiffre d'affaires sur 2008 s'établit à 250 millions d'euros, soit une progression de 35.6% en données comparables et de 30.8% en données publiées.

- Le résultat opérationnel courant s'établit à 34.5 millions d'euros en hausse de 22.8% suite aux effets positifs sur les marges des politiques de rationalisation et d'optimisation des ressources.
- La marge courante s'établit à 13.8% contre 14.7% en 2007 suite à la forte croissance de Cegelease, dont les marges sont inférieures au reste de l'activité de ce secteur.

Assurances et services

- Le chiffre d'affaires sur 2008 s'établit à 106 millions d'euros, soit une progression de 3.1% en données comparables et de 4.1% en données publiées.
- Le résultat opérationnel s'établit à 6.5 millions d'euros en hausse de 191% par rapport à 2007.
- La marge courante ressort à 6.2% comparés à 2.2% en 2007. Cette amélioration de 4 points de marge s'explique par la pertinence des investissements réalisés et par la croissance externe.

Un résultat net 2008 moins important qu'en 2007

Le résultat net part du Groupe s'élève à 33.7 millions d'euros, en baisse de 23% par rapport à 2007. Ce résultat intègre la hausse du coût de l'endettement due d'une part, à un écart de change négatif au titre de l'exercice 2008, et, d'autre part, à une période de référence différente (acquisition de Dendrite en mai 2007) en partie compensée par une baisse de la charge d'impôts.

Le résultat net par action est de 3.6 euros contre 4.7 en 2007 sur la base d'un nombre d'actions en circulation au cours de l'année de 9.3 millions.

Un respect complet des engagements vis-à-vis des partenaires bancaires

Les principaux ratios financiers démontrent une situation financière maîtrisée. Ainsi les covenants fixés par la convention de crédit sont respectés au 31 décembre 2008 avec un ratio d'endettement net rapporté à l'EBITDA retraité de 3.15 pour un plafond à 3.50 et un ratio d'EBITDA contractuel sur frais financiers de 4.52 pour un plancher à 3.75.

STRUCTURE FINANCIERE ET SITUATION D'ENDETTEMENT

Les capitaux propres s'élèvent à 242.0 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 208.0 millions d'euros au 31 décembre 2007 traduisant une progression de 10.5 millions d'euros combiné à un écart de conversion Groupe positif de 23.9 millions d'euros et une variation des minoritaires (0.3 million d'euros).

Les dettes financières à moins d'un an s'élèvent à 109.5 millions d'euros et les dettes financières à plus d'un an à 578.4 millions d'euros, soit un total de 687.9 millions d'euros, contre 698.2 millions d'euros en 2007.

Compte tenu de la situation de trésorerie active, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 594.4 millions d'euros contre 610.8 millions d'euros à fin 2007, en baisse de 16.4 millions d'euros. Il représente 2.5 fois le montant des capitaux propres. Le Groupe prévoit de revenir courant 2009 à un ratio de dette nette inférieur à 3 fois l'EBITDA (résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et provisions)

Par ailleurs, en 2008, dans la continuité de l'opération réalisée au cours de l'exercice 2007, Cegelease a procédé à des cessions complémentaires à la société Natixis, d'une partie de ses créances contre un apport en cash de 53.5 millions d'euros, en deux opérations, une au premier semestre de 34.5 millions d'euros et l'autre au deuxième semestre de 19.0 millions d'euros.

INVESTISSEMENTS

Les prises de participation, directes par Cegedim S.A., ou indirectes via les filiales du Groupe, ont été exposées précédemment.

En 2008, les immobilisations incorporelles nettes consolidées progressent de 36.3 millions d'euros alors que immobilisations corporelles nettes consolidées régressent de 7.6 millions d'euros.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Cegedim S.A. regroupe les équipes de recherche et de développement mutualisées, affectées aux projets utilisant l'infrastructure informatique partagée du Groupe. Certaines filiales disposent également de leurs propres équipes, et conduisent leurs actions de R&D sous la coordination du siège ce qui explique la concentration de l'effort de recherche et développement chez Cegedim S.A.

Les coûts de développement activés en 2008 sur les projets en phase de développement se sont élevés à 33.5 millions d'euros, dont 2.7 millions d'euros sur les filiales étrangères (notamment la refonte du logiciel destiné aux médecins au Royaume-Uni), 20.6 millions d'euros investis par Cegedim S.A. (cf : partie du présent Rapport relative à Cegedim S.A.), 4.2 millions d'euros sur Cegedim Activ et 2.1 millions d'euros sur Cegedim SRH (gestion des ressources humaines) qui a accéléré son effort en matière de recherche et développement.

L'effort important consenti par Cegedim S.A. a porté sur le développement d'une solution de convergence Cegedim Dendrite pour la gestion des forces de ventes des laboratoires pharmaceutiques, sur le développement des offres Onekey aux Etats-Unis et sur l'extension des offres américaines au marché mondial.

Ils sont complétés par des investissements logiciels et matériels, ainsi que par les travaux d'équipes informatiques dédiées, réalisés au quotidien au sein des différentes filiales du Groupe, afin d'assurer la maintenance applicative de l'ensemble des offres commercialisées.

Au total, le Groupe Cegedim consacre environ 8% de son chiffre d'affaires consolidé à la recherche et au développement.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Indicateurs clés de performance de nature financière

Les indicateurs financiers clés du Groupe Cegedim sont :

- Le chiffre d'affaires sectoriel consolidé ;
- Le résultat opérationnel courant consolidé ;
- Les investissements ;
- La structure financière.

Ils ont fait l'objet de commentaires détaillés plus haut.

Indicateurs clés de performance de nature non financière

Les indicateurs clés de performance de nature non financière applicables à Cegedim S.A. le sont également au niveau du Groupe consolidé.

Ils sont complétés par différents indicateurs spécifiques aux métiers du Groupe, notamment :

- Le suivi du nombre d'utilisateurs des offres CRM ;
- Ainsi que le contenu qualitatif et quantitatif des bases de données commercialisées par le Groupe.

Le Groupe Cegedim revendique actuellement plus de 200 000 utilisateurs de ses offres et ambitionne de proposer de nouveaux services s'adressant aux 400 000 visiteurs mécanisés dans le monde.

FACTEURS DE RISQUES ET UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les activités du Groupe demeurent soumises aux risques habituels inhérents à l'exercice de ses métiers ainsi qu'aux risques de nature politique ou géopolitique liés à sa présence mondiale dans la plupart de ses activités ainsi qu'aux événements imprévisibles liés à des cas de force majeure. Les principaux risques identifiés sont les suivants :

Risque de taux

Afin de limiter les effets d'une hausse des taux d'intérêts sur le niveau de ses frais financiers et comme demandé dans la convention de crédit, le Groupe a décidé de mettre en œuvre une politique de couverture des risques consistant à protéger un taux de financement maximum annuel sur la durée des emprunts. Seule Cegedim S.A. a mis en place, lorsque nécessaire, une couverture des emprunts. Le montant des emprunts exposés au risque de taux s'élève à 46.7 milliers d'euros (une fraction du crédit revolving taux Euribor 3 mois). La dette subordonnée de 50 000 milliers d'euros envers FCB (ex Financière Cegedim) ne bénéficie pas non plus de couverture de taux. Tous les autres emprunts sont couverts contre une évolution défavorable des taux d'intérêts.

Risque de change

Les devises représentant une part significative du chiffre d'affaires consolidé sont la livre sterling (10% du chiffre d'affaires) et le dollar (environ 15% du chiffre d'affaires). Il n'existe pas de couverture particulière permettant de prévenir les fluctuations de ces devises par rapport à l'euro, ce qui est susceptible d'exposer le Groupe à un risque de change plus ou moins significatif selon les années. De plus, le Groupe a souscrit un emprunt de 200 millions de dollars pour lequel il n'existe pas de couverture euro/dollar.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité non opérationnel du Groupe est induit principalement par l'échéance de ses dettes bancaires donnant lieu à paiement d'intérêts et les flux de paiement sur instruments financiers ainsi que sur les autres dettes ne donnant pas lieu à paiement d'intérêts.

La convention de crédit conclue par le Groupe impose le respect de covenants financiers à défaut desquels l'utilisation de tirages supplémentaires de la partie revolving du crédit pourrait cesser d'être disponible et le crédit pourrait éventuellement devenir exigible par anticipation.

En dehors des covenants habituels à ce type de convention, le Groupe doit respecter deux ratios (dette financière nette sur EBITDA et EBITDA pro-forma sur coût de l'endettement) et respecter une contrainte de limitation des acquisitions.

Au 30 juin 2008 et au 31 décembre 2008 le Groupe respecte l'ensemble de ses covenants.

Risque clients

Les clients du Groupe sont essentiellement des laboratoires pharmaceutiques, des médecins, des pharmaciens, des compagnies et mutuelles d'assurance santé. Ils ne présentent pas de risques significatifs de contrepartie.

Risque réglementaire

Le Département Juridique du Groupe centralise et assure le suivi des réglementations en vigueur et s'assure de la conformité de l'activité du Groupe avec les différentes législations qui lui sont applicables. Des changements de législation ou une évolution des réglementations pourraient avoir une incidence sur la conduite des activités du Groupe et par conséquent sur la rentabilité.

Bien que le secteur de la santé soit très réglementé, le Groupe Cegedim, en tant que prestataire de services, n'est pas soumis à une réglementation particulière, hormis les règles relatives à la protection et au transfert des données personnelles. Celles-ci imposent notamment des déclarations systématiques aux organismes de contrôle exerçant dans chaque pays où le Groupe est propriétaire ou gérant de fichiers et bases de données.

Il n'existe pas de lien ou de dépendance technologique avec d'autres sociétés dont le seuil soit suffisamment significatif pour avoir une incidence sensible sur le Groupe. Les actifs nécessaires à l'exploitation sont détenus par le Groupe.

Il n'existe pas de dispositions fiscales particulières applicables au Groupe qui soient facteurs de risque.

Risque juridique

Le risque juridique représente pour le Groupe le risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible de lui être imputable au titre de ses opérations. L'activité du Groupe dépend dans une large mesure de la protection efficace de ses droits de propriété intellectuelle relatifs aux marques utilisées et aux logiciels que le Groupe développe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige non provisionné dans les comptes, susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

Risque politique

Le risque politique se traduit par le risque lié à une situation politique ou une décision du pouvoir politique: nationalisation sans indemnité suffisante, révolution, exclusion de certains marchés, fiscalité discriminatoire, impossibilité de rapatrier les capitaux etc.

De par sa dimension internationale étendue, le Groupe demeure vigilant quant aux évolutions politiques des différents pays où les filiales sont implantées.

Risques industriels et environnementaux

Le Groupe Cegedim a mis en œuvre en 2008 son programme de Développement durable, le Cegedim Compact en référence au Global Compact, le Pacte Mondial des Nations Unies. Il vise à répondre aux trois préoccupations du développement durable afin de contribuer aux enjeux d'équité sociale, de préservation de l'environnement et d'efficacité économique.

Agissant dans le secteur des technologies et des services liés à l'information et aux bases de données, le Groupe Cegedim a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des systèmes et des données. Le rapport du Président sur le contrôle interne détaille les mesures mises en œuvre en matière de sécurité des systèmes d'information au sein du Groupe Cegedim.

Les risques industriels sont également couverts par des polices d'assurance adéquates.

Les activités du Groupe Cegedim, compte tenu de leur nature essentiellement immatérielle (logiciels, bases de données, prestations intellectuelles), n'ont pas de répercussions significatives sur l'environnement.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

En mars 2009 GERS Maghreb, filiale détenue à 100% par le Groupe Cegedim a procédé à l'acquisition de la société Next Software, éditeur de logiciels de gestion auprès des pharmacies en Tunisie. Cette opération permet à Cegedim de renforcer sa position au niveau de l'informatisation des pharmaciens au Maghreb. En 2008, le chiffre d'affaires de ces activités représente moins d' 1 million d'euros.

En mars 2009, Cegedim S.A. a annulé, à coût nul, sa couverture de taux sur la totalité de l'emprunt de 350 000 milliers d'euros et une partie du revolver credit facilities (83 333 milliers d'euros). A la place, le Groupe a mis en place un collar, capé à 5.58% et flooré à 4.25%, à prime nulle convertible en taux fixe Euribor 3 mois postfixé +2.62%, le coupon est capé à 5.58% et flooré à 4.25%. Pour le premier coupon l'Euribor 3 mois est fixé à 1.65%. Le 30 juin 2009 et uniquement à cette date, la banque de couverture a l'option de transformer le collar payé par Cegedim en swap à un taux fixe de 4.79%, trimestriel.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DU GROUPE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour 2009, il est prévu un chiffre d'affaires au moins égal à 900 millions d'euros. L'ensemble des politiques de réduction des coûts mises en œuvre en 2008 devraient, toute chose étant égale par ailleurs, contribuer à l'amélioration des marges.

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Pour répondre aux prescriptions de l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce, nous vous donnons ci-dessous les informations requises.

Informations sociales

Nous annexons au présent Rapport un tableau des informations requises.

Informations environnementales

Les activités du Groupe Cegedim, compte tenu de leur nature, n'appellent pas de commentaires particuliers en matière d'environnement.

Nous vous demandons conformément à l'article L. 225-100 et L. 233-16 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés en annexe.

Le Conseil d'administration

26.2 Annexes au rapport de gestion

26.2.1 Résultats des cinq derniers exercices (en euros)

Date d'arrêté	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	8 891 004.63	8 891 004.63	8 894 004.61	8 891 004.61	8 891 004.61
Nombre d'actions					
- ordinaires	9 331 449	9 331 449	9 331 449	9 331 449	9 331 449
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	146 163 676.17	138 039 458.63	92 995 188.13	91 325 069.36	85 913 438.36
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(16 925 104.78)	6 730 293.61	45 185 487.32	33 201 883.40	28 294 792.70
Impôts sur les bénéficiaires	(11 300 284.17)	(7 377 518.42)	(2 225 125.50)	5 202 082.28	2 447 702.00
Participation des salariés	660 299.39	254 486.00	659 450.00	1 091 517.82	313 426.31
Dot. amortissements et provisions	16 413 422.34	2 642 031.58	14 261 620.10	13 773 572.62	11 235 983.60
Résultat net	(22 698 542.34)	11 211 294.45	32 489 542.72	13 134 710.68	14 297 680.79
Résultat distribué	-	8 398 304.10	7 465 159.20	7 185 215.73	6 345 385.00
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, et avant dot. amortissements et provisions	-0.67	1.48	5.01	2.88	2.74
Résultat après impôt, participation, et dot. amortissements et provisions	-2.43	1.20	3.48	1.41	1.53
Dividende attribué	-	⁽¹⁾ 0.90	0.80	0.77	0.68
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	989	910	561	547	517
Masse salariale	45 136 048.62	40 295 672.42	24 925 176.89	23 703 911.76	22 204 889.37
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	20 209 331.56	18 138 984.78	11 790 370.01	11 417 095.81	10 179 911.18

26.2.2 Inventaire des valeurs mobilières au 31 décembre 2008

■ Titres de participations

SOCIETES	Nombre d'actions ou de parts	% de participation	Valeurs nettes d'inventaire
1. Sociétés françaises			
AGDF CEGEDIM RS (ex ICSF)	1	0.001%	7
AMIX	500	100.00%	7 622
ALLIADIS	8 161	100.00%	44 224 377
ALLIANCE SOFTWARE	102 500	100.00%	5 828 433
APSYS NET	80 000	100.00%	950 618
BKL CONSULTANTS	532 000	100.00%	0
CCI International (ex : CBU)	1 000	100.00%	0
CDS	500	100.00%	8 868 269
CEGELEASE	6 450	100.00%	10 219 374
CEGERS	1 500	50.00%	22 867
CEGEDIM ACTIV	873 900	100.00%	20 495 450
CEGEDIM SRH	6 983 097	100.00%	2 586 543
CEGEDIM HOLDING CIS	4 000	100.00%	0
CETIP	39 311	99.66%	1 178 995
EDIPHARM	200	20.00%	3 049
HOSPITALIS	1 000	100.00%	0
ICOMED	2 500	100.00%	188 656
INCAMS	2 500	100.00%	2 625 662
I SANTE	750	100.00%	0
MEDEXACT	6 549	100.00%	654 900
PCO CEGEDIM	25 000	100.00%	1 617 803
PHARMAPOST	1 000	100.00%	2 665 754
PHARMASTOCK	5 000	100.00%	576 225
QUALIPHARMA	1 000	100.00%	0
REPORTIVE SA	80 019 361	100.00%	2 448 150
RESIP	1 600	100.00%	20 434 710
RNP	26 000	100.00%	2 429 694
ROSENWALD	2 516	99.84%	519 041
SOFILOCA	1 000	100.00%	15 245
SCI 2000	159	68.83%	846 739
NETFEKTIVE TECHNOLOGY	8 715	7.11%	175 576
NEX & COM	240	20.00%	13 332

2. Sociétés étrangères

CEGEDIM INC USA	10 000	100.00%	302 632 276
CEGEDIM DO BRASIL	1 736 825	100.00%	0
CEGEDIM HOLDING GMBH	500	100.00%	8 534 585
CEGEDIM GMBH (Autriche)	13 000	100.00%	10 938
CEGEDIM POLAND	72	1.77%	10 278

CEGEDIM DENDRITE LIMITED	500	100.00%	0
IN PRACTICE SYSTEMS (Angleterre)	14 000 000	100.00%	1
THIN (Angleterre)	100	100.00%	0
CEGEDIM WORLD INT.SERVICES Ltd	6 000	100.00%	60 000 000
CEGEDIM HUNGARY KFT	1 000	100.00%	89 427
CEGEDIM TURKEY	23 332	99.98%	462 950
CEGEDIM HELLAS	11 932	99.98%	360 244
CEGEDIM ROUMANIA Srl	444	100.00%	1 030 533
CEGEDIM SK SRO (Slovaquie)	100%	100.00%	8 125
CROISSANCE 2006 (Belgique)	13 781	100.00%	6 242 793
CEGEDIM Belgique	2 999	99.97%	268 985 409
BKL Pharma Consulting (Belgique)	1	0.02%	10
GERS MAGHREB (Tunisie)	630	6.42%	13 378
CEGEDIM TUNISIE	260	65.00%	0
CEGEDIM Algérie	100%	100.00%	11 064
CEGEDIM CIS (Tchéquie)	6 235	100.00%	955 241
CEGEDIM CZ (Tchéquie)	1 000	100.00%	28 796
CEGEDIM Italie	999 892	99.99%	10 024 736
CEGEDIM TRENDS (Egypte)	28	70.00%	434 351
CEGEDIM Espagne	900 000	100.00%	1 656 337
CEGEDIM Portugal	985	98.50%	494 645
ULTIMA (Turkey)	1	0.02%	422

Total titres de participation valeur nette **791 583 631**

- Autres titres immobilisés

Pour les sociétés françaises : néant
 Pour les sociétés étrangères : néant

- Valeurs mobilières de placement

	Valeurs nettes d'inventaire
Liquidités Chevreux	441 122
Billet de trésorerie Natixis	18 958 343
Total VMP	19 399 465

- Récapitulatif

	Valeurs nettes d'inventaire (en euros)
Titres de participations	<u>791 583 631</u>
Autres titres immobilisés	-
Valeurs mobilières de placement	<u>19 399 465</u>
Total	810 983 096

26.2.3 Liste des administrateurs en fonction, mandats et rémunérations

Etablie préalablement à l'Assemblée générale en date du 27 mai 2009.

M. Jean-Claude LABRUNE – 137, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE

Mandats	Sociétés
Président Directeur Général	Cegedim
Représentant permanent	de Cegedim au Conseil d'administration de Cegedim SRH
Président du Conseil d'administration	Cetip
Président de S.A.S.	FCB (ex Financière Cegedim) – Hospitalis – Pharmapost
Gérant	Cegers – Icomed – JCL – RNP
Rémunération fixe : 716 854€	Jetons de présence : 11 500€
Avantage en nature : 3 804€ - véhicule de fonction.	

M. Laurent LABRUNE – 64, rue de Silly, 92100 BOULOGNE

Mandats	Sociétés
Administrateur	Cegedim – FCB (ex Financière Cegedim)
Président Directeur Général	Cegedim SRH
Directeur Général Délégué de S.A.S.	FCB (ex Financière Cegedim)
Rémunération fixe : 213 915€	Rémunération variable : 92 000€ Jetons de présence : 7 500€
Avantage en nature : 5 915€ - véhicule de fonction.	

Mme Aude LABRUNE – 11, rue des Fontnelles, 92310 SEVRES

Mandats	Sociétés
Administrateur	Cegedim – FCB (ex Financière Cegedim)
Présidente de S.A.S.	Rosenwald
Directeur Général Délégué de S.A.S.	FCB (ex Financière Cegedim)
Rémunération fixe : 79 829€	Rémunération variable : 6 250€ Jetons de présence : 7 500€
Avantage en nature : 1 829€ - véhicule de fonction.	

GERS - Tour Franklin 100-101, quartier Boildieu, 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Représentant permanent de GERS : M. François Blanot - 194, rue Jean-Louis Breteau 76230 Bois-Guillaume.

Mandats	Sociétés
Président	GIE GERS
Directeur Général Délégué de S.A.S.	du GERS au Conseil d'administration de Cegedim
Jetons de présence : 7 500€	

ALLIANCE HEALTHCARE FRANCE – 222, rue des Caboeufs 92622 GENNEVILLIERS

Représentant permanent de Alliance Healthcare France : M. Jean-Louis Mery – 194, av. de la Forêt 36330 Le Poinçonnet

Mandats	Sociétés
Président Directeur Général	Alliance Healthcare France
Président de S.A.S.	Alliance Healthcare Repartition - Alliance Santé France – Sedley Participations France
Représentant permanent	de Alliance Healthcare France aux Conseils d'administration de Cegedim – Alphega S.A.
Jetons de présence : 7 500€	

FCB (ex FINANCIERE CEGEDIM) - 137, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE

Représentant permanent de FCB (ex Financière Cegedim) : M. Pierre Marucchi - 9, cour Jasmin, 75016 Paris

Mandats	Sociétés
Administrateur	Cetip – Cegedim SRH – FCB (ex Financière Cegedim) – Proval NTIC – Reportive
Représentant permanent	de FCB (ex Financière Cegedim) au Conseil d'administration de Cegedim
Président du Conseil d'administration	AGDF Cegedim RS
Président Directeur Général	Proval
Président de S.A.S.	CSD France (ex CAM) – CDS – Cegedim holding CIS – Cegedim Ingénierie – Chebranmic - DRE - Incams
Directeur général de sas	FCB (ex Financière Cegedim)
Directeur Général Délégué	Cegedim – Cegedim SRH - Reportive
Gérant	Amix- Apsys net– Iris – iSante - Qualipharma - Resip
Rémunération fixe : 288 692€	Rémunération variable : 168 544€
Jetons de présence : 11 500€	
Avantage en nature : 3 693€ - véhicule de fonction.	

26.2.4 Informations sociales

(Article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce)

	France 2008	Etranger 2008	Global 2008
<i><u>Effectif au 31/12/08</u></i>			
CDI	2 958	4 588	7 546
CDD	281	412	693
Total effectif	3 239	5 000	8 239
Salariés « plein temps » ⁽¹⁾	3 024	4 543	7 567
Salariés « temps partiel »	215	457	672
<i><u>Embauches</u></i>			
CDI	669	2 002	2 671
CDD	313	367	680
Total embauches	982	2 369	3 351
Départ	674	2 237	2 911
Intérimaires (en jour homme)	11 305	3 397	14 702
Absentéisme ⁽²⁾ (en jour homme)	39 054	17 811	56 865
Masse salariale au 31/12/08 (milliers d'euros)	121 146	175 639	296 785
Charges sociales au 31/12/08 (milliers d'euros)	60 925	36 933	97 858
Formation (milliers d'euros)	2 768	845	3 613

⁽¹⁾ Temps de travail respectant les réglementations en vigueur dans les différents pays.

⁽²⁾ L'absentéisme présenté exclut les CP et les RTT, aussi bien en France qu'à l'étranger.

26.2.5 Détail de l'activité des sociétés du Groupe Cegedim dont le chiffre d'affaires social dépasse 30 millions d'euros

26.2.5.1 - CEGEDIM ACTIV

■ Présentation

La société Cegedim Activ a pour activité l'édition, la commercialisation et l'intégration de progiciels applicatifs dédiés à l'assurance de personnes (Santé, Prévoyance) et de services associés.

Ces solutions couvrent 30 millions d'assurés en régime obligatoire, complémentaire de santé et prévoyance. L'activité flux traite 200 millions de flux et gère 5 millions de cartes Vitale. L'offre de Cegedim Activ s'adresse à tous les opérateurs du marché, tels que les compagnies d'assurance, mutuelles, institutions de prévoyance, intermédiaires.

L'entité Cegedim Activ conçoit, intègre et héberge les services liés à ses progiciels Aneto et Esquif, couvrant ainsi le remboursement des soins de santé de 15 millions de personnes.

■ Activité au cours de l'exercice

Cegedim Activ se distingue en tant qu'acteur incontournable dans le domaine de la gestion de la santé et de la prévoyance.

Au cours de l'exercice, l'activité de Cegedim Activ a fortement augmenté. Les produits d'exploitations ont progressé de 6.7% pour s'établir à 65 304 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

En février 2008, Cegedim Activ a finalisé l'acquisition de la société Protectia, éditeur français de progiciel santé dédié à l'assurance de personnes et gérant près de 1.5 million de personnes. Cette opération enrichit l'offre de services de Cegedim Activ sur le segment « middle market », autour d'une solution moderne, basée sur les dernières technologies.

■ Comptes sociaux au 31 décembre 2008

Compte de résultats

Le résultat d'exploitation diminue de 13.3% au cours de l'exercice pour s'établir à 3 049 milliers d'euros au 31 décembre 2008. Cette baisse résulte pour l'essentiel des éléments suivants:

- D'une progression des produits d'exploitation de 6.7% qui s'établissent à 65 304 milliers d'euros au 31 décembre 2008 ;
- D'un accroissement important des charges du personnel de 4 699 milliers d'euros, soit une hausse de 21.3% au cours de l'exercice;
- D'une hausse des dotations d'amortissements de 240 milliers d'euros ;
- Le poste « Autres achats et charges externes » s'élève à 29 282 milliers d'euros, en diminution de 72 milliers d'euros ;

Le résultat financier s'établit à -1 583 milliers d'euros en 2008, quasiment inchangé par rapport à l'année dernière, sous l'effet combiné d'une forte hausse des produits financiers (+2 576 milliers d'euros intégrant principalement la forte hausse des produits financiers de participations) et des charges financières (+2 738 milliers d'euros).

Bien que le résultat courant avant impôts s'élève à 1 466 milliers d'euros au 31 décembre 2008, en baisse de 30.0% sur l'exercice, le résultat net ressort à 2 060 milliers d'euros, en forte hausse de 222.5% par rapport à 2007.

Bilan

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières nettes continuent de progresser sur l'exercice, notamment suite à l'acquisition de la société Protectia en cours d'année.

Les créances clients de Cegedim Activ s'élèvent à 21 363 milliers d'euros au 31 décembre 2008, soit une diminution de 14.5% par rapport à l'année dernière.

Les capitaux propres s'établissent à 25 179 milliers d'euros contre 22 955 milliers d'euros en 2007, cette hausse s'expliquant très largement par le bon résultat net de l'exercice.

Les emprunts et dettes financières diverses s'élèvent à 31 669 milliers d'euros au 31 décembre 2008, en hausse de 53.1% sur l'exercice, principalement à cause de l'augmentation des comptes courants avec les entités du Groupe pour financer l'opération d'acquisition de la société Protectia (auprès de CWISL pour 17 millions d'euros, Croissance 2006 pour 7 millions d'euros et Cegedim S.A. pour 5 millions d'euros).

■ Perspectives 2009

Le marché de l'assurance de personnes est en pleine mutation. On assiste à une accélération de l'évolution de la réglementation et suite à l'intégration de la société Protectia en février 2008, Cegedim Activ compte profiter de 2009 pour faire fructifier son positionnement « middle market » et faire progresser son chiffre d'affaires.

26.2.5.2 - ALLIADIS

■ Présentation

La société Alliadis fait partie du pôle « logiciels pharmaciens » au sein du secteur « Professionnels de santé » du Groupe Cegedim. Elle commercialise le logiciel Alliance Plus, destiné aux pharmaciens français.

Alliadis travaille en étroite synergie avec les autres sociétés du Groupe Cegedim produisant et commercialisant des logiciels destinés aux pharmaciens français (filiales Alliance Software, Data conseil et Servilog Concept notamment) ainsi qu'avec Cegelease, qui propose des solutions de location financement à ses clients.

Les commentaires qui suivent concernent uniquement l'entité juridique Alliadis, à l'exclusion des autres filiales.

■ Activité au cours de l'exercice

En 2008, l'activité d'Alliadis a progressé. Le chiffre d'affaires est passé de 44 549 milliers d'euros à 47 444 milliers d'euros, soit une croissance de 6.5%.

Cette progression se décompose en :

- une augmentation de 8.7% pour l'activité « vente de marchandises » ;
- une augmentation de 3.8% pour l'activité de « maintenance et produits divers ».

L'évolution du chiffre d'affaires lié aux ventes de marchandises résulte principalement d'une consolidation des parts de marché conquises l'année dernière via l'acquisition d'un fonds de commerce (Neyrial) et de 400 officines dans la région Auvergne. Depuis cette acquisition, le chiffre d'affaires pour la région Auvergne est en forte progression. L'évolution du chiffre d'affaires lié aux contrats de maintenance concerne principalement la région Auvergne.

Globalement, les produits d'exploitation progressent de 7.0% alors que les charges d'exploitation progressent de 9.0%.

■ Comptes sociaux au 31 décembre 2008

Compte de résultats

Le résultat d'exploitation s'établit à 6 914 milliers d'euros en légère baisse de 275 milliers d'euros (-3.8%) par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique notamment par les effets combinés suivants :

- un accroissement du chiffre d'affaires de 2 896 milliers d'euros, soit +6.5%
- une augmentation des achats de marchandises et autres approvisionnements de 1 090 milliers d'euros (+8.0%) ainsi que des autres achats et charges externes de 713 milliers d'euros (+8.8%)
- un accroissement de la masse salariale de 1 275 milliers d'euros, soit +8.9%.
- une augmentation de la provision indemnités départ retraite de +108 milliers d'euros.

Les autres postes du compte d'exploitation n'appellent pas de commentaires particuliers.

Le résultat financier au 31 décembre 2008 est un bénéfice s'élevant à 4 064 milliers d'euros contre un bénéfice de 430 milliers d'euros au titre de l'exercice 2007.

Cette variation d'une année sur l'autre s'explique notamment par les éléments ci-dessous.

Alliadis comptabilise une diminution des charges financières de 109 milliers d'euros sur l'exercice, en particulier à cause d'une perte de change constatée pour 2 461 milliers d'euros, d'une diminution de la dotation financière sur prêt de 1 981 milliers d'euros et d'une diminution de la charge « intérêts sur compte courant Cegedim » pour 588 milliers d'euros.

Sur l'exercice, Alliadis enregistre une augmentation des produits financiers de 3 526 milliers d'euros. Cette hausse s'explique en partie par la reprise de la provision sur compte courant pour 5 807 milliers d'euros et la diminution des revenus des titres de participation pour 1 905 milliers d'euros qui correspond au dividende versé en 2007 par la société Alliance Software, filiale cédée en 2008.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 10 979 milliers d'euros contre 7 619 milliers d'euros en 2007.

Bilan

Alliadis a consenti un nouveau prêt de 14 milliers d'euros à sa filiale Infodisk (société détenue à 34%).

Parallèlement, les autres prêts diminuent de 21 292 milliers d'euros (en valeur nette) par rapport à la clôture précédente, principalement suite au remboursement du prêt consenti à la filiale Alliadis Europe Ltd et au remboursement du prêt de 170 milliers d'euros consenti en 2007 à la filiale Servilog Concept.

Les disponibilités augmentent de 15 706 milliers d'euros et les emprunts souscrits auprès du Groupe Cegedim sont soldés à la clôture de l'exercice.

Les capitaux propres s'établissent au 31 décembre 2008 à 24 533 milliers d'euros contre 17 212 milliers d'euros en 2007 soit une progression de 7 321 milliers d'euros.

■ Perspectives 2009

Alliadis prévoit une évolution de son activité et de ses résultats dans la tendance de celle observée en 2008, c'est-à-dire à la hausse.

26.2.5.3 - IN PRACTICE SYSTEMS

■ Présentation

In Practice Systems (InPS) est la filiale britannique du pôle « logiciels médecins » du Groupe Cegedim qui contribue aux résultats du secteur « Professionnels de santé ».

Son logiciel « Vision » s'impose comme la référence des solutions Windows pour le Primary Care au Royaume-Uni. InPS est un acteur reconnu par les principaux « Local Service Providers » du marché et bénéficie également de la faculté de vendre directement ses logiciels aux médecins conformément au « GPSoC » (GP System of Choice). La société continue de faire évoluer ses offres afin de suivre les recommandations du programme gouvernemental du National Health Service.

■ Activité au cours de l'exercice

En 2008, l'activité de la société a progressé par rapport à l'année précédente, avec un chiffre d'affaires en hausse qui s'établit à 31 858 milliers de livres sterling au 31 décembre 2008 contre 26 338 milliers de livres sterling au 31 décembre 2007.

■ Comptes sociaux au 31 décembre 2008

Compte de résultats

Le résultat d'exploitation s'établit à 4 657 milliers de livres sterling au 31 décembre 2008 contre 4 178 milliers de livres sterling au 31 décembre 2007. Cette hausse s'explique principalement par les éléments suivants :

- Un chiffre d'affaires qui s'établit à 31 858 milliers de livres sterling, en hausse de 21.0% sur l'exercice
- Une augmentation des achats de marchandises pour 5 559 milliers de livres sterling
- Une baisse des services extérieurs pour 1 935 milliers de livres sterling
- Des charges de personnel en hausse de 1 193 milliers de livres sterling

Le résultat financier sur l'exercice reste positif sur l'exercice. Il s'élève à 634 milliers de livres sterling en 2008 contre 680 milliers de livres sterling en 2007, combinant un produit financier de 684 milliers de livres sterling et des charges d'intérêts pour un montant de 50 milliers de livres sterling.

Compte tenu des éléments précédents, le résultat courant avant impôts ressort à 5 291 milliers de livres sterling.

Bilan

Les capitaux propres de In Practice Systems s'élèvent à 26 979 milliers de livres sterling au 31 décembre 2008, en hausse de 5 245 milliers de livres sterling sur l'exercice. Le montant des comptes courants s'élève à fin décembre 2007 à 28 378 milliers de livres sterling.

■ Perspectives 2009

Dans la lignée des bonnes performances des précédents exercices, l'activité devrait progresser avec un chiffre d'affaires et un résultat opérationnel sur 2009 en hausse par rapport à 2008 et une marge opérationnelle toujours soutenue.

26.2.5.4 - CEGELEASE

■ Présentation

La société Cegelease est une société de location financière qui propose des offres de financement aux officines pharmaceutiques, principalement pour leur équipement informatique (packs logiciels, matériel et maintenance). Depuis 2005 l'offre de financement couvre également l'agencement de la pharmacie (enseigne, croix, automates, mobilier) avec la marque Pharmalease, et depuis 2006 l'offre de financement s'est étendue aux autres secteurs médicaux avec la marque Médilease.

■ Activité au cours de l'exercice

En 2008, l'activité de Cegelease a continué de progresser. Le chiffre d'affaires est passé de 59 420 milliers d'euros à 85 897 milliers d'euros soit une augmentation de 44.6%.

La croissance de l'activité suit la poursuite du développement du marché de l'informatisation des pharmaciens et de l'activité des marques Pharmalease et Médilease dans le secteur médical autre que la Pharmacie, mais la forte progression de chiffre d'affaires est également due à une augmentation très importante des cessions de dossiers à des partenaires financiers.

Il convient également de noter une augmentation générale des produits d'exploitation de 39.7% contre une augmentation des charges d'exploitation de 36.7%.

■ Comptes sociaux au 31 décembre 2008

Compte de résultats

Le résultat d'exploitation s'établit à 7 809 milliers d'euros, soit une hausse de 3 537 milliers d'euros (+82.8%) qui résulte pour l'essentiel des éléments suivants:

- d'une augmentation significative du chiffre d'affaires de 26 477 milliers d'euros, y compris 21 387 milliers d'euros de ventes de marchandises en hausse de 85.2% qui s'explique principalement par le fait que les nouveaux contrats sont désormais cédés directement aux banques ;
- d'une augmentation des charges d'exploitation de 22 267 milliers d'euros ; incluant une augmentation du poste « Dotations aux amortissements sur immobilisations » de 3 946 milliers d'euros.

L'accroissement des dotations aux amortissements suit l'évolution du poste « Immobilisations » (en relation directe avec l'activité de Cegelease).

Les achats de marchandises, y compris la variation de stocks, sont en forte augmentation (81.7%) en rapport avec la forte augmentation de l'activité de cession des contrats, principalement de la marque Pharmalease qui concernent le financement des automates, agencements, enseignes et gros matériels, mais aussi des autres marques Cegelease, Medilease et Cofidata, et qui sont pour la plupart immédiatement cédés à des établissements financiers, afin de transférer le risque financier sur la durée du contrat.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 4 894 milliers d'euros contre 1 657 milliers d'euros en 2007, soit une baisse de 3 237 milliers d'euros.

Bilan

A l'actif, les immobilisations corporelles s'établissent en 2008 à 65 601 milliers d'euros. La baisse de 4 689 milliers d'euros sur l'exercice s'explique par le fait que les nouveaux contrats sont désormais cédés directement aux banques.

Les stocks de marchandises ont fortement augmenté, pour s'établir à 4 345 milliers d'euros en 2008 contre 2088 milliers d'euros en 2007, correspondant à des contrats en attente de cession aux établissements financiers, dont l'installation n'était pas terminée à la date de clôture.

Le poste clients s'élève à 3 532 milliers d'euros en 2008 contre 3 456 milliers d'euros en 2007, soit une légère augmentation de 76 milliers d'euros.

Suite aux cessions de nombreux contrats aux établissements bancaires, la trésorerie de Cegelease est très largement excédentaire en 2008 et s'élève à 17 697 milliers d'euros.

Au passif, les emprunts et dettes financières auprès de la Société Générale et du Crédit Lyonnais ont été totalement remboursés au cours de l'exercice.

Les dettes fournisseurs restent stables sur l'exercice pour s'établir à 6 417 milliers d'euros.

Les autres dettes augmentent fortement, passant de 47 815 milliers d'euros en 2007 à 69 680 milliers d'euros en 2008, suite à l'intensification des opérations de titrisations auprès de Natixis.

Les autres postes bilanciaux présentent des variations peu significatives.

■ Perspectives 2009

En 2009, Cegelease poursuivra son développement en s'appuyant sur ses marques existantes de location financière appliquée aux projets d'informatisation des pharmaciens et des médecins.

26.2.5.5 - DENDRITE INTERNATIONAL INC (DIL)

■ Présentation

Depuis son acquisition le 9 mai 2007, la société Dendrite International Inc fait partie du secteur « CRM et données stratégiques » du Groupe Cegedim. Elle est un acteur de référence en matière de fourniture de solutions à l'industrie pharmaceutique et des sciences de la vie, dans les domaines de la vente, du marketing et des études de conformité. Dendrite International Inc exerce ses activités aux Etats-Unis. Elle est la tête de pont du groupe Dendrite dont les activités couvrent l'Amérique, l'Asie-Pacifique et l'Europe. Les commentaires qui suivent concernent uniquement l'entité juridique Dendrite International Inc - USA.

■ Activité au cours de l'exercice

Sur l'exercice 2007, l'activité de Dendrite International Inc ne courrait que sur la période entre le 9 mai 2007 et le 31 décembre 2007.

En 2008, l'activité de la société est restée stable avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 197 533 milliers de dollars au 31 décembre 2008 contre 114 329 milliers de dollars au 31 décembre 2007.

■ Comptes sociaux au 31 décembre 2008

Compte de résultats

Le chiffre d'affaires sur la période est de 197 533 milliers de dollars. Il se compose en grande partie par des revenus liés aux activités SFE (« Sales Force Effectiveness » : services d'optimisation des forces de ventes) et aux activités de bases de données.

Le résultat d'exploitation s'établit à 23 880 milliers de dollars au 31 décembre 2008. Les économies du plan de restructuration mis en place ont porté leurs fruits. La masse salariale reste un des postes de charges les plus significatifs avec 103 578 milliers de dollars.

Le résultat financier au 31 décembre 2008 est de -25 442 milliers de dollars. Les produits financiers s'établissent à 27 375 milliers de dollars sur la période et les charges financières, principalement des intérêts et charges assimilées, à 52 817 milliers de dollars.

Sur la période, le résultat courant avant impôts s'élève à -10 755 milliers de dollars.

Bilan

Au 31 décembre 2008, les principaux postes constituant l'actif, en valeur nette, sont le fonds commercial pour 515 508 milliers de dollars, les concessions, brevets et marques pour 153 200 milliers de dollars, les créances clients pour 81 450 milliers de dollars, les comptes courants groupes à plus d'un an pour 75 217 milliers de dollars et les disponibilités pour 30 222 milliers de dollars.

Les capitaux propres s'établissent au 31 décembre 2008 à 366 715 milliers de dollars, les provisions pour risques et charges à 17 744 milliers de dollars, les dettes fournisseurs à 29 308 milliers de dollars et les comptes courants à 424 904 milliers de dollars.

■ Perspectives 2009

La complémentarité de Dendrite International Inc avec les autres entités du secteur « CRM et données stratégiques » du Groupe Cegedim doit se poursuivre lors du prochain exercice et permettre à Dendrite International Inc de maintenir un positionnement fort aux Etats-Unis.

26.2.6 Rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société

(Article L.225-37 du Code du commerce)

■ **Introduction**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, tel que modifié par la loi de sécurité financière n°2003-706 du 1er août 2003, l'objet de ce rapport est de rendre compte :

- Des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ;
- Des éventuelles limitations apportées par le Conseil d'administration aux pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ;
- Des procédures de contrôle interne mises en place au sein du Groupe Cegedim.

Ce rapport a été préparé sur la base de comptes-rendus et d'entretiens animés par la Direction Générale auprès de l'ensemble des organes participant au dispositif de contrôle interne du Groupe mentionnés dans la suite de ce document.

■ **Gouvernement d'entreprise et fonctionnement du Conseil d'administration**

Composition du Conseil d'administration

Nous vous rappelons que votre Conseil d'administration est composé de six membres. La liste des Administrateurs de la Société Cegedim S.A. incluant les fonctions exercées dans d'autres sociétés est jointe au Rapport de gestion.

Fréquence des réunions

L'article 13 des statuts de la société Cegedim S.A. prévoit que le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Ainsi, au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'administration s'est réuni sept fois.

L'agenda des réunions du Conseil d'administration a été le suivant :

11 janvier 2008	Préparation et convocation de l'Assemblée générale appelée à statuer sur un projet de plan d'attribution gratuite d'actions de la société au profit des dirigeants et/ou salariés du Groupe Cegedim
1 ^{er} février 2008	L'augmentation du capital de la Société Cegedim Belgium, filiale du Groupe, d'une somme de 275 millions d'euros au maximum
21 mars 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007, • Arrêté des comptes consolidés de l'exercice de consolidation clos le 31 décembre 2007, • Projet d'augmentation du capital social en numéraire, • Autorisation d'augmentation du capital social au profit des salariés, • Attribution d'actions gratuites dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 22 février 2008 : <ul style="list-style-type: none"> ✓ déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions parmi les mandataires sociaux et les membres du personnel de la Société ou des sociétés du Groupe Cegedim, ✓ fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, ✓ arrêter un règlement de plan d'attribution d'actions gratuites, ✓ modification des modalités d'attributions d'actions gratuites pour les résidents étrangers,

	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de rachat d'actions, • Décisions à prendre en vue de la préparation et de la convocation de l'Assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes dudit exercice, • Arrêté des comptes prévisionnels, • Questions diverses.
28 avril 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture d'un bureau de représentation au Mexique, • Signature de l'acte de conciliation avec la société TESSI.
23 juin 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Examen et autorisation de signature d'un projet d'avenant de langue anglaise intitulé « Second Supplemental Agreement » (le « Second Supplemental Agreement ») au contrat de crédit de langue anglaise intitulé « Credit Facilities Agreement » conclu par la Société le 3 mai 2007 tel que modifié par avenants successifs en date des 29 juin 2007, 8 août 2007 et 17 décembre 2007 ; • Examen et autorisation de signature d'un projet d'acte d'adhésion de langue anglaise intitulé « Accession Agreement » par la société Cegedim Deutschland GmbH au contrat de crédit de langue anglaise intitulé « Credit Facilities Agreement » conclu par la Société le 3 mai 2007 tel que modifié par avenants successifs y compris par le Second Supplemental Agreement ; • Examen et autorisation de signature d'un projet d'acte d'adhésion de langue anglaise intitulé « Accession Agreement » par la société Cegedim Dendrite Limited au contrat de crédit de langue anglaise intitulé « Credit Facilities Agreement » conclu par la Société le 3 mai 2007 tel que modifié par avenants y compris par le Second Supplemental Agreement ; • Examen et autorisation de signature d'un projet de contrat cadre de gage de comptes d'instruments financiers en langue anglaise intitulé « Financial Instruments Account Master Pledge Agreement » (le « Master Pledge Agreement ») portant sur les comptes d'instruments financiers ouverts au nom de la Société dans les livres des sociétés suivantes : (i) Medexact SAS, (ii) Alliadis SAS, (iii) Alliance Software SAS, (iv) Cegedim Activ SAS, (v) Cegelease SAS, (vi) Hospitalis SAS, (vii) PCO Cegedim SAS, et (viii) Pharmapost SAS, au crédit desquels figurent les actions détenues par la Société dans le capital de ces sociétés ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les parts sociales de la société Icomed EURL détenues par la Société ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les parts sociales de la société RNP EURL détenues par la Société ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les parts sociales de la société Sofiloca EURL détenues par la Société ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les parts sociales de la société RESIP EURL détenues par la Société ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les parts sociales de la société Pharmastock EURL détenues par la Société ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les actions de la société Cegedim Belgium N.V. détenues par la Société ; • Examen et autorisation d'un projet de contrat de nantissement portant sur les actions de la société Cegedim Italia S.r.l. détenues par la Société ; • Pouvoirs pour formalités ; • Questions diverses.
17 septembre 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du capital – mise en œuvre de la délégation de compétence décidée par l'Assemblée générale du 7 mai 2008, • Arrêté des comptes du premier semestre 2008, • Examen des comptes prévisionnels du second semestre 2008. • Décisions pour les filiales étrangères du Groupe, • Décisions relatives aux attributions gratuites d'actions décidées par l'assemblée générale du 22 février 2008, • Questions diverses.
15 octobre 2008	<ul style="list-style-type: none"> • Versement d'un supplément de participation.

Convocation des Administrateurs

Les Administrateurs ont été convoqués par télécopie et courrier électronique dans le respect de l'article 13 des statuts de la société Cegedim S.A.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de commerce, les Commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil d'administration qui ont examiné et arrêté les comptes annuels et intermédiaires.

Information des Administrateurs

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des Administrateurs leur ont été communiqués préalablement à chaque réunion du Conseil d'administration.

A toute époque de l'année, le Conseil d'administration opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. Dans ce cadre, chaque Administrateur peut se faire communiquer les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission ; à cet effet, il en adresse la demande au Président du Conseil d'administration.

Tenue des réunions

Les réunions du conseil d'administration se déroulent au siège social de la Société.

Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués aux Administrateurs.

Rémunération des Administrateurs

La rémunération des Administrateurs est précisée dans la liste des Administrateurs de la société Cegedim S.A. jointe au Rapport de gestion.

Limitation des pouvoirs du Président Directeur Général et du Directeur Général Délégué

Nous vous indiquons que le Conseil d'administration n'a pas apporté de limitation aux pouvoirs de Monsieur Jean-Claude Labrune, votre Président-Directeur Général, ni à ceux de Monsieur Pierre Marucchi, Directeur Général Délégué.

■ Procédures de contrôle interne

Enjeux du contrôle interne au sein du Groupe Cegedim

Le contrôle interne a pour but de donner une assurance raisonnable quant à la réalisation des priorités de la Société et à la sincérité des chiffres publiés. Son efficacité repose sur le comportement des collaborateurs responsables, sans que l'atteinte de tous ces objectifs soit systématiquement garantie. Il veille, d'une part, à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que le comportement des personnes s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et règlements applicables ainsi que par les valeurs, normes et règles internes de la Société. D'autre part, il vérifie que les informations comptables et financières sont conformes aux normes en vigueur.

Les procédures de contrôle interne en vigueur au sein du Groupe Cegedim ont pour enjeux principaux :

La coordination de ses activités

Le développement de Cegedim repose notamment sur sa capacité à anticiper les besoins de ses clients et à y répondre en conjuguant un grand nombre de compétences « métier ».

La réussite de ce modèle requiert, sur le plan du contrôle interne, l'harmonisation des actes de gestion et des comportements des personnels. Elle implique que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités du Groupe par ses organes sociaux, par les lois et règlements en vigueur, et par les normes internes du Groupe.

Le contrôle et la transparence de ses informations comptables et financières

Les procédures de contrôle interne régissent l'élaboration et la communication des informations comptables et financières du Groupe. Elles sont établies de façon à en garantir la disponibilité, l'intégrité, la conformité et l'auditabilité.

L'accompagnement de sa croissance

L'expansion internationale du Groupe Cegedim, notamment par voie de croissance externe, s'appuie sur sa capacité à identifier les relais externes de croissance. Dans ce domaine, les mesures prises par Cegedim visent à accélérer l'intégration des nouvelles activités, maîtriser les risques inhérents aux opérations de croissance et en suivre la performance.

L'acquisition de la société Dendrite International Inc. en mai 2007 a permis à Cegedim de doubler de taille dans ses activités cœur de métier. Cette étape majeure dans le développement du Groupe suppose de consacrer des efforts considérables à la réussite de l'intégration des nouvelles activités. Consciente de cet enjeu, la Direction Générale du Groupe a créé début 2008 un pôle de « l'Excellence Opérationnelle » (Opex), chargé d'optimiser l'organisation et les circuits d'information, mais aussi de renforcer la culture Groupe orientée clients, dans le but de générer des économies par le jeu des synergies, de la rationalisation des processus et de l'optimisation de la productivité des équipes. Animé par un collaborateur ayant plus de 10 ans d'expérience au sein du Groupe, notamment au poste de Directeur des Ressources Humaines puis Directeur des activités CRM internationales, Opex est en mesure de proposer des améliorations en matière de contrôle interne et de contrôle financier, en plaçant systématiquement la composante métier au cœur de la réflexion.

La sécurité de ses opérations de traitement de l'information

Leader dans le secteur des technologies et des services liés à l'information médicale, le Groupe Cegedim a pour priorité d'apporter à ses clients et partenaires toute satisfaction concernant la sécurité des données. Le Groupe Cegedim applique les législations de protection des données et de la vie privée dans l'ensemble des pays où il opère.

L'acquisition de compétences de pointe

Le Groupe Cegedim considère la formation de ses équipes comme un facteur clé de succès, permettant d'assurer la satisfaction de ses clients et la motivation de ses collaborateurs. En 2004, Cegedim fut l'une des premières entreprises à mettre en œuvre le droit individuel à la formation.

La politique générale de formation pratiquée chez Cegedim consiste principalement à :

- Adapter en permanence les compétences de ses équipes de recherche et développement, et
- Accompagner ses collaborateurs dans l'acquisition de compétences nouvelles nécessaires à leur pratique professionnelle.

Organisation des organes de Direction participant au dispositif du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne de Cegedim est caractérisé par un fort niveau d'interaction entre Conseil d'administration, Direction Générale et Direction des Activités, favorisant ainsi la transparence des stratégies, des risques et des actions mises en œuvre au sein du Groupe.

La Direction Générale de Cegedim s'est dotée d'organes centraux de direction et de contrôle, comprenant la Direction Financière, la Direction Comptable, la Direction du Contrôle de Gestion, la Direction des Ressources Humaines, la Direction Juridique, le Secrétariat Général, la Direction Informatique et la Direction de la Communication.

De manière constante depuis l'année 2006, le Groupe a souhaité renforcer les équipes dédiées au contrôle et à la coordination des opérations internationales. Rattachées à la Direction Générale, leur principale mission consiste à formaliser, puis mettre en place des procédures communes aux filiales du Groupe, garantissant ainsi l'uniformité des méthodes de travail.

Le réseau de contrôleurs financiers, pays ou régions, continue de se renforcer, notamment en 2007 avec l'intégration des équipes Dendrite. Ils ont en charge de relayer au niveau local la politique du Siège, d'assurer au niveau local un contrôle financier des opérations dans le cadre de la gestion courante ou lors de processus de refontes opérationnelles tels que décidés par le Siège.

Dans leurs domaines respectifs, la mission de ces organes de direction et de contrôle consiste à réguler le fonctionnement du Groupe, et, dans le même temps, à mettre leurs compétences spécialisées au service de la conduite des opérations.

Éléments-clefs du contrôle interne relatifs à l'élaboration de l'information financière et comptable

En 2008, le Groupe a poursuivi son travail d'harmonisation et d'optimisation de ses procédures d'information et de contrôle interne en conformité avec la loi de sécurité financière.

Elaboration des comptes du Groupe

Centralisation de la comptabilité des sociétés du Groupe Cegedim

La Direction Comptable de Cegedim établit les comptes sociaux des filiales constituant le périmètre français du Groupe et dirige l'ensemble du processus d'élaboration des comptes consolidés. S'agissant de la tenue de la comptabilité des filiales étrangères et des sociétés nouvellement acquises, la Direction Comptable a instauré une procédure normée de remontées de liasses de consolidation. Parallèlement, la Direction du Contrôle de Gestion veille à la remontée mensuelle de leurs données financières et opérationnelles clefs. Régulièrement, les deux Directions valident conjointement la cohérence de leurs données.

La création dès 2005 d'un service spécifiquement dédié à la consolidation internationale a permis à la Société de contribuer à fiabiliser les informations financières provenant des filiales étrangères, tout en s'adaptant aux nouvelles réglementations comptables. Par ailleurs, ce processus centralisé de consolidation a permis de réduire sensiblement les délais de remontées des informations internationales.

Contrôle et enrichissement de l'information financière et comptable par le Contrôle de Gestion

Les données fournies par la Direction Comptable sont systématiquement rapprochées des travaux menés par la Direction du Contrôle de Gestion, qu'il s'agisse du suivi analytique régulier des activités, du contrôle budgétaire, ou des comptes-rendus d'inspection.

Ces informations sont la base des tableaux de bord élaborés par le Contrôle de Gestion, permettant le suivi régulier d'indicateurs clés.

Outils informatiques utilisés pour l'élaboration de l'information financière et comptable

Cegedim mène une politique visant à faire évoluer ses outils informatiques pour assurer au mieux la disponibilité, l'intégrité, la conformité et l'auditabilité de ses données financières et comptables.

Afin d'assurer une nécessaire cohérence interne ainsi qu'une parfaite adéquation avec les besoins de pilotage du Groupe, de nouveaux outils ont été mis en place courant 2008 sous la responsabilité directe du Directeur Général Délégué, assisté d'un responsable projet assurant l'interface avec la Direction Comptable et la Direction du Contrôle de Gestion.

Éléments-clefs du contrôle juridique et opérationnel exercés par la société-mère sur les filiales

Contrôle des engagements

Le Secrétariat Général et la Direction Juridique du Groupe assurent la supervision centrale des autorisations et délégations et veillent, dès leur création, à leur limitation conformément aux règles internes du Groupe en matière d'engagements.

Contrôle de l'activité juridique du Groupe

Les procédures du Groupe Cegedim prévoient la consultation de la Direction Juridique préalablement à la conclusion des contrats avec des tiers, selon leur objet, les déclarations et les engagements qu'ils contiennent, et, le cas échéant, le caractère transnational des opérations qu'ils régissent. La Direction Juridique organise par ailleurs la centralisation des informations relatives à certains contrats-clefs.

Contrôle de la sécurité interne

Deux coordinateurs spécialisés, tous deux rattachés à la Direction Générale, assurent la mise en œuvre de la politique de sécurité interne du Groupe Cegedim : le Responsable de la Sécurité Informatique et le Responsable de la Sécurité Physique, l'un et l'autre s'appuyant sur un réseau de correspondants locaux.

La politique de sécurité interne fait intervenir la Direction des Ressources Humaines, à travers la sensibilisation et les engagements de tous les collaborateurs du Groupe lors de leur recrutement puis à intervalle régulier.

Concernant la sécurité interne des systèmes d'information, Cegedim a mis en place la mutualisation des ressources informatiques à disposition de ses filiales et de leurs clients. Le Groupe a également instauré une politique centralisée de sécurité interne de son système d'information, dont l'application s'étend à tous les systèmes d'information centraux du Groupe, ainsi qu'à ceux de tous ses départements et filiales.

La politique de sécurité interne du système d'information couvre en particulier :

- La sécurité du personnel (réduire les risques d'erreur humaine, de vol, de fraude ou d'utilisation abusive des infrastructures) ;
- La sécurité physique (contrôler l'accès, les dommages et les perturbations liés aux actifs du Groupe) ;

- La sécurité des accès informatiques (contrôler l'accès aux informations) ;
- La sécurité des informations (assurer un niveau de protection approprié des informations) ;
- La sécurité de l'administration des systèmes (assurer le fonctionnement correct et sûr des infrastructures de traitement de l'information) ;
- La sécurité des développements informatiques (intégrer la sécurité dans les développements et assurer l'exécution sécurisée des activités de soutien) ;
- La prévention, la détection et la gestion de crise.

Cette politique est activement animée par la Direction Générale qui depuis 2005 a renforcé l'équipe dédiée à la sécurité au sein de la Direction des Systèmes d'Information. Cette équipe effectue notamment des audits sécurité au sein des filiales du Groupe, en particulier à l'étranger.

Les principaux laboratoires pharmaceutiques clients du Groupe Cegedim ont adopté le référentiel PDA (Parenteral Drug Association), intégrant les plus hautes exigences en matière d'audit et de contrôle des systèmes d'information des entreprises (objet du référentiel COBIT, instauré par l'Information Systems Audit and Control Association et des préconisations du COSO, Committee Of Sponsoring Organizations).

Le guide d'Audit PDA a donc tout naturellement été adopté par le Groupe Cegedim.

Avec l'intégration de Dendrite en 2007, le Groupe a encore renforcé la sécurisation de son système d'information, en bénéficiant d'une infrastructure mondiale, avec des capacités d'hébergement et de production sur les cinq continents.

Contrôle de la gestion des opérations

Le contrôle de la gestion des opérations du Groupe comporte quatre volets :

- Le processus d'élaboration du budget annuel ;
- Le reporting mensuel « gestion » et la présentation de projections annuelles ;
- Le reporting trimestriel « affaires » ;
- Les missions d'inspection effectuées ponctuellement auprès des départements et filiales du Groupe.

Ces procédures concernent l'ensemble des départements et filiales du Groupe. Par ailleurs, lors de nouvelles acquisitions, un processus normalisé d'intégration est mis en place afin d'assurer dans les plus courts délais les remontées d'informations nécessaires au pilotage et au contrôle de gestion selon les normes en vigueur.

Le processus d'élaboration du budget annuel

Chaque année, les Directeurs d'Activités présentent à la Direction Générale le budget annuel des activités placées sous leur responsabilité. Pour la préparation de ces budgets, le Contrôle de Gestion est chargé de fournir toute assistance nécessaire aux responsables opérationnels, et d'orienter leurs travaux, afin d'en garantir la cohérence globale et d'en consigner les hypothèses-clefs en vue de leur suivi au cours de l'année.

Le reporting mensuel « gestion » et la présentation de projections annuelles

Le Contrôle de Gestion est chargé d'établir le reporting mensuel de l'ensemble des filiales du Groupe, incluant leurs projections annuelles et leur suivi budgétaire. Systématiquement présenté à la Direction Générale du Groupe, ce reporting permet d'identifier les tendances de fonds relatives aux performances de chaque entité et d'orienter, le cas échéant, les mesures correctrices.

Le reporting trimestriel « affaires »

Chaque Directeur d'Activités est chargé d'informer trimestriellement la Direction Générale des activités de gestion relatives au périmètre dont il a la responsabilité. Ce reporting porte sur l'activité commerciale, les produits et services, le personnel, l'organisation et les investissements. Il a pour but essentiel d'identifier les risques qui, dans chacun de ces domaines, seraient susceptibles d'affecter les résultats du Groupe. L'analyse transversale de ce reporting « affaires » permet de mettre en évidence les risques de marché, l'état de la concurrence, d'identifier les opportunités d'évolution (croissance externe, axes de développement stratégique) et de renforcer les synergies au sein du Groupe.

Les missions ponctuelles d'inspection

Des missions d'inspection décidées par la Direction Générale sont conduites régulièrement. Les autres organes de contrôle contribuent à orienter le choix et le contenu de ces missions et interviennent généralement pour en faciliter l'exécution. Le champ d'investigation de ces travaux s'étend à l'ensemble des domaines du contrôle interne. »

Objectifs 2009

- Poursuivre l'optimisation des processus internes en s'appuyant sur les conclusions du Pôle de l'Excellence Opérationnelle ;
- Optimiser le reporting après avoir mis en place des outils de gestion financière intégrés et homogènes au sein du Groupe, assurant un flux d'information sécurisé, systématique et cohérent pour servir simultanément les besoins de gestion et de comptabilité statutaire ou consolidée ;
- Restructuration du département de la recherche et développement.

Fait à Boulogne-Billancourt le 22 avril 2009

Jean-Claude LABRUNE
Président Directeur Général
Cegedim S.A.

26.3 Rapports des Commissaires aux comptes

26.3.1 Rapport général des Commissaires aux comptes

Comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Cf. point 20.1.3 du présent Document de Référence.

26.3.2 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées de Cegedim S.A.

Exercice du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008.

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

1. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1.1 Conseil d'Administration du 23 juin 2008

1.1.1 Signature du « Second Supplemental Agreement »

Administrateur concerné : Monsieur Pierre Marucchi représentant permanent de la société FCB (ex Financière Cegedim) au Conseil d'administration de la société et Directeur Général Délégué des sociétés Alliadis Europe Ltd, Epic Database Research Company, In Practise systems Ltd, Président de Cegedim USA Inc. et Sole Director de Dendrite International Inc.

Nature et objet : Autorisation de signature du « Second Supplemental Agreement » au contrat de crédit souscrit par la Société le 3 mai 2007, pour remplacement de la clause 19.5 « guarantor threshold » par la clause « global threshold test » intégrant les filiales Alliadis Europe Ltd, Epic Database Research Company, In Practice Systems Ltd, Cegedim Usa Inc, Dendrite International Inc.

1.1.2 Signature de l' « Accession Agreement »

Administrateurs concernés : Monsieur Pierre Marucchi représentant permanent de la société FCB (ex Financière Cegedim) au Conseil d'administration de la société et Directeur Général Délégué et Director de

la société Cegedim Dendrite Ltd. et Monsieur Laurent Labrune Administrateur de la société et Managing Director de la société Cegedim Deutschland GmbH et Director de la société Cegedim Dendrite Ltd.

Nature et objet : Autorisation de signature d'un acte d'adhésion « accession Agreement » au contrat de crédit souscrit par la Société le 3 mai 2007 par Cegedim Deutschland GmbH et Cegedim Dendrite Ltd.

1.2 Conseil d'Administration du 17 septembre 2008

Administrateurs concernés : Monsieur Pierre Marucchi représentant permanent de la société FCB (ex Financière Cegedim) au Conseil d'administration de la société et Directeur Général Délégué et Director de la société Cegedim Bilisim Ve Danismanlik Tis. A.S et Monsieur Laurent Labrune administrateur de la société et Director de la société Cegedim Bilisim Ve Danismanlik Tic. SAS.

Nature et Objet : Abandon de créance au profit de sa filiale, la société Cegedim Bilisim Ve Danismanlik Tic. SAS de 224 993€, inscrite en compte courant.

2. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 Avec la SCI du 114 rue d'Aguesseau Bureau

Nature et Objet : Existence d'un bail en l'état futur d'achèvement pour un immeuble de bureaux situé 114, rue d'Aguesseau à Boulogne auprès de la SCI du 114 rue d'Aguesseau Bureau, Cegedim S.A. se chargeant de l'aménagement et des lots techniques concernant ces locaux.

2.2 Avec la SCI MAG

Nature et Objet : Location de locaux au 110-112, rue d'Aguesseau à Boulogne-Billancourt.
Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 26 581€

2.3 Avec FCB (ex Financière Cegedim)

- Locaux et parkings au 131-137, rue d'Aguesseau

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 131-137, rue d'Aguesseau à Boulogne-Billancourt.
Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 3 209 250€

- Locaux et parkings au 104-106, rue d'Aguesseau

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 104-106, rue d'Aguesseau à Boulogne-Billancourt.
Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 32 441€

- Locaux et parkings au 17, rue de l'Ancienne Mairie

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 17, rue de l'Ancienne Mairie à Boulogne-Billancourt.
Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 1 168 286€

- Locaux à Longjumeau

Nature et Objet : Location de locaux à Longjumeau.
Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 80 000€

- Locaux au 86 à 94 avenue André Morizet

Nature et Objet : Location de locaux au 86 à 94 avenue André Morizet, à Boulogne-Billancourt.

Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 218 600€

- Locaux et parkings au 15 rue de l'ancienne mairie

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 15 rue de l'ancienne mairie, à Boulogne-Billancourt.

Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 135 674€

- Locaux et parkings au 8 impasse Latécoère

Nature et Objet : Location de locaux et parkings au 8 impasse Latécoère, à Vélizy-Villacoublay.

Modalités : Loyers pris en charge en 2008 (hors charges) : 271 442€

- Contrat de prestations

Nature et Objet : Contrat de prestations en matière de conseil stratégique, ressources humaines, marketing, finance, budget et système d'informations interne.

Modalités : Prestations prises en charge en 2008 : 2 019 250€

2.4 Avec Madame Aude Labrune et Monsieur Laurent Labrune

Nature et objet : Cession temporaire à la société Cegedim S.A. de l'usufruit sur les parts de la SCI du 114 Rue d'Aguesseau Bureau :

- 198 titres démembrés appartenant à parts égales à Madame Aude Labrune et Monsieur Laurent Labrune,
- durée de la cession de l'usufruit : 18 ans à compter du 9 octobre 2006, soit jusqu' au 8 octobre 2024.

Fait à Paris et Courbevoie, le 24 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

Grant Thornton

100 rue de Courcelles – 75849 Paris cedex 17
Tél. : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel Cohen
Commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Tél. : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul Stevenard
Commissaire aux comptes

26.3.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008.

Cf. point 20.2.3 du présent Document de Référence.

26.3.4 Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la Société Cegedim, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2008.

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Cegedim et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président du Conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information

comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225 37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225 37 du Code de commerce.

Fait à Paris et Courbevoie, le 24 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

Grant Thornton

100 rue de Courcelles – 75849 Paris cedex 17
Tél. : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel Cohen
Commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Tél. : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul Stevenard
Commissaire aux comptes

26.3.5 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes

26.3.5.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression de droit préférentiel de souscription

Société Cegedim S.A.

Assemblée générale extraordinaire
du 27 mai 2009 (9ème résolution)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société, et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital par l'émission de titres de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant en nominal n'excédant par 3% du capital, réservée aux salariés, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 du Code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113, R.225-114 et R.225-115 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Conseil d'administration.

Fait à Paris et Courbevoie, le 24 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

Grant Thornton

100 rue de Courcelles – 75849 Paris cedex 17
Tél. : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel Cohen
Commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Tél. : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul Stevenard
Commissaire aux comptes

26.3.5.2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'émission d'actions et de valeurs mobilières avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription

Société Cegedim S.A.

Assemblée générale extraordinaire
du 27 mai 2009 (7ème et 8ème résolutions)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et L 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation de capital par l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières avec maintien ou suppression du droit

préférentiel de souscription, pour un montant nominal maximum de 7 622 400 euros, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois (18 mois en cas de suppression du droit préférentiel de souscription) la compétence pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et fixer le cas échéant les conditions définitives de ces émissions et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre (8ème résolution).

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113, R.225-114 et R.225-117 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre en cas d'émission de valeurs mobilière donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette autorisation par votre Conseil d'administration.

Fait à Paris et Courbevoie, le 24 avril 2009

Les Commissaires aux comptes

Grant Thornton

100 rue de Courcelles – 75849 Paris cedex 17
Tél. : +33 (0) 1 56 21 03 03

Michel Cohen
Commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

61 rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Tél. : +33 (0) 1 49 97 60 00

Jean-Paul Stevenard
Commissaire aux comptes

26.4 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 27 mai 2009

AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués en Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, le 27 mai 2009 à 9 h 30, au 17, rue de l'ancienne mairie 92100 BOULOGNE, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Rapport de gestion du Conseil d'administration,
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Rapport de gestion du Groupe,
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice de consolidation clos le 31 décembre 2008,
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ; approbation des conventions qui y sont mentionnées,
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et quitus aux Administrateurs,
- Affectation du résultat,
- Fixation des jetons de présence,
- Autorisation au Conseil d'administration de procéder à des rachats par la Société de ses propres actions,

ORDRE DU JOUR DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Augmentation du capital social en numéraire - Conditions et modalités de l'émission,
- Suppression du droit préférentiel de souscription,
- Modification corrélative des statuts,
- Augmentation du capital social au profit des salariés,
- Pouvoirs en vue des formalités.

TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE, ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DU 27 MAI 2009

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 lesquels font apparaître une perte de 22 698 542.34€.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'assemblée générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 343 034.30€ ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 118 175.00€.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 22 698 542.34€ au compte autres réserves.

Rappel des dividendes distribués

L'Assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Nombre d'actions	Revenus éligibles à l'abattement			Revenus non éligibles à l'abattement
		Dividendes		Autres revenus distribués	
		Par action	Global		
2005	9 331 449	0.77€	7 185 215.73€	Néant	Néant
2006	9 331 449	0.80€	7 465 159.20€	Néant	Néant
2007	9 331 449	0.90€	8 298 304.10€	Néant	Néant

TROISIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports des Commissaires aux comptes, sur les comptes consolidés dudit exercice, approuve lesdits comptes au 31 décembre 2008 ainsi que les opérations transmises dans ceux-ci ou résumées dans le rapport sur la gestion du Groupe.

QUATRIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions relevant des articles L 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice en cours à 45 milliers d'euros.

SIXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter des actions de la Société.

Les achats d'actions, qui ne pourront représenter plus de 10 % du capital social de la Société, pourront être réalisés à tout moment et par tous moyens sur le marché, hors marché, de gré à gré ou par utilisation de mécanismes optionnels, éventuellement par tous tiers agissant pour le compte de l'entreprise, y compris par un prestataire de service d'investissement intervenant sur les actions de la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés

Financiers, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-206 du Code de commerce.

Cette autorisation permettrait d'attribuer des actions de la Société aux mandataires sociaux et aux membres du personnel salarié du Groupe Cegedim conformément aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce.

La Société devra, conformément aux dispositions légales, disposer en permanence de réserves, autres que la réserve légale, d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions qu'elle possède en propre.

Le prix unitaire d'achat maximum est fixé à 100€.

La présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois expirant le 26 novembre 2010. Elle annule et remplace l'autorisation accordée par l'assemblée générale mixte du 7 mai 2008.

L'assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de délégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation, pour passer tout ordre de bourse, conclure tous accords, y compris un contrat de liquidité AFEI, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire ce qui est nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par lui dans le cadre de la présente autorisation.

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

SEPTIÈME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et constaté que le capital était entièrement libéré, décide de déléguer au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-129-2 du Code de commerce, toutes compétences pour décider, dans un délai maximum de 26 mois à compter de la présente assemblée et dans la limite d'un plafond maximum, en nominal, de 7 622 400€, d'une ou plusieurs augmentations du capital social, immédiate ou à terme, en numéraire, avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- par création et émission, avec ou sans prime d'émission, d'actions ordinaires,
- par émission de valeurs mobilières composées, donnant droit à l'attribution ou la souscription de titres de capital de la Société, en ce compris toute attribution gratuite de valeurs mobilières aux actionnaires.

Dans ce cadre et sous ces limites, le Conseil d'administration disposera de tous les pouvoirs pour décider et réaliser la ou les augmentations de capital qui lui paraîtront opportunes et fixer notamment :

- les conditions d'émission des nouveaux titres de capital, immédiats ou à terme, à émettre, et en particulier le prix de souscription,
- constater la réalisation de ces augmentations de capital ;
- procéder aux modifications corrélatives des statuts.

La présente délégation de compétence emporte également, dans le cadre d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, la faculté pour le Conseil d'administration d'instituer, le cas échéant, un droit de souscription à titre réductible, pour les titres de capital nouveaux non souscrits à titre irréductible, qui sera attribué aux titulaires de droits de souscription qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Les actions non souscrites pourront être réparties en totalité ou en partie par le Conseil d'administration au profit des personnes de son choix. Elles pourront être offertes au public.

Le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital.

L'Assemblée générale décide, en outre, que le nombre de titres à émettre dans le cadre des augmentations de capital qui pourront être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation, pourra être augmenté, dans les trente jours de la clôture de la souscription pour faire face à d'éventuelles demandes supplémentaires de titres.

Cette augmentation du nombre de titres à émettre ne pourra toutefois excéder 15% de l'émission initiale. Les souscriptions complémentaires s'effectueront au même prix que les souscriptions initiales.

Le Conseil d'administration pourra, dans les limites légales, déléguer au Directeur général ou, en accord avec ce dernier, au Directeur général délégué, les compétences qui lui sont conférées au titre de la présente résolution.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration décide que la délégation de compétence générale consentie sous la résolution qui précède, emporte l'autorisation pour le Conseil d'administration, de décider de maintenir ou de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux augmentations de capital qui pourront être décidées par le Conseil d'administration en vertu de ladite délégation.

En cas d'utilisation de cette délégation par le Conseil d'administration et suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et compte tenu des termes du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, le prix d'émission des nouveaux titres de capital sera fixé dans le respect des prescriptions légales et la durée de la délégation générale de compétence consentie sous la première résolution réduite de 26 à 18 mois.

En cas d'utilisation de cette délégation par le Conseil d'administration et suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, l'assemblée générale autorise le Conseil d'administration à instituer, le cas échéant, un délai de priorité pour la souscription des actionnaires.

Un rapport spécial des Commissaires aux comptes, comportant les mentions réglementaires prévues à cet effet, sera établi dès l'émission des actions réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide en application des dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société, une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues à l'article L 443-5 du Code du travail.

En cas d'adoption de la présente résolution, l'Assemblée générale décide :

- que le Conseil d'administration disposera d'un délai maximum de 26 mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L 443-1 du Code du travail ;
- d'autoriser le Conseil d'administration, à procéder, dans un délai maximum de 26 mois à compter de ce jour, à une augmentation de capital d'un montant en nominal n'excédant pas 3% du capital qui sera réservée aux salariés adhérant audit plan et réalisée conformément aux dispositions de l'article L. 443-5, al.3 du Code du travail ; en conséquence, cette autorisation entraîne la renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

DIXIEME RESOLUTION

Conformément aux dispositions de l'article L 225-129-2, alinéa 2 du Code de commerce, les délégations de compétence générale consenties sous les résolutions qui précèdent, privent d'effet, à compter de ce jour, toutes les délégations antérieures ayant le même objet.

ONZIEME RESOLUTION

Le Conseil d'administration est tenu de rendre compte à l'assemblée de l'utilisation qu'il aura fait des délégations consenties en établissant un rapport complémentaire au rapport général annuel sur la gestion de la Société, comportant les mentions requises par la réglementation en vigueur ainsi qu'un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité dont il dispose et l'utilisation qui en a été faite, joint au rapport de gestion ou annexé à celui-ci.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités légales.

Conformément aux dispositions du Décret n°67-236 du 23 mars 1967 modifié par le Décret 2006-1566 du 11 décembre 2006, les actionnaires sont informés que la participation à l'assemblée est subordonnée à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- 1) adresser une procuration à la société sans indication de mandataire,
- 2) voter par correspondance,
- 3) donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint.

Pour donner pouvoir, voter par correspondance ou se faire représenter :

Les propriétaires d'actions au porteur devront demander le formulaire de vote par correspondance/procuration et ses annexes à l'établissement financier dépositaire de leurs titres de telle sorte que la demande parvienne à cet intermédiaire six jours avant la date de l'assemblée.

Les propriétaires d'actions nominatives devront retourner directement à CM-CIC Securities, c/o CM-CIC Titres, 3, allée de l'Étoile – 95014 Cergy Pontoise, le formulaire de vote par correspondance/procuration qui leur aura été adressé directement, accompagné de ses annexes.

Les formulaires de vote par correspondance/procuration ne seront pris en compte qu'à la condition d'être reçus par CM-CIC Securities, à l'adresse ci-dessus mentionnée, 3 jours avant la date de l'assemblée, et être accompagnés, pour ceux provenant des actionnaires au porteur, d'une attestation de participation.

Il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration et réciproquement.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 136 du Décret du 23 mars 1967, modifié par le Décret 2006-1566 du 11 décembre 2006 :

- tout actionnaire ayant effectué l'une ou l'autre des formalités ci-dessus, peut céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société ou son mandataire invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.
- aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société.

Les modalités de participation à l'Assemblée générale par visioconférence ou par un moyen de télécommunication n'ont pas été retenues pour cette assemblée générale.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 135-1 du Décret du 23 mars 1967, modifié par le Décret 2006-1566 du 11 décembre 2006, les actionnaires peuvent poser des questions écrites au Président du Conseil d'administration, à compter de la présente publication jusqu'au 4^{ème} jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale. Ces questions doivent être adressées au siège social de la société, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à la loi, l'ensemble des documents devant être communiqués à l'Assemblée générale, sera tenu, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires au siège social de la société.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demande d'inscription de projets de résolutions présentés par les actionnaires.

Le Conseil d'administration



Société Anonyme au capital de 8 891 004.61€
Siège social : 127 à 137, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt
R.C.S. Nanterre : 350 422 622 – Code NAF : 6311 Z
Téléphone : + 33 (0)1 49 09 22 00
Télécopieur : +33 (0)1 46 03 45 95
E-mail : communication@cegedim.fr

www.cegedim.fr

Les documents juridiques relatifs à Cegedim sont consultables au siège